

UNIVERSITÉ DE NANCY

FACULTÉ DE DROIT

LA NATION

ÉTUDE THÉORIQUE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE PAR

HENRI DE COURTEVILLE

Juge suppléant au Tribunal civil de Charleville (Ardennes)

L'ACTE PUBLIC SERA SOUTENU

Le 27 Mars 1897, à quatre heures du soir

Président: M. GAVET, Professeur.

Suffragants: { M. BLONDEL, Professeur,
M. CARRÉ DE MALBERG, Professeur.

CHARLEVILLE — IMPRIMERIE A. ANCIAUX, 29, RUE DE L'ARQUEBUSE

1897

THE NATIONAL ARCHIVES

1401771-1

A MES PARENTS

A MES AMIS

UNIVERSITÉ DE NANCY

FACULTÉ DE DROIT

LA NATION

ÉTUDE THÉORIQUE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE PAR

HENRI DE COURTEVILLE

Juge suppléant au Tribunal civil de Charleville (Ardennes)

L'ACTE PUBLIC SERA SOUTENU

Le 27 Mars 1897, à quatre heures du soir

Président: M. GAVET, Professeur.

Suffragants: { M. BLONDEL, Professeur,
M. CARRE DE MALBERG, Professeur.

CHARLEVILLE — IMPRIMERIE A. ANCIAUX, 29, RUE DE L'ARQUEBUSE

1897

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. LEDERLIN, ✱, I ②.

Doyen honoraire : M. JALABERT, ✱, I ②.

Professeur honoraire : M. LOMBARD (Ad.), ✱, I ②.

MM. LEDERLIN, ✱, I ②, Professeur de Droit romain, Chargé du Cours de Pandectes. et Chargé du Cours d'Histoire du Droit. (Droit français étudié dans ses origines féodales et coutumières).

LIÉGEAIS, I ②, Professeur de Droit administratif, et Chargé du Cours d'Histoire des Doctrines économiques.

BLONDEL, I ②, Professeur de Code civil, et Chargé du Cours de Principes du Droit public et du Droit constitutionnel comparé.

BINET, I ②, Professeur de Code civil, et Chargé du Cours d'enregistrement.

LOMBARD (P.), I ②, Professeur de Code civil.

GARNIER, I ②, Professeur d'Économie politique, et Chargé du Cours de Législation financière.

MAY, I ②, Professeur de Droit romain, et Chargé du Cours de Pandectes, et du Cours de Droit international public (Doctorat).

GARDEIL, I ②, Professeur de Droit criminel, et Chargé du Cours de Législation et Économie industrielles.

BEAUCHET, I ②, Professeur de Procédure civile, Chargé du Cours de Procédure civile (Voies d'exécution), et Chargé du Cours de Législation et Économie coloniales.

BOURCART, I ②, Professeur de Droit commercial.

GAVET, I ②, Professeur d'Histoire du Droit.

CHRÉTIEN, I ②, Professeur de Droit international public et privé.

CARRÉ DE MALBERG, A ②, Professeur de Droit constitutionnel et administratif.

MELIN, Docteur en Droit, Chargé de Conférences.

VALEGEAS, A ②, Docteur en Droit, Secrétaire.

LACHASSE, I ②, Docteur en Droit, Secrétaire honoraire.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LES PRINCIPES SUR LESQUELS SE FONDE L'EXISTENCE DE LA NATION.	7
I. — Le droit social fondamental de l'individu. — Droit au milieu social favorable à son développement normal.....	8
II. — Les conditions sociales du développement de l'individu.....	13
III. — Le milieu social favorable constitué par la combinaison des deux principes de liberté et de solidarité.....	28
IV. — L'association imposée.	43
V. — L'établissement de l'association imposée dans les cadres déjà formés par la nature. — La Famille et la Nation.....	46

DEUXIÈME PARTIE

L'APPLICATION DES PRINCIPES	51
Chapitre I. — Les Nations.	52
I. — La Pluralité des nations	52
II. — Sur quel fondement se sont constituées les nations. — Les divers systèmes proposés.....	66
III. — La formation historique des nations.....	82
IV. — L'organisme social et le contrat social.....	87
Chapitre II. — Les Membres de la Nation.	91
I. — La Nationalité naturelle	92
II. — La Nationalité de choix.....	109
III. — L'annexion	123

Chapitre III. — Les Droits de l'individu dans la Nation	128
I. — Principe des restrictions apportées à la capacité de certains individus.....	128
II. — Incapacités résultant des qualités de certaines personnes ou des circonstances dans lesquelles elles se trouvent..	134
III. — Incapacités frappant d'une façon générale certaines catégories de personnes:.....	145
IV. — Situation des étrangers.....	160
Chapitre IV. — L'Autorité dans la Nation	166
I. — Le Fondement de l'autorité du gouvernement.....	166
II. — L'Organisation du gouvernement démocratique.....	184
III. — Examen de quelques questions spéciales.....	198
Chapitre V. — Les Pouvoirs de l'Autorité nationale	211
Chapitre VI. — Les Rapports des Nations entre elles	222
I. — Les Principes.....	222
II. — La Coopération forcée dans l'association imposée doit-elle être établie entre les nations?.....	231
III. — Le Patriotisme.....	246

LA NATION

PREMIÈRE PARTIE

LES PRINCIPES SUR LESQUELS SE FONDE L'EXISTENCE
DE LA NATION

L'homme est un être qui vit en sociétés.

Nous croyons inutile de développer et d'expliquer cette première proposition ; nous nous bornons ici à constater un fait. Nous n'étudierons point quelles sont les influences, quelles sont les causes physiques ou psychologiques qui ont produit ce fait ; nous nous contenterons de le regarder comme établi par l'expérience universelle.

Parmi les sociétés humaines, il en est que l'on nomme les Nations ou les Etats (1). C'est de ces sociétés que nous voulons étudier la formation, les caractères spécifiques, la constitution, le rôle dans l'évolution de l'humanité.

(1) Nous verrons plus loin quelle est au juste la signification de chacun de ces deux termes et en quoi *l'Etat* se distingue de *la Nation*.

I

LE DROIT SOCIAL FONDAMENTAL DE L'INDIVIDU. — DROIT AU MILIEU SOCIAL
FAVORABLE A SON DÉVELOPPEMENT NORMAL

Une question se pose immédiatement, dont la solution nous servira de point de départ dans nos développements ultérieurs :

Quel est le but, quelle est la fin, quelle est la loi de la vie humaine?

Nous ne voulons pas entrer ici dans des controverses métaphysiques mais il nous faut une réponse à la question ainsi posée; il nous faut d'ailleurs une formule assez compréhensive pour qu'elle ne heurte aucun des systèmes philosophiques ou religieux mais que, exprimant une vérité commune à tous, elle rallie les partisans de chacun (1).

Pour les matérialistes de tous ordres, le but de la vie est d'atteindre le plus haut degré de bonheur compatible avec les conditions de l'existence terrestre. Pour la plupart des religions établies, notre seul souci doit être, dans notre passage ici bas, de nous préparer à la vie extra-terrestre qui nous est réservée après notre mort.

Entre ces deux doctrines extrêmes prennent place une infinité de croyances (2) intermédiaires dont les adeptes feront à

(1) Il peut sembler que pareilles questions ne sont point à leur place dans une étude de ce genre; il nous paraît, au contraire, que c'est en leur cherchant une solution et en s'appuyant ainsi sur les fondements philosophiques les plus profonds, que l'on arrivera seulement à éviter de baser les lois des Sociétés sur les données d'un grossier empirisme.

C'est en recherchant comme nous le faisons, *pourquoi* la société existe, que l'on parvient à déterminer d'une façon saine *comment* elle doit se comporter, être organisée et régie.

(2) Nous prenons ce mot en son sens le plus large; les négations même de certains libres penseurs sont aussi des *croyances*.

notre question des réponses qui approcheront plus ou moins de celle-ci : Le but de la vie humaine, c'est le progrès individuel et collectif, c'est le développement matériel et moral conduisant l'homme, suivant les lois de sa nature, au degré de perfection dont il est susceptible.

Sur cette idée de progrès, de développement, les théories les plus opposées en apparence peuvent se rencontrer.

Les matérialistes les plus anti-religieux déclarent que, parmi les jouissances que l'homme doit rechercher, certaines sont d'un ordre plus élevé, plus délicat ; ils nous disent que, pour accroître sa faculté de jouir, l'homme doit cultiver son esprit et son cœur, qu'il doit se développer en un mot et pour augmenter son propre bien-être, et pour assurer à ceux qui le suivront un bonheur plus grand que celui qu'il a lui-même acquis.

Les idéalistes les plus mystiques cessent, de leur côté, de s'abîmer dans la contemplation du ciel et commencent à songer aux conditions de la vie terrestre. Un des représentants les plus autorisés du Christianisme social réclame pour tous les hommes *le droit au salut* : « Dieu veut, dit-il, que tous les hommes soient sauvés ; il faut donc dès ici bas que chaque individu s'élève afin d'être à même de saisir le salut ; il faut que toute l'humanité aille toujours progressant matériellement et moralement, afin que les entraves tombent et que le salut soit mis à la portée de tous » (1).

Matérialistes et chrétiens reconnaissent d'ailleurs qu'il y a en l'homme une tendance à se développer suivant certaines voies ; pour les premiers, c'est là une conséquence de la loi universelle de l'évolution ; pour les seconds, il reste en nous quelques traces de l'image divine obscurcie par le péché, et

(1) T. Fallot. « *Simple explication* ».

Jésus est venu remettre devant nos yeux l'idéal de notre nature et nous enseigner à le réaliser.

Ceci constaté, nous croyons que, de part et d'autre, tous ceux qui pensent, qui observent et qui réfléchissent peuvent se mettre d'accord sur cette formule que nous empruntons à l'un des hommes qui nous semblent exprimer le mieux la pensée des meilleurs esprits : « Dans le germe des plantes et des êtres vivants, on peut reconnaître de délicats linéaments à peine indiqués, marquant le point de départ des organes futurs. — Ainsi se trouve indiqué, dans l'homme tel qu'il est, ce qu'il doit devenir s'il veut obéir à sa destinée et à la volonté qui est au fond de la vie. Vivre tout entier par toutes les parties de soi-même, réaliser les virtualités qui sont en nous, faire ce que nous pouvons faire, devenir ce que nous sommes capables de devenir, voilà le but de la vie ». (1)

Citant plus haut la parole d'un auteur chrétien nous disions : l'homme possède *le droit au salut*. Généralisant cette expression, nous affirmons que, de ce que nous avons essayé d'établir dérive en effet, pour l'homme un droit :

Par cela seul qu'il vit, il a le droit de tendre vers le développement de tout ce qui, en lui, est susceptible de se perfectionner et comme, pour réaliser une fin, il faut être en possession des moyens, nous ajouterons : L'individu a, en principe, *le droit* d'exiger qu'on lui offre les conditions d'existence et de milieu qui sont nécessaires ou simplement favorables à la vie normale dont nous parlions plus haut.

Ceci ne veut point dire, qu'on le remarque bien, que l'individu doive être dispensé de tout effort; bien au contraire,

(1) C. Wagner. « *Jeunesse* ».

nous ne nous lasserons pas de proclamer bien haut la nécessité de l'effort personnel, seul efficace pour le perfectionnement humain ; seulement nous disons que les circonstances, le milieu doivent être tels que cet effort ne soit pas vain, mais que, par un travail sérieux et soutenu, l'individu puisse arriver aux résultats qu'il est en droit d'attendre de ses peines.

Cependant si nous avons posé le principe dans toute sa rigueur théorique, il faut immédiatement reconnaître que, dans la réalité, il se trouve tempéré par la force même des choses ; la volonté humaine n'est point maîtresse absolue des évènements et de la matière ; aussi la formule suivante sera plus exacte :

L'individu a le droit de voir les conditions extérieures favorables à son développement normal se réaliser dans la mesure où la nature des choses le permet actuellement ; et ajoutons : il a le droit de voir leur réalisation s'opérer d'une façon progressive, suivant qu'il progressera lui-même, en puissance physique et en force morale.

Quelles sont ces conditions favorables au développement de l'individu ?

Les unes sont d'ordre moral et intime : nous ne nous y arrêterons pas ; leur réalisation regarde l'individu lui-même ; ici il a non point des droits, mais des devoirs.

D'autres sont d'ordre matériel et physique ; nous ne nous y arrêterons pas non plus ; c'est affaire aux sciences appliquées de les étudier.

D'autres enfin sont des conditions sociales. L'homme vit, avons-nous dit, en sociétés, or ces sociétés doivent de par la force des choses être organisées ; on conçoit que leur

organisation puisse, selon la façon dont elle est agencée, être favorable ou au contraire défavorable au développement des individus.

Eh bien, le principe fondamental posé plus haut se traduit ici par cette affirmation : chaque homme a le droit d'exiger que la société soit organisée de telle sorte que son développement normal soit favorisé autant qu'il sera possible. L'individu possède, en résumé, le droit à la réalisation immédiate et progressive de ce qu'on nomme un *milieu social favorable*. (1)

Nous insistons sur cette formule, car c'est ici le principe directeur qui nous guidera dans toute cette étude ; c'est ce droit de l'individu que nous considérons comme le fondement et la base de tous les droits ; c'est sur lui que nous appuierons nos considérations et nos développements.

Nous allons maintenant rechercher quels sont les éléments divers qui constitueront ce milieu social désirable ; mais auparavant il est deux remarques qui trouveront leur place ici.

En premier lieu observons, comme nous l'avons fait plus haut d'une façon générale, que l'organisation sociale idéale fût-elle connue et existât-elle dans les conceptions humaines, il ne suffirait point pour en faire une réalité de décréter son existence ; les lois ne peuvent point tout ici, il est des faits matériels, physiques, économiques dont les conséquences sociales sont immenses et ainsi que nous le verrons plus loin à propos de maintes questions de détail, ce problème se trouve par là extraordinairement compliqué. •

En second lieu, ce droit que nous avons reconnu à *l'individu* appartient, cela va de soi, à *chaque individu* ; mais ces

(1) Nous empruntons cette théorie du *milieu social favorable*, au cours de droit naturel de M. Gavet, professeur à la Faculté de droit de Nancy.

droits divers vont tout naturellement se heurter et se restreindre les uns les autres; c'est ainsi que nous entendons notre formule; il s'agit de chercher à constituer un milieu social favorable au développement, à la fois, de tous les individus et de chacun d'entre eux.

Ajoutons que ceci peut se traduire encore de cette façon : au *droit* que possède l'individu vient s'ajouter un *devoir* qui s'impose à lui : le devoir de travailler à créer le milieu social dont ses semblables ont besoin comme lui et dont ils ont comme lui le *droit* de réclamer l'avènement.

II

LES CONDITIONS SOCIALES DU DÉVELOPPEMENT DE L'INDIVIDU

Revenons à la question qui nous occupait; il s'agit de déterminer quelles sont en fait les conditions sociales du progrès humain, quels sont les desiderata qui doivent être réalisés dans les sociétés humaines pour obéir au principe posé plus haut.

Examinant avec attention la vie et l'évolution des sociétés en nous plaçant au point de vue que nous occupons, nous pouvons remarquer deux faits d'où découlent pour les individus en vertu de nos principes deux séries de droits et de devoirs sociaux qui nous paraissent avoir une égale et capitale importance :

Le premier fait est celui-ci : Le développement normal de l'homme est impossible sans la liberté; pour progresser et avancer d'une façon soutenue vers sa fin il faut que l'individu soit libre.

Le second fait est celui de la solidarité humaine ; aucun individu ne peut se dire indépendant de tout autre ; aucun ne peut se perfectionner, ne peut seulement vivre sans recourir au travail ou à l'aide d'autrui.

Du premier de ces faits nous tirons ces conséquences :

L'individu a le droit d'exiger que ses semblables respectent sa liberté. Mais d'autre part il a le devoir de respecter lui-même leur liberté.

Du second fait découlent celles-ci :

L'individu a le droit de faire appel pour vivre et se perfectionner au concours de ses semblables. Mais d'autre part il a le devoir de leur prêter pour les mêmes motifs pareil concours.

Nous allons développer ces deux propositions et en étudier plus longuement les conséquences.

Ce faisant nous remarquerons qu'entre les deux principes que nous venons d'établir il y a en apparence antinomie, mais que si l'on va au fond des choses cette antinomie se résout en harmonie dans la coopération volontaire des individus ; nous verrons, de la sorte, le milieu social favorable en voie de se constituer par l'association libre.

Mais nous observerons ensuite que le champ de celle-ci est encore fort restreint et qu'en bien des domaines les deux principes de liberté et de solidarité sont encore en lutte ; tantôt nous assisterons à la victoire du premier, tantôt à celle du second ; nous verrons alors le triomphe de celui-ci se manifester par la coopération forcée des individus réunis dans des cadres d'associations imposées. Parmi ces dernières enfin, nous trouverons et nous étudierons la plus importante : la Nation.

1. La liberté de l'individu. — Le principe de liberté.

L'individu, avons-nous dit, doit être libre. Que faut-il entendre par là ?

Cela signifie qu'aucune ingérence étrangère ne doit intervenir pour fixer à sa vie un but, et pour lui imposer les moyens à employer pour l'atteindre.

Non pas que nous prétendions qu'il ne doit pas lui être donné d'avis ni de conseils, et qu'il ne doive pas les suivre à l'occasion, loin de là ! mais c'est lui-même, et lui seul qui doit déterminer la fin vers laquelle tendront ses efforts et qui doit décider par quelles voies il s'efforcera de la réaliser.

Cette entière liberté doit se manifester dans tous les domaines.

Dans celui de la vie matérielle, chacun doit déterminer par lui-même, la somme, le genre de travail qu'il fournira et les jouissances qu'il recherchera, et il le fera comme il l'entendra ; (1) chacun doit régler selon sa propre volonté l'emploi de son temps et chacune de ses démarches et de ses actions, sans que personne ait à lui commander.

En ce qui concerne la vie morale et religieuse, tout être humain doit se faire pour lui-même son idéal et ses convictions, et en déduire en toute liberté ses règles de conduite.

Encore une fois, il lui est loisible, il lui est même nécessaire de recourir aux avis et aux directions de ses semblables, mais il ne doit rien accepter et rien décider qu'il ne l'ait voulu ainsi, sans qu'aucune autorité l'y ait contraint.

(1) Nous énonçons ici les conséquences de notre principe dans toute leur rigueur théorique ; nous verrons plus tard comment elles se trouvent corrigées par le principe de solidarité et par les nécessités de la vie sociale.

Pourquoi réclamons-nous pour l'individu cette liberté ? Il y a là un postulat moral que l'expérience a confirmé de la façon la plus éclatante.

Un acte quelconque n'a de valeur que s'il est accompli volontairement et librement ; le progrès véritable ne se produit que dans et par la liberté.

La contrainte extérieure peut bien ne pas empêcher un certain développement, et même, au début de ce développement, elle peut être nécessaire ; mais au-delà d'un certain point elle devient funeste. Comme l'arbuste qui a besoin d'être dirigé d'abord par un tuteur et soutenu par des cercles de fer, mais qui pour devenir un arbre vigoureux et sain doit en être débarrassé, ainsi l'homme, dont les premiers pas doivent être surveillés et guidés, resterait un perpétuel mineur si peu à peu on ne lui laissait la liberté, même de se tromper et de souffrir par sa faute.

Libre, l'homme aura à faire lui-même son bonheur ; il ne pourra pas compter sur autrui pour le mener sans qu'il en prenne souci. Il devra donc étudier par lui-même les conditions de la vie, il lui faudra soigner son corps pour lutter contre les obstacles, cultiver son intelligence pour être à même de les surmonter, fortifier sa volonté afin de ne pas défaillir et de ne pas s'abandonner. Indépendant au point de vue politique, il devra apprendre à se gouverner lui-même et à prendre part au gouvernement commun. Délivré enfin de toute autorité philosophique extérieure, il lui faudra aborder pour son compte les grands problèmes scientifiques ou religieux et développer sa force morale, afin de réaliser autant qu'il sera en lui l'idéal de vie qu'il se sera forgé lui-même.

Tous ces efforts concourront directement à son développement.

Autant l'être conscient et volontaire est supérieur à la machine ou à la brute inconsciente, autant l'homme vraiment libre est au dessus de celui sur qui pèse une autorité qu'il n'a pas librement acceptée, mais qu'il subit sans qu'il puisse ou qu'il ose la discuter ou la secouer.

L'examen attentif de l'histoire et des faits politiques de chaque jour nous montre du reste que les peuples où la liberté individuelle est le mieux assurée et où chacun respecte celle d'autrui ont toujours été les pays les plus prospères. A moins de circonstances exceptionnelles, ils ont vu toujours leur richesse augmenter, leur crédit et leur influence s'accroître; enfin, ce qui est plus important, l'état intellectuel et moral de ces peuples a toujours été s'améliorant, préparant pour l'avenir des générations d'hommes plus forts, plus énergiques, plus consciencieux et plus libres, promesses assurées d'une prospérité et d'une élévation morale plus grandes encore.

Ce sont aussi les peuples libres qui ont su toujours supporter le mieux les catastrophes fortuites quand ils n'ont pas pu les prévenir; ce sont eux qui ont su, au milieu des plus dures tribulations espérer et se relever plus vigoureux et plus sains qu'avant la tempête (1).

Qu'on ne nous objecte pas le sort d'Athènes et des républiques italiennes et de Rome où la liberté a été dit-on, écrasée par le despotisme. Rien n'est plus différent de la vraie liberté que la licence. Athènes n'était pas libre quand quelques milliers de citoyens turbulents, ivres d'orgueil et de puissance dominaient sur 500,000 sujets; Rome n'était pas libre quand une aristocratie dépravée et féroce se ruait à la curée du monde; la France, enfin, n'était pas libre, chaque fois que les démagogues parisiens ou les politiciens de la province prétendaient diriger ses destinées au gré des appétits d'une minorité d'énergumènes ou des intérêts d'une classe sociale.

Pourquoi donc ces peuples sont-ils si supérieurs aux autres ? Parce que c'est chez eux que l'on trouve des hommes résolus, énergiques, doués d'initiative et de persévérance, capables de fournir des efforts soutenus, de se sacrifier même pour un idéal aimé; des hommes intelligents du but à atteindre, respectueux de l'autorité légitime, disciplinés et loyaux. Ces qualités ne s'acquièrent que dans et par la liberté; l'éducation libérale est seule capable de les développer; elle enseigne à chercher soi-même le but à atteindre, à lui donner un cachet personnel qui le fait aimer, et à découvrir les moyens de le réaliser; elle apprend à ne compter que sur ses propres efforts, mais à suivre avec sympathie et respect les efforts de ses voisins. — Toutes choses qu'ignore profondément, cette discipline qui impose à l'homme et son but et les chemins qui y conduisent, et qui punit toute transgression.

On a nié, cependant, que la liberté fût nécessaire à l'homme pour réaliser sa fin; on a professé qu'il fallait le garder en tutelle, dans son propre intérêt; des philosophes, des castes sacerdotales, des rois ont cru qu'il était de leur devoir de tenir l'humanité en lisières, et au nom de principes supérieurs ou sur l'ordre prétendu de la divinité, ils ont voulu faire le bonheur de leurs peuples sans eux et même malgré eux.

Peu nombreux peut-être ont été les théoriciens qui ont soutenu de tels principes dans toute leur rigueur, mais beaucoup de gouvernements, sans se soucier d'en dégager les grandes lignes doctrinales, les ont appliqués.

Aujourd'hui les idées ont progressé; aussi le mot de liberté est sur toutes les lèvres, il est inscrit dans les lois et les constitutions de tous les peuples, mais ce n'est pas à dire que

pour faire régner la vraie liberté, il suffise d'avoir gravé son nom sur les édifices publics.

Il faut la faire pénétrer peu à peu dans les institutions, et ensuite, ou plutôt d'abord, il faut acquérir les pratiques et les mœurs de la liberté — et là est la tâche la plus difficile.

Les générations actuelles portent encore l'empreinte des principes et des traditions qui ont régi leurs devancières; les systèmes absolutistes comptent encore nombre de représentants, il est des jours où ceux-ci relèvent singulièrement la tête, et ceux mêmes qui se croient affranchis portent encore trop souvent le stigmate du despotisme et de l'intolérance.

N'est-ce pas un reste de dogmatisme anti-libéral que cette facilité avec laquelle chacun se persuade que sa théorie politique ou philosophique est la seule vraie et la seule bonne et excommunie immédiatement ceux qui pensent autrement? — Et ces engouements qui précipitent les foules sous les pieds d'un homme ou d'un parti, n'est-ce pas l'abandon d'une liberté dont on ne sait faire usage? — La tyrannie de la majorité n'est-elle pas un despotisme à peine moins illégitime que celui d'un seul homme? — Les insultes prodiguées à tout adversaire, qu'est-ce autre chose que la rage impuissante du faible irrité de ne pouvoir attenter à la liberté du fort? — Enfin, comment pourrait-on appeler *libre-penseurs*, ceux qui accueillent par des railleries, des invectives ou des blasphèmes toute manifestation religieuse et qui érigent en dogmes des négations absurdes et systématiques et en règle de conduite l'intolérance irréligieuse.

Rarement l'homme, aujourd'hui encore, a conscience du prix de la liberté; il la confond avec la licence; pour lui, être libre, c'est, le plus souvent, accomplir toutes les folies

qui hantent son esprit ; c'est secouer tout frein moral et rationnel et non pas se développer sans entraves suivant les lois de sa nature.

S'il ne sait souvent pas user de sa propre liberté, rarement il sait respecter celle de ses semblables. Aussi peu intelligent parfois des vraies conditions du progrès que le champion du despotisme, il est, en outre, ridicule et odieux, parce qu'il prétend agir au nom de la liberté — sur laquelle au contraire il ne peut de la sorte que jeter le discrédit, en même temps que ses efforts tendent réellement à la combattre.

Outre les partisans de l'absolutisme, la liberté a rencontré de nos jours de nouveaux adversaires : ce sont les représentants de quelques écoles socialistes (1).

Ils ont déclaré que le bonheur est possible pour l'homme en dehors de la liberté, et ils nous le montrent recevant d'une autorité supérieure, d'une sorte de providence terrestre, avec l'indication nette des limites que sa fantaisie ne saurait franchir et de la tâche à lui assignée, le pain, le vêtement, le couvert, et même quelques distractions. Ainsi délivré de tout souci et assuré de l'avenir, que lui faut-il de plus ?

Il lui faut précisément, répondrons-nous, la satisfaction de toutes les aspirations qui le séparent de la bête à qui on veut l'assimiler ! Peut-être, pour les deshérités de l'esprit ou pour les malheureux qu'écrase l'ordre social actuel, cet idéal

(1) Nous ne répèterons pas une fois de plus qu'il y a socialistes et socialistes. Parmi les hommes et les systèmes que l'on englobe parfois sous ce vocable, il en est qui à notre avis prônent les réformes sociales les plus saines et les plus urgentes, tandis qu'il en est aussi dont les théories, si on les appliquait, conduiraient tout droit, croyons-nous, à la ruine de toutes les sociétés. C'est de ces derniers que nous parlons ici.

si prosaïque peut-il paraître un bien par cela seul qu'ils seraient assurés de satisfaire leurs besoins les plus pressants; cela se comprend. Mais que fait-on du progrès intellectuel et moral? Celui-ci peut-il se faire sans la liberté, liberté de chercher par soi-même le secret des mystères qui nous troublent, liberté de forger soi-même l'idéal pour lequel on vit, liberté de consacrer son activité à la cause qui passionne, liberté de penser, et de croire, et d'agir suivant ses convictions? — libertés périlleuses certes, mais sans lesquelles l'intelligence et l'âme s'atrophient !

Or de quel nom appeler un progrès qui néglige tout ce qui fait vraiment l'homme? Il est vrai que la plupart de ces théoriciens prétendent que l'homme n'a ici qu'à satisfaire ses instincts de jouissance. Notre argument ne saurait assurément, nous le reconnaissons facilement, convaincre ceux qui font de la question du progrès social la « question du ventre » (1) et qui, pour déterminer quels sont les besoins de la nature humaine, commencent par supprimer arbitrairement un côté de celle-ci.

Le progrès, tel que nous le concevons et tel qu'il se présente à l'esprit de ceux qui pensent et qui étudient sincèrement les conditions de la vie humaine, ce n'est pas l'accroissement de la jouissance matérielle. Bien souvent, le plus souvent peut-être, telle évolution sociale que l'on s'accorde à considérer comme un progrès n'apportera pas à l'humanité un bonheur plus grand que celui qu'elle possédait avant. Si ces choses pouvaient se mesurer, on constaterait peut-être que notre ancêtre, dont on retrouve les débris dans les cavernes de la Vézère ou du Neanderthal, était plus heureux, en somme, que nous hommes du XIX^e siècle, c'est-à-dire plus

(1) Cette expression est de l'un des chefs des partis socialistes.

calme, plus paisible, moins dévoré de soucis, moins tourmenté par les problèmes insolubles qui nous assaillent aujourd'hui.

Mais, qui voudrait retourner en arrière? Progresser, ce n'est pas s'enfoncer dans une béatitude idiote, c'est vivre d'une vie plus intense, c'est connaître des jouissances plus pures et plus délicates; mais c'est aussi souffrir davantage. L'homme fait goûte des joies que l'enfant ne soupçonne pas, mais aussi, à chaque pas qu'il fait sur des voies inexplorées encore, il rencontre la douleur; — mais celle-ci à son tour est pour lui la meilleure des institutrices!

C'est en pleurant que l'humanité apprend à aimer et à connaître! Si la voie qu'elle suit est marquée de ses larmes et de son sang, elle s'achemine vers un idéal de vie plus élevée, vers un mode d'existence plus pleine et plus belle. Le but de la vie pour l'homme, c'est, nous l'avons dit, de développer tout ce qui est, en lui, susceptible de développement, de cultiver toutes ses facultés, d'accroître son énergie, de porter au maximum en lui ce qui constitue l'homme; — et ce but, — nous le croyons fermement, ne peut être atteint que par la liberté. *L'homme donc, par cela même qu'il a le DEVOIR de progresser, a aussi le DROIT d'exiger de la part de tous le respect de sa liberté, et corrélativement il a le devoir de respecter la liberté de ses semblables.*

2. La solidarité des hommes. — Le principe de solidarité.

La question soulevée et résolue par le principe que nous avons posé n'est pas celle-ci : L'homme peut-il *vivre* seul, mais celle-ci : L'homme peut-il se développer, progresser,

sans l'aide, sans le concours, sans la coopération — volontaire ou non — de ses semblables ; et réciproquement, ses actes, son attitude, sa conduite n'ont-ils pas une influence salutaire ou néfaste, sur leur développement ou leur progrès ?

Certaines morales, certaines philosophies, certaines religions se sont cantonnées dans l'individualisme, ont considéré l'homme comme un être abstrait, et l'ont isolé artificiellement de son milieu, de la société dont il fait partie, et à laquelle mille liens l'attachent.

Funeste erreur dont les conséquences sont bien loin d'être dissipées, et qui a longtemps faussé la plupart des conceptions sociales.

Elle a été vivement combattue d'ailleurs. Les Prophètes hébreux semblent, avec certains Sages de l'antiquité orientale et classique, avoir compris, pressenti plutôt déjà la grande loi de la solidarité universelle ; Paul de Tarse, aux débuts du Christianisme, prononçait cette parole : « Nous sommes tous membres d'un seul corps », et cette autre : « Nul de nous ne vit pour soi-même ». Mais cette notion s'obscurcit bientôt et ce n'est guère qu'en notre siècle que le principe sur lequel nous nous appuyons a été nettement formulé(1).

Il faut convenir du reste que, depuis quelques dizaines d'années, les progrès des sciences naturelles sont venus ruiner complètement l'antique conception de l'homme indépendant vivant pour et par lui seul.

La paléontologie interprétée par la doctrine de l'évolution (2) nous montre toute vie provenant d'une même source ; elle unit par une chaîne indissoluble tous les êtres animés qui

(1) Depuis que l'humanité possède des ordonnances, celles-ci ont consacré certaines des conséquences de la solidarité humaine et rendu légalement obligatoires certains de ses desiderata ; mais ces règlements étaient dictés par les nécessités pratiques empiriquement reconnues et non inspirées par une conception large et générale de la loi sociologique de la solidarité.

(2) Maintenu dans ses limites rationnelles et scientifiques.

ont couvert ou qui peuplent aujourd'hui notre terre. La chimie nouvelle, la physique, l'astronomie elle-même, nous font entrevoir la matière unique régie par une force unique de laquelle procèdent, par différenciations successives que régit une seule loi fondamentale, tous les corps qu'on avait appelés d'abord simples ou composés, qu'ils forment aujourd'hui des agrégats bruts ou des êtres vivants (1). Bien plus, elles nous montrent tous les mondes de l'univers composés des mêmes éléments, gouvernés par les mêmes lois, et couverts sans doute d'êtres qu'anime une vie qui vient de la même source éternelle d'où procède notre existence. Elles nous enseignent enfin que tous ces mondes ne sont pas isolés, indépendants, mais qu'entre eux tous la même force se diversifiant à l'infini établit une série d'actions et de réactions si profondément enchevêtrées que si un seul des atomes innombrables venait à être dérangé dans sa marche, l'économie entière de l'univers infini se trouverait modifiée — dans une mesure, sans doute, infinitésimale, mais cependant appréciable pour la pensée.

Revenons sur la terre : l'histoire, l'anthropologie nous enseignent la solidarité qui existe entre les générations actuelles et celles qui ne sont plus. Celles-ci revivent dans les tendances, dans les mœurs de leurs descendants; elles ont par avance façonné leurs corps et leurs esprits, elles leur ont transmis leur sang appauvri et leur débilité morale, ou au contraire leur richesse d'aspirations et leur force de volonté; et d'ailleurs encore, l'éducation que ses premiers maîtres donnent à l'enfant n'est pour une bonne part que l'expérience des siècles condensée en quelques maximes qui résument

(1) Entrevoir seulement, disons-nous. Nous ne voudrions en aucune façon que l'on pût nous accuser de bâtir des systèmes sur des hypothèses non vérifiées.

pour sa jeune âme les travaux et les efforts des milliards d'êtres humains qui l'ont précédé.

Mais ce n'est pas aux disparus seulement que de tels liens unissent chaque homme, c'est à tous ceux qui vivent auprès de lui, ou même loin de lui.

Quelles merveilleuses leçons de solidarité nous ont données les savants qui, comme notre grand Pasteur, nous ont appris le rôle de ces infiniments petits qu'on appelle les microbes ! Qui peut aujourd'hui se flatter d'échapper aux maux qui désolent ses contemporains, alors que la poussière impalpable, que le vent ou l'eau entraîne loin du foyer d'infection, peut porter la mort jusqu'aux lieux les plus éloignés, ou jusque parmi ceux qui se croyaient le mieux préservés ?

Est-ce là tout ? Non pas. Il serait facile de montrer que, de même qu'un trouble, un changement d'état, un acte quelconque d'un seul peut modifier le milieu physique à tel point que plusieurs, que beaucoup, que tous s'en ressentent, de même les actions de chacun peuvent modifier l'atmosphère morale à tel point que les mœurs, le caractère, la vie, le développement de quelques-uns ou d'un grand nombre s'en trouvent affectés dans un sens ou dans un autre.

Par quel mécanisme se produisent ces actions et réactions morales ? Nous ne pouvons pas l'étudier ici ; nous nous contentons de renvoyer aux travaux des savants, des sociologues et des moralistes qui ont traité ce sujet et qui ont montré combien les lois de l'imitation, combien la crainte, l'amour, l'admiration, le respect humain, venant en aide aux instincts secrets bons ou mauvais de notre nature, sont puissants pour transmettre et assurer l'influence de l'individu sur ses semblables et du milieu ambiant sur l'individu (1).

(1) Citons principalement M. G. Tarde : *Les Lois de l'imitation* et autres ouvrages.

Remarquons seulement ici que c'est par la discussion, par le choc des idées que les esprits se forment, que s'ouvrent des aperçus nouveaux. Seul, l'homme resterait confiné dans ses propres pensées, son intelligence se rétrécirait, son âme se desséchera, tout son être moral deviendrait banal, mesquin, petit. C'est par la collaboration des intelligences au contraire que s'accomplissent tous les progrès; ce sont les découvertes antérieures, ce sont les travaux de nombreux chercheurs qui permettent au génie de hasarder une hypothèse dont l'idée, bourgeon imperceptible, s'épanouira un jour en riches floraisons et en fruits abondants, grâce au tronc fécond sur lequel elle a germé. De même, c'est dans la communion fraternelle que les âmes s'élèvent le mieux vers ce qui est vrai et vers ce qui est bien; mais, de même aussi, c'est par une contagion analogue à la contagion microbienne que se transmettent les grandes défaillances, les grandes maladies morales qui mettent en danger ou qui tuent les peuples et les sociétés.

Signalons enfin avant de quitter ce sujet quelques faits économiques ou sociaux qui s'unissent pour resserrer encore de nos jours les liens de la solidarité humaine et pour rendre plus puissantes, plus irrésistibles ces actions et réactions réciproques.

C'est la division du travail, la mise en action la plus nette, la plus brutale de la solidarité, l'emblème matériel le plus frappant de la dépendance universelle, qui oblige chacun, tandis qu'il fait un travail qui ne peut être utilisé si le travail d'autrui ne s'y ajoute, à compter, pour sa nourriture, pour sa vie tout entière, sur l'aide d'autrui. C'est le machinisme qui, en poussant à l'excès cette division du travail, en accentue les résultats et unit par les liens d'une solidarité forcée et visible à l'œil le moins prévenu des quantités tou-

jours plus grandes d'individus. C'est l'agglomération dans les villes qui multiplie les relations et qui fait chacun moins indépendant. C'est enfin le progrès des moyens de communications, qui facilite les rapports entre les hommes, qui crée de nouveaux liens d'affaires et de relations entre les individus, entre les villes, entre les peuples quelle que soit la distance qui les sépare, en sorte que, sur toute la terre bientôt, plus aucun homme ne pourra dire ni penser qu'il n'y a rien de commun entre lui et tel autre homme qu'il n'a jamais vu et dont il ne connaît ni la langue ni la patrie.

De ce fait de la solidarité humaine voici la conséquence que nous tirerons et dont nous avons fait le second des principes qui doivent nous diriger dans cette étude.

Il n'est pas permis, il ne peut pas être permis à l'individu de n'avoir souci que de son propre intérêt, comme s'il était seul ; *il faut, au contraire, qu'il se plie aux exigences qui résultent à son encontre, de la loi de la solidarité humaine. Corrélativement l'individu a le DROIT de profiter de cette loi et de réclamer, en vue de son propre perfectionnement, le concours de ses semblables.*

Cette loi inéluctable de la solidarité — à la fois terrible, puisqu'elle fait porter à tous la peine du mal qu'un seul a accompli, et bienfaisante, puisqu'elle fait profiter l'ensemble des efforts de chacun, — n'a pas été, nous le disions plus haut, comprise dès l'abord par les hommes.

Ils l'ont subie d'abord sans l'apercevoir. C'est elle qui fit les premières sociétés humaines, les premières familles agglomérées, les premières tribus, c'est elle qui groupait les habitants d'une même contrée, les riverains d'un même cours d'eau, et créait entre ces êtres les premières ébauches de

peuples. Parmi ces créatures presque inconscientes encore, elle agissait mécaniquement pour ainsi dire, comme aujourd'hui encore elle gouverne certaines espèces d'animaux.

Quand l'homme prit conscience de ces liens qui l'unissent à ses semblables, ce fut pour les subir le plus souvent d'assez mauvaise grâce, comme une nécessité imposée par une puissance supérieure; et s'il ne pouvait s'y soustraire entièrement, il essaya de se mettre au-dessus de ses ordres et, en amassant des richesses ou en conquérant le pouvoir, de se rendre aussi indépendant que possible. Chacun s'efforça de tirer de la vie en société tous les avantages qu'elle pouvait lui fournir, mais fit en même temps tout ce qu'il put pour esquiver ses charges.

C'est ce qui, sur bien des points existe encore aujourd'hui. Mais l'homme a dû peu à peu reconnaître que cette loi de la solidarité gouverne sans qu'il puisse s'y soustraire la majeure partie des phénomènes dont la succession forme son existence. Aussi là où il ne peut échapper à son empire, il l'accepte; ici avec joie, là avec résignation, tentant souvent encore de se refuser quand cela lui est possible et quand il croit que son intérêt personnel et immédiat souffrirait de son obéissance volontaire.

Ce n'est que dans des cas beaucoup trop rares que l'on voit l'homme se soumettre volontairement et de bonne grâce à ce qu'exige de lui la loi de solidarité, dût-il lui en coûter un dommage ou une peine.

Mais si elle n'est pas encore sérieusement respectée par les hommes, du moins les faits se chargent de rappeler son existence et ils la font parfois cruellement sentir à ceux qui tentent de s'en jouer.

Combien de fois dans la vie des peuples ne l'a-t-on point vu manifester ses effets. Quand par ses actes un homme apporte

des entraves au développement, au progrès normal d'un ou plusieurs de ses semblables, il cause dans un groupe social plus ou moins considérable un trouble, un arrêt, un malaise plus ou moins prononcé, et immanquablement, par un juste retour, ce trouble, ce malaise auront leur répercussion sur lui-même, sur son propre bien-être, sur son propre développement; selon la parole biblique, le mal qu'il aura fait, s'il risque de faire souffrir autrui retombera aussi sur lui-même et tel est le jeu des lois naturelles que, la plupart du temps c'est sur lui et sur sa postérité que les conséquences de ses actions pèseront le plus lourdement.

Les exemples ne nous manqueraient pas à l'appui de cette thèse; bornons-nous à rappeler combien de fois des citoyens honnêtes, mais indifférents ou insoucians, ont pâti de crises sociales qu'ils n'avaient point tenté de prévenir alors que leur intervention en temps opportun aurait suffi pour les détourner (1).

III

LE MILIEU SOCIAL FAVORABLE CONSTITUÉ PAR LA COMBINAISON DES DEUX PRINCIPES DE LIBERTÉ ET DE SOLIDARITÉ

1. L'antagonisme apparent des deux principes.

Nous avons essayé de justifier ces deux principes posés plus haut par nous :

(1) Il serait facile de citer bien d'autres exemples tirés de la vie de tous les jours. — L'individu qui viole les lois de l'hygiène peut provoquer une épidémie qui l'emportera lui-même. Et dans un ordre de faits plus trivial, ne voit-on point le menteur n'être plus cru jamais, le violent se heurter à des coalitions qui l'écrasent à son tour, etc.

Pour que l'homme trouve en la société un milieu favorable à son perfectionnement, il faut :

1° Que l'individu soit libre et que cette liberté soit reconnue et respectée;

2° Que la loi de solidarité soit reconnue également et que ses ordres soient obéis.

N'y a-t-il pas opposition entre ces deux principes, antinomie irréductible, ne les verra-t-on pas toujours lutter, le triomphe de l'un ne sera-t-il pas la négation de l'autre?

Si l'individu est libre, il semble qu'il bravera la loi de solidarité autant qu'il sera en lui; il la subira en ce qu'elle a de mécanique et d'obligatoire, mais lorsque, loin de s'imposer, elle fait appel à sa bonne volonté, si son intérêt personnel ou son caprice lui paraissent devoir en souffrir, il refusera son concours.

Si au contraire on veut assurer à cette loi son entière action, ne faudra-t-il pas contraindre l'individu à agir, à se dépenser pour ses semblables et à s'abstenir de tout acte anti-social? Ne faudra-t-il pas, en tout cela, empiéter sur sa liberté?

Faut-il des exemples :

On a voulu parfois défendre à l'homme de manifester ses opinions personnelles sur un certain nombre de points, et cela sous prétexte que cette émission d'idées pouvait jeter le trouble dans certaines âmes ou dans le corps social tout entier. C'était agir au nom du principe de solidarité; était-ce respecter la liberté de l'individu?

Autre exemple : L'intérêt de l'humanité semble demander que le travailleur ne soit point accablé d'ouvrage, afin de conserver quelque temps pour élever ses enfants et pour compléter son propre développement; mais on s'oppose au

nom de la liberté à toute réglementation des heures de travail.

La liberté individuelle n'est-elle pas violée lorsqu'on oblige les citoyens à sacrifier leur temps et même parfois leur vie pour la défense de la collectivité?

Nous pourrions multiplier les exemples à l'infini ; ceux-ci suffisent pour montrer que, dans l'état actuel de notre civilisation, cet antagonisme apparaît permanent. Parfois même, il passe à l'état aigu, et il serait facile de le retrouver, semble-t-il, au fond de toutes les crises sociales, depuis les révolutions les plus tragiques jusqu'aux grèves et aux conflits journaliers entre citoyens. C'est lui seul qui semble avoir créé ce qu'on appelle la question sociale que l'on a pris l'habitude de considérer comme l'éternelle lutte de l'individu qui entend se développer librement et à sa guise, contre la collectivité qui veut l'asservir pour faire de lui un simple instrument.

2. Leur conciliation théorique et entière dans la société idéale.

Cet antagonisme existe-t-il réellement, objectivement, ou n'est-il pas une apparence qui résulte des conditions actuelles de la vie et de la nature humaine et du peu de compréhension que nous pouvons avoir de leurs conditions réelles? N'est-ce pas, en un mot, un malentendu qui procède d'une analyse insuffisante (1).

(1) Les causes de cette insuffisance d'analyse sont à la fois la très faible instruction sociologique de la grande majorité des hommes et l'extrême complexité des faits sociaux dont il s'agirait de comprendre l'enchaînement, de façon à découvrir les lois qui les régissent. Ces questions sont trop souvent, dans les journaux, tranchées en quelques phrases hâtives et à l'aide de formules toutes faites par des gens qui ne connaissent rien ou qui ne les examinent que superficiellement ou qui les considèrent avec parti-pris. De là, le trouble profond et les divergences que reflètent les opinions.

Supposons pour un instant que chaque individu ait une notion parfaitement claire et adéquate de son propre intérêt et de l'intérêt social et des conditions de la vie, qu'il ait avec cela une conscience absolument nette de son devoir et une volonté toute puissante pour dominer ses propres instincts.

Que se produira-t-il alors ?

Chacun comprendra le fait de la solidarité humaine ; chacun l'acceptera avec ses conséquences et le reconnaîtra comme heureux en principe et pouvant conduire l'humanité entière et lui-même par conséquent, aux plus grands progrès ; chacun constatera qu'il est à la fois de son devoir et de son intérêt bien entendu de se ranger pour sa part à cette loi et de se conformer aux commandements qu'elle lui donne.

Et tout homme agira de la sorte sans être poussé par aucune contrainte extérieure, mais par la seule autorité de sa conscience et de sa raison. C'est librement qu'il s'abstiendra d'attenter à la liberté de ses semblables ou de leur nuire en aucune façon, c'est librement qu'il apportera sa coopération à tous ces efforts accomplis en vue du bien de tous.

N'est-ce pas là la conciliation cherchée entre les deux principes posés plus haut ? La formule n'en peut-elle être donnée ainsi : l'individu acceptant intégralement, mais par décision de sa volonté entièrement libre, les conséquences sociales de la loi de la solidarité ? Notre *milieu social* ne se trouverait-il pas de la sorte constitué ?

Si, au lieu de cette conciliation, on voit un antagonisme apparent, c'est parce que la grande majorité des hommes est encore ignorante des véritables lois de la vie ; c'est parce que leurs intérêts supposés ou immédiats leur cachent à la fois leurs intérêts véritables et leur devoir, et que même, alors qu'ils devinent celui-ci, ils n'ont pas souvent la force morale nécessaire pour l'accomplir.

L'idéal que nous venons d'entrevoir n'est d'ailleurs pas nouveau : *Summa Deo servitus, summa libertas*, disaient les théologiens. Le royaume de Dieu de Jésus n'est pas autre chose que notre société idéale. Toujours cet état social si désirable a hanté les rêves des sociologues.

« Il y a, dit l'un d'eux, une cité absolue dont les cités humaines ne sont que des ombres, où tout homme est parfaitement libre, sans jamais suivre d'autre loi que celle de la raison, où tous les hommes sont égaux, c'est-à-dire ont la même perfection morale, la même raison, la même liberté, où tous les hommes sont vraiment frères, c'est-à-dire unis par des sentiments d'amitié sans mélange, vivant d'une vie commune sans opposition d'intérêts, et même sans opposition de droits. » — « Société idéale, ajoute un autre, où tous seraient parfaitement libres et cependant parfaitement unis ». — Et de nos jours une secte sociale présente comme son plan, pour le succès duquel elle emploie des moyens au moins étranges, l'établissement immédiat de la société sur de telles bases. L'anarchie, qu'est-ce en effet — en théorie — sinon la suppression de toute contrainte, et le progrès assuré par la libre coopération des individus (1).

Malheureusement, cet idéal n'est pas de ce monde; si la sociologie ne doit pas le perdre de vue, elle ne peut pas s'en enivrer, sous peine de perdre le sentiment des nécessités actuelles.

Pour que l'anarchie coopérative rêvée pût devenir une

(1) En théorie il y a, comme on le sait, un abîme entre le socialisme qui fait litière de la liberté de l'individu pour assurer le triomphe de la solidarité et l'anarchie qui désire à la vérité voir celle-ci régner mais grâce à l'adhésion de tous les individus agissant dans leur pleine liberté à laquelle il faut bien se garder de toucher. Seulement en pratique, les anarchistes et certains socialistes, ayant également pour dessein immédiat de renverser la société actuelle, se rencontrent et fraternisent en leurs projets révolutionnaires, lesquels, du reste, chez un grand nombre semblent tenir lieu de toute doctrine.

réalité, une condition serait nécessaire — une seule — mais dont il ne faut pas encore attendre l'accomplissement : il faudrait que tous les hommes fussent parfaits.

Il leur faudrait la perfection intellectuelle d'abord, car il ne suffirait pas que l'individu eût compris la loi de solidarité dans son principe, il faudrait que, dans chaque cas particulier, chacun sût distinguer d'une façon rigoureuse et uniforme ce qu'elle exige de lui, il faudrait qu'il pût déterminer toujours d'une façon irréprochable quelle quantité d'efforts il doit fournir à l'œuvre commune, de façon à faire tout son devoir et pourtant à conserver toute la liberté indispensable à son développement personnel.

Il lui faudrait ensuite la perfection morale afin que ces règles reconnues par lui fussent par lui strictement suivies, afin qu'il fût absolument maître de tout retour offensif de ses instincts égoïstes, qu'il accomplit équitablement, de bonne grâce et avec amour toute sa part de la tâche, et pourtant ne consentit jamais un lâche abandon de sa liberté.

Inutile d'insister plus longuement et de remarquer que cette double condition est loin d'être remplie (1).

Il faut donc renoncer à la réalisation immédiate de l'idéal anarchique. Il faut se résigner à voir longtemps encore le principe individualiste et la loi de solidarité se contrarier et se heurter. Ces chocs ne peuvent pas ne pas se produire, et plus une société sera vivante, plus ils seront nombreux, plus ils offriront de difficultés et de problèmes à l'esprit du philosophe ou de l'homme d'Etat. (2).

(1) C'est, disent les anarchistes, que la société gâte l'homme qui, sans elle, serait parfaitement bon. Il est évident que la vie sociale favorise le développement de certains vices ; mais pour prétendre que si elle n'existait pas l'homme serait parfait, il faut, nous semble-t-il, connaître bien peu la nature humaine.

(2) Cet antagonisme apparent entre nos deux principes est présenté souvent sous bien d'autres aspects encore.

Dans le domaine des sentiments, au besoin de liberté correspond *l'égoïsme* bien ou mal entendu qui n'est que la traduction du désir qu'éprouve l'homme de se développer libre-

3. *Leur conciliation pratique et partielle par l'association.*

Si, au lieu de regarder le problème dans son ensemble, nous l'étudions de plus près, nous voyons que cet antagonisme général supposé des deux tendances se résout en une infinité de conflits de détail, de malentendus plutôt, qui, dans des multitudes de cas particuliers, paraissent opposer l'intérêt particulier au devoir social.

Parmi ces conflits, un grand nombre nous paraissent être à l'état aigu. Mais si, détournant les yeux du temps présent, nous regardons en arrière, nous verrons qu'un bien plus grand nombre peut-être de malentendus qui jadis se sont élevés, sont aujourd'hui dissipés. Sur bien des points, les individus ont commencé par lutter avec acharnement, chacun défendant à la fois son propre intérêt et sa liberté tout en essayant de nuire à son voisin et d'attenter à sa liberté; mais peu à peu l'expérience leur a fait comprendre qu'il était de leur devoir et de leur intérêt bien entendu de s'unir au contraire pour coopérer librement et volontairement en vue d'un but poursuivi en commun et profitable pour chacun.

Au lieu de combattre, ils se sont associés. *L'association* est, en effet, l'application partielle du principe de libre coopération que nous avons posé.

ment sans entraves et sans contrôle; à la loi de solidarité correspondent les *sentiments altruistes*, amour, amitié, fraternité, révélations plus ou moins vagues faites par la nature à l'homme de ce grand fait dont nous avons esquissé plus haut les multiples aspects.

Sur le terrain de la morale, nous trouvons l'opposition entre les *droits* de l'individu qui sont la sauvegarde de sa liberté et de ses *devoirs* dont la plupart dérivent de la solidarité qui l'unit à ses semblables.

Entre égoïsme et altruisme, entre droits et devoirs, nombreux paraissent aussi les conflits; mais ici encore, la conciliation paraît, si l'on pousse assez profondément l'analyse des réalités que cachent ces mots.

C'est cette compréhension tous les jours plus nette du devoir social et du véritable intérêt de chacun qui a créé ces milliers d'associations qui de jour en jour se font plus nombreuses et unissent dans leur réseau toujours plus serré l'humanité entière. Au lieu de s'évertuer vainement à atteindre par ses seuls efforts le but qu'il vise et de s'efforcer jalousement d'en écarter tout autre, l'homme s'associe à son semblable ; là où, isolés ils eussent lamentablement échoué, unis ils réussissent ; et en échange du secours qu'il fournit à ses compagnons, chacun reçoit d'eux l'aide indispensable à la réalisation de ses propres désirs.

Quel que soit le dessein que poursuit un homme, il s'unit à quelques-uns de ses semblables. Veut-il s'instruire, il se joint à quelques autres qui entourent avec lui la chaire d'un maître ; veut-il exploiter une idée qui lui semble fructueuse, il forme une société civile ou commerciale ; a-t-il en vue une entreprise à laquelle ses forces seules ne suffiraient pas, il recourt à cette forme inférieure d'association qui se nomme le salariat, ou bien il fonde une société coopérative ; est-il désireux de se distraire, il recherche quelques individus qui lui plaisent, et il jette avec eux les bases d'un cercle, d'une société de patinage, de vélocipédie, de canotage, de promenades ; sa conscience lui dit-elle qu'il doit travailler à soulager les misères matérielles ou morales, il s'affilie à une société de bienfaisance ou d'instruction ; s'il s'intéresse aux travaux abstraits, sociétés de sciences, de géographie, d'études historiques ou littéraires lui ouvrent leurs portes ; au sein des associations syndicales et professionnelles il retrouve ceux qui, dans la famille humaine remplissent la même fonction sociale que lui ; les sociétés de secours mutuels lui permettent de s'assurer le pain de ses vieux jours ou des subsides

en cas de maladie; enfin les églises l'unissent par la communion fraternelle et l'adoration en commun à ceux qui professent les mêmes croyances que lui.

Supposons pour un instant que ces associations aillent toujours se multipliant, jusqu'à embrasser dans leur réseau de jour en jour plus serré, à la fois tous les hommes et toutes les branches de l'activité sociale; supposons que tout ce qui est nécessaire pour la vie et le perfectionnement de l'humanité s'accomplisse par cet ensemble d'associations groupant la totalité des humains. L'antagonisme dont nous parlions plus haut aurait disparu — non parce que d'un seul coup on l'aurait aboli, mais parce que, l'un après l'autre, tous les conflits de détail qui le constituent auraient été résolus. Le *milieu social favorable* au développement de chacun serait définitivement constitué.

*4. Impuissance de l'association libre à prévenir ou à résoudre
tous les conflits.*

Nous pouvons donc considérer comme acquis ces deux points :

1° C'est par la libre coopération universelle que l'humanité réalisera sa fin;

2° Les associations partielles en se multipliant de plus en plus tendent à amener cette libre coopération universelle (1).

(1) On pourrait nous objecter que très souvent les associations sont de véritables machines de guerre, témoin certains syndicats; la lutte n'est point du tout supprimée par elles, elle est seulement portée ailleurs.

Cela est vrai, mais c'est un résultat déjà que d'avoir fait cesser la lutte entre les individus associés et si l'on examine les choses de près on voit que les associations vont s'étendant, se fédérant, s'unissant, traitant entre elles, en sorte que la lutte, si elle existe encore, se trouve du moins reportée toujours plus loin et perd chaque jour du terrain devant les progrès de l'association.

Mais si nombreuses que soient les associations, nous devons reconnaître qu'elles n'embrassent encore qu'un faible champ de la vie sociale (1) et surtout que bien des individus ne paraissent aucunement convaincus des mérites universels de cette coopération volontaire et libre ou que, du moins, ils agissent comme s'ils en avaient fort peu de souci (2).

Etant donné le fait inéluctable de la vie en société, il est donc évident que les conflits s'élèveront encore journaliers et nombreux entre les deux tendances, sans que l'association libre puisse parvenir à les prévenir ou à les calmer tous, loin de là !

Parfois ces conflits seront aigus : un individu, arguant de sa liberté naturelle, prétendra attenter à la vie, à l'intégrité ou à la liberté de son semblable, ou poursuivra son propre avantage au dépens de l'intérêt social ; tel autre, au nom de la solidarité, prétendra qu'il y a lieu de restreindre la liberté d'autrui ou même portera atteinte au corps social en la personne d'un de ses membres.

Parfois, au contraire, et le plus souvent, il n'y aura aucun éclat ; on se trouvera en présence de résistances passives ; des hommes, en face d'une œuvre à accomplir dans l'intérêt d'autrui, se refuseront et prétendront que cela ne les regarde pas, qu'ils sont libres de ne pas s'en occuper ; ils se cantonneront sur leur propre champ et, chaque fois que le danger signalé ne paraîtra pas les menacer, chaque fois que le résultat poursuivi par leurs voisins ne leur semblera pas

(1) Inutile d'énumérer ici tous les domaines où l'association pourrait en se généralisant conduire à d'immenses progrès. Citons par exemple la culture du sol.

(2) Nous n'énumérerons pas non plus les cas où la conciliation et l'arbitrage ne pourraient que produire de meilleurs résultats ; nous répèterons seulement que ce n'est que par une loyale et franche conciliation que la question sociale pourrait être résolue et nous rappellerons combien rares sont les tentatives de conciliation et combien peu favorablement elles sont accueillies par les intéressés. Nous ne recherchons point ici à déterminer quelles sont les causes de ce fait et qui en est responsable, nous le constatons simplement.

avantageux pour eux-mêmes, ils refuseront de faire le moindre effort, qu'il s'agisse de payer de leur personne ou de de leur fortune, de travailler, de combattre ou de se cotiser (1).

5. *Les solutions des conflits*

Que décider?

En théorie, deux solutions se présentent et leur généralisation plus ou moins rigoureuse sert d'étendard à deux grandes doctrines entre lesquelles se divisent le plus grand nombre des sociologues prenant le nom de *libéraux* et de *socialistes*.

La première solution peut se formuler ainsi : Coûte que coûte, il faut respecter la liberté de l'individu. Enseignez-lui à reconnaître son véritable intérêt, efforcez-vous d'en faire un coopérateur volontaire à l'œuvre sociale, mais ne touchez pas à sa liberté.

Il faut, dira au contraire la seconde, imposer à chacun le strict accomplissement de tout ce que commande la loi de solidarité et tout récalcitrant doit être contraint par la force.

Nous ne suivrons ni l'un ni l'autre de ces deux systèmes ; ou plutôt nous les adopterons tous deux à la fois, en les tempérant l'un par l'autre, disant :

Il faut, en principe, respecter la liberté de l'individu, condition absolue de son développement normal et harmonique ; cependant, on ne saurait pousser ce respect jusqu'à permettre à qui que ce soit d'attenter d'une manière violente à la

(1) A titre d'exemple, nous nous contenterons de rappeler combien il est presque toujours difficile de trouver pour les œuvres de relèvement ou de solidarité sociale de l'argent et des hommes déterminés à travailler. Combien a-t-on vu de sociétés de patronage, d'instruction, de secours-mutuels, d'assistance, etc., etc., périr victimes de l'égoïsme incorrigible de ceux dont le strict devoir social serait de les faire vivre.

Combien de fois d'autre part, a-t-on vu la liberté tomber victime de l'apathie des « honnêtes gens ».

liberté de son semblable ou de se soustraire à certains devoirs sociaux qui résultent clairement du fait de la solidarité humaine.

Remarquons, d'ailleurs, que notre solution est, à la vérité, celle de tous ; il n'y a qu'une question de mesure. Jamais, en effet, personne n'a soutenu sérieusement le premier système, le système libéral, d'une façon conséquente et absolue ; il aboutirait, en effet, à permettre à l'individu de se passer ses pires caprices sans aucune répression, et à n'imposer à personne contre sa volonté aucune charge sociale ; il ne faudrait ni punir les criminels, ni exiger des citoyens le paiement des impôts. Les anarchistes, les seuls conséquents parmi les libéraux, émettent de pareilles théories ; est-ce après mûre réflexion ? Nous nous permettrons d'en douter.

Quant, à la seconde, elle est inapplicable, surtout parce que nos connaissances sociologiques sont — et seront, sans doute, toujours — trop bornées pour nous permettre de déterminer avec sûreté dans tous les cas ce que réclamerait au juste une application stricte, mais équitable de la loi de solidarité. Chacun des pouvoirs historiques qui ont prétendu en faire une application plus étendue que celle que permettait l'état des esprits et des temps a vite dégénéré en insupportable tyrannie.

Ces deux solutions ne pourront être admises dans leur intégralité que quand elles le seront à la fois, c'est-à-dire, ainsi que nous l'avons dit plus haut, quand chaque homme sera parvenu à la perfection.

En attendant, il y aura donc lieu de déterminer pour chaque cas particulier quelle sera la meilleure des solutions pratiques, soit que l'on adopte l'une des deux extrêmes, soit que l'on essaie de les concilier ou de s'en tenir à une solution mixte.

Qui fera ce travail?

Dans le domaine de la théorie, ce sera le sociologue étudiant les conditions de la vie et essayant de déterminer d'après cette étude, les mesures qui seront, en chaque circonstance, selon les lieux, les temps, les antécédents, les milieux, les plus salutaires pour l'humanité et les plus propres à assurer le progrès de chacun et de tous.

Dans la pratique, ce sera tantôt l'opinion humaine universelle ou quasi-universelle, plus ou moins éclairée par les avis des sociologues, tantôt les pouvoirs, les autorités existant parmi les hommes et dont nous étudierons plus loin la constitution.

On nous reprochera peut-être de laisser à l'appréciation subjective d'une autorité que nous ne déterminons même pas l'étude et le choix de la solution à adopter. Nous ne nous en défendons pas; mais nous prétendons qu'il est impossible qu'il en soit autrement; ce n'est qu'en se faisant gravement illusion que des philosophes ou des écrivains ont pu trouver en ces matières des règles abstraites absolues, objectives, qui, selon eux, dominant l'organisation des sociétés humaines et, dans chaque cas, fournissent la solution applicable.

Nous croyons avoir déduit de la nature des choses les principes qu'il est permis de poser; quant à leur application, quant à la façon de les combiner, quant à la détermination de ce qui, en chaque circonstance, est le meilleur, cela est affaire d'opportunité, cela dépend des temps et des milieux, de l'éducation de la culture et de la moralité des individus.

D'ailleurs, les prétendues règles absolues qu'on a parfois cru poser sont si contradictoires qu'il serait difficile de s'ar-

rêter aux unes ou aux autres. Pour nous, nous ne faisons que considérer sous un aspect particulier un fait qui de plus en plus, est partout reconnu : en morale, en métaphysique, aussi bien qu'en philosophie ou en sociologie, on laisse de côté l'idée d'une vérité absolue et objective qui serait donnée toute faite et complète, pour reconnaître que la seule base solide c'est l'expérience, — l'expérience conçue d'une façon large, qu'elle soit donnée par les sens, par l'observation externe ou par la méditation intime — l'expérience qui permet d'établir quelques grands principes à la lumière desquels l'homme doit diriger sa vie et gouverner ses actes et ses démarches privées ou publiques.

Du reste, en nous refusant à déterminer d'une façon plus précise ces solutions à intervenir nous n'ouvrons pas la porte à l'arbitraire, car il y a en ces matières une force plus puissante que les décisions des hommes, même étayée par les meilleurs arguments : ce sont les lois naturelles qui régissent les sociétés humaines.

Ces principes que nous avons, plus haut, déduit des données de l'expérience, agissaient déjà avant que l'homme les eût même devinés, et de tous temps l'instinct d'indépendance de chaque individu et l'inéluctable loi de solidarité ont dominé l'évolution de l'humanité ; de tous temps, se combattant et se combinant, ils ont exercé leur action souveraine sur ses destinées ; ce sont les lois naturelles, c'est la force même des choses qui a dicté aux rois et aux peuples les meilleures des règles qu'ils ont tour à tour admises (1). Sans doute parmi celles-ci il y en a eu qui étaient en contradiction avec les nécessités des temps ; mais elles n'ont guère duré et le moment est venu où, sous la pression plus forte des faits, elles ont été abrogées et où la vie sociale a repris son cours normal.

(1) Nous retrouverons plus loin le développement de cette idée.

Laissant donc la solution des conflits sociaux à l'appréciation subjective, nous désirons assurément que celle-ci soit sage et éclairée, mais nous ne craignons pas que des résolutions hâtives, non réfléchies, prises et appliquées à la légère puissent compromettre d'une façon sérieuse les destinées de l'humanité. Elles pourront à la vérité occasionner dans son évolution des moments de trouble et de malaise; elles pourront causer la ruine de certaines fractions de l'espèce; mais tôt ou tard leurs conséquences mêmes les jugeront; et on en reviendra à des idées plus saines et plus rationnelles — pour retomber ensuite dans de nouvelles erreurs qui seront réparées de même.

IV

L'ASSOCIATION IMPOSÉE

Tous les conflits ne recevront donc pas la même solution.

Tantôt il faudra faire prévaloir le principe de liberté et laisser l'individu qui refuse d'accomplir ce que d'autres regardent comme son devoir social : c'est ce que font nos sociétés actuelles d'une façon assez générale à l'égard de celui qui néglige de faire œuvre personnelle d'assistance à l'égard des deshérités du sort, à l'égard de celui qui fait à son voisin une concurrence excessive, à l'égard, parfois, de celui qui refuse de subvenir aux besoins de ceux qu'il a mis au monde.

Nous citons là des cas qui donnent lieu à des controverses plus ou moins vives.

Tantôt, au contraire il faudra faire triompher le principe

de solidarité et contraindre les récalcitrants : c'est ce que font nos lois en obligeant tout citoyen valide à prendre les armes pour la défense nationale, en exigeant de tous des contributions en faveur d'établissements d'instruction ou de services publics qui ne profitent qu'à quelques-uns, — ici encore, nous abordons des points controversés.

Le triomphe du principe de liberté se traduira par l'absence de toute mesure; la victoire du principe de solidarité entraînera, pour ceux à l'égard desquels on en fera l'application, coopération forcée.

Celle-ci est moralement moins bonne que la coopération libre et volontaire; elle est moins favorable au progrès général et il est à désirer que peu à peu, partout où elle existe, elle devienne volontaire; à la contrainte doit succéder la liberté, l'accord des volontés n'en étant que mieux assuré; mais en attendant cette transformation, là où elle ne s'est pas encore produite, peut exister la coopération forcée.

La coopération volontaire a sa formule dans l'association volontaire et libre.

Comment se manifestera la coopération forcée? Par l'association aussi, mais par une association d'une nature particulière, par l'association imposée.

Il y aura des associations auxquelles leurs membres, au lieu d'y entrer et d'en sortir librement, seront attachés par le fait de leur naissance, ou par tel autre fait postérieur, et dont ils ne pourront se séparer, — sinon dans certaines conditions déterminées.

Quel sera le rôle de ces associations?

Nous ne pouvons le préciser maintenant.

En théorie, ce sera de faire tout ce qui, étant nécessaire

pour le développement intégral de l'humanité, n'est pas accompli par les hommes eux-mêmes ou par l'association volontaire.

En fait, nous l'avons dit plus haut, le champ est libre pour l'appréciation subjective. Ce sont les associations elles-mêmes qui, sous la pression des nécessités pratiques, auront à déterminer le champ et les limites de leur activité; elles le feront selon les avis des sociologues — si elles savent les écouter. En tous cas, le frein sera pour elles aussi cette force inéluctable des choses, dont nous parlions plus haut, qui ne permet pas que l'on s'écarte trop, ni pour trop longtemps, des lois latentes de l'évolution sociale.

Quoi qu'il en soit, pour les membres de chacune de ces associations, les ordres du pouvoir social auront force obligatoire; par l'autorité qui sera constituée dans leur sein, elles pourront obliger leurs membres même contre leur gré à telle ou telle action ou abstention qui sera jugée profitable à la communauté; en un mot, elles édicteront des lois et les feront observer.

Pour résumer donc les pages qui précèdent, en revenant à notre formule première, nous dirons : Le milieu social idéal, le plus favorable au développement de tous, ce serait celui qui résulterait de la libre coopération universelle, dans l'association volontaire de tous les humains; mais on ne saurait songer à voir ce rêve se réaliser; Cependant, si en certaines matières on peut laisser l'individu libre d'agir à sa guise, il est au contraire d'autres points où la loi de solidarité exige impérieusement pour la vie même de l'humanité qu'il soit contraint si cela est nécessaire, à faire sa part du travail commun.

Alors interviendra l'association imposée et c'est celle-ci

qui, par la coopération forcée qu'elle édictera en certains domaines, devra créer, non point le milieu social idéal, mais le milieu social le meilleur qu'on puisse établir étant données les circonstances extérieures, les nécessités actuelles et les obstacles que rencontre toute organisation humaine. C'est à elle enfin qu'il appartiendra de travailler à la réalisation progressive de la société idéale.

V

L'ÉTABLISSEMENT DE L'ASSOCIATION IMPOSÉE DANS LES CADRES DÉJÀ FORMÉS PAR LA NATURE — LA FAMILLE ET LA NATION

Comment se formeront ces associations imposées? Sur quelles bases, dans quels cadres s'établiront-elles? Suivant quelles lois s'opèreront ces groupements?

Quand il s'agit d'associations libres, c'est l'objet, c'est le but poursuivi qui est le centre autour duquel se rallient les adhérents : un ou plusieurs individus prennent l'initiative et proposent de fonder une association en vue de réaliser telle fin, et aussitôt, à eux s'unissent ceux qui désirent y participer.

Cette base nous manque ici, puisque précisément nous supposons que ces individus ne sont pas d'accord quant aux buts que se proposera l'association imposée qui n'existe que pour les contraindre au besoin.

Avant de chercher une autre base, remarquons que l'un des caractères des associations libres est leur multiplicité indéfinie, et que celle-ci est due précisément à ce fait que

nous venons d'énoncer : que c'est le but qui fait l'association. Chaque objet groupe, dans l'association qu'il provoque, un personnel différent, car telle est la diversité des esprits humains, que ce qui paraît à l'un digne d'intérêt, semble fort peu important à l'autre et que deux hommes peuvent sur l'opportunité d'une action donnée différer d'avis, alors que, sur beaucoup d'autres points ils sont d'accord. Il ne se trouvera que bien rarement que deux associations poursuivant des fins diverses comptent parmi leurs adhérents exactement les mêmes individus ; il leur serait donc impossible de se fondre en une seule, il y aura par suite autant d'associations libres que de fins poursuivies, chaque individu pouvant d'ailleurs faire partie d'une quantité de sociétés différentes.

Dans le domaine de l'association imposée, comme ce n'est plus le but qui crée l'association, ce caractère de multiplicité pourra disparaître et on pourra grouper un grand nombre d'hommes dans une seule société qui poursuivra non plus une fin déterminée, mais tous les objets en vue desquels doit exister l'association imposée telle que nous l'avons établie plus haut.

On pourrait, il est vrai, concevoir une solution différente, mais celle que nous adoptons, et qu'instinctivement on a toujours adoptée, est la conséquence à peu près inévitable de la loi naturelle de l'économie des forces ; là où une seule organisation suffit, personne ne songera à en établir plusieurs, chacune possédant des rouages différents et un mécanisme indépendant.

Ceci dit, revenons à notre question : Comment au sein de la masse humaine, se créeront ces associations imposées qui vont se partager les individus ?

D'abord, y aura-t-il plusieurs associations ou l'humanité

entière n'en formera-t elle qu'une seule? et, si l'on adopte la première solution, comment opérer cette répartition des hommes, sur quelles bases, d'après quels principes?

Cette répartition, personne ne l'a jamais faite et ne la fera. Elle se fait d'elle-même; nous sommes dans un domaine où l'arbitraire et les coups d'autorité ont bien moins de puissance qu'il ne semble parfois; c'est la nature des choses qui mène les événements; c'est elle qui nous donnera les solutions.

Avant que les hommes eussent pris conscience des liens qui les unissent, la loi de solidarité les enserrait déjà et influait sur leur vie d'une façon toute mécanique. Il y avait entre eux des associations — non pas même encore imposées, mais inconscientes; elles s'étaient formées toutes seules par le jeu normal des lois de la vie. C'est elles qui sont devenues les associations imposées que nous rencontrons aujourd'hui et dont l'existence est légitime.

Par ce dernier mot, nous n'entendons pas qu'elles doivent subsister toujours immuables et éternelles, non pas; il en est qui ont disparu, il en est qui disparaîtront encore pour se fondre avec d'autres de formes et de degrés supérieurs; toutes, elles devront peu à peu faire place à l'association libre; et en attendant, elles iront évoluant et se transformant suivant les nécessités des temps et des lieux. Mais ce que nous voulons dire, c'est qu'il y a des groupements humains dont les membres sont unis par des liens intimes établis par la force des choses; si bien que aux yeux du plus grand nombre de leurs participants, il y a là, non pas un fait contingent qui pourrait ne pas être, mais quelque chose de fatal, d'inéluctable, de supérieur, qui les fait membres de tel ou tel autre groupe.

On les a appelés, ces groupes humains, et avec raison, en un certain sens, des organismes sociaux, considérant qu'ils se sont formés et développés suivant des lois naturelles; on a été jusqu'à les regarder comme des êtres qui jouissent d'une personnalité.

Cela donné, il nous semble qu'il est normal, si l'on veut que l'association imposée soit conforme à ce qu'elle doit être et blesse le moins possible la liberté individuelle, qu'elle ne s'établisse que dans les cadres de ces associations qui se sont formées toutes seules, ou plutôt que ce soient celles-ci qui subsistent, se basant sur les principes nouveaux que permet d'établir la sociologie.

Une dernière question se pose :

Quels seront en fait, ces groupes sociaux établis par la nature des choses, qui fourniront les cadres de nos associations imposées.

Il y a deux circonstances qui créent des liens naturels entre les hommes vivant à la même époque : *la communauté de sang, la proximité dans l'espace*. Ce sont elles qui, en se combinant de diverses façons, ont créé les groupements humains, tous ceux du moins qui ont eu une autorité générale et légitime.

Il serait intéressant d'étudier dans leur évolution historique ces modes de groupement, de rechercher quelles ont été les forces intérieures qui ont produit les associations qu'ils ont formé et d'examiner les lois qui, à travers des transformations successives, ont amené celles-ci au point où nous les trouvons aujourd'hui.

Mais les limites de cette étude ne nous permettent pas de nous étendre ainsi; il nous faut nous borner à considérer ce

qui est aujourd'hui, ne jetant parfois un regard sur le passé que quand cela est absolument nécessaire afin d'éclairer le présent.

Quelles sont donc les associations imposées dont fait partie, un citoyen français par exemple?

D'abord *la Famille*; puis *la Commune*; au-dessus de celle-ci vient *le Département*; enfin *la Nation* (1).

A vrai dire, les trois derniers peuvent se réduire à une : la commune et le département n'existent, en somme, que par les lois de l'Etat dont ils ne sont que des subdivisions et des émanations.

Restent la Nation et la Famille.

Nous laisserons de côté ce qui se rapporte à celle-ci; nous ne rechercherons pas si elle est subordonnée à l'État et ne possède qu'une autorité dérivée de celle de celui-ci, ou bien si elle a d'une façon absolue un pouvoir qui lui est propre; nous ne nous demanderons pas non plus si l'existence de la famille fermée et jalousement cantonnée sur sa propriété — immobilière ou mobilière — est favorable ou non au progrès humain.

Ce que nous avons dit jusqu'ici n'avait d'autre but que de fonder sur des bases à la fois rationnelles et expérimentales l'existence avec ses caractères spécifiques, de ce groupement humain qui s'appelle la Nation; c'est celle-ci que maintenant nous allons étudier d'une façon particulière.

(1) Le canton et l'arrondissement n'ont ni budget ni personnalité civile, ce ne sont que des subdivisions administratives.

DEUXIÈME PARTIE

L'APPLICATION DES PRINCIPES

Après avoir posé ainsi les principes qui doivent nous guider dans notre étude, nous allons rechercher :

1° Pourquoi et comment se sont constituées les nations diverses ;

2° Quels sont, parmi les hommes, ceux qui appartiennent à une nation déterminée ;

3° Quels sont, au sein de la nation, les droits des individus qui la composent ou qui ont des rapports avec elle ;

4° Comment est constituée l'autorité au sein de la nation ;

5° Quels sont les pouvoirs de cette autorité ;

6° Quels doivent être les rapports des nations entre elles.

CHAPITRE I

LES NATIONS

I

LA PLURALITÉ DES NATIONS

1. La Nation et l'État.

Si nous considérons l'état social de l'humanité actuelle, ce qui nous frappe dès l'abord, c'est l'existence des groupes nationaux de grandeurs différentes, qui se partagent le monde, et qui tracent sur les continents leurs frontières bizarrement découpées.

Nous avons essayé d'établir plus haut, en principe, la nécessité de l'association imposée ; mais dira-t-on, pourquoi cette association existe-t-elle précisément entre les hommes dont la majorité peuple tel espace de terre, borné par tels fleuves, telles mers, telles montagnes, ou même par des limites tout artificielles ? C'est à cette question que nous allons essayer de répondre dans ce chapitre.

Mais auparavant, il faut, croyons-nous, préciser le sens des deux mots État et Nation que, jusqu'à présent, nous

avons employés comme synonymes ; nous continuerons à en user ainsi dans la suite de cette étude ; le moment est arrivé, cependant, où il faut signaler la différence de signification qui, aujourd'hui encore, existe entre ces deux termes.

L'*Etat*, c'est le groupement humain qui doit exister au-dessus des communes ; c'est proprement l'association imposée, considérée avec ses rouages, son organisation, son autorité, et ses fonctions diverses.

C'est l'Etat qui, par ses magistrats et sa force publique, fait régner l'ordre entre les hommes soumis à son empire et les défend contre les agressions étrangères ; c'est lui qui, par les pouvoirs établis, formule les lois qui règlent l'activité des citoyens ; c'est lui qui fixe la quote-part que chacun verse pour subvenir aux dépenses communes ; c'est lui, enfin, qui indique à chacun les tâches qu'il doit accomplir dans l'intérêt de tous.

La *Nation*, c'est une tout autre chose ; c'est l'ensemble des hommes qui, au sein de l'humanité, sont unis par des liens d'une nature toute particulière — que nous étudierons plus loin — et si forts qu'il y a entre eux une étroite solidarité à laquelle ils ne peuvent se soustraire : solidarité mécanique et morale qui en fait les membres d'un même corps.

La Nation, c'est cette agrégation d'abord inconsciente, créée par la force des choses et dont nous disions plus haut qu'elle doit servir de cadre à l'association imposée pour que celle-ci soit vraiment bonne et favorable au progrès.

Voilà pourquoi nous avons pris jusqu'ici ces deux mots de Nation et d'Etat comme synonymes. Ils devraient s'appliquer toujours et partout aux mêmes organismes sociaux ; chaque nation devrait former un état ; chaque état ne devrait comprendre que des enfants d'une seule nation.

Si, le plus souvent, cet idéal est réalisé, il n'en est pas toujours ainsi. Si la France, l'Espagne, le Danemark, l'Italie, par exemple, ne comprennent parmi leurs membres que des hommes qui se réclament des nations française, espagnole, danoise, italienne, il y a des Français, des Danois et des Polonais qui font partie de l'association allemande, des Italiens et des Suédois qui sont séparés de leurs frères — et combien d'autres exemples encore pourrait-on citer, comme celui de l'état austro-hongrois qui n'est qu'un amalgame hétérogène d'hommes de nationalités diverses.

Nous voulions établir nettement cette distinction avant de poursuivre ; mais, ceci fait, nous continuerons à prendre en général comme synonymes ces deux expressions : État et Nation ; nous faisons ici, en effet, une étude théorique, et, en théorie, nous l'avons dit plus haut, l'État et la Nation sont deux termes qui doivent se couvrir exactement.

2. *La Nation et la Commune.*

D'éminents sociologues, estimant que les nations ne sont que des reliques du passé qu'il importe de faire disparaître au plus tôt, ont soutenu cette thèse que, la famille mise de côté, une seule association imposée doit exister : *la commune*, c'est-à-dire l'ensemble des individus groupés à demeure sur un coin du sol terrestre, assez étroitement unis pour qu'entre eux s'établissent des rapports personnels de tous les instants ; c'est la ville, c'est le village qui, à les entendre, serait la véritable unité ethnique.

Chacun est en effet composé d'êtres qui tous se connaissent, ou au moins se voient journellement sans quitter le

cercle de leurs occupations quotidiennes, qui, par suite, sentent très bien qu'il y a entre eux des liens de solidarité profonde. Quoi de plus juste que de laisser ceux-ci constituer entre eux une association libre et autonome, sans les soumettre à l'autorité supérieure de ce groupement factice qu'on appelle *la nation*. Le principe de liberté se trouvera de la sorte beaucoup mieux respecté qu'il ne l'est dans l'état de choses existant. Le principe de solidarité serait, à la vérité, violé si chacune de ces communes s'adjugeait le droit de partir en guerre contre ses voisines ; mais, dans l'état actuel de notre civilisation, avec le développement du commerce et les multiples liens intercommunaux qui en résultent, avec la nécessité qui s'impose si souvent aux habitants d'une région entière de se grouper en vue d'une action unanime, avec la facilité des communications et le goût qui se manifeste pour les déplacements fréquents, chaque commune ne pourrait pas ne pas sentir combien de liens l'unissent à ses voisines, en sorte que toutes ces cités couvriraient le monde comme un immense filet dont chaque maille, égale aux autres, demeurerait indissolublement liée à toutes ses compagnes.

Au milieu de ce réseau serré, les frontières des nations ne viendraient pas tracer arbitrairement des lignes de démarcation, briser les liens de cette grande solidarité et faire des ennemis de ceux que la nature a faits frères. Les guerres seraient rendues impossibles par cet enchevêtrement universel d'intérêts, et si, par hasard, une commune s'avisait de soutenir ses prétentions par la force, une ligue se formerait bien vite parmi ses voisines pour la remettre à la raison.

Au premier abord, de telles théories semblent séduisantes ; mais nous croyons qu'elles ont le grand défaut de ne pas tenir compte des faits.

La commune, en effet, n'existe pas, ne peut exister par elle-même, autonome et indépendante ; des liens trop nombreux l'unissent à ses voisines ; toute entreprise de quelque importance exige le concours universel des habitants d'une certaine région — qu'il s'agisse, par exemple, d'un port à creuser, d'une route à tracer ou de mesures de défense à prendre contre une agression ou contre l'invasion d'une maladie. Pour les mêmes raisons qui font qu'elle doit exister entre les individus, l'association imposée apparaît comme nécessaire entre les communes ; nécessaire pour arrêter entre les communes voisines des rivalités désastreuses, nécessaire pour empêcher quelques-unes de se tenir à l'écart des travaux d'utilité générale. Il y a entre tous les habitants d'une même région étroite solidarité matérielle ; il y a aussi profonde solidarité morale ; il ne peut être permis aux communes de rompre à leur gré ces liens, de se désolidariser et de bouleverser les conditions de vie économique, sociale et morale d'un pays.

Or, de même que l'individu a souvent le jugement bien court et se trouve fort tenté de faire passer son intérêt personnel avant le bien public, au risque de souffrir lui-même plus tard de ce manquement à la loi de solidarité, de même dans les communes, souvent la politique de clocher ferait prévaloir des intérêts mesquins sur des vues larges et généreuses dont chacun, en somme, aurait à tirer profit. Nous ne croyons pas que le prestige du principe de solidarité serait, comme on le suppose, suffisant pour faire triompher les idées saines et sages ; il faut, à notre avis, que, pour régulariser les relations intercommunales aussi bien que les relations des hommes entre eux, une autorité supérieure intervienne (1).

(1) Nous verrons plus loin que ce même argument peut être invoqué pour établir nécessité d'une autorité internationale.

Une autre considération milite encore en faveur de cette intervention d'une autorité supérieure à celle de la commune. Celle-ci est composée d'individus ; si elle-même a droit à une certaine autonomie, chacun de ses membres aussi a droit à une certaine liberté et peut réclamer la mise à sa portée de certaines conditions de développement. Or, l'expérience a toujours prouvé qu'il y a plus de chances de trouver des vues saines et équitables chez un gouvernement qui juge les choses de haut et de loin que chez un pouvoir local ; en cas de désaccord, le gouvernement national assurera presque toujours la liberté et le développement des citoyens mieux que le pouvoir communal (1).

Enfin, de l'intervention de l'État dans les communes résultera dans tout le pays qui lui est soumis une unité de vues, d'action, de tendances éminemment favorables à l'établissement d'une intime solidarité entre ses habitants et, par suite, à leur progrès.

Répondons à une dernière objection que l'on formule ainsi : Sur la surface du globe, les petits groupes humains se succèdent sans interruptions et chacun est fortement lié à tous ses voisins ; pourtant il y aura des communes voisines qui seront séparées par cette ligne tout idéale et conventionnelle qui se nomme une frontière ; — et ce, malgré tous les liens de solidarité qui pourront exister entre elles. Si, entre une commune riveraine de la Loire et une *gemeinde* des bords de la Vistule, il y a une telle différence qu'elles ne peuvent véritablement — nous le verrons plus loin — faire partie d'un même groupe social, il en est tout autrement, par exemple, pour deux hameaux séparés par la Seille ; et

(1) Ceci est en désaccord avec des théories bien souvent émises ; mais c'est, croyons-nous, un fait d'expérience.

cependant l'un appartient à la France, l'autre à l'Allemagne ; la nature les unissait, la division des nations les rend étrangers.

Nous répondrons que cela est vrai, mais qu'il ne peut pas en être autrement. Les groupes nationaux, étant donnés (1), leurs limites doivent se trouver quelque part ; assurément, il résulte de là pour les habitants de la zone frontière une gêne considérable ; mais ils souffrent pour le bien de tous, la loi de solidarité implique de ces sacrifices.

Remarquons d'ailleurs que des avantages découlent souvent aussi de pareille situation : la richesse de ces régions peut s'accroître par le commerce ; leur force morale par ce contact journalier avec l'étranger ; du reste ces communes orientent naturellement leur activité vers le cœur de la patrie qui est la leur ; des deux côtés de la frontière elles se tournent le dos, et celle-ci devient ainsi la limite de deux peuples réellement différents. Et s'il n'en est pas tout à fait ainsi, cela n'en vaut peut-être que mieux, parfois le mélange de sang et l'échange d'idées qui s'opèrent par dessus la barrière fictive préparent la naissance des confédérations et des unions que nous appellerons plus loin de tous nos vœux.

Ajoutons encore avant de quitter ce sujet que, fidèles aux principes de liberté que nous avons posés, nous considérons que ces empiétements sur l'autonomie communale doivent se réduire au strict nécessaire et que l'État doit toujours considérer comme but dernier de ses efforts de rendre son intervention inutile — comme celle de l'autorité communale devrait aussi arriver à n'être plus nécessaire.

(1) Et nous venons de voir qu'ils doivent exister.

3. — *La Nation et l'Humanité.*

Après avoir justifié l'existence de l'Etat au-dessus des communes, il nous faut expliquer celle de la nation au sein de l'humanité.

A première vue, il semble qu'il n'y ait aucune raison valable pour établir ces groupements régionaux dont chacun est régi par des lois souvent très différentes. Au contraire, dit-on, cette division nuit à l'unité, à l'harmonie dans le progrès de l'humanité. Elle forme des groupes humains dont chacun façonne isolément son esprit, sa langue, ses mœurs et ses traditions ; son résultat le plus clair, c'est la rivalité entre les nations ; celles-ci, au lieu d'employer leurs forces à lutter contre la nature, contre la barbarie, la misère et le vice, dépensent le plus clair de leurs énergies dans une concurrence effrénée et dans des luttes économiques ou guerrières.

A cela, nous répondrons d'abord que l'humanité est bien loin d'être une. Nous nous garderons d'aborder ici le problème de l'unité ou de la pluralité originaires de l'espèce ; mais nous constatons qu'entre le Chinois par exemple et l'Européen, entre l'Indien d'Amérique et le Nègre, il y a des différences tranchées, profondes ; on ne peut prétendre les unir en un seul groupement.

On nous répliquera peut-être que pourtant l'Annamite et le Sénégalais, l'Algérien et l'Hindou, le Musulman et le Bouddhiste vivent sous la même autorité qui régit la France européenne ; mais ce serait faire une confusion : ils y sont soumis à titre de sujets ; ce ne sont pas, — sauf rares exceptions, — des membres actifs de l'association française.

On objectera encore que dans certaines contrées les races différentes se trouvent en présence, jouissant des mêmes droits en théorie : au Mexique par exemple, et dans diverses autres contrées de l'Amérique espagnole et des Etats-Unis (1).

Mais encore une fois il y a là des circonstances particulières : ou bien, comme au Mexique et au Chili, les races se sont à peu près mélangées ; ou bien, comme au Pérou et aux Etats-Unis, l'une d'elles, — minorité ou majorité, — garde une prépondérance incontestable (2).

D'ailleurs, ces représentants de peuples divers vivent depuis de longues années sur le même sol ; ils se sont peu à peu accoutumés à la vie en commun : ceux qui étaient arrivés en conquérants ont profondément transformé leurs anciens sujets ; ceux qui étaient venus en esclaves ont essayé de s'élever au niveau de leurs anciens maîtres. Cette vie en commun n'a été possible qu'après des actions et réactions profondes des races les unes sur les autres et du sol sur les individus — et elle n'est pas encore, si nous en jugeons d'après les faits, exempte de difficultés nombreuses, résultant du peu d'homogénéité des populations (3).

(1) On sait que les Etats du Sud de l'Union américaine comprennent parmi leurs habitants plusieurs millions de nègres, descendants d'esclaves affranchis. On sait aussi que dans la plupart des républiques-sud américaines les Indiens et les métis forment la grande majorité de la population, et que parmi les prétendus blancs qui par exemple au Chili forment la masse, la plupart ont dans les veines autant sinon plus de sang indien que de sang européen. Seuls les pays qui reçoivent un grand nombre d'émigrants comme l'Argentine et certaines provinces du Brésil voient les hommes de race blanche pure être les plus nombreux parmi leurs habitants.

(2) Nous ne rappellerons pas toutes les avanies que le Yankee fait subir aux nègres et la façon dont il les tient à l'écart.

(3) L'accession des nègres aux droits politiques a été pour les Etats-Unis une cause de trouble.

Un grand nombre des révolutions des républiques hispano-américaines ont eu pour causes les querelles de races ou du moins celles-ci les ont envenimées. Pour n'en citer qu'un exemple, rappelons que Juarez, chef principal du soulèvement national du Mexique contre Maximilien, était un Indien ou un métis. Si le Chili est bien plus paisible que ses voisins, c'est en partie parce que les races y sont mieux fondues.

Ce qu'il faudrait montrer, ce seraient des populations de races différentes vivant ensemble sur un pied d'égalité, sans qu'aucune d'elle abdiquât son caractère propre, son cachet, ses traditions, sa personnalité en un mot, et sans qu'aucune d'elles quittât le sol auquel elle est attachée et qu'elle a façonné à son image, en même temps que celui-ci lui a fait subir son empreinte.

Se représente-t-on notre Parlement comptant, outre les représentants de 38,000,000 de Français d'Europe, ceux de 6,000,000 d'Arabes et de Berbères d'Algérie, de Tunisie et du Soudan, ceux de 18,000,000 de nègres, de 500,000 Hovas, de 4,000,000 de Malgaches, de 18,000,000 de Tonkinois, d'Annamites et de Cambodgiens et de quelques milliers d'Hindous, de Canaques, de Papous et d'Indiens guyanais ! Inutile d'insister. (1).

Laissons donc de côté les peuples de civilisations si différentes. Serait-il possible au moins de faire vivre ensemble les peuples européens au sein d'un état unique ?

Les faits répondent. Ils nous montrent au milieu de ces populations de civilisation relativement homogène, des groupements, des centres d'attraction qui se sont établis et qui subsistent par la force des choses. Quelles sont les bases de cette division, sur quels fondements repose la répartition des individus entre les nations ? Nous l'étudierons plus loin. Pour le moment, nous constatons qu'elle n'est pas factice et qu'il faut en tenir compte comme d'un fait. Elle existe, non pas seulement dans les instruments diplomatiques, mais

(1) On répondra : mais pourquoi faire cette absurde supposition d'un Parlement réunissant les hommes des antipodes ? A quoi nous répliquerons : il y aurait forcément des questions d'administrations et des affaires communes à régler qui intéresseraient à la fois tous les hommes que l'on voudrait faire tous membres d'une même société humaine. Ce Parlement serait donc nécessaire .

dans les esprits et dans les cœurs ; elle a ses racines dans l'instinct même des individus, qui, sans pouvoir dire souvent au juste pourquoi, sentent que dans telle compagnie, ils se trouvent dans leur milieu naturel, que dans telle autre ils sont dépayés.

C'est pour n'avoir pas tenu compte de ce fait que tant de groupements composés arbitrairement par les diplomates et les conquérants ont subsisté si peu de temps. On a bien pu tenir par la force, des populations enchaînées à un groupe social auquel elles n'appartenaient pas naturellement, mais ces faisceaux mal assemblés se sont presque toujours dénoués.

Chaque nation solidement unie et bien constituée possède, il est vrai, un pouvoir d'assimilation qui lui permet d'englober de petits groupes de populations hétérogènes qui, peu à peu, se fondent dans la masse ambiante ; mais, quand les éléments étrangers sont trop nombreux, quand ils appartiennent eux-mêmes à un groupe aux caractères très accusés et à la forte personnalité, l'union est extrêmement difficile ; sans compter les révoltes violentes, ils deviennent la source de troubles et de malaises qui se répercutent dans tout le corps social auquel on veut les rattacher, et, presque toujours, une sécession brute ou une lente désagrégation vient plus ou moins rapidement donner raison aux principes que nous venons d'énoncer.

Faut-il citer des exemples ? Nous en trouverons d'abord dans l'histoire de l'Espagne. Jamais elle n'a pu garder ses possessions européennes du Milanais, des Pays-Bas, des Deux-Siciles ; jamais elle n'a pu s'assimiler le Portugal, ce petit voisin qu'elle isole de tout autre pays. La Suède et la Norvège que tout semblerait rapprocher ont grand peine à rester unies. La France n'a pu conserver la rive gauche du

Rhin ; à plus forte raison, Hambourg et les provinces illyriennes ne sont pas, en 1812, devenues pays français. L'Allemagne enfin, malgré son terrible appareil d'assimilation, n'a pu encore, depuis 24 ans, depuis 28 ans, depuis 100 ans, faire de vrais Allemands des Français d'Alsace-Lorraine, des Danois du Slesvig, des Polonais de Posen. Faut-il citer encore les Slaves et les Roumains de l'Autriche-Hongrie, les Finlandais, les Irlandais ?

La division des hommes en nations se base sur un fait qu'il est impossible d'éluder, sur des incompatibilités d'humeurs, de mœurs, de tendances et d'aspirations. Il peut y avoir, par exemple, entre Français et Italiens des intérêts communs ; il peut y avoir entente sur nombre de points, il pourrait y avoir alliance très intime, mais dans l'état actuel des choses il serait impossible de faire vivre les uns et les autres sous un même gouvernement, de les soumettre aux mêmes lois et à la même administration, de les appeler, surtout, à délibérer ensemble sur ces lois et ces mesures communes.

Nous irons plus loin ; non seulement cette divergence existe, mais elle est allée depuis quelques siècles en s'accusant de plus en plus. Ce n'est pas, croyons-nous, que les différences qui existent entre les peuples aient réellement augmenté, mais on en a pris une conscience plus claire.

Jadis, les esprits cultivés seuls, dans chaque contrée, se trouvaient en rapport avec les hommes d'autres pays. Les masses populaires inconscientes avaient, certes, d'un lieu à l'autre, des caractères extrêmement tranchés ; mais on n'y prenait pas garde, et, au-dessus d'elles, une société fort cosmopolite s'établissait entre les gens du monde et les savants de toute l'Europe. Mais, depuis un siècle surtout, la foule

s'est élevée à la vie consciente ; le commerce, les guerres de la Révolution, puis les chemins de fer et les déplacements favorisés par la prospérité croissante ont mis les peuples en présence, non plus seulement dans leur aristocratie, mais du haut en bas de l'échelle sociale ; et chacun d'eux a eu de la sorte la perception — confuse assurément, mais très vive — de sa propre unité et de l'abîme qui le sépare des autres peuples. Les nations modernes se sont alors affirmées ; dans chaque pays, les masses se sont groupées autour du drapeau national et ont rappelé à sa défense les lettrés et les savants ; ceux-ci, rapprochés de leurs compatriotes par la diffusion de l'instruction, par les guerres et les épreuves traversées en commun et par ce que nous appellerions l'extension du droit de cité à ceux qui, auparavant, n'étaient rien dans l'État se mirent à détailler au sein de chaque groupe les traits du caractère national, à rappeler aux hommes de leur temps les gloires et les souffrances de leurs ancêtres et à chanter la patrie renaissante ; à leur tour, ils contribuèrent ainsi à assurer et à fortifier le sentiment national (1).

La Nation existe donc, et c'est un fait qu'il faut, croyons-nous, respecter pour le moment au moins, c'est-à-dire sans doute pour de longues années encore. L'homme, pour vivre, pour se développer, a besoin d'un *milieu social favorable* ; or, tous les hommes n'étant pas formés sur le même modèle, n'ayant pas mêmes goûts, mêmes mœurs, mêmes aspirations,

(1) Une preuve frappante de cette vérité que si la nation était supprimée par décret, la force même des choses la rétablirait a été donnée par ce qui s'est passé aux congrès internationaux du Parti ouvrier. Les chefs du parti se sont déclarés les adversaires de la nation ; ils ont prétendu que ce groupement était tout artificiel, et au congrès de Zurich, par exemple, se sont révélées les divergences les plus accentuées entre Allemands, Anglais et Français, et quand il s'est agi de déterminer le mode de votation des propositions, on s'est arrêté au vote... *par nations*.

il est bon, précisément pour que puissent régner entre eux, autant que possible, la paix et l'harmonie, que ceux-là se groupent entre qui il y a des analogies et, par suite, des sympathies.

Est-ce à dire que cette division des hommes en nations doive toujours subsister et que le progrès humain doive toujours la respecter avec les rivalités et les conséquences funestes qu'elle entraîne ? Nous ne le pensons pas. Au contraire, l'histoire du passé peut nous faire prévoir l'avenir. Nous avons vu les groupes ethniques les plus voisins s'unir en confédérations, les petites *civitates* s'agréger en provinces et les provinces former les nations ; nous avons vu aussi que les différences entre les individus des divers groupes vont toujours s'atténuant à mesure que la civilisation se répand et que les échanges et les communications se multiplient (1) ; nous avons vu les états recourir à l'arbitrage au lieu d'en appeler à la décision des armes ; nous avons vu enfin se multiplier les congrès qui tranchent les grandes questions internationales et décident des grandes entreprises communes. Nous pouvons donc espérer de voir disparaître cette division qui, nous n'en disconvenons pas, présente quelque chose de factice.

Les arguments que nous avons employés pour démontrer la nécessité de l'association imposée qui groupe les communes sous une autorité plus haute militent aussi en faveur de l'association entre les états, et nous pouvons espérer qu'un jour viendra où les peuples comprendront qu'ils doivent, à leur tour, se confédérer, se soumettre à une autorité plus générale, à un pouvoir, non plus national, mais européen, puis humain.

(1) Ce que nous disons ici n'est point en contradiction avec ce que nous disions plus haut, car nous parlions de ce qui est et non point de ce qui pourra être.

Mais nous vivons sous l'empire des faits. Cette extension des bornes de chacune des associations autonomes ne s'est jamais faite d'une façon durable par la force ou par une décision arbitraire ; elle a eu lieu au fur et à mesure que les habitants de territoires de plus en plus étendus sentaient réellement le lien de solidarité qui les unissait. Aujourd'hui la solidarité nettement sentie s'arrête aux frontières de la nation, et il ne semble pas que le sentiment public soit près de franchir cette borne ; les idées internationalistes se heurtent à une hostilité générale et rencontrent dans leur expansion de puissants obstacles résultant de circonstances exceptionnellement défavorables ; il y a entre les peuples et les races trop de différences encore pour qu'elles soient près de triompher.

Il y a lieu cependant d'espérer que ces obstacles ne seront pas éternels ; les races vont se fondant ; la civilisation devient une ; la solidarité internationale s'affirme ; sous la pression des faits, les questions brûlantes se résoudreont selon la justice, les haines nationales tomberont, les malentendus se dissiperont et l'on verra un jour se déployer sur la terre la grande fédération des peuples libres.

II

SUR QUEL FONDEMENT SE SONT CONSTITUÉES LES NATIONS ?

LES DIVERS SYSTÈMES PROPOSÉS

Nous admettons donc le fait de la pluralité des nations.

Mais d'où provient le lien qui réunit les membres de l'association nationale ? D'où viennent, avec ces affinités qui exis-

tent entre eux, les différences profondes qui les séparent du reste des hommes?

En un mot, qu'est-ce qui fait une nation?

Depuis longtemps cette question a été posée; plusieurs solutions ont été mises en avant et vigoureusement soutenues; il nous faut passer en revue les principales d'entre elles.

On a donné comme base à la nationalité : la communauté de race, de langue, d'intérêt ou de religion, le fait d'habiter en deçà de certaines frontières naturelles, ou enfin la possession d'une tradition nationale existante depuis longtemps ou forgée à un moment donné.

Nous ne suivrons jusqu'au bout aucun de ces systèmes; nous allons les exposer très brièvement afin de réfuter ce qu'ils prétendent avoir d'absolu et de prendre ce qu'il y a de vrai dans chacun d'eux pour édifier une théorie qui serre de plus près les faits.

1. La Race.

La Race, dit-on d'abord, — et c'est la croyance la plus commune — est à la base de la nation.

Chaque peuple représente une race; ou parfois plusieurs peuples sont autant de branches sorties d'une même race.

Qu'est-ce que la race?

Est-ce la parenté? est-ce la famille agrandie? Si l'on admet l'unité d'origine de l'humanité, faut-il penser que chaque race procède d'une souche unique détachée du tronc primordial? Si l'on penche vers la polygénésie des espèces humaines, faut-il croire que chacune de ces espèces s'est conservée in-

tacté pour former une nation ou un groupe de nations dont chacune a pris de bonne heure ses caractères propres?

Peu de questions sont aussi confuses que celle de l'origine ethnographique des peuples de l'époque historique : témoin les classifications multiples qui ont été avancées, dont aucune ne semble devoir être définitive, et dont, à notre avis, aucune ne peut reposer sur des bases assurées.

Depuis que les données de la paléontologie ont reculé jusqu'à une centaine de milliers d'années l'apparition de l'homme sur la terre, depuis que les traditions des peuples antiques se déroulent à nos yeux, on commence à comprendre combien est obscure cette question des origines.

Prenons pour exemples les deux peuples les plus anciens parmi ceux que nous connaissons. Pour l'Égypte, nous savons maintenant que les *Retou*, loin d'être autochtones, sont venus par petits groupes de l'Asie antérieure ou de l'Afrique du Nord et ont colonisé peu à peu la terre de *Mitsraïm*, refoulant ou s'assimilant une population qui les avait précédés et qui venait... personne ne sait encore d'où.

Quant à la Chaldée, les monuments et les recherches ethnographiques paraissent prouver que, à un mélange déjà formé par des *Kouschites* et des *Sémites*, vint s'ajouter un troisième élément venu du Nord avec une civilisation déjà avancée; ces immigrants auraient été des *Touraniens*, grands oncles des Turcs et des Tartares. Qu'étaient-ce que ces Kouschites et ces Touraniens? Quels mélanges de races, quelles combinaisons d'éléments plus primitifs encore se cachent sous ces vocables aujourd'hui admis, comme sous les appellations traditionnelles d'Aryens et de Sémites? Peut-être ne le saurons-nous jamais.

Mais il est une remarque qui s'impose : en quelque lieu que

la science de l'archéologue et la pioche du chercheur portent leurs investigations, un même résultat se reproduit, que ce soit en Grèce ou en Chaldée, en Italie ou en Asie-Mineure : sous les ruines de la civilisation antique que nous connaissons et qui appartient à la période historique, le savant étonné trouve les vestiges d'une autre civilisation antérieure... qui parfois, était plus développée que celle qui l'a remplacée ; et sous celle-là, une autre encore a laissé des souvenirs que l'on recueille pieusement, et chacune de ces couches superposées vient nous apprendre que des races et des peuples se sont succédés, dont la mémoire avait été perdue, ou dont des légendes étranges rappelaient seules l'existence (1).

Si nous essayons de distinguer les lueurs fugitives qui apparaissent dans cette nuit du passé, ce que nous percevons, ce sont de gigantesques migrations, des peuples, des races se succédant les unes aux autres, se fondant, s'amalgamant en des types nouveaux qui ne permettent pas d'asseoir aucune classification ethnologique. Aussi concluons-nous avec J. Darmesteter : L'humanité vient de si loin, et l'histoire en essayant de la remonter s'arrête si vite que dans aucune civilisation, dans les civilisations aryo-sémites moins que dans toute autre, elle n'atteint l'œuvre de la race ; elle n'atteint que des résultantes d'action de dix races superposées et fondues, et qui ont assez appris les unes des autres et assez oublié pour donner l'apparence d'une unité de pensée irréductible. Là où nous voyons la pensée de la race, il n'y a qu'une tradition transmise et modifiée de race en race (2).

Pour tout observateur non prévenu, notre France, par exemple, se présente comme un pays homogène et bien uni,

(1) Ainsi a-t-on retrouvé en Grèce, à Troie, en Asie-Mineure, les débris de plusieurs civilisations successives.

(2) J. Darmesteter : *Les Prophètes d'Israël, Race et Tradition*.

possédant une forte individualité. Pourtant fut-il jamais pareil mélange, pareille combinaison d'éléments divers ?

Avant que le flot aryen n'arrivât jusqu'à nos régions, les Ibères avaient peuplé ce qui devait être l'Espagne et la France du sud-ouest, tandis qu'au nord habitaient d'autres peuples finniques sur lesquels la lumière ne s'est pas faite encore. Plus tard les Ligures et les Ombres vinrent se superposer à à eux (1). Six cents ans environ avant Jésus-Christ, l'invasion celtique couvrit tout notre pays ; deux cents ou trois cents ans plus tard, un second flot de peuples de même race, les Kymris ou Gaulois-Belges, s'avança jusqu'à la Loire. A chaque nouvelle poussée les anciens habitants cédaient devant les envahisseurs, mais ils n'étaient pas anéantis (2), un mélange plus ou moins complet se faisait, de telle sorte que déjà au temps de César, les habitants de la Gaule étaient le produit d'une combinaison de races assez complexe ; on distinguait encore des foyers de populations ibérique, ligurienne, ambrone, celtique ou gauloise, mais pourtant le mélange était en général assez intime pour qu'on pût les considérer tous comme ne formant qu'un seul peuple.

D'autres éléments étrangers avaient d'ailleurs modifié la population de certaines régions : sur les côtes méditerranéennes, les navigateurs phéniciens avaient fondé de nombreux comptoirs et six cents ans avant notre ère, des colonies grecques s'y étaient établies. La population pressée des villes grecques fut bientôt composée d'un mélange d'aventuriers cosmopolites, de Ligures et de Gaulois ; les courses des marins puniques et les guerres de Carthage contribuèrent

(1) D'où venaient ces divers peuples ? On n'en sait rien. Plusieurs paraissent avoir fait partie de ces populations mongoloïdes que les Aryens ont repoussées et dont les derniers représentants sont les Finnois, les Lapons — et peut-être les Basques.

(2) Les vainqueurs prenaient parmi les vaincus des esclaves et des femmes.

aussi à faire de toute cette région du Bas-Rhône et de la mer une zone de populations très mélangées.

Quand Rome eut conquis les Gaules, de nombreux Italiens, des Espagnols, des Africains, des Orientaux mêmes, vinrent s'établir dans les grandes villes et se mêler aux anciens habitants. En même temps, les Germains se pressaient au bord du Rhin et peu à peu, l'élément germanique s'infiltrait en Gaule lentement mais sûrement, si bien qu'au bout de quelques siècles, il dominait dans presque toutes les provinces du nord.

Les invasions vinrent répandre ce sang germanique par toute la Gaule; les bandes conquérantes étaient peu nombreuses cela est vrai, mais elles se mêlèrent intimement aux populations conquises et firent souches de métis. Les Goths scandinaves au sud-ouest, les Burgondes entre Rhône et Jura, laissèrent une forte empreinte sur les provinces qu'ils avaient assujetties; sans compter les petites troupes laissées par les Alains, par les Suèves, par les Vandales, peut-être même par les Huns dans leur lente migration. Quant aux pays au nord de la Loire, l'élément frank en transforma complètement la race, surtout dans les provinces de l'est et du nord où sa domination se maintint plus longue et plus effective.

Depuis lors, le fond de la population est resté le même à peu près. Mais ce n'est pas à dire que tout afflux de sang étranger ait cessé, loin de là : Sarrazins en Provence et en Septimanie, Scandinaves en Normandie, Anglais en Guyenne, Allemands au Nord-Est, Italiens à l'Est, Espagnols en Artois ont laissé des traces de leur domination, non-seulement dans les monuments, mais dans les mœurs et dans les traits des habitants. Enfin, la France a toujours attiré les étrangers;

bien nombreuses sont aujourd'hui les familles réellement françaises, dont les ancêtres sont venus au cours de ces derniers siècles des pays voisins.

Pour que la nation française pût naître, il a fallu que les grandes invasions, les grandes combinaisons de peuples aient cessé ; et alors, de ces éléments si divers, si hétérogènes s'est formé avec ses caractères particuliers, son génie propre, son sentiment national et sa forte individualité, le peuple français que sans cesse rajeunit et renouvelle l'incessant afflux du sang étranger. Et en même temps — remarque curieuse, — des mêmes éléments, en un coin du même sol gaulois, un autre peuple s'est formé, possédant lui aussi ses caractères particuliers, son génie national et son individualité : le peuple belge.

Il semble d'ailleurs que les peuples les plus avancés, les plus souples d'intelligence et les plus forts sont précisément ceux à la formation desquels ont contribué plus d'éléments divers. Ils ont acquis de la sorte des qualités, des aptitudes très variées qui leur assurent en tous les domaines un rang honorable et souvent même la première place (1).

Voyez l'Angleterre, la reine du monde commercial et maritime : aux prétentions des chauvins de son temps, un satiriste répondait par ces mots : Le Picte, le Breton tatoué, le Scot traître amenés ici par la faim, le vol et la rapine, des pirates Norwégiens, des Danois flibustiers dont la progéniture aux cheveux rouges reste partout, joints aux Français

(1) On a souvent remarqué que, en ce qui concerne les individus le même phénomène se produit. Au lieu que les enfants dont les père et mère étaient unis par des liens de parenté rapprochée sont fréquemment malingres et peu développés, les hommes dont les parents sont issus de groupes ethniques très divers possèdent parfois de très nombreuses et solides qualités.

de Normandie composent la race d'où viennent vos Anglais pur sang!

Voyez l'Amérique : Dans ce gigantesque creuset où se mêlent avec le noir d'Afrique et l'Indien tous les peuples de l'Europe, il semble par moments qu'il n'y ait que chaos. Mais sous les bouillonnements de la surface, une grandiose unité s'élabore; deux types se forment, puissants et fortement accusés, au physique comme au moral, autour desquels se groupent et se fondent les éléments les plus disparates; deux foyers nationaux se dessinent entre lesquels se partagera tout le continent, et devant qui nos Etats européens menacent de faire bien piètre figure.

Au nord, le descendant des puritains anglais, des Français de Cartier, des Irlandais faméliques, des colons hollandais, allemands et scandinaves, sous l'influence du sol des Etats-Unis et des quelques gouttes de sang indien qui coule dans ses veines est devenu le Yankee. Alors que les Européens parlaient beaucoup de la dislocation prochaine de sa patrie, lui, cependant, s'est contenté d'enrayer un peu le flot d'immigration et, sûr de l'avenir, il désagrège et s'assimile peu à peu les noyaux de population étrangère, français, nègres, indiens, irlandais, italiens ou allemands qui ont conservé encore leurs caractères ethniques propres; tous deviennent au bout d'une ou de deux générations les loyaux champions de la bannière étoilée (1).

Au sud, les conditions politiques économiques et sociales désastreuses des trois siècles qui ont précédé celui-ci, ont fait l'œuvre bien plus difficile. Pourtant la terre sud-

(1) Il faut pourtant noter en passant la persistance du caractère propre chez les Canadiens français. Cependant eux aussi se sont américanisés et le jour viendra, sans doute, où ils entreront à leur tour dans la grande union américaine; leur nombre et leur homogénéité leur vaudra d'en être l'un des éléments prépondérants. Au lieu de se perdre dans la masse yankee, ils se joindront à elle.

américaine a vu se produire le phénomène ethnique le plus considérable de l'histoire moderne; au lieu que le Yankee ne compte ses ancêtres que parmi les Européens, ou a bien peu de chose près, l'Hispano ou le Lusitano-américain au contraire est le descendant légitime de trois des grandes fractions entre lesquelles on a voulu diviser l'humanité.

Dans les plaines de l'Amazone, sur les plateaux du Mexique et des Andes, les blancs, les noirs et les rouges se sont intimement mêlés. En dépit du fort courant d'immigration qui pousse vers le Brésil et vers la Plata Espagnols, Italiens, Allemands et même Français, la prépondérance dans la plupart des républiques sud-américaines est de jour en jour mieux assurée aux métis de tous genres qui forment la masse de leur population civilisée.

Au point de vue politique, l'Amérique latine ne présente pas la majestueuse unité de l'Amérique anglo-saxonne; les peuples du midi de l'Europe y ont une fois de plus donné la mesure du défaut de caractère et de sens pratique que leur a laissé une éducation anti-libérale; pourtant y a là de vaillantes nations. Devant les tentatives des Etats-Unis pour confisquer leur autonomie, le sentiment de leur communauté profonde s'est réveillée et sur les deux points où le mélange des races a été le plus intime entre l'élément blanc le plus vigoureux et les plus fières des tribus indiennes, se sont affirmés deux foyers de vie et d'hégémonie morale : le Mexique et le Chili (1) seront peut-être de force

(1) Les ancêtres des Mexicains sont principalement les Toltèques et les Aztèques, c'est-à-dire les plus civilisés et les plus vigoureux des Indiens du Nord, unis à des colons venus des plateaux de Castille et à des Français.

Parmi ceux des Chiliens, on trouve d'abord des Araucans qui, de tous les Indiens furent les derniers soumis au joug espagnol et dont les tribus méridionales repoussèrent même toujours avec succès les attaques des vice-rois; on rencontre ensuite des Galiciens, puis des Basques Espagnols ou Français, tous renommés par leur endurance, leur énergie, leur activité, enfin des Anglo-Saxons.

à assurer l'avenir de l'Amérique des Latins, des Indiens et des Africains (1).

Arrêtons ici ces considérations historiques. Voici la conclusion que nous en voulions tirer : la race n'existe pas ou, si elle a existé, si la parenté, jadis, a formé des peuples, il est aujourd'hui impossible de la distinguer encore. Les peuples modernes sont les produits de vingt races diverses et les mieux constituées, les plus vigoureux sont précisément ceux qui groupent le plus d'éléments différents (2).

Si l'on tient cependant à ce mot de race, si l'on veut désigner par là l'ensemble de ceux qui présentent certains traits communs dans leur conformation physique et dans leur caractère moral, il faut reconnaître alors que ce qu'on nomme ainsi n'est pas un fait primordial sur lequel on puisse asseoir une classification des peuples ou baser l'existence des nations. La race, loin d'être une fois formée, se fait tous les jours, se forge sous nos yeux, par la lente combinaison des groupes ethniques qui se mêlent, par l'action et la réaction des hommes sur les hommes et du sol sur les individus ; et comme cette action, ce mélange sont faciles surtout et leurs résultats visibles dans l'intérieur d'une même nation, ce n'est pas la race qui fait la nation : c'est la nation qui fait la race.

Nous nous sommes longuement arrêtés à réfuter cette théorie qui fait de la race la base du fait national, parce que telle fut longtemps, telle est encore la théorie généralement

(1) Le Brésil et l'Argentine, malgré leur apparence de richesse et de puissance supérieure à celles du Chili nous semblent ne posséder ni la stabilité ethnographique et politique, ni la sagesse, ni l'énergie morale, ni la valeur qui distinguent le Chili et que le Mexique acquiert.

(2) M. le Dr G. Le Bon en juge autrement dans son ouvrage : *Des lois psychologiques de l'évolution des peuples* ; mais nous nous permettons de ne point toujours accepter les faits sur lesquels il s'appuie ; pour ne donner qu'un exemple, nous ne pensons pas comme lui que le peuple Anglais soit au point de vue ethnique, homogène.

admise, celle surtout qui jouit du plus grand crédit aux yeux de ceux qui n'approfondissent pas ces questions. Nous avons voulu montrer ce qu'il y a de factice dans ce prétendu droit de la race à créer l'unité nationale (1).

2. La communauté de langue.

Les autres explications proposées nous retiendront moins longtemps.

Ecartons d'abord celle qui donne pour fondement à la nation la communauté de langue; elle n'est qu'une transposition peu heureuse de l'idée de race.

Pour la réfuter, il suffit de considérer quelques faits. L'Angleterre et les Etats-Unis parlent la même langue; pourtant, si elles veulent vivre en paix, ces deux nations ne songent pas à n'en former qu'une seule; il en est de même des Républiques hispano-américaines entre elles et à l'égard de la mère-patrie; de même de la Belgique wallonne et de la France, de la Suisse de l'est et du nord et de l'Allemagne.

En sens inverse, les Etats-Unis où toutes les langues européennes retentissent voient l'unité se former dans leur sein; la Belgique, la Suisse, pays bien homogènes et jaloux de leur autonomie ont deux ou trois langues officielles dont chacune est en même temps celle d'un de leurs voisins. En France enfin, Flamands du nord, germanophones d'Alsace et de Lorraine, Basques, Catalans, Provençaux et Armoricaïns ne songent ou ne songeaient guère à faire sécession.

(1) Tout ceci n'est point en opposition avec ce que nous avons dit plus haut des différences qui existent entre les fractions diverses de l'humanité. Nous disons seulement ici que ces différences ne sont point dues seulement et même principalement, si du moins on considère les nations rapprochées, à la diversité des races.

En général, chaque nation a sa langue propre ou au moins unique qui, comme son drapeau, est l'un des signes extérieurs et tangibles de son individualité. D'autre part, la langue nationale est un puissant moyen d'unification (1); mais à elle seule elle ne signifie rien et n'indique rien; elle n'a d'importance que comme véhicule des idées et des sentiments nationaux. Ceux-ci ont pris en elle leur forme propre et caractéristique conforme au génie national; ils se répandront sans peine là où elle sera parlée; ils pénétreront avec plus de difficulté au sein des groupes ethniques hétérophones; la communauté de langue pourra donc aider en quelque mesure à la constitution et surtout à l'unification des nations; mais ce qui fait vraiment celles-ci existe en dehors d'elle et avant elle.

3. *La communauté d'intérêts.*

Trouverons-nous dans la communauté d'intérêts le lien que nous cherchons?

L'histoire nous infligerait trop de démentis! S'il en était ainsi, la Corse serait italienne, la plaine d'Alsace se serait jointe depuis de longues années aux pays rhénans, Anvers et Amsterdam seraient des ports allemands. Il y a dans la nationalité un côté de sentiment; on est Français, Allemand, Anglais, non pas parce qu'on a intérêt à être tel, mais parce que l'on aime la France, l'Allemagne, l'Angleterre; l'adage *ubi bene, ibi patria* n'a jamais été adopté que par des âmes basses et sans idéal; les meilleurs des hommes n'ont pas cru que leur intérêt seul les attachât au coin du globe terrestre qu'ils appellent leur patrie.

(1) Preuve en soient les mesures prises au-delà de la Seille pour contraindre les enfants de la Lorraine à considérer l'allemand comme leur langue maternelle.

4. *La religion.*

La théorie qui base la nation sur la communauté de religion ne devrait pas nous arrêter davantage. Jadis la religion était « nationale » ; aujourd'hui, elle est « humaine » ; elle était autrefois le culte du dieu exclusif et jaloux de la cité antique, qui donnait aux siens, en échange de sacrifices conformes aux rites, la victoire, le bonheur et la prospérité. Maintenant, la religion c'est le libre élan de l'âme vers Dieu, c'est-à-dire vers l'Etre absolu qui résume en lui toute justice et toute perfection ; aussi, plus la religion s'élève et s'épure, plus elle tend non pas à séparer les hommes, mais à les unir dans un même sentiment de leur faiblesse et dans une même aspiration vers l'Idéal (1).

D'ailleurs, ici encore, les faits répondent. L'Italie, le Portugal, l'Espagne sont également catholiques, cela ne les unit pas ; non plus que l'Angleterre, l'Allemagne du Nord, la Scandinavie, la Hollande ne paraissent se regarder comme alliées naturelles à cause de leur commune religion. La Suisse qui renferme en son sein presque autant de catholiques que de protestants ne forme cependant qu'une nation. En Orient, religion et nationalité paraissent encore synonymes, mais l'importance de cette considération diminue et le panslavisme réunit dans une même aspiration nationale grecs orthodoxes, grecs unis, protestants et catholiques.

Enfin, quoiqu'en aient dit des écrivains aux préjugés tenaces ou intéressés, l'exemple de la France est encore là pour

(1) Toutes les grandes religions ont des sectateurs dans des pays différents. On reproche même souvent à la religion de favoriser l'internationalisme.

Récemment enfin, un congrès des religions est venu montrer d'une façon éclatante que le sentiment religieux n'est plus du tout national mais humain.

prouver que si la communauté de religion ne fait pas la nationalité, les dissidences religieuses n'affaiblissent pas non plus le sentiment national. Si les actes de Louis XIV et de ses successeurs ont à juste titre exaspéré les protestants, si certaines personnes ont cru voir dans la guerre de 1870 une guerre religieuse, cependant on vit se rencontrer sur les champs de bataille, à côté des zouaves pontificaux et des descendants des réfugiés de 1685, des protestants français et des catholiques bavares, tels que Denfert, Jauréguiberry et von der Thann. Il nous semble d'ailleurs que les protestants et les israélites de France, malgré leur petit nombre, ont assez fait pour leur pays pour ne pas mériter d'être accusés manquer de patriotisme (1).

5. Les frontières naturelles.

D'autres théoriciens ont exagéré l'importance dans la formation des nations, des frontières naturelles en deçà desquelles elles se développent. Il ne faut pas, certes, perdre de vue le rôle du sol dans l'élaboration du type et du caractère national (2); mais ce qui est aventuré — bien plus, ce qui est faux — c'est de prétendre que telle chaîne de montagnes, que tel fleuve limite la zone dans laquelle se répandront la langue, les mœurs, les idées, les sentiments propres à une nation.

Ce qui montre du reste l'inanité et le mal fondé de cette

(1) Nous ne nous arrêtons pas sur ce point où cependant pourraient trouver place de longs développements aujourd'hui que l'on produit au grand jour contre certains Français des attaques aussi inintelligentes que dangereuses dans leurs conséquences possibles; ceci n'est pas un ouvrage de polémique.

(2) Encore un point qui serait fort intéressant d'étudier mais nous ne le pouvons.

théorie, c'est l'incertitude de ces prétendues limites naturelles — qui souvent, d'ailleurs semblent bien plus propres à rapprocher les peuples qu'à les séparer, telle la mer qui unit si étroitement ses riverains, tels les grands fleuves comme le Danube, des deux côtés desquels on concevrait difficilement l'existence de civilisations différentes, telles encore les Alpes et les Pyrénées, peuplées sur leur deux versants par les Vaudois ou par les Catalans et les Basques. « Une nation, dit Renan, est un principe spirituel résultant des complications profondes de l'histoire, et non un groupe déterminé par la configuration du sol. »

6. *La tradition.*

Enfin, des historiens, parmi les plus grands, ont repoussé toutes ces théories et ils ont basé cette personnalité, cette individualité des nations, sur la tradition, vraie ou fausse, historique ou légendaire, acceptée et continuée, reconnue dans le passé, adoptée dans le présent et projetée dans l'avenir par ceux qui sont aujourd'hui ses héritiers. Nous ne résistons pas au désir de citer une des plus belles pages de l'un d'entre eux (1) :

« La nation, dit Renan, comme l'individu, est l'aboutissant d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouement. Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire (j'entends de la véritable), voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale.

(1) Renan. — *Qu'est-ce qu'une nation.* Conférence.

« Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs, l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis... Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà la condition essentielle pour être un peuple. Une nation est donc une grande solidarité constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune ; avoir souffert, joui, espéré ensemble, voilà ce qui vaut mieux que des douanes communes et des frontières conformes aux idées stratégiques ; voilà ce que l'on comprend malgré les diversités de races et de langues. Je disais tout à l'heure : avoir souffert ensemble ; oui ! la souffrance en commun unit plus que la joie. En fait de souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que les triomphes ; ils imposent des devoirs, commandent des efforts nouveaux. (1) ».

Il ne faut point cependant, croyons-nous, négliger l'importance des autres éléments que nous avons passés en revue plus haut : race, langue, frontières naturelles, etc.

Seule, l'existence d'une grande tradition nationale à continuer peut communiquer à un groupe de populations cette étincelle de vie qui en fait une nation ; c'est elle qui a fait la France ; c'est elle qui, avec des Germains et des Gaulois, a

(1) Une foule d'exemples pourraient être cités ici ; rappelons ceux qu'ont fournis la Prusse après Iéna, les Etats-Unis après la guerre de Sécession, la France après 1870, etc.

fait aussi la Belgique, la Hollande et la Suisse; c'est elle qui groupe les Yankees auprès de l'étendard de Washington et de Franklin et qui autour de la Grande-Bretagne crée une « plus grande Bretagne » et noue à travers les océans les premiers liens d'une immense confédération anglo-saxonne (1). C'est enfin parce qu'elle manque chez les populations de la vallée du Danube que l'Autriche a tant de peine à conserver sa stabilité et voit la moitié de ses sujets tourner leurs regards vers la grande patrie slave.

Mais pour que le sentiment national vienne animer un amalgame d'individus, il faut que celui-ci existe déjà avec certains caractères qui tendent à en faire un tout et à lui assurer une certaine stabilité tandis que la tradition nationale s'ébauche. Or, ces caractères consistent précisément en certaine communauté d'origine, de mœurs, de langue et d'intérêts.

C'est donc par le concours de tous ces éléments considérés isolément plus haut que la nation se forme. L'un ou l'autre peut manquer, mais la présence de la plupart est indispensable.

III

LA FORMATION HISTORIQUE DES NATIONS

Sur un même territoire, les hasards des migrations ou des conquêtes ont amené un grand nombre d'individus ou de groupes sociaux venus de points bien divers. Etrangers d'abord les uns aux autres, ces hommes se mêlent peu à peu,

(1) Comprenant l'Angleterre, le Cap, l'Australie, les Indes, le Canada et les Etats-Unis.

surtout si l'afflux des nouveaux arrivants n'est pas trop considérable ; il s'établit entre eux des relations d'affaires et de commerce, les nécessités de la vie pratique les forcent à s'associer, à fonder des villes, à s'entendre pour effectuer de grands travaux, pour édicter des règlements et promulguer des lois. Ainsi apparaît l'association imposée telle que nous l'envisagions plus haut ; c'est l'Etat ; ce n'est pas encore la Nation.

Bientôt le mélange devient plus intime ; des mariages mixtes se concluent, chacun des groupes ethniques est initié aux mœurs et à la langue des autres. Aussi la diversité première ne tarde pas à disparaître : si parmi les éléments primitifs, l'un est arrivé plus nombreux que les autres, en possession déjà d'une forte individualité, d'une langue et d'une civilisation supérieures (1), son sang dominera dans les mélanges, son type, ses mœurs et sa langue s'imposeront à tous par la force des choses, modifiés un peu peut-être par quelques traces des éléments étrangers. Si au contraire il n'en est pas ainsi, si deux ou plusieurs éléments ethniques différents entrent pour des parts à peu près égales dans la combinaison, un type nouveau surgira et un peuple nouveau sera créé avec ses mœurs propres, son caractère, son esprit et même peut-être sa langue. N'oublions pas aussi l'action puissante du sol, du milieu physique qui, dans le type nouveau, fera naître sans doute des traits dont aucune trace n'existait chez ceux dont il est sorti.

Pendant ce temps, peut-être les éléments les plus différents des autres, ceux qui se seront trouvés tout à fait réfractaires à l'assimilation s'élimineront — et le peuple nouveau-né

(1) En quoi consistera cette supériorité ? Cela dépend ; mais en général on peut dire que la supériorité qui réussit le mieux à s'imposer est celle qui réside dans la vigueur morale.

étendra l'empire de ses coutumes et de ses lois jusqu'aux points où il rencontrera d'autres groupes homogènes qu'il ne pourra pas s'assimiler malgré ses tentatives.

Voilà un peuple ; ce n'est pas encore une Nation.

Allons donc plus loin. Un moment viendra où les marchands de notre peuple rencontreront des concurrents appartenant à d'autres groupes ; les produits étrangers viendront sur ses propres marchés faire concurrence aux fruits de son travail. Dans son expansion naturelle, il verra ses membres se heurter à d'autres hommes qu'ils sentiront différer grandement d'eux par les mœurs, les pensées, la langue, peut être même le type physique ; ces étrangers viendront habiter dans ses villes ou ses campagnes, et garderont longtemps leurs caractères propres, faisant sentir à chacun des indigènes ce qui les sépare d'eux, et par suite, ce qui les unit à ses coassociés. Puis des questions économiques ou autres feront surgir des querelles et des luttes pacifiques ou violentes ; peut-être le peuple qui nous occupe se verra enlever une ou deux de ses provinces qui seront séparées malgré leur volonté du groupe social qu'il constitue, et il entendra les plaintes de ces associés d'hier qui, unis malgré eux à des hommes aux tendances différentes des leurs regrettent le milieu qu'ils avaient librement choisi.

Dans chacune de ces circonstances, des hommes se lèveront qui feront appel aux sentiments généreux de tous en s'appuyant surtout sur cet instinct de communauté profonde qui commence à se faire jour chez chacun ; ils courront au secours de ceux que le malheur frappe et de ceux que l'ennemi menace ; ils se dévoueront pour la défense commune, entraînant à leur suite des foules avides de gloire et d'idéal. Et la Nation naîtra. A mesure que ces grands souvenirs s'en-

fonceront dans le passé, que les souffrances et les gloires communes deviendront des faits historiques, une auréole brillante couronnera les fronts des héros, la légende s'emparera des grands faits du passé, et le patrimoine de la tradition nationale se constituera.

Et chaque siècle contribuera à enrichir ce trésor; tantôt ce seront des noms à jamais illustres de savants, de réformateurs, de poètes, d'artistes, de littérateurs qui viendront s'ajouter à la liste des grands citoyens; tantôt ce seront des cataclysmes, des misères dont l'écho retentira douloureusement par tout le peuple, provoquant des élans de pitié et de charité; tantôt enfin, des souffrances communes qui serrent à la fois tous les cœurs ou de grands souffles d'espérance qui passeront sur tous les fronts (1).

La communauté de frontières d'intérêts, de race crée l'Etat; pour faire la Nation, il faut quelque chose de plus, qui comme l'étincelle électrique vient combiner, galvaniser et animer d'une vie commune et intense toutes les individualités mises en présence.

Ce qui, de tant d'éléments divers, a fait la nation française, ce fut la longue histoire de nos rois, parmi lesquels il y eut des saint Louis, des Philippe Auguste, des Charlemagne; ce fut la légende qui du rude empereur austrasien fit un paladin français; ce fut la longue et pénible lutte contre l'Anglais; ce fut du Guesclin; ce fut Jeanne d'Arc, la vierge guerrière qui, en des jours de tristesse et de morne abandon, vint —

(1) Il faut aussi, ajoute Renan, qu'il y ait quelque chose; un fait, une idée, un symbole qui soit comme le *centre cristallisateur* autour duquel vient se former la Nation. Ce centre cristallisateur fut, par exemple, pour Israël le culte de Jahvé, pour l'ancienne France la monarchie.

apparition surnaturelle et fugitive — personnifier l'âme de la France, et qui sauva la patrie non pas tant par son bras débile, que grâce à ce parfum d'enthousiasme et d'espoir dont l'air de France resta tout embaumé après qu'elle eût été ravie à la terre.

A la solidarité mécanique a donc succédé l'association consciente; et celle-ci s'appelle non pas seulement la *Nation* mais la *Patrie*.

Nous reviendrons plus loin sur ce sentiment dont nous prononçons le nom pour la première fois : le sentiment patriotique. A qui considère ces choses de sang-froid, il semble que c'est là broderie superflue et inopportune : la Patrie, c'est la rivalité des peuples, c'est la haine de l'étranger, c'est la guerre; sans cette idée surajoutée, l'Etat existe, l'association imposée se forme, l'homme se développe librement et normalement au sein de son milieu naturel. Tout ceci peut paraître vrai et pourtant c'est l'idée nationale, c'est le sentiment patriotique qui a fait la grandeur des peuples. Il a ses aberrations et ses erreurs; comme l'exclusivisme religieux, l'exclusivisme national est odieux ! Poussé jusqu'en ses conséquences dernières, il prêche le mépris et le dénigrement de tout ce qui n'est pas national et cela est absurde et dangereux, et la haine de tout ce qui est étranger et cela est impie; mais l'homme a besoin d'avoir au-dessus de lui quelque chose qui le domine, une idée (1) qu'il aime, pour laquelle il sait oublier à l'occasion son intérêt et son plaisir et se sacrifier joyeusement. Sans cela il vit à la vérité, mais sa vie est terne, froide, prosaïque; il lui faut ce rayon d'idéal, cette échappée vers l'infini, ce superflu apparent.

(1) Ce mot n'est point pris ici en mauvaise part, loin de là, car ce sont les idées qui mènent le monde et font progresser l'humanité.

IV

L'ORGANISME SOCIAL ET LE CONTRAT SOCIAL

En résumé, la Nation ou l'Etat est une association; et un éminent sociologue (1) a pu employer cette formule qui, pour hardie qu'elle paraisse d'abord, n'en est pas moins profondément juste : C'est la plus grande des sociétés coopératives

Cette société présente à la vérité deux caractères essentiels qui la distinguent des associations ordinaires : en premier lieu, elle n'est pas formée par l'union volontaire des individus, mais elle s'établit entre les membres d'un groupe social déjà constitué par la force des lois naturelles de l'ordre social; en second lieu, l'individu n'est pas libre d'y adhérer ou de se tenir à l'écart, mais il doit nécessairement appartenir à l'une d'entre ces associations qui se partagent la surface de notre globe.

Il fut un temps — il n'est pas encore tout à fait passé — où les sociologues se partageaient entre deux théories dont l'une avait nom la théorie de l'*organisme social* et l'autre du *contrat social*.

Pour les premiers les sociétés humaines, et par suite les Nations sont des espèces d'organismes dont l'évolution et le développement sont soumis au seul empire des lois naturelles, lesquelles les régissent souverainement sans que la volonté des hommes puisse intervenir en rien pour diriger leurs destinées; les lois, comme les coutumes et l'histoire des

(1) Charles Gide, *passim*.

Etats n'étant que les conséquences fatales de l'enchaînement inéluctable des faits.

Pour les seconds, c'est l'accord intervenu entre les hommes qui, un jour, a fondé les Etats; et depuis lors, ceux-ci dans leurs progrès et leur devenir ne sont régis que par des décrets arrêtés par les individus eux-mêmes, tout-puissants pour diriger à leur gré l'évolution des sociétés au milieu desquelles ils vivent.

Chacune de ces deux théories est aujourd'hui abandonnée en ce qu'elle a de trop absolu; et la vérité paraît être dans une sage combinaison des deux systèmes (1).

Il est vrai que les sociétés humaines se sont formées d'elles-mêmes, par la seule force des lois sociologiques et sans que la pauvre humanité inconsciente de l'âge quaternaire ait été plus capable de s'y refuser que des molécules de cristal qui voudraient ne pas s'agréger autour du centre de cristallisation?

Il est bien vrai aussi que, aujourd'hui encore, ces sociétés subsistent par la force inéluctable des choses, plus puissante que toutes les ordonnances et que toutes les lois. Si l'anarchie arrivée à ses fins décrétait aujourd'hui la dissolution pure et simple des nations et des cités, demain celles-ci se trouveraient constituées de nouveau.

C'est cette force des choses, ce sont ces lois naturelles qui ont créé l'association imposée; nous avons essayé de justifier l'existence de celle-ci par des considérations philosophiques et expérimentales et de la faire reposer sur des bases rationnelles; mais là est sa justification la plus sûre : l'association imposée existe, parcequ'elle ne peut pas ne pas exister. Ce

(1) Non pas *entre les deux* systèmes, remarquons-le bien, mais dans la *combinaison* des deux, ce qui n'est pas du tout la même chose.

sont les lois mêmes de l'être social qui ont établi cette coopération forcée des hommes comme elles ont établi la coopération forcée des cellules du corps humain et c'est ainsi que le plus profond et le plus vrai des principes sociologiques a été formulée par Paul de Tarse quand il a dit à ses disciples : « Nous sommes tous membres les uns des autres ».

Mais si tout cela est vrai, il n'est pas moins vrai que l'organisme des premiers âges tend tous les jours plus à devenir une société régie par un contrat.

A mesure que l'humanité progresse, elle s'étudie elle-même; elle étudie les lois qui la régissent; elle reconnaît l'existence de ces associations imposées destinées à assurer la coopération des humains à l'œuvre de leur commun développement; et non seulement elle prend conscience de ce fait, mais elle l'accepte; elle comprend que cela est bon, qu'il faut qu'il en soit ainsi; et cette loi toute naturelle et fatale d'abord, elle la fait sienne en l'inscrivant dans ses constitutions et dans ses codes.

Travail bien inutile diront quelques-uns, puisque qu'on le veuille ou non il en sera tout de même ainsi! Non pas, car de plus en plus nombreux sont les individus pour qui l'association devient volontaire et par qui la coopération est voulue. Au lieu d'obéir, en regimbant, à une pression extérieure, l'homme commence à accepter librement cette loi qui est celle du progrès; — et combien supérieure, combien moralement et effectivement meilleure est alors la part de travail qu'il apporte à l'œuvre commune. Agissant non par contrainte, mais par décision de sa libre volonté, conscient du rôle qu'il remplit dans la tâche universelle, en même temps qu'il devient plus modeste, il prend claire conscience de sa vraie dignité; lui-même marche plus rapidement dans la

voie du progrès et il répond par une activité plus grande aux appels de la loi de solidarité, créant ainsi un milieu social de plus en plus favorable au développement normal de chaque individu.

Ainsi peu à peu, si l'humanité va conquérant avec une intelligence plus nette des choses plus de vigueur morale et plus d'énergie, à l'association imposée se substituera l'association libre, à la coopération forcée la coopération volontaire, au régime de l'organisme social celui du contrat social.

CHAPITRE II

LES MEMBRES DE LA NATION

Une Nation étant donnée, avec son territoire, son esprit général, son individualité et ses souvenirs, qui va en faire partie?

Deux solutions différentes sont données à cette question par la théorie de l'organisme social et par celle du contrat social : pour la première, seront nationaux tous ceux qui appartiennent de par la nature même au groupe national. Pour le second, ceux qui voudront s'y rattacher.

Ces propositions, dont le développement et la critique trouveront place plus loin, nous amènent à une remarque préliminaire qui nous acheminera vers les solutions que nous croyons les plus rationnelles.

L'humanité a commencé par vivre sous le régime de l'organisme social régi par les seules lois naturelles ; dans les premiers temps il ne pouvait être question pour l'individu de choisir la tribu à laquelle il voulait appartenir, il était

indissolublement lié à celle dans laquelle le sort l'avait placé. Mais l'humanité recommence dans chaque enfant ; chaque individu, dans ses premières années, est lui aussi inconscient et ne peut que rester sous l'empire de ce que nous avons nommé la solidarité mécanique ; sa nationalité sera donc fixée en dehors de lui par la nature même. Ce n'est que plus tard, quand il sera arrivé à l'âge d'homme, qu'il y aura lieu de se demander si et dans quelle mesure il peut être libre de choisir sa nationalité.

Cette étude devra donc se diviser en deux sections :

1° Comment doit être déterminée la nationalité de l'individu lors de sa naissance ou de son entrée dans la vie sociale ?

2° Faut-il lui permettre de changer de nationalité ? A quelles conditions et dans quelle mesure ?

On pourrait dire encore :

1° Quelle est la *nationalité naturelle* de l'individu ;

2° Faut-il admettre la *nationalité de choix* ?

I

LA NATIONALITÉ NATURELLE

1. Position du problème.

Nous avons admis plus haut que chaque homme doit appartenir à un groupe national ; nous avons constaté le fait de la pluralité des Nations.

Ceci posé, un enfant naît. A quelle nation appartient-il ?

Deux solutions principales sont en présence :

Première solution. — Les parents de cet enfant appartiennent à une nation ; lui-même appartiendra à cette nation.

Deuxième solution. — Les groupes nationaux se partagent toute l'étendue des terres, cet enfant est donc né sur le territoire d'une nation (1) ; il appartiendra à cette nation.

La première réponse a reçu le nom de système du *jus sanguinis*, la seconde de système du *jus soli*.

Pour apprécier ces deux solutions, posons le problème en des termes un peu différents et remontons aux principes.

L'individu a besoin, pour vivre et se développer, d'un milieu social ; c'est la Nation qui doit le lui fournir. En vertu des différences de culture, de civilisation, chacun des milieux sociaux représentés par les diverses nations a certains caractères qui lui sont propres. Par suite de ces différences qui existent entre les hommes et entre les groupes sociaux, chaque Nation se trouvera être un milieu plus ou moins favorable au développement de tel individu donné, et l'une d'entre elles se trouvera lui être la plus favorable. Elle sera le *milieu social naturel* de cet individu.

D'autre part, parmi les hommes il en est que la nature désigne par les traits caractéristiques dont elle les a doués, comme devant appartenir à tel groupe social ; celui-ci peut les réclamer comme siens (2).

(1) Nous ne parlons point ici des cas exceptionnels qui peuvent se présenter : naissance sur un navire en pleine mer, naissance en un territoire désert et n'appartenant à aucune nation. Ces cas seront régis par des règles spéciales et tout empiriques.

(2) Il le peut en se basant sur le droit de chacun de ses membres à un milieu social favorable à leur développement ; ils ne posséderont celui-ci que si la Nation à laquelle ils appartiennent se développe sainement et normalement, ce qui ne sera que si elle peut réclamer comme siens tous ceux que leur nature indique lui appartenir, si elle peut faire appel à leur concours et compter sur leur coopération à l'œuvre nationale.

Notre question revient donc à celle-ci : un homme étant donné, quelle est parmi les Nations celle qui est la plus propre à lui offrir son milieu naturel? Quelle est celle dans laquelle la nature lui assigne sa place?

Sur cette façon de poser la question, deux remarques se présentent :

Première remarque : Le problème, tel que nous le posons, est double et il semble qu'il pourrait recevoir deux solutions contradictoires, l'une du point de vue de l'individu, l'autre du point de vue de la Nation. Pareil conflit se produit quelquefois en fait; mais sur le terrain de la théorie où nous nous sommes placés, la nation qui offrira à l'individu son milieu naturel sera précisément celle-là qui aura le droit de le compter parmi ses membres, et dont en même temps tel sera l'intérêt. Un groupe social n'a en effet aucun intérêt à retenir dans son sein un individu auquel il n'offrirait pas son milieu social naturel; cet élément étranger loin d'augmenter sa force serait une cause de faiblesse et de troubles comme tout corps étranger qui pénètre dans un organisme. Il n'a aucun droit non plus à agir de la sorte, car ce faisant, il violerait le droit de cet individu à son propre milieu naturel (1).

Seconde remarque : Nous parlons d'un milieu social naturel existant pour chaque individu et d'un groupe dont la nature même le fait membre. Il est clair que nous n'entendons pas ici proclamer je ne sais quelle mystérieuse prédestination en vertu de quoi chaque individu aurait, de par une inéluctable destinée, une place à lui exactement assignée dans l'ensemble des choses. Si cela était d'ailleurs nous n'en saurions

(1) Et il violerait ce droit sans pouvoir invoquer pour justifier cette violation un droit quelconque tel que celui dont nous parlons dans la note précédente.

rien ; tout, en ces matières, est relatif et il faut se contenter d'une adaptation approximative ; ce que nous entendons par le milieu social naturel, c'est celui qui, autant qu'on peut le présumer, est le plus favorable à l'individu donné parmi ceux qui se présentent — sans que nous prétendions qu'on ne saurait en imaginer un qui lui fût plus favorable encore.

Revenons à la question posée tout à l'heure : Qu'est-ce qui déterminera le milieu social naturel de l'individu ? Le sang qui coule dans ses veines, dit l'un. Le sol où il est né, répond l'autre.

Il y a des cas, les plus nombreux heureusement, où les deux réponses se confondent. La plupart des hommes naissent sur le territoire de la nation à laquelle appartiennent leurs parents. Ils seront, nul ne le contestera sérieusement, membres de cette nation (1).

La difficulté apparaît quand ces deux éléments ne concordent plus, quand l'individu est né sur le territoire d'une nation, de parents appartenant à une autre nation. La question se complique encore si les deux parents ne sont pas de même nationalité (2).

2. Le système du JUS SANGUINIS

L'enfant doit suivre la nationalité de son père, dit le premier système. Ce sont ses parents, en effet, qui, avec leur

(1) On pourrait prétendre, il est vrai, que les instincts, que les dispositions morales de cet individu sont telles — qu'il y ait là résultat de l'atavisme ou jeu des circonstances — que son milieu naturel n'est pas du tout cette nation, mais telle tribu sauvage ou tel peuple étranger. Nous répondrons que ce serait bien extraordinaire et que sur de telles exceptions on ne saurait baser de règles.

(2) De même nationalité par leur origine, laissant de côté l'attribution toute empirique de la nationalité du mari à la femme, qu'opèrent la plupart des législateurs modernes.

sang, lui transmettent ses instincts, sa nature, son caractère. Ils avaient, dans telle nation, trouvé leur milieu social naturel; l'enfant qui reproduit leurs traits, qui les continue par l'hérédité, qui leur succède en toutes choses ne peut qu'appartenir à cette même nation; nulle part il ne trouvera un milieu plus favorable; tel est donc son intérêt; tel est aussi son devoir, car il doit remplir la place qui sera laissée vide par ses parents dans cette grande solidarité dont ceux-ci étaient membres.

Que si l'on estime que c'est la tradition nationale qui fait un peuple, il y a là de nouvelles raisons pour que l'enfant suive la nationalité de ses parents : ses premières années seront bercées au son des vieilles chansons de la patrie et de la langue de ses pères; se sont les légendes de leur pays et le récit des hauts faits de ses aïeux qu'il écouterà sur les genoux de sa mère et qui charmeront sa jeune imagination; au foyer domestique il trouvera les mœurs, les coutumes, les goûts de la terre où sont nés ses parents, tout fera de lui un fils légitime de la patrie absente; enfin ce nom même de *Patrie* n'est-il pas significatif? Notre patrie, c'est le pays de notre père.

Cette argumentation est sérieuse. Une première difficulté se présente pourtant quand les deux parents n'ont point la même nationalité *originale*. Que décider alors? On répond que l'enfant prendra la nationalité de celui de ses deux parents qui est le chef de l'association familiale, c'est-à-dire du père — à quoi nous ferons observer que c'est là une décision toute empirique, si l'on considère surtout que c'est principalement la mère qui donne à l'enfant son éducation; parmi les raisons énumérées plus haut pour soutenir le *jus sanguinis*, il en est qui pourraient fort bien conduire à cette consé-

quence que l'homme, que la femme surtout, doit suivre la nationalité de sa mère. Nous ne disons point cela pour renverser radicalement la solution proposée, mais pour contester la valeur absolue du principe sur lequel repose le *jus sanguinis*.

Autre difficulté encore : si l'enfant reçoit l'éducation de personnes autres que ses parents, que ceux-ci aient disparu ou qu'ils aient laissé ce soin à autrui, il risquera fort d'être élevé non pas tant dans les mœurs et les traditions de la patrie de ses parents que dans celles du pays qui l'a vu naître.

D'ailleurs l'influence du milieu ambiant se fera forcément sentir dans une plus ou moins large mesure s'il continue à habiter ce dernier pays. Et cela sera encore plus vrai pour ses propres enfants, à qui il lui sera bien difficile de transmettre la langue et les mœurs de son ancienne patrie qu'il n'a peut-être jamais vue, et combien plus encore pour ses petits enfants et les descendants de ceux-ci.

Le système du *jus sanguinis* nous amènerait, si nous l'acceptons en son intégralité, à attribuer à une nation des individus dont elle aurait complètement cessé d'être le milieu naturel, et à les empêcher de se rattacher à une nation de laquelle tout les rapproche, sauf une origine depuis longtemps oubliée.

Un grand nombre de législations, après le droit strict de la cité antique, ont admis le principe du *jus sanguinis*.

Mais presque toutes y ont apporté quelques tempéraments ; elles admettent notamment que, au bout d'un certain nombre de générations ou en suite de l'intention bien arrêtée de renoncer à la nationalité, celle-ci est effacée par le séjour à

l'étranger. Il y a là en effet une question d'intérêt national ; les individus qui se trouvent dans ce cas doivent être éliminés ; il faut qu'on puisse leur dénier les droits qui dérivent de la qualité de citoyen ; ils sont devenus des étrangers qu'il faut pouvoir expulser à l'occasion s'il leur prend fantaisie de rentrer sur le territoire. (1).

3. *Le système du JUS SOLI.*

Pour établir le *jus soli*, on se base sur ce principe que tous ceux qui habitent sur un même territoire forment un même groupe social ; pour que celui-ci offre à ses membres un milieu favorable à leur développement, il faut qu'il soit bien constitué ; par suite, qu'il soit homogène. Pour qu'il en soit ainsi, les étrangers qui viennent se fixer à demeure sur son territoire, non seulement doivent être — comme tout le monde l'admet — soumis aux lois nationales, mais de plus, doivent se fondre le plus vite possible parmi les nationaux.

Si ces individus, en effet, restent inféodés à une autorité étrangère, s'ils gardent leurs coutumes, leur langue, leur idéal, cela est mauvais ; c'est une cause de trouble pour la Nation ; pour empêcher qu'un tel état de choses se perpétue, il faut s'efforcer de dénouer le lien qui les unit à leur ancienne patrie et de les attacher au pays qu'ils habitent maintenant ; le meilleur moyen d'arriver à ce résultat c'est de les nationa-

(1) Ont adopté le système du *jus sanguinis* les pays suivants :

Allemagne : L. du 1^{er} juin 1870. Art. 2 et 3.

Autriche : Code civil de 1811. Art. 28.

Hongrie : L. des 20-24 décembre 1879, Art. 2 et 3.

Etats-Unis du Mexique : L. du 28 mai 1886, Art. 1.

Norvège : L. du 21 avril 1888, Art. 1^{er}.

Serbie : Code civil, Art. 44.

liser ; c'est de faire de la terre qu'ils habitent leur patrie, afin de les engager par là à adopter ses mœurs et à l'aimer.

Mais il est difficile d'espérer chez les adultes une telle transformation, car ils ont conservé le souvenir de leur ancienne patrie ; des liens étroits d'affection et d'intérêt les attachent à elle, ils songent peut-être à y retourner, elle possède encore leur cœur qu'elle a façonné à son image.

Si la nationalisation de l'adulte né à l'étranger ne peut guère être admise à priori, il n'en est plus de même en ce qui concerne l'enfant qui naît sur le sol national de parents étrangers. Pour lui conférer la nationalité du sol on fait valoir les arguments invoqués plus haut en ce qui concerne l'adulte, et de nouvelles raisons s'y ajoutent.

Cet enfant n'a pas connu la patrie de ses parents ; les paroles de son père, les conversations quotidiennes, l'éducation maternelle peuvent, il est vrai, lui inspirer pour elle un ardent amour ; il emportera peut-être du foyer domestique et sa langue et son esprit. Mais les antécédents héréditaires et l'éducation familiale sont très loin de présider seuls à la formation de cet être infiniment complexe qui s'appelle l'homme, et peut-être les autres influences qui agissent sur le caractère ont-elles une action beaucoup plus grande (1). Les tendances ancestrales semblent avoir perdu beaucoup de l'importance qu'on leur attribuait jadis ; et d'ailleurs les types nationaux si fortement tranchés qu'ils se conservent malgré une culture contraire, sont des exceptions. Quant à l'éducation du foyer, il est des familles dans lesquelles elle conservera et cultivera pieusement chez les enfants l'esprit national, mais ce fait sera bien rare, si l'on considère surtout que les parents dont nous nous occupons ici se sont expatriés, ce qui, en

(1) C'est du moins ce que les psychologues paraissent de plus en plus portés à déclarer.

bien des cas, montre qu'ils n'avaient pour leur patrie qu'un attachement modéré qu'ils ne songeront peut-être guère à transmettre à leurs enfants (2).

En regard de ces influences conservatrices, considérons toutes les forces assimilatrices qui s'élèvent. Dès ses premiers pas l'enfant entendra résonner à ses oreilles la langue du pays où il habite; il l'apprendra forcément et elle lui deviendra bien plus familière que la langue de ses parents — si même il connaît celle-ci; c'est dans cette langue nouvelle qu'il pensera, que se formeront ses idées, son caractère et son esprit; son être moral tout entier recevra par là le cachet de la nation au sein de laquelle il vit. Dès ses plus tendres années, il subira les mille influences du sol natal, de la nature ambiante, du milieu physique qui le façonneront comme elles ont façonné tous ceux qui l'entourent. Enfin le milieu moral lui fera subir son action toute-puissante; pâte encore molle, il sera jeté dans le même moule que ses compagnons de jeu et de travail; l'école, la rue, l'atelier seront les principales pièces de ce moule duquel il sortira gardant encore peut-être quelques traits caractéristiques de son origine, mais prêt à se dire le concitoyen de ceux parmi lesquels il a passé son enfance, et à appeler Patrie la terre qui l'a vu naître et grandir.

Cependant le *jus soli* lui aussi a ses exagérations. L'assimilation est parfois loin d'être aussi complète et l'intrusion brusque de ces fils d'étrangers peut présenter des inconvénients très sérieux, et pour eux-mêmes et pour la patrie que l'on voudrait leur imposer. D'autre part, si l'on comprend fort bien l'application du *jus soli* quand il s'agit d'un individu

(2) Il y a évidemment des cas où cette expatriation n'implique pas du tout détachement de cœur de la patrie abandonnée. Mais nous nous plaçons dans le cas le plus ordinaire.

qui, né dans une contrée, continue à y séjourner, il n'en est pas de même en ce qui concerne ceux dont la naissance en pays étranger est un fait accidentel, ou qui reviennent peu de temps après leur naissance dans la patrie de leur père pour y recevoir ou y compléter leur éducation.

4. *Système mixte.*

Les législations des diverses nations ont toujours hésité entre ces deux systèmes opposés.

Un grand nombre de pays ont tranché la difficulté d'une façon qui, au premier abord, semble assez bizarre : ils ont cumulativement admis les deux systèmes rivaux, en les tempérant l'un par l'autre et en abandonnant leurs conséquences extrêmes (1).

(1) Ces pays sont :

Angleterre. — Acte du 12 mai 1870. Art. 4.

République Argentine. — L. du 1^{er} octobre 1869. Art. 1^{er}.

Belgique. — Code civil. Art. 9 et 10.

Bolivie. — Constitution du 15 février 1878. Art. 81 et 32.

Bésil. — Décret du 22 juin 1890.

Chili. — Constitution de 1833, réformée en 1874. Ch. IV, Art. 6.

Colombie. — Constitution du 4 août 1886. Art. 8.

Costa-Rica. — L. du 20 décembre 1886. Art. 1.

Danemark. — L. du 15 janvier 1876.

Ecuador. — Constitution du 10 mars 1861. Art. 4.

Espagne. — Code civil du 24 juillet 1889. Art. 17, 18, 19.

Etats-Unis. — XIV^e amendement à la Constitution (1868).

Grèce. — Code civil. Art. 14 et 17.

Haïti. — Constitution du 9 octobre 1889. Art. 3.

Honduras. — Constitution du 28 septembre 1865. Art. 9.

Italie. — Code civil de 1866. Art. 4, § 8.

Nicaragua. — Constitution du 12 novembre 1838.

Pays-Bas. — Code civil de 1838.

Pérou. — Constitution du 29 août 1867. Art. 33.

Portugal. — Code civil du 1^{er} juillet 1867. Art. 18.

Russie. — Ukase du 6 mars 1864. Art. 12.

San Domingo. — Constitution de 1879. Art. 7.

San Salvador. — Constitution du 4 décembre 1883. IV. 37.

Turquie. — Loi du 19 janvier 1869. Art. 1 et 2.

Uruguay. — Constitution du 10 septembre 1889. II. Ch. I. Art. 6, 7, 8.

Vénézuëla. — Constitution du 23 mai 1874. II. 6.

France. — Loi du 26 juin 1889.

Ce système mixte est loin d'être parfait, on peut lui adresser nombre de critiques; nous croyons cependant que c'est celui qui répond le mieux aux nécessités pratiques.

Le *jus sanguinis* offre une base sérieuse pour la détermination de la nationalité; il y a bien des présomptions pour que, par exemple, l'individu né d'un père français, même à l'étranger, trouve dans la nation française son milieu social naturel et puisse être un bon et fidèle Français. Il y a donc lieu, en principe, de lui conférer la qualité de Français.

D'autre part, l'individu né en France d'un père étranger et continuant à résider en France trouvera presque à coup sûr aussi en France son milieu social naturel; restant étranger, il pourrait devenir pour la France un élément de faiblesse, alors que sans doute, recevant l'éducation française il a appris à aimer la France et ne demande pas mieux que de la servir loyalement et fidèlement. Il y a donc lieu en principe, de lui conférer, à lui aussi, la qualité de Français.

5. *Le principe de l'option, sa mise en pratique.*

Le grand reproche que l'on fera à notre système, c'est que si toutes les Nations l'admettent, il arrivera forcément que tous les individus qui se trouveront dans le cas sus-visé auront deux nationalités. Cela est vrai. Il y aura, il y a en fait, des situations fort difficiles qui mènent parfois à de sérieux conflits; mais il en sera de même avec tout système qui voudra tenir compte des faits. D'ailleurs ces conflits sont loin d'être insolubles.

Quelle sera leur solution?

Nous nous trouvons en présence de cas où il est fort diffi-

cile de déterminer la *nationalité naturelle* de l'individu qui appartient à une nation par ses parents, à l'autre par son éducation. Si nous considérons l'intérêt des deux nations, il est en principe le même de part et d'autre, chacune revendiquant comme sien cet homme qui peut se trouver à sa place aussi bien dans l'une que dans l'autre. Qui fournira la solution?

Une supériorité de droits? Les théories sociologiques divergent tellement qu'il est difficile de dire au profit de qui elle existerait.

La force? Ce n'est pas une solution.

Il nous semble qu'en pareil cas, le mieux est de remettre la décision à intervenir au libre choix de l'individu. Principal intéressé, il saura peut-être dire laquelle des deux Nations est son milieu naturel, laquelle lui offre les plus grandes facilités de développement, au sein de laquelle il sera le plus à l'aise, et par suite le mieux placé pour coopérer à l'œuvre commune.

Loyalement consulté, il devra donc, quand il aura atteint l'âge de raison, faire connaître sa décision. En fait, aucun obstacle sérieux ne semble s'opposer à ce que cette pratique soit admise par toutes les nations.

Ainsi disparaît l'objection que nous avons mentionnée plus haut, si partout l'on organise cette consultation des individus qui se trouvent dans ces conditions données, quand ils arrivent à l'âge d'homme.

Il reste, il est vrai, une période où l'état de l'individu est en suspens : celle qui s'écoule avant l'option; mais en général, comme il s'agit d'un enfant, cette incertitude présente peu d'inconvénients. Remarquons d'ailleurs que, pendant ce temps, l'enfant se trouve non pas n'avoir point de patrie, mais

en avoir deux, ce qui est fort différent et ce qui lui assure l'avantage de jouir dans chacun des deux Etats, des droits attachés à la qualité de national. Pareille situation qu'on ne saurait tolérer chez l'adulte (1), présente pour l'enfant des avantages, sans danger sérieux pour lui ni la société (2).

Cette consultation devra être organisée par le pays où l'individu est né et où — nous l'avons supposé — il réside encore au moment fixé. Elle devra naturellement être entourée de certaines formes que nous n'avons pas à examiner ici.

L'option devra aussi — et ce point est important, — être connue du pays auquel l'individu appartient par sa filiation ; celui-ci devra même en quelque sorte être partie à cet acte (3).

Cette proposition demande à être développée et expliquée par un exemple.

Supposons un individu né en Espagne de parents français. S'il opte pour l'Espagne, la France devra en être officiellement avisée afin qu'elle le raye du nombre de ses citoyens et lui donne ce que nous pourrions appeler un congé en bonne

(1) Parceque cet individu profiterait dans les deux nations des avantages attachés à la qualité de national, alors que parmi les devoirs attachés à cette qualité, il en est que l'adulte ne peut accomplir réellement et fidèlement qu'à l'égard d'une seule nation. Par exemple le service militaire et ceux qu'impose la défense nationale.

(2) L'option est organisée par les lois des pays suivants :

Angleterre. — Acte du 22 mai 1870. Art. 2.

République Argentine. — Loi du 1^{er} octobre 1869. Art. 1^{er}.

Belgique. — Code civil. Art. 9.

Costa Rica. — Loi du 20 décembre 1886. Art. 1^{er}.

Danemark. — Loi du 15 janvier 1876.

Espagne. — Code civil du 24 juillet 1889. Art. 17, 48, 49t

Grèce. — Code civil. Art. 17.

Italie. — Code civil de 1866. Art. 5 et 8.

Portugal. — Code civil de 1867. Art. 48.

Russie. — Ukase du 6 mars 1864. Art. 12.

Turquie. — Loi du 9 janvier 1869. Art. 2

France. — Loi du 26 juin 1889. Art. 8, § 4^e, 9.

N'admettent point le principe de l'option, pour le fils d'étranger qui, né sur leur sol continue à y résider, les Etats suivants :

Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Ecuador, Etats-Unis,¹ Haïti, Honduras, Nicaragua, Pérou, San Domingo, San Salvador, Uruguay, Vénézuëla.

(3) Cf. la loi *Bulgare* du 26 février 1883. Art. 15.

forme. Il évitera ainsi d'être, en remplissant ses devoirs envers l'Espagne, considéré par la France comme un réfractaire et un déserteur ; il sera pour elle un véritable citoyen espagnol.

Si, au contraire, il opte pour la France, l'autorité espagnole, avant de lui donner son congé régulier, sera en droit de faire intervenir la France et de lui demander si elle le reconnaît pour son enfant légitime, et celle-ci ne donnera cette attestation que s'il remplit à son égard les devoirs d'un citoyen.

L'intervention des deux puissances est plus nécessaire encore peut-être au bon ordre social dans le second cas que dans le premier, car s'il est des gens à qui il serait agréable de jouir dans deux Etats des droits du citoyen, il en est un beaucoup plus grand nombre qui désireraient au contraire n'avoir aucune patrie afin d'éviter de participer aux charges civiques de chacun des deux Etats.

Ce désir frauduleux de certains individus est précisément une des considérations qui militent le plus sérieusement en faveur du système que nous adoptons.

Supposons en effet que l'individu dont nous parlions prétende rester Français. L'Espagne doit le considérer comme tel et ne lui imposer aucune charge civique. Mais il réside en Espagne ; la France l'a perdu de vue, elle n'a plus aucun rapport avec lui, elle ne peut l'atteindre pour exiger de lui l'accomplissement de ses devoirs : Français en théorie, il est en fait sans patrie tant qu'il séjourne à l'étranger. Avec notre système, au contraire, pour répudier la nationalité espagnole, pour rester Français, il doit produire l'attestation qu'il remplit ses devoirs de Français ; de plus, sa situation étant ainsi fixée par un accord intervenu entre les deux nations, s'il

tentait de se soustraire aux charges du citoyen français, il pourrait, sur avis venu de France, être contraint par l'autorité espagnole à s'y soumettre ou à accepter celles du citoyen espagnol. Il y a donc à procéder de la sorte, intérêt pour les deux nations (1).

Il y a, il est vrai, toujours, pour le réfractaire endurci, un moyen d'échapper à la fois aux deux nations qui prétendent des droits sur lui : c'est d'émigrer chez une puissance tierce. Mais la plupart des hommes hésiteront, pour fuir toute nationalité, à abandonner leur établissement et à se jeter dans l'inconnu ; sur de telles exceptions il n'y a pas lieu de baser des principes. A l'égard de cet individu, les deux nations posséderont un droit de suite ; mais il est peu probable qu'un conflit vienne jamais à s'élever entre elles à propos d'un sujet aussi peu enviable.

Etant donné l'état actuel de l'Europe et du monde civilisé, cette obligation de se rattacher effectivement à une nation a revêtu une forme particulière : le service militaire étant presque partout obligatoire, c'est au moment d'être appelé à l'accomplir que l'individu doit opter ; le lieu où il servira sera dorénavant sa patrie. Cela est assez juste ; comme il y a là acceptation d'une charge sérieuse, on peut être à peu près assuré que ce choix est, lui aussi, sérieux et que la Nation sous le drapeau de laquelle l'homme s'est enrôlé est vraiment son milieu naturel (2).

(1) Pareil système est organisé partiellement au moins par les conventions du 7 janvier 1862 et du 2 mai 1892 entre la France et l'Espagne.

(2) Cf. *Loi française* du 26 juin 1889 Art. 8 § 1.

6. *Restrictions apportées au droit d'option.*

On pourrait au principe de l'option exposé plus haut, poser une restriction au nom du *jus soli* et dire que l'individu n'aura le droit de se réclamer du pays d'origine de ses parents que s'il abandonne son lieu de naissance et revient se fixer dans son ancienne patrie. Certaines nations adoptent plus ou moins catégoriquement ce système (1).

Pareille solution semble assez logique et équitable même au premier abord ; mais elle n'est point habile à quelque point de vue que l'on se place.

Le pays qui expulse ceux qui, nés sur son sol, ne veulent point accepter sa nationalité, ou bien les oblige à la subir sous menace de la ruine matérielle qui accompagnerait leur expatriation — et c'est recruter en eux de bien mauvais citoyens ; ou bien, en chassant ces hommes, il perd de futurs nationaux : leurs enfants, qui eux auraient appartenu à coup sûr à leur pays de naissance.

Quant au pays qui n'accepte comme siens, parmi les fils nés à l'étranger de ses citoyens, que ceux qui reviennent se fixer sur son sol, il ne reconquerra ainsi qu'un bien petit nombre d'habitants ; il perdra au contraire des sujets qui, si

(1) *Bolivie*. — Constitution du 15 février 1878. Art. 32.

Brésil. — Décret du 22 juin 1890. N° 511.

Chili. — Constitution de 1833, réformée le 1^{er} décembre 1874 Ch. IV, 6.

Colombie. — Constitution du 4 août 1886. Art. 8.

Ecuador. — Constitution du 10 mars 1861. Art. 4.

San Domingo. — Constitution de 1879. Art. 7.

Uruguay. — Constitution du 10 septembre 1879. II. I. 8.

Vénézuëla. — Constitution du 23 mai 1874. II. 6. 2^e.

Ces nations ne reconnaissent comme leur appartenant, parmi les enfants nés à l'étranger de leurs nationaux, que ceux qui reviennent se fixer sur leur sol.

Ces mêmes Nations et en outre les *Etats-Unis*, *Haïti*, *Honduras*, *Nicaragua*, *Pérou* et *San Salvador* imposent leur nationalité au fils d'étranger né sur leur sol s'il continue à y résider.

leur progéniture devait devenir étrangère, auraient pu répandre pourtant dans leur nouvel établissement l'influence morale, commerciale, industrielle, politique même de leur patrie et auraient ainsi travaillé à la fois à sa prospérité et à la pacification internationale. Si un pays doit craindre de perdre des sujets en grand nombre, il est bon cependant qu'un peuple riche et sain essaime de par le monde des groupes de nationaux qui portent partout sa civilisation et ses produits, qui posent les jalons de ses futures entreprises ou lui conquièrent de précieuses amitiés (1).

Plusieurs législations ont apporté une autre restriction au droit d'option. Si elles le reconnaissent à celui qui est sur le sol national né d'un étranger lequel était né à l'étranger, elles ne l'admettent plus en faveur de l'enfant né sur le sol national d'un étranger qui lui-même y était né — et avait conservé son extranéité (2).

Cette restriction est-elle bonne? Nous le croyons. Une Nation peut conférer d'autorité la qualité de citoyen à celui dont les parents déjà étaient nés sur son sol, car par son éducation, par sa langue, ses coutumes, sa vie, en dehors de très rares exceptions, il ne peut être que national. Depuis deux générations cette famille profite de tous ou presque tous les avantages dont jouissent les habitants du sol ; il est temps que ses enfants entrent à titre de membres actifs dans l'association nationale, qu'ils aient tous les droits et supportent toutes les charges des nationaux. Leur extranéité n'est plus qu'une fiction qu'il faut, dans leur intérêt comme dans celui de la Nation, faire disparaître.

(1) L'exemple de l'Angleterre et de l'Allemagne suffit pour le démontrer.

(2) *Etats-Unis*. — XIV^e amendement à la Constitution 1868.¹ Section 1992.
France. — Loi du 26 juin 1889. Art. 8 § 3.

Quant au pays d'origine de leurs ancêtres, il n'a plus d'intérêt à considérer comme siens ceux qui depuis si longtemps l'ont abandonné ; au contraire, il lui faut avoir la faculté de les considérer à l'occasion comme aussi étrangers en droit qu'ils le sont en fait.

Nous ne parlerons pas ici de l'âge auquel l'option doit s'accomplir. Il faut que l'individu soit maître et conscient de ses droits ; il faut d'autre part que l'incertitude de sa nationalité ne le gêne pas dans sa carrière. Le recrutement militaire fournit en fait l'occasion la plus commode pour cette consultation. Elle est par là reportée un peu tard peut-être, mais cela est sans inconvénients graves, puisque auparavant, l'intéressé possède les deux nationalités ; il a donc accès à toutes les carrières où la qualité de national est exigée (1).

II

LA NATIONALITÉ DE CHOIX

1. Discussion du principe.

Nous venons d'admettre que, dans un cas déterminé au moins, la nationalité d'une personne peut être fixée par le choix de l'intéressé lui-même. Faut-il étendre cette solution et concéder à l'individu, d'une façon générale, le droit de

(1) C'est là du moins ce qui serait vrai si les solutions que nous préconisons étaient adoptées.

Cf. la loi française du 26 juin 1889 qui consacre cette solution et, dans certains cas spéciaux, autorise l'option anticipée. Art. 8, § 4. Art. 9.

Loi belge du 26 juillet 1889. Art. 1^{er} et 4.

choisir lui-même sa patrie et de la déterminer une fois pour toutes — ou encore sous réserve de changements ultérieurs — par une simple déclaration de volonté?

A priori, il faut répondre oui, pour rester fidèle aux principes posés au début de cette étude. L'humanité va, avons-nous dit, de la solidarité passive et mécanique à la solidarité acceptée et voulue; l'organisme social cède la place au contrat social; à l'association imposée se substitue l'association libre.

En théorie donc, l'homme doit être libre de rechercher, suivant ses goûts, ses aptitudes, ses facultés, quel est son milieu social naturel; une fois qu'il l'aura déterminé, il doit être libre de s'agréger au groupe social de son choix, au sein duquel il pense pouvoir se développer d'une façon plus conforme à sa nature et, par suite, mieux obéir à la loi de solidarité.

Mais il ne faut pas perdre de vue en ces matières les considérations pratiques; or, ici elles militent d'une façon sérieuse, non pas pour repousser, mais pour tempérer dans son application le principe du changement volontaire de nationalité.

Il est d'intérêt général, d'abord, que ces changements ne se fassent pas sur une trop vaste échelle. Par un exode en masse, par des dénationalisations nombreuses, une nation pourrait se trouver considérablement affaiblie; or chacun des individus qui composent cette nation a droit à un milieu social bien vivant et solidement constitué; ce droit est violé par ces émigrants qui, portant à l'étranger leurs forces, leurs talents, leur fortune, leur progéniture, affaiblissent d'autant le pays qu'ils quittent. La nation pourrait donc,

s'appuyant sur le droit des siens, s'opposer à ces émigrations trop nombreuses qui la désorganisent (1).

Ce droit des nations à la vie n'est pas d'ailleurs fondé seulement sur le droit de leurs citoyens, mais sur celui de tous les hommes; comme le dit Renan, « à l'heure présente l'existence des Nations est bonne, nécessaire même; leur existence est la garantie de la liberté qui serait perdue si le monde n'avait qu'une loi et qu'un maître. Par leurs facultés diverses et souvent opposées, les nations servent à l'œuvre commune de la civilisation; toutes apportent une note au grand concert de l'humanité. »

Si une nation peut interdire à ses enfants de la quitter, elle peut aussi, dans l'intérêt de sa sécurité, fermer sa porte aux étrangers d'une façon plus ou moins complète; elle peut ne pas vouloir admettre parmi ses citoyens un trop grand nombre d'hommes qui, n'ayant ni son caractère, ni ses mœurs, ni ses traditions, la désorganiseront, la bouleverseront et en feront un milieu défavorable pour ses enfants légitimes et une cause de trouble pour tout le monde; elle peut aussi s'opposer à l'intrusion d'individus tarés dont la présence parmi les siens serait pour elle une tache et un danger.

Si la Nation a des droits, l'individu a des devoirs. Ce sont les traditions de sa patrie, c'est l'éducation nationale qui ont formé son caractère; il doit à son pays, avec la sécurité qui lui a permis de naître et de grandir, l'instruction qui a assuré son avenir; il a joui de tous les avantages qu'elle donne à ses

(1) Il y aurait à propos du principe que nous énonçons ici, lieu de distinguer entre l'émigration de celui qui transporte seulement son domicile à l'étranger sans se dénationaliser et l'émigration accompagnée de changement de nationalité; mais pour simplifier, comme, en règle générale, la première conduit tôt ou tard à la seconde, nous ne distinguons pas et, par émigration, nous entendons ici l'abandon complet par le national de son domicile et de la qualité de citoyen, comme, par immigration, nous entendons l'acquisition de la qualité de citoyen.

enfants; il a été protégé par elle; il a foulé ses routes; il a usé de ses services publics; elle a mis toutes ses forces à sa disposition; il y a pour lui, semble-t-il, une sorte de devoir moral à ne pas l'abandonner avant d'avoir rendu des services qui rachètent en quelque mesure tout ce qui lui a été donné alors que, enfant, il profitait de tout sans rien rendre en retour. Ceux qui restent sur le sol natal remplissent leur tâche de citoyens, ils s'acquittent envers leur patrie de la contribution financière, des obligations civiques et de l'impôt du sang. Celui-ci au contraire, après avoir recueilli les avantages se déroberait aux charges; on peut reconnaître à la Nation le droit d'arrêter ce fils ingrat et d'exiger de lui un service raisonnable.

Enfin, non seulement les sociétés, mais les individus isolés considérés seuls ont intérêt dans certains cas à ce que les changement de nationalité ne soient pas trop faciles. Il ne faut pas qu'un homme puisse par exemple, après avoir abusé de la confiance de ses concitoyens échapper à leurs justes poursuites en se dénationalisant et en se mettant sous la protection des lois d'une puissance étrangère; il ne faut pas que des criminels puissent user du même procédé pour échapper à leur peine. Il ne faut pas non plus d'autre part, que, sans examen, une nation admette dans son sein des individus qui pourront devenir pour les siens une source de péril. (1).

Ces considérations, si elles sont sérieuses, ne suffisent pas cependant, pour conduire à la prohibition absolue de tout changement de nationalité.

(1) On peut ajouter qu'en empêchant ses fils d'émigrer, la Nation servira souvent leur propre intérêt; elle les gardera contre les conséquences funestes d'un entraînement irréflecti et les détournera de consommer un acte qu'ils regretteraient plus tard. Les déboires essuyés par bien des émigrants sont là pour appuyer nos dires.

Au premier de ces arguments on peut répondre qu'il est des nations qui, à bon droit, méritent de perdre leurs nationaux, que les membres d'un groupe social ne peuvent rester parmi eux un individu à qui manifestement ils n'offrent pas le milieu naturel auquel il a droit, que, d'ailleurs, les exodes en masse sont bien rares, que dans des cas particuliers il peut y avoir lieu d'aviser, mais que, dans les conditions normales, la force vitale d'une nation n'est pas sensiblement diminuée par le départ d'un certain nombre de ses membres. Loin d'être mauvais même, ce courant d'émigration est le plus souvent bon pour le peuple d'où il part : il débarrasse le sol d'un excédent de population, ce qui facilite la vie pour ceux qui restent; il arrive aussi, la plupart du temps, que ces hommes qui quittent leur patrie, loin de devoir être considérés comme des déserteurs, se trouvent lui rendre plus de services en s'expatriant qu'en restant au foyer paternel, même si, comme nous le supposons, ils se dénationalisent. Ce faisant, ils peuvent acquérir dans le pays où ils se fixent, une position, une action plus grandes que s'ils gardaient leur nationalité; et cette situation plus élevée leur permet d'étendre d'autant plus l'influence, le commerce et les relations de leur ancienne patrie. D'ailleurs, contraints de rester membres de celle-ci, ils la serviraient à contre-cœur; les services forcés ne sont jamais de bonne qualité; mieux vaut laisser ces esprits aventureux chercher fortune ailleurs; ils aimeront quelquefois plus leur pays natal quand ils ne lui appartiendront plus et feront alors plus pour sa prospérité que s'ils continuaient à lui obéir malgré leur volonté.

Quant aux autres dangers que nous avons signalés, il est facile d'y remédier par des mesures particulières dictées par

les circonstances ou inspirées par des considérations de prudence; on peut, par exemple, enrayer les courants trop forts d'émigration ou d'immigration (1), interdire le changement de nationalité à certains individus, enfin l'entourer, pour tout le monde, de certaines formalités ou de certaines précautions telles que délai, enquête préalable, etc.

Il n'y a d'ailleurs pas beaucoup de raisons de craindre que ces changements de nationalité viennent à se produire sur une trop grande échelle. Ils impliquent en principe, nous le verrons plus loin, changement de domicile; or l'homme ne se déplace pas très facilement; il tient à la terre où il est né, mille liens divers l'y attachent; il ne quittera son foyer, ses amis, son milieu ordinaire, son pays en un mot, avec sa civilisation, sa langue, ses coutumes, ses traditions, que s'il a pour cela des raisons sérieuses; la plupart des périls que nous entrevoyions plus haut sont donc chimériques.

La règle qui nous paraît résulter de cette discussion est donc celle-ci : Le changement de nationalité par simple manifestation de volonté doit être en principe admis, mais :

1° Dans certaines circonstances qu'elles ont à apprécier, les Nations peuvent enrayer dans une certaine mesure ce mouvement d'entrée ou de sortie de citoyens;

2° Tout changement de nationalité doit être entouré de certaines formes et de précautions.

Examinons avec un peu plus de détails l'application de cette règle.

(1) Nous prenons ces deux mots, maintenant, à la différence de tout à l'heure dans le sens seulement de transfert de résidence de pays dans un autre.

2. Cas d'extension du droit d'option.

Quelques cas particuliers se présentent d'abord, où on pourrait plutôt voir des extensions apportées au droit d'option établi plus haut que de véritables changements de nationalité.

Il s'agit d'individus qui, tout en n'appartenant qu'à une seule nation, sont pourtant attachés à une autre nation par des liens assez étroits, de telle sorte que l'on doit en quelque mesure considérer ce second pays comme pouvant être, lui aussi, leur milieu social naturel. Ces individus pourront, croyons-nous, être admis à choisir cette nouvelle patrie, sans que l'on pose à leur changement de nationalité des conditions aussi strictes que celles qui seront établies pour la généralité des cas.

On pourrait citer de nombreuses catégories de personnes qui paraissent devoir bénéficier de ces règles de faveur.

Nous mentionnerons quelques cas seulement parmi les plus caractéristiques.

1. L'individu qui, après dénationalisation, demande à recouvrer sa nationalité première.

Il y aura lieu pour celui-ci d'examiner dans quelles conditions s'était opéré le premier changement, si cet ancien citoyen avait obtenu congé régulier ou s'il avait satisfait aux obligations qui lui incombaient envers son ancienne patrie.

Si cette enquête lui est favorable et s'il paraît propre à redevenir un bon et loyal citoyen, il y aura lieu de l'admettre sans

formalités particulières — sauf peut être à exiger qu'il fixe son domicile dans le pays auquel il se rattache; c'est une preuve palpable qu'on est en droit de lui demander de la sincérité de ses intentions.

2. L'enfant né à l'étranger d'un national qui avait perdu cette qualité (1).

Celui-ci n'a rien à se reprocher et peut avoir au cœur l'amour de la patrie qu'un de ses parents a quittée; il faut donc lui aussi l'admettre; sous ces trois conditions cependant: qu'il satisfasse aux conditions de moralité exigées, qu'il fixe son domicile dans sa nouvelle patrie, et, s'il y était domicilié lors de sa majorité, qu'il n'ait pas été amené à manifester la volonté de rester étranger.

Signalons dans cette classe d'individus une catégorie intéressante: les enfants de la femme qui a perdu sa qualité de nationale par son mariage avec un étranger: élevés souvent par leur mère dans les traditions du pays d'origine de celle-ci, ils pourront être fort aptes à lui fournir de bons et fidèles sujets.

Parmi les personnes appartenant à ces deux premières classes, il faut mettre à part aussi ceux qui ont perdu leur nationalité par l'annexion de leur province à un pays étranger et leurs enfants. Ils garderont souvent au plus profond de leur cœur le souvenir de la patrie que peut-être des circonstances matérielles les ont empêchés de regagner aussitôt après l'annexion; aussi elle devra accueillir plus favora-

(1) *Loi française* du 26 juin 1889. Art. 40.

Italie: Code civil de 1866. Art. 6.

Mexique: Loi du 28 mai 1886. Art. 4^{er}. III.

Si ces individus étaient nés sur le sol national, ils rentreraient dans la catégorie des enfants nés d'un étranger sur le sol national.

blement que tous les autres ces enfants qu'on lui avait arrachés (1).

3. Les individus nés sur le sol national et qui n'y sont point domiciliés au moment où s'ouvre pour eux le droit d'option.

Au moment de leur naissance, la qualité de national leur était acquise sous condition résolutoire; leur départ la leur a enlevée, mais leur volonté n'a sans doute été pour rien dans ce départ; arrivés à l'âge où ils seront maîtres de leurs droits, peut-être ils le regretteront, et avec lui la nationalité qu'il leur a enlevée; il faut donc leur permettre de venir à ce moment, de réparer cette erreur d'autrui et reprendre leur rang dans le pays où ils sont nés et ont peut être été élevés (2).

Mais comme garantie de la sincérité de leurs intentions, il sera bon de leur imposer l'établissement de leur domicile sur le sol national.

On agira sagement aussi en leur impartissant pour ce faire un certain délai, afin que ces individus nés sur le sol national n'aillent pas passer à l'étranger les années de jeunesse où la qualité de citoyen leur imposerait surtout des charges, pour revenir la réclamer quand elle ne leur offrira plus que des avantages; pareil calcul doit être déjoué (3).

On pourrait mentionner beaucoup d'autres cas intéressants à rapprocher de ceux que nous venons de citer : celui par exemple des enfants nés à l'étranger d'un étranger né sur le territoire national; celui des enfants ou descendants de personnes chassées du sol national en vertu d'exclusions arbi-

(1) Cependant quand une longue période se sera écoulée, ceux qui auront tant tardé à rejoindre leur ancienne patrie ne mériteront plus guère de mesures de faveur.

(2) Cf. — Loi française du 26 juin 1889. Art. 9.

Pays-Bas : Loi du 28 juillet 1850. Art. 1^{er} 2^o.

Espagne : Code civil du 24 juillet 1889. Art. 19 in-fine.

(3) La loi française fixe comme terme l'âge de 22 ans accomplis, la loi espagnole également la loi néerlandaise attend jusque 24 ans.

traires ou après des persécutions politiques ou religieuses (1); mais nous ne pouvons nous arrêter à envisager ces questions de détails.

3. Naturalisation.

Jusqu'ici nous n'avons parlé que de personnes qui, en suite de faits antérieurs à leur naissance, se trouvent rattachés déjà par des liens plus ou moins étroits à la nation dont ils désirent faire partie.

Mais ces liens se font de plus en plus lâches et nous arrivons ainsi à ce qu'on peut proprement appeler la naturalisation. Dans celle-ci il s'agit d'un individu qui, entièrement étranger par sa naissance à une nation, désire cependant être compté au nombre de ses membres.

Ici encore nous rencontrons des cas spéciaux; avant la naturalisation ordinaire, nous trouvons la naturalisation privilégiée ou grande naturalisation.

Celle-ci peut avoir lieu quand des circonstances particulières ont établi postérieurement à la naissance de l'intéressé des affinités profondes entre lui et la Nation, ou quand elles ont montré d'une façon péremptoire qu'il est particulièrement qualifié pour devenir un bon et utile citoyen.

Il peut y avoir lieu à naturalisation privilégiée, par exemple :

1° Pour celui qui, né à l'étranger de parents étrangers, a

(1) Rappelons la disposition toujours en vigueur des lois françaises qui ouvrent les portes de notre nationalité aux descendants des protestants qui ont cherché refuge à l'étranger à la suite de la Révocation de l'Edit de Nantes. (Loi du 25 juin 1889. Art. 4).

reçu sur le sol national son éducation dans certaines conditions ou dans certains établissements donnés. Pour qui base la nationalité sur l'éducation il y a là une raison sérieuse de faciliter la naturalisation (1) ;

2° Pour celui qui depuis un assez long laps de temps, a résidé sans interruption dans le pays. Il est à présumer qu'il y a établi son centre d'affaires, qu'il en a adopté les coutumes, la langue, etc., et sa demande de naturalisation montre en outre qu'il lui a donné son affection (2) ;

3° Pour celui qui a rendu à la Nation un service signalé, soit en lui apportant une industrie nouvelle ou en la faisant profiter de découvertes précieuses, soit en la défendant contre ses ennemis, soit en employant à son profit sa science et ses talents. L'histoire de tous les pays a enregistré des cas nombreux et mémorables d'octroi de nationalité fondé sur de telles causes (2) ;

4° Pour celui qui a épousé une femme nationale (2) ;

5° Pour celui qui a déjà des nationaux parmi ses ascendants ou ses descendants.

On pourrait citer bien d'autres cas encore, où la naturalisation privilégiée pourra être admise.

Dans tous ces cas, la nationalisation ne résultera naturellement pas d'une simple déclaration de volonté ; la puissance publique pourra y apporter certaines conditions telles qu'une attestation de la libération de toute attache étrangère et, s'il n'y a pas résidence antérieure, l'écoulement d'un certain laps de temps.

(1) *Russie*. Ukase du 6 mars 1864. Art. 12.

(2) *Loi française* du 26 juin 1889. Art. 8 § 5.

Vient enfin la naturalisation ordinaire.

Un étranger, conduit par son intérêt, son esprit d'aventure, ses relations, ses goûts ou simplement son caprice, vient s'établir dans un pays et il demande à devenir membre de la nation sur le sol de qui il réside.

En principe, il a droit d'agir de la sorte et en outre il a intérêt à faire partie officiellement du groupe social au milieu duquel il s'est fixé. Celui-ci a aussi intérêt à assimiler cet élément étranger et à faire de cet homme un national.

Il faut pourtant s'assurer que son désir est sincère et dépourvu d'arrière-pensée et vérifier s'il possède les aptitudes et les qualités qui lui permettront de prendre place parmi les citoyens; il faut aussi lui donner à lui-même le temps et les moyens de mettre à l'épreuve les sentiments qu'il dit professer à l'égard de la Nation à qui il demande de l'adopter.

Il y a donc lieu, après qu'il a déclaré son désir d'être naturalisé de lui imposer un certain stage, assez long pour que l'épreuve soit sérieuse; au bout de ce stage, s'il persiste dans son désir et si rien ne s'est manifesté qui soit défavorable à sa réalisation, on pourra l'admettre parmi les nationaux.

4. Conditions générales à poser au changement de nationalité.

Dans tous les cas où il y a changement de nationalité et non pas seulement option entre deux nationalités, il faut à ce changement poser certaines conditions générales que requiert l'intérêt des nations et des individus.

1° Il faut d'abord que la nationalisation soit demandée par l'intéressé. En dehors des cas où la nationalité est fixée par

la filiation ou par la naissance confirmée par le domicile, elle ne peut jamais être imposée. Nous avons montré qu'une nation ne peut ni ne doit interdire à ses enfants de la quitter; à plus forte raison, elle ne peut ni ne doit s'imposer à ceux que les faits démontrent ne pas lui appartenir.

Des circonstances exceptionnelles pourraient peut-être justifier des dérogations à cette règle; mais de pareilles pratiques seraient dangereuses à bien des points de vue. Si une nation voit affluer chez elle les étrangers non natifs ou restés étrangers par option, qu'elle leur offre la naturalisation, qu'elle fasse son possible pour se les assimiler en supprimant les formalités, en leur donnant des établissements, en leur promettant leur place dans l'État, rien de mieux — à condition du moins qu'elle ne compromette pas de la sorte sa propre stabilité. S'ils restent réfractaires et, par leur nombre, deviennent un danger, qu'elle les expulse en masses de son sol (1); mais elle ne peut les nationaliser de force (2);

2° Une seconde condition à poser est la fixation du domicile sur le sol national. C'est exiger des postulants une preuve de la sincérité de leur demande et une garantie qu'ils seront de bons nationaux.

Il est cependant admis que les nationaux ordinaires peuvent être domiciliés à l'étranger; mais ils ne sont pas dans le même cas que ces nouveaux-venus qui doivent subir un certain travail d'assimilation qui ne pourra se faire que sur

(1) Nous verrons plus loin que le droit d'agir de la sorte doit être reconnu à toute nation.

(2) C'est surtout à certaines républiques américaines que l'on peut reprocher d'agir ainsi. Des complications graves sont parfois résultées pour elles de ces pratiques.

Une situation différente, mais tout aussi critique est celle du Transvaal qui lui, ne veut pas accorder le droit de cité aux nombreux émigrants qui sont venus envahir pacifiquement, puis plus brutalement, une partie de son territoire et qui aujourd'hui, plus nombreux que les anciens citoyens, demandent à posséder dans le gouvernement de l'État une influence proportionnelle à leur nombre.

le sol national. Il leur faut apprendre les mœurs, la langue, les usages, les traditions de leur nouvelle patrie ; il ne faut pas que, nationaux en droit, ils restent étrangers en fait ; il ne serait pas bon que, demeurant soumis aux influences étrangères, ils soient trop facilement tentés de trahir leur nouvelle patrie qu'ils n'ont pas encore eu le temps de connaître assez pour l'aimer comme ses enfants légitimes.

Cette obligation pourra d'ailleurs, dans certains cas, être entendue largement ; on pourra parfois se contenter d'un établissement temporaire ou assimiler à la fixation du domicile sur sol national la résidence aux colonies ou la gestion à l'étranger de fonctions déléguées par la Nation, etc.

3° Une enquête préalable devra avoir lieu dans tous les cas.

Elle portera sur les qualités morales du candidat et essaiera de découvrir les mobiles secrets qui pourront l'avoir déterminé à demander ce changement de nationalité. Une nation a tout intérêt à n'admettre dans son sein ni des individus tarés, ni des traîtres.

Il va de soi que cette enquête sera plus ou moins stricte, et qu'on se montrera moins défiant à l'égard de l'annexé que de l'étranger de naissance et pour celui-ci que pour l'ancien national devenu étranger de son propre mouvement.

4° Enfin il serait désirable que, dans tous les cas, à la nationalisation correspondît la dénationalisation, que l'individu ne perdît jamais une nationalité avant d'en avoir acquis une nouvelle et que, celle-ci lui étant conférée, l'ancienne disparût immédiatement.

En général les lois des divers États ne contiennent pas de dispositions en ce sens ; de là résultent certaines anomalies regrettables qui mettent certaines personnes dans une

situation très délicate; il serait à souhaiter qu'un accord international vînt régler toutes ces questions, en sorte que chaque individu eût une nationalité et n'en eût qu'une (1).

A côté de ces conditions générales imposées à la naturalisation, il pourra y avoir comme nous l'avons vu plus haut des mesures spéciales qui pourront être prises en vue de cas particuliers. Nous n'entrerons pas dans l'étude de ces points de détail.

III

L'ANNEXION

1. Formes et Conditions.

Il est un mode de changement de nationalité dont nous n'avons pas parlé jusqu'ici; c'est la dénationalisation de tous les habitants d'un certain territoire, résultant de ce qu'on nomme communément l'annexion.

Il y a de grandes différences entre ce dernier cas et tous ceux que nous avons envisagés jusqu'à présent.

Nous avons parlé plus haut de personnes répudiant individuellement et par déclaration expresse leur nationalité pour en adopter une autre; leur dénationalisation est en général accompagnée d'un changement de domicile; l'individu rompt le lien qui l'attache à une partie du sol terrestre et à la nation qui exerce sur ce sol la souveraineté, pour se rattacher à une autre nation et à un autre territoire.

(1) Cf. Convention du 30 juillet 1891 entre la France et la Belgique.

Dans l'annexion, il n'en est plus de même; en bloc, sans manifestations particulières de volonté, hommes, choses et territoire cessent d'appartenir à une nation pour être agrégés à une autre. En suite de telles circonstances données, il est déclaré par un accord (1) intervenu entre les représentants de la puissance publique de deux Etats, que tel territoire est désormais soumis à l'empire de l'un d'entr'eux après avoir appartenu à l'autre; et les individus qui en dépendent sont déclarés par cela même, sans conditions ni formalités, membres de ce groupe social.

Deux questions doivent être posées à propos de l'annexion :

1° Comment déterminera-t-on ces individus qui dépendent du territoire annexé, et qui, par suite, sont atteints par cette déclaration de nationalité?

Sont-ce les natifs de ce territoire? Sont-ce ceux qui y ont leur domicile? Le problème a été souvent posé déjà. Nous ne pouvons nous arrêter sur cette question; nous nous contenterons de la signaler et de répondre qu'il nous semble qu'on doit se baser sur le domicile.

La question sera simplifiée si la province annexée formait à elle seule tout le territoire d'une nation. Il est clair alors que tous les membres de la nation ainsi disparue deviendront nationaux du pays annexant (2);

2° Si la nation à qui appartenait le territoire annexé subsiste encore, amoindrie mais vivante, les individus atteints par la déclaration de nationalité pourront avoir le désir de

(1) Inutile de remarquer que souvent cet accord n'est de la part de l'un de ses signataires qu'un abandon arraché par le malheur et la défaite.

(2) Nous ne traitons ici que de l'annexion qui s'applique à des territoires habités par des populations civilisées.

rester citoyens de leur ancienne patrie. Faut-il leur en reconnaître le droit?

Certes oui. Du moment que nous avons admis la légitimité du changement de nationalité en général, ce cas doit nous paraître particulièrement digne d'intérêt. Nous nous trouvons en présence d'individus appartenant en quelque mesure à deux nations, à l'une par la naissance et par l'état de choses antérieur, à l'autre par une déclaration officielle modifiant celui-ci. Il y a donc ici comme dans plusieurs cas envisagés plus haut, lieu à option.

Cette option devra être faite dans un certain délai, passé lequel la nationalité du pays annexant sera attribuée à ces personnes et ne pourra plus être répudiée par elles que suivant les formes et dans les cas établis par les règles générales de la matière.

La déclaration de volonté devra être reçue par les deux nations intéressées, afin d'éviter tout conflit ultérieur.

Il n'y aura lieu à déclaration expresse de volonté que lorsque l'intéressé désirera conserver son ancienne nationalité; le défaut de déclaration équivaldra à une option tacite du pays annexant.

Enfin, l'option devra être accompagnée de la fixation du domicile effectif sur le sol de la patrie de laquelle on entend rester membre; ceci peut être exigé par la nation annexante qui a le droit de ne pas conserver ces éléments étrangers sur un territoire qu'elle veut faire sien (1).

Si, par suite de l'annexion, une nation a disparu tout en-

(1) En ce qui concerne les enfants, on admet que leurs parents ou tuteurs optent en leur nom; on pourrait ajouter: sauf ratification ultérieure au moment de leur majorité; on pourrait même à la rigueur, reconnaître à l'enfant les deux nationalités en attendant qu'au jour de la majorité il fit son choix. C'est le système que nous avons adopté en ce qui concerne les enfants d'étrangers. Mais ici on peut objecter que la nation annexante a un immense intérêt à ne pas voir la nationalité de nombreux individus rester de la sorte en suspens durant de longues années.

tière, il n'y aura naturellement plus lieu à option. Parmi les annexés, il se trouvera sans doute un certain nombre de personnes à qui il répugnera d'entrer dans le nouveau groupe social auquel on les lie de force; elles pourront, usant de la faculté qui appartient à chacun, annexé ou non, chercher à obtenir la naturalisation dans un pays qu'elles choisiront en se conformant aux conditions ordinaires.

2. L'annexion est-elle légitime.

Resterait maintenant à se demander si une annexion est en soi chose bonne et légitime.

Qu'une nation puisse, dans certains cas, y trouver un avantage, un accroissement de prospérité, de puissance, nous n'en disconvenons pas. Mais pareil procédé est-il conforme aux principes que nous avons posés au début de notre étude?

Il faut distinguer deux cas :

1° L'annexion est voulue et demandée par la population du territoire en question :

En ce cas elle est légitime, sauf à tenir compte de toutes considérations de prudence et de mesure que pourra dicter l'intérêt et de la nation annexante et des annexés; il faudra notamment que l'opération se fasse en toute connaissance de cause de part et d'autre, et dans de bonnes conditions d'assimilation rapide ;

2° L'annexion se fait contre le gré des populations.

En principe elle doit être réprouvée, car jamais une nationalité nouvelle ne doit être imposée. Elle est mauvaise, et pour les annexés qui sont arrachés de leur milieu social naturel, et pour la nation annexante pour qui cet élément

étranger considérable sera une cause de trouble et de faiblesse, une source de dangers terribles.

Des circonstances exceptionnelles pourraient-elles cependant justifier cette mesure?

S'agit-il de peuplades barbares, de pays de culture notablement inférieure qu'il faut faire entrer dans le courant de la civilisation? Nous répondrons plus loin aux questions qui se posent alors.

Le différend s'élève-t-il au contraire entre deux nations de civilisation à peu près égale? Jamais alors l'annexion opérée contre le gré des populations ne sera légitime.

CHAPITRE III

LES DROITS DE L'INDIVIDU DANS LA NATION

I

PRINCIPE DES RESTRICTIONS APPORTÉES A LA CAPACITÉ DE CERTAINS INDIVIDUS

Parmi les êtres humains qui appartiennent à un groupe national ou qui vivent sur son sol, y a-t-il lieu de distinguer plusieurs catégories de personnes jouissant de droits différents ou possédant un ensemble de droits plus ou moins complet ?

Pour résoudre cette question il est nécessaire de répondre à celle-ci d'abord : Parmi les droits, avantages ou facultés qui peuvent être en principe reconnus à l'individu, peut-on établir une classification en catégories bien tranchées, en classes bien nettement distinctes pouvant servir de base à cette sorte de répartition qui va nous occuper ?

Entre les droits que l'homme peut posséder, on établit souvent diverses classifications ; on distingue par exemple les

droits publics et les droits privés. Les *droits publics* sont ceux que la loi confère aux particuliers dans leurs rapports avec l'Etat ; on les divise parfois en *droits politiques* et *droits civiques*.

Les *droits privés* sont ceux que la loi reconnaît aux personnes dans leurs rapports privés avec d'autres personnes ; parmi ces droits privés, certains sont dits *droits naturels* et d'autres *droits civils*.

Cette classification est commode quand il s'agit d'étudier les divers droits, mais elle présente, au fond, quelque chose de factice.

La différence entre droits politiques et droits civiques est souvent omise ; il n'y a entre eux aucune différence de nature. Quant aux droits privés, naturels et civils, on peut véritablement soutenir qu'il n'y en a pas qui méritent ce nom.

Des droits, en effet, qui apparaissaient autrefois comme droits privés ont, aujourd'hui, cessé d'être regardés comme tels, car on a reconnu que leur exercice a une répercussion sociale telle qu'il ne convient pas de le laisser sans contrôle aux mains des individus. C'est à cela que devait mener la constatation toujours plus nette du fait de la solidarité : aucun acte de l'homme n'est indifférent au groupe social dont il fait partie ; si donc il convient de lui laisser le plus de liberté possible, il ne peut néanmoins prétendre posséder aucun droit qui puisse être par lui exercé sans que la Société soit en rien intéressée par cet exercice, sans par suite qu'elle puisse se reconnaître le droit et même quelquefois le devoir d'intervenir et de le réglementer (1).

La conclusion qui, pour nous, découle de ceci c'est qu'il

(1) L'exemple classique de cette évolution est celui du droit de vengeance, reconnu jadis à l'individu comme droit privé, et qui aujourd'hui est remplacé par le droit de défense sociale conféré à la Société, à l'Etat.

est impossible d'établir des séries bien nettes et tranchées de droits que l'on pourrait attribuer à telle catégorie d'individus et non à telle autre. Tous les droits sont, au fond, de même nature, ou plutôt, ils se réduisent à un seul : le droit au développement aussi complet que possible, au sein d'un milieu social favorable.

Ce droit primordial, au contact des conditions pratiques de la vie, prend une multitude d'aspects et chacun de ces aspects d'un même droit devient ce que l'on nomme *un droit*. Parmi ces divers droits dérivés, certains devront peut-être être refusés à certaines classes de personnes, mais la détermination du nombre et de l'étendue de ces exceptions devra se faire au nom de considérations pratiques, et non pas de principes à priori qui n'existent pas ici.

Un autre point encore doit être considéré :

Dans un droit, il y a deux choses à distinguer : la jouissance de ce droit et son exercice.

La jouissance d'un droit, c'est la possession actuelle ou éventuelle des avantages en résultant; l'exercice, c'est la faculté de le mettre en œuvre, d'en user. Un exemple rendra ceci plus clair : un enfant qui naît peut avoir la jouissance du droit de propriété, il ne saurait en posséder l'exercice.

Cette distinction pourrait conduire à une seconde division des droits : les uns n'appartenant à l'individu, même quant à la jouissance, qu'en tant qu'il est capable de les exercer ou lorsque la société juge bon de les lui reconnaître; les autres — les droits civils en général — lui étant reconnus en bloc à condition seulement qu'il existe.

Cette distinction serait, elle aussi, toute factice d'ailleurs; tous les droits qui sont rangés dans la seconde catégorie pourraient rentrer dans la première. On concevrait très bien

une législation ne reconnaissant pas le droit de propriété à celui qui n'est pas en état de gérer une propriété, ou ne permettant pas à l'individu incapable, d'estimer en justice par mandataire (1). Aucun droit particulier n'est si bien inhérent à la personne humaine en tant que telle, que la société au nom du droit supérieur de l'ensemble de ses membres ne puisse refuser de lui reconnaître. Ainsi en est-il même du droit de faire partie d'un groupe social et du droit à la vie ; on concevrait que la nationalité ne fût attribuée qu'à l'individu conscient de lui-même ; quant au droit de vivre, on le refuse à certains criminels et on en demande le sacrifice au soldat qui meurt pour sa patrie sur l'ordre de ses chefs.

Revenons maintenant à la question qui fait l'objet de ce chapitre. Voici notre réponse :

En principe, l'individu doit posséder la puissance et l'exercice de tous les droits qui peuvent lui être reconnus.

Mais en fait il n'en saurait être de même.

Posséder un droit, c'est être appelé à s'associer, en l'exerçant soi-même ou par mandataire, à la vie et au travail de l'humanité ; or les rouages de l'ordre social sont matière délicate et on ne saurait permettre à des êtres inexpérimentés et par trop malhabiles d'y porter la main. L'homme dans la plénitude de sa raison et de ses facultés fait parfois bien triste besogne ; à combien plus forte raison faut-il se défier par exemple des enfants ou des faibles d'esprit.

Remettre à de tels êtres la jouissance et l'exercice de tous les droits serait s'exposer à les voir bouleverser ou au moins compromettre gravement la marche normale de la

(1) Cf. Le droit romain dans ses premières périodes.

Société; ce serait donc léser le droit que possède chaque individu d'exiger de la Nation qu'elle lui offre un milieu social convenablement organisé qui ne soit point exposé à pareil danger.

Telle est, semble-t-il, l'idée qui a dans les premières civilisations dicté les précautions prises à l'encontre des catégories diverses d'incapables créées par les législations primitives; aujourd'hui encore c'est sur elle que reposent un grand nombre des mesures dont nous allons parler.

Mais ces dernières ne sont point toutes expliquées par cette unique idée; une autre s'y est ajoutée à mesure que les mœurs se sont adoucies et que l'on a mieux compris que le droit de l'individu est le fondement du droit de la société. La voici : l'incapable, c'est-à-dire l'être faible ou anormal dont nous parlerons plus loin, a, lui aussi, des droits; il a, comme tout être humain, le droit de se développer au sein d'un milieu social convenable. Mais ce développement — précisément à cause des causes physiques ou morales que nous allons voir — ne peut se faire comme celui de l'homme normal et dans un milieu identique à celui où tous vivent. Pour respecter le droit de l'incapable, il faudra donc que, pour lui, on modifie en quelque mesure les conditions normales de l'existence, qu'on corrige le milieu, de même que, pour faire vivre et croître certaines plantes, on crée une terre, une atmosphère ou une température artificielles.

Tels sont les deux principes qui vont nous guider ? L'incapacité est édictée dans l'intérêt à la fois de la société et de l'incapable lui-même; c'est ce double intérêt que, dans chaque cas particulier, il faudra consulter pour en fixer les limites; mais cela sans oublier que l'individu ne doit point être tenu en tutelle trop longtemps, qu'il doit arriver à la

liberté et à la vie normale, qu'il faut donc l'acheminer peu à peu vers celle-ci en lui faisant, autant qu'il sera raisonnablement possible, faire l'apprentissage de la responsabilité.

Quels seront les incapables ?

Un groupe national, un État est donné. Nous remarquons d'abord que si la plupart des hommes qui vivent sur son territoire sont membres de cette nation, il en est quelques-uns qui se réclament d'autres États dont ils sont membres, ce sont les étrangers, — ils seront régis par des règles particulières.

Parmi les nationaux, il y aura deux catégories à établir : les uns jouiront de la plénitude des droits et en posséderont l'exercice, les autres au contraire verront restreindre leur capacité, nous allons rechercher pourquoi.

Parmi ces nationaux de second ordre, il y aura d'ailleurs plusieurs groupes à distinguer : les uns posséderont tous les droits en principe ou en auront éventuellement au moins la jouissance, mais seront momentanément privés de leur exercice, à raison, soit de leurs défauts physiques ou moraux, soit des circonstances dans lesquelles ils se trouvent de façon durable ou momentanée ; les autres seront et demeureront exclus de la jouissance comme de l'exercice de certains droits, et ce parcequ'ils font partie de certaines catégories de personnes considérées d'une façon générale comme incapables.

Passons rapidement en revue ces deux classes de nationaux à droits restreints.

II

INCAPACITÉS RÉSULTANT DES QUALITÉS DE CERTAINES PERSONNES OU DES
CIRCONSTANCES DANS LESQUELLES ELLES SE TROUVENT.

1. Incapacités frappant les mineurs.

Parmi les causes d'incapacité qui se présentent à la pensée, la première est celle qui résulte de l'âge.

Il est impossible de reconnaître à l'enfant tous les droits que possède l'adulte. A cela deux motifs : l'intérêt de l'enfant lui-même qu'il faut protéger contre sa propre incapacité, son imprévoyance et sa faiblesse ; l'intérêt de la Société d'autre part, qui peut défendre à des êtres non encore développés de porter une main inexpérimentée sur les rouages de l'ordre social.

Il y aura donc lieu de restreindre la liberté de l'enfant, de le soumettre à une autorité énergique qui veillera sur ses pas et sur ses démarches et qui présidera à son éducation.

La nature elle-même désigne les titulaires de cette autorité, ce sont les parents. Mais la société a le droit et le devoir de veiller sur la croissance de ce futur membre du corps social ; elle ajoute donc au droit naturel des parents une délégation des droits qui lui appartiennent vis à vis de ce nouvel associé. De plus, elle peut et doit s'assurer que ses délégués s'acquittent de leur tâche avec sollicitude, avec conscience et avec tact ; elle peut, s'ils lèsent en la personne de l'enfant les droits de l'être humain et de la Société (1), leur enlever

(1) Lesquels sont solidaires les uns des autres.

leur puissance sur lui (1); elle pourvoit à leur remplacement s'ils viennent à défaillir; enfin, elle peut intervenir directement dans l'éducation, soit en imposant certaines méthodes, certains principes, soit en prenant une part du travail à sa charge (2).

Quels droits seront reconnus à l'enfant pour être exercés par lui-même ou par autrui? De quels droits d'autre part ne possédera-t-il ni la jouissance, ni l'exercice. Après ce que nous avons dit plus haut sur la classification des droits, nous ne pouvons que répondre qu'il est impossible d'édicter ici des principes partout et toujours applicables. Chaque législation devra, cela est évident, poser des règles générales, mais ces règles pourront et devront varier suivant l'état politique et social du groupe humain pour lequel elles seront établies.

Dans l'état actuel des législations des peuples civilisés, il y a, parmi les droits qui devront un jour appartenir à l'enfant, une distinction à faire :

Les uns ne naîtront pour lui que quand il aura atteint l'âge de raison, tels les droits politiques; d'autres se sont fixés sur sa tête dès sa naissance et leur exercice importe au bon fonctionnement de la société, tels aujourd'hui le droit de propriété, le droit de créance, le droit d'ester en justice; ces droits devront être exercés pour lui, en son nom; ils le seront par un mandataire. Ce mandataire ne peut être choisi par lui; la société qui s'est constituée à la fois sa protectrice et sa gardienne le lui désignera en se conformant autant que possible aux indications qui résultent de la nature des choses.

(1) Loi française du 24 juillet 1889.

(2) C'est ce que fait ordinairement l'Etat en ce qui touche au développement intellectuel et moral, par les lois relatives à l'enseignement.

Une dernière question se pose : A quel âge devra prendre fin cette incapacité légale de l'enfant ?

Quand son incapacité naturelle aura cessé. Ce serait donc une question à remettre aux solutions d'espèces; certaines législations en ont jugé ainsi (1); mais il y a intérêt social à en décider autrement; il faut que ceux avec qui traite l'adolescent ne soient pas exposés à être facilement trompés sur sa capacité; il faut donc que des règles uniformes soient établies. Suivant la maturité plus ou moins précoce de ses nationaux, chaque état aura donc à fixer un âge de pleine capacité. Il est évident que, si cet âge ne doit pas varier suivant les individus, il pourra, par contre, n'être pas le même pour tous les droits; certains de ceux-ci demandent, pour être exercés sainement, une maturité plus grande que celle que requiert l'usage de certains autres (2).

2 Incapacités frappant les adultes qui n'ont pas atteint le développement normal de l'être humain.

Parmi les incapables, il faut en second lieu ranger les adultes qui, par suite de certaines causes physiologiques, ne sont pas parvenus au degré normal de développement intellectuel de l'homme et ceux qui, par accident ou maladie sont retombés à un niveau inférieur.

Leur situation devra être régie par le même principe que nous avons établi à propos des enfants. Dans leur propre intérêt, comme aussi dans l'intérêt de la société, ils seront

(1) Le droit romain.

(2) En France, l'enfant prête serment en justice à 15 ans; à 16 ans il doit être réputé, lorsqu'il a commis un délit, avoir agi avec discernement; à 18 ans, l'homme peut se marier; à 21 ans il arrive à la pleine capacité quant à la généralité des droits; mais à 25 ans seulement l'homme peut se marier sans le consentement de ses parents.

privés de la jouissance d'un certain nombre de droits, et quant à ceux qui leur seront reconnus, l'exercice en pourra être réglementé.

Mais dans l'incapacité mentale il y a des degrés; il faudra donc, dans l'incapacité juridique, établir également des degrés.

En théorie, il faudrait dans chaque cas particulier apprécier le degré de capacité de l'individu et régler en conséquence sa situation. Cela est impossible; la loi établira donc des classes d'incapables et, suivant une certaine gradation, tout faible d'esprit sera rangé dans une de ces classes et aura la position légale et sociale y afférente.

Les moins profondément atteints seront privés seulement, par exemple, du droit de contracter librement certaines obligations ou de disposer à leur gré de leurs propriétés (1).

D'autres seront privés en outre des droits civiques ou politiques, de la puissance paternelle, du droit d'éducation, etc. (2).

Enfin, à ceux que leur état rendra dangereux pour la société, on pourra retirer la liberté d'aller et venir (3); on pourrait concevoir que tout droit civil leur fût refusé; et à la rigueur même que la vie leur fût ôtée (4).

Si la Société, dans leur propre intérêt et dans son intérêt à elle, prive ainsi les faibles d'esprit au moins de l'exercice de certains droits, devra-t-elle agir de même pour les faibles de corps?

En général, la faiblesse corporelle porte à la personnalité une atteinte bien moins profonde que la faiblesse mentale,

(1) Cf. Individus pourvus d'un conseil judiciaire.

(2) Cf. Individus interdits.

(3) Cf. Aliénés internés dans les maisons spécialement créées à cet effet.

(4) Le moyen-âge a vu des choses de ce genre.

aussi cette question se présentera moins fréquemment ; cependant elle devra à l'occasion recevoir la même solution.

Les droits dits privés pourront être reconnus intégralement en principe aux faibles de corps (1), mais quelques droits naturels seront difficilement exercés par certains d'entre eux (2).

Parmi les droits civiques, il en est qui ne leur seront pas toujours accessibles ; par exemple il est des infirmités qui pourront leur interdire l'accès de certaines fonctions sociales qui exigent de la part de leurs titulaires une somme assez grande de vigueur ou des aptitudes physiques déterminées (3).

Enfin, lorsqu'une maladie incurable s'est abattue sur un être humain et le rend désormais incapable de subvenir à ses besoins, de prendre sa part du travail social, la société agira en bonne mère en se chargeant désormais des soins que nécessite la conservation de cette pauvre existence et en mettant en tutelle l'être que la nature a condamné.

Après les faibles d'esprit et de corps, il faut considérer ceux qui sont atteints de ce qu'on appelle parfois infirmité morale, c'est-à-dire ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas accepter les règles dont le respect est la condition de l'existence de l'ordre social (4).

Quand ces individus, par leurs actes, ont manifesté bien clairement (5) leur intention de se mettre en révolte ouverte

(1) Cependant certaines formes de testaments sont inaccessibles au sourd-muet.

(2) Le droit d'aller et venir était jadis, est encore en Océanie, retiré aux lépreux.

(3) Les infirmes et les femmes sont exclus du service militaire, le septuagénaire ne peut plus être juré ; on concevrait difficilement qu'un sourd ou un aveugle fut nommé magistrat, administrateur, etc.

(4) Sans entamer une discussion que le cadre de cet ouvrage ne permet pas, nous tenons à déclarer que, par les paroles ci-dessus, nous n'adhérons nullement aux théories des Lombroso et autres criminalistes de la même école. Loin de là !

(5) Ceci est une question de fait que les juges auront à apprécier.

contre les lois, la société peut les priver désormais de certains des droits qu'elle leur reconnaissait; elle peut leur imposer une flétrissure qu'ils garderont toute leur vie et qui mettra les membres du corps social en garde contre leurs écarts possible (1); elle peut refuser tous droits civiques et politiques à ces ennemis de l'ordre et de l'autorité; elle peut porter atteinte à leurs droits civils; elle peut empiéter même sur leurs droits naturels en les confinant dans certains territoires ou dans des locaux déterminés et en les astreignant à un genre de vie fixé par elle (2); elle peut même, si l'on en croit la plupart des sociologues, leur ôter la vie.

Les incapacités dont nous venons de parler sont fondées sur des infirmités qui ont généralement un caractère perpétuel. Il peut se faire cependant que le faible d'esprit recouvre la raison, que le prétendu incurable revienne à la santé, que le criminel s'amende.

En principe, si ces événements se produisent, l'incapacité doit cesser. Théoriquement, la capacité renaîtra avec le retour de l'individu à l'état normal, mais en fait l'intérêt social exige que la cessation des causes d'incapacité soit sérieusement constatée et que la fin de celle-ci soit manifestée par un acte officiel.

Il faut donc que la main-levée de l'interdiction ou du conseil judiciaire, la mise en liberté de l'aliéné rétabli, la reconnaissance de la pleine capacité de l'infirme guéri, la grâce du criminel condamné ou relégué à perpétuité, la réhabilitation du repris de justice soient soumises à certaines conditions et entourées de certaines formes, que d'ailleurs nous ne pouvons étudier en détail ici.

(1) C'est ce résultat qui est atteint par l'institution du casier judiciaire.

(2) Cf. La loi française qui organise la relégation perpétuelle.

3. *Incapacités essentiellement temporaires.*

Faut-il admettre qu'il y ait des incapacités temporaires et reconnaître que des individus puissent être, quand ils se trouvent dans certains cas déterminés, traités par la Société comme incapables durant un certain temps ; peut-on les soumettre pendant cette période à une surveillance ou à une tutelle destinées à prendre fin dès que se réaliseront certaines circonstances, ou à l'expiration d'un délai fixé à l'avance ?

Notre réponse sera affirmative.

D'abord il y a des cas où la Société interviendra en vertu des mêmes principes qui justifient les incapacités que nous venons d'étudier :

Les individus atteints d'accès de folie pourront être, par mesure provisoire et temporaire, mis hors d'état de nuire à eux-mêmes ou à leurs semblables.

Les malades dont la guérison est probable pourront être momentanément soumis à des exigences spéciales ; par exemple la Société aura le droit de confiner les contagieux, en certains lieux déterminés. Remarquons que l'on pourrait baser sur ces pouvoirs de la Société à l'égard des êtres faibles dont l'incapacité doit normalement prendre fin les règles posées plus haut en ce qui touche aux mineurs.

Enfin, à côté des criminels invétérés, il y a des individus qui, sans être corrompus complètement, se rendent coupables d'actes préjudiciables au bon fonctionnement de l'ordre social ; ils peuvent être mis momentanément hors d'état de nuire et la Société peut prendre à leur encontre telles mesures qu'elle juge propres à la fois à les amener eux-mêmes à de meilleurs sentiments, et à décourager ceux qui seraient tentés de les imiter.

*4. Incapacités frappant l'individu à raison des circonstances
dans lesquelles il se trouve.*

En dehors de ces cas où la restriction des droits est fondée sur les lacunes ou les accidents survenus dans le développement normal des êtres, il y en a bien d'autres encore où un certains concours de circonstances peut justifier l'établissement d'incapacités spéciales.

Par exemple, les personnes qui se trouvent dans des conditions déterminées de dépendance à l'égard d'autrui peuvent se voir fermer l'accès de certaines charges civiques; il pourrait être interdit à ceux qui ne justifient pas de l'acquisition d'une certaine culture intellectuelle de prendre part au gouvernement du groupe national; l'État peut poser à l'entrée de certaines carrières des examens de capacité, exiger tels titres, diplômes ou états de service qu'il juge bon, ou exclure ceux que leurs antécédents moraux ou politiques paraissent n'avoir pas préparés à accomplir la tâche qu'on attendrait d'eux; telles fonctions peuvent être fermées aux personnes qui remplissent déjà d'autres charges déterminées, ou au contraire être réservées à ceux qui justifient de telle situation ou de telle préparation.

En cette matière, nous avons dit qu'il n'y a pas de principes à priori qui permettent de rien déterminer d'avance. La seule règle qu'on puisse poser est celle-ci; il faut faire ce qui est le meilleur, le plus favorable au développement général, en se conformant aux indications de la loi de solidarité et en lésant le moins possible la liberté de chacun.

Mais ce qui est le meilleur dans tel groupe social ne l'est pas dans tel autre; ce qui était le meilleur il y a deux siècles ne l'est plus aujourd'hui; il est possible assurément de déga-

ger des données de l'expérience certaines directions pratiques, mais aucun de ces principes secondaires n'est si absolu qu'on puisse toujours affirmer qu'il doit être appliqué; tout est, ici, affaire d'examen consciencieux des circonstances, de claire intelligence du but à atteindre et de ses conditions, de bonne foi dans les décisions, de tact, de sagesse, d'énergie et de loyauté dans l'application.

Parmi les incapacités frappant d'une façon générale certaines personnes, non par suite de qualités à elles propres, mais par suite des conditions sociales dans lesquelles elles sont placées, il en est une qu'admettent un grand nombre de législations et qu'il nous faut mentionner ici; c'est celle qui atteint les femmes mariées, lesquelles possèdent la jouissance des droits civils, mais non pas, en général, leur exercice qui, sous des conditions variables, appartient à leurs maris.

L'Etat a le droit absolu d'édicter cette incapacité comme toute autre. Mais repose-t-elle sur des bases rationnelles? Nous ne le croyons pas, si nous considérons surtout que ces mêmes personnes sont reconnues pleinement capables quant aux droits civils lorsqu'elles ne sont pas encore entrées dans les liens du mariage ou lorsqu'elles en sont sorties — ce qui établit bien que cette incapacité légale n'a point pour fondement, comme celle des interdits et des mineurs, une incapacité *naturelle*.

Nous ne pouvons étudier ici cette question qui a fait l'objet déjà de nombreux travaux. Remarquons seulement que si, dans l'association conjugale, il faut qu'il existe une autorité, on ne voit pas très bien pourquoi celle-ci appartient d'une façon absolue et exclusive à l'homme, pourquoi la

femme n'a pas au moins le droit, en cas de décision à prendre, d'être consultée, de donner son avis et de voir celui-ci assuré légalement de posséder une certaine influence (1), on voit encore moins d'ailleurs pourquoi, sous certains régimes matrimoniaux (2), tous les biens apportés par la femme sont administrés par le mari seul qui peut, à son gré, les employer dans son seul intérêt et en dissiper la valeur, pourquoi enfin les produits mêmes de l'industrie de la femme sont à la disposition du mari seul, si indigne soit-il (3).

S'il y a là une question délicate où les considérations morales se mêlent aux raisons matérielles, un problème qu'il faudrait étudier avec soin et résoudre d'une façon sérieuse, il nous paraît cependant dès l'abord que la solution admise par un grand nombre de législations est fort peu équitable, fort peu conforme à ce qu'exige l'intérêt d'une moitié du genre humain et, par répercussion, celui de la Société entière.

5. Incapacités accidentelles.

A côté de ces incapacités générales en vertu desquelles les personnes qui se trouvent dans des situations déterminées se voient privées de certains droits, il faut admettre encore des incapacités tout accidentelles, qui n'ont plus leur fondement dans les qualités — ou les défauts — de la personne en cause

(1) On sait que dans certains Etats américains, la femme doit, pour certains actes, être consultée; en cas de désaccord entre les deux époux le tribunal ou le juge de paix intervient. Ce recours à la justice n'a pour ainsi dire jamais lieu; les époux se mettant d'accord pour l'éviter; mais sa seule possibilité suffit pour que l'avis de la femme soit assuré de posséder son influence légitime.

(2) Précisément les plus usités — car il s'agit surtout de la communauté légale, régime du droit commun, applicable dans tous les cas où il n'y a point de contrat.

(3) Les Chambres françaises vont précisément, espérons-nous, voter une loi qui remédiera quelque peu à ce fâcheux état de choses.

ni dans les conditions générales où elle se trouve, mais dans les circonstances particulières qui accompagnent un acte qu'elle se propose d'accomplir.

Il n'y a même plus là à vrai dire tant une incapacité frappant une personne qu'une intervention de la Société qui, vu les circonstances, restreint dans un sens donné la liberté normale de deux ou plusieurs contractants en leur interdisant de faire figurer telles ou telles clauses dans leurs conventions.

Si nous rapprochons ces mesures de celles qui précèdent, c'est qu'elles produisent des effets analogues à ceux que produiraient des incapacités attachées à l'une des personnes en présence, c'est aussi qu'elles ont encore pour fondement la protection des faibles ou du corps social entier.

Citons quelques exemples au hasard : nous trouverons la limitation du taux de l'intérêt, l'impossibilité d'engager ou de saisir certains meubles ou effets mobiliers, les hypothèques légales, les privilèges.

D'une façon générale, citons encore les mesures par lesquelles l'État intervient pour empêcher celui qui se sent pressé par le besoin d'accepter certaines conventions désastreuses pour lui-même, pour sa famille ou pour la Société future dont il porte une partie en lui-même. Dans cet ordre d'idées, nous rencontrons comme dispositions qui sont ou non admises ou en voie de l'être par nos législations : la surveillance des conditions hygiéniques des logements, la taxe des loyers, du pain, de la viande, la fixation d'un minimum de salaire, l'interdiction ou la restriction du travail des enfants et des femmes, la limitation des heures de travail, etc.

L'Etat peut encore juger qu'il doit intervenir pour défendre ou réglementer le commerce de certaines denrées qui

peuvent, par suite de falsifications, d'abus ou par leur seul usage, devenir la source de dangers sociaux, telles diverses drogues, tels l'alcool, le tabac; il peut interdire certains spectacles ou exhibitions propres à jeter le trouble dans les consciences ou dans les mœurs; il peut réprimer certaines manifestations extérieures de la pensée humaines, quand elles sont des causes de corruption ou de désordre; il peut fermer certains établissements, régler le droit d'association, la liberté de la presse et de la parole. Enfin, nous pourrions dans ce paragraphe faire rentrer le code pénal entier avec ses prohibitions diverses qui ne sont que des entraves apportées en vue de l'intérêt social à la libre activité des individus.

III

INCAPACITÉS FRAPPANT D'UNE FAÇON GÉNÉRALE CERTAINES CATÉGORIES DE PERSONNES

Les incapacités que nous avons mentionnées jusqu'ici sont des dérogations au droit commun, justifiées à l'égard de certains nationaux ou de certaines catégories de nationaux par des causes temporaires ou accidentelles; les unes doivent prendre fin à l'expiration d'un terme fixé ou lors de l'évènement d'une condition résolutoire; les autres, celles qui sont en principe perpétuelles, ont pour raison une situation anormale de la personne qui y est soumise et des exceptions fort nombreuses démontrent que, si ce caractère de perpétuité leur est naturel, il ne leur est pas essentiel.

La plupart des législations créent parmi les nationaux deux autres catégories de personnes à l'encontre desquelles elles édictent également certaines incapacités, mais la situation de ces personnes diffère de ce que nous avons vu plus haut en ceci qu'elles se voient placées dans une position inférieure dès leur naissance et sans qu'il y ait en elles-mêmes aucun caractère accidentel ou exceptionnel qui les mette à part du reste de l'humanité. De plus, l'incapacité partielle qui les frappe constitue non pas une situation anormale, mais le droit commun qui les régit. Ajoutons que, en général, elle est perpétuelle; si pour quelques-unes, elle peut pourtant prendre fin pour faire place à la pleine capacité, c'est en vertu de décisions spéciales de la puissance publique, qui ne constituent pas un retour à la règle générale mais une dérogation formelle à celle-ci.

En un mot, il y a dans la nation qui admet ces règles, à côté de nationaux à droit complet pour qui la capacité est la règle et l'incapacité l'exception, des catégories de nationaux de second ordre, auxquels on refuse un certain nombre de droits et de privilèges reconnus aux citoyens.

Ces nationaux d'ordre inférieur sont :

- 1° Les femmes;
- 2° Les populations qui sont rattachées à un groupe national à titre de sujets non citoyens.

1. La condition légale de la femme.

L'exclusion de certains droits qui frappe la femme en tant que telle se distingue de la situation faite à la femme mariée; celle-ci, tout accidentelle, commence avec le mariage et

finit avec lui, elle a trait seulement aux droits privés et à quelques droits civiques; l'incapacité générale dont nous parlons s'applique au contraire à toute femme, quels que soient d'ailleurs son rang social ou son état-civil. Quant à sa portée, elle varie suivant les législations; en France elle a pour effet de priver la femme de tout droit politique, de lui fermer l'accès d'un très grand nombre de fonctions parmi celles dont les titulaires participent à l'administration du groupe social, et de lui interdire toute charge civique, en dehors de certains cas déterminés.

Pour généralement admis qu'il soit, cet état de choses ne nous semble reposer en principe sur aucune base rationnelle.

On nous objectera peut-être que nous avons admis la restriction de la capacité des mineurs, des aliénés, des faibles d'esprit, et que, sans vouloir assimiler les femmes à ces classes de personnes, on peut cependant, au nom de certaines considérations pratiques, les écarter également du manie-
ment d'une partie des affaires sociales.

A cela nous répondrons qu'il y a confusion : L'homme, l'individu du sexe masculin, en principe, est capable; toutes les incapacités qui peuvent l'atteindre sont, nous le répétons, des dérogations au droit commun; si nombreuses, si étendues qu'on suppose ces dérogations, la pleine capacité n'en restera pas moins la règle, règle soumise à des exceptions qui ne se justifient que par des causes accidentelles, règle qui, si ces causes viennent à disparaître, reprendra tout son empire. Pour la femme au contraire, la règle absolue, — sans exceptions d'ailleurs — serait l'incapacité partielle.

Admettre cette théorie, c'est donc presque déclarer que les fous, les enfants, les criminels font partie de la Société, puisque le jour a été ou bien il viendra ou peut venir, où ils ont

joui ou jouiront de la pleine capacité, au lieu que les femmes n'en font pas partie ou n'y sont rattachées que comme des êtres d'une essence inférieure, tels que les populations non civilisées dont nous allons parler plus loin.

Y a-t-il des causes sérieuses à cette mise hors du droit commun générale et systématique de la femme? La femme est-elle tellement inférieure à l'homme qu'elle doive abandonner à celui-ci l'action prépondérante dans la direction et la vie des sociétés, se résignant à jouer un rôle effacé, à obéir toujours, à n'avoir sur la marche de l'humanité qu'une influence indirecte?

On dit parfois, il est vrai, que cette influence indirecte de la femme est si grande qu'elle vaut — et au-delà — les droits qu'on lui conférerait. Ce n'est pas là raisonner sérieusement; si on reconnaît que cette influence s'exerce, on admet par là même que la femme possède les qualités nécessaires pour l'exercice de tous les droits; il faut donc lui accorder ces droits.

En fait, cette prétendue infériorité de la femme ne provient, à notre avis, que d'idées fausses qu'il convient de combattre. Qu'il y ait chez les femmes de véritables incapables, qu'un grand nombre d'entre elles éprouvent, par suite de leur constitution mentale ou plutôt de l'éducation qu'elles reçoivent et de l'atavisme, une grande difficulté à s'élever jusqu'à ces conceptions générales que réclame l'exercice raisonné des droits du citoyen, ceci nous ne le nions pas; mais qu'une femme, si instruite qu'elle soit, si intelligente, si cultivée, si supérieure qu'on la suppose, doive être privée de droits dont jouira l'homme le plus arriéré, et ceci par cela seul qu'elle est femme et que lui n'est atteint par aucune cause spéciale d'incapacité, nous ne saurions l'admettre.

Il y a là un de ces préjugés depuis longtemps enracinés, qu'une tradition de plusieurs milliers d'années paraît rendre respectables (1).

L'éducation féminine est d'ailleurs trop souvent dirigée de telle façon que la plupart des femmes ne désirent pas les droits qu'on leur refuse ; elles sentent qu'elles n'ont point été préparées à les exercer et celles qui le voudraient essayer se heurtent contre le ridicule ou contre la force.

Cette injustice devrait être réparée. L'homme et la femme ont dans la vie sociale des rôles différents, il est bon qu'en général chacun d'eux se spécialise dans les genres d'activité auxquels sa nature physique et morale semble l'avoir préparé plus particulièrement, mais le rôle de chacun est aussi noble que celui de l'autre et, ce qui importe le plus ici, s'il n'y a point entre eux identité, il y a entre leurs tâches respectives équivalence ; il doit donc entre eux y avoir, quant à la personnalité juridique, égalité. Nous ne pouvons ici développer cette proposition ; nous nous contenterons de dire qu'il nous paraît que rien, dans les caractères propres de la femme, ne nous semble justifier l'infériorité sociale et légale qui est ordinairement son lot. Pour elle comme pour l'homme, la capacité devrait être la règle, l'incapacité l'exception.

Il va de soi d'ailleurs que les incapacités particulières qui restreignent les droits de certains hommes limiteront aussi ceux des femmes. On devra exiger d'elles, pour leur accorder l'exercice de tous les droits, les mêmes garanties de capacité que l'on demande aux hommes, et ces conditions pourront opposer à leur entrée dans certaines carrières des obstacles presque infranchissables ; elles pourront même dans certains

(1) Et qui ne se perpétuent, ajoutent quelques-uns, que parceque ce sont les hommes qui font les lois et parcequ'ils possèdent la force physique pour les faire respecter,

cas se trouver entièrement exclues (1), mais ces incapacités ne les atteindront pas en tant que femmes, elles les frapperont comme elles frapperaient des hommes qui se trouveraient dans des conditions identiques ou analogues.

Le principe posé, il faut reconnaître que son application présente dans nombre de cas de grandes difficultés. Dans notre milieu social par exemple, il est bien vrai que certaines revendications féministes ont été présentées d'une façon malheureuse et ont compromis la cause que leurs auteurs prétendaient servir (2).

Il faut dire aussi que la femme est fort peu préparée à exercer certains des droits que nous voudrions lui conférer. S'il y a des femmes qui sont, à tous points de vue, supérieures à bien des hommes, il faut avouer que les femmes en général portent l'empreinte profonde de l'infériorité légale qui, depuis des milliers d'années a pesé sur elles et sur leurs ancêtres. Leur accession brusque à tous les droits risquerait de produire des troubles sociaux plus considérables encore que ceux qui ont marqué en certains lieux l'émancipation subite des peuplades sauvages ou des esclaves, ou l'établissement sans préparation du suffrage universel. Le principe cependant n'en subsiste pas moins, mais peut-être son application doit-elle se faire d'une façon lente et progressive.

En résumé, nous pensons que nos sociétés devraient, en donnant à la femme une éducation appropriée à son rôle, et

(1) Par exemple, il semble que la constitution physique empêchera toujours la femme de faire partie de la force publique. On pourrait citer encore bien d'autres exemples.

(2) Il est évident que le congrès féministe d'avril 1896 ne paraît pas avoir dû aider beaucoup à la solution que nous désirons. Il faut remarquer pourtant que bien des choses fort justes y ont été dites et que, parmi les résolutions prises il y en a eu de sages, sensées et supérieurement équitables.

D'ailleurs parmi les apôtres du féminisme il y en a qui agissent de tout autre façon et font plus de besogne utile que de bruit. Citons parmi ces derniers en France la Société *l'Avant-courrière* et la *Ligue de la moralité publique*.

en édictant une série de mesures préparatoires, s'acheminer d'une façon sérieuse vers le moment où l'homme et la femme, accomplissant de concert des fonctions sociales différentes mais équivalentes, seront égaux en droit.

2. Les nationaux d'ordre inférieur.

En dehors de cette situation particulière faite aux femmes, les législations actuelles n'établissent plus en général de distinctions perpétuelles et ineffaçables parmi ceux des membres d'une nation qui appartiennent à la même race et forment un groupe homogène.

Il n'en a pas toujours été ainsi, et bien peu d'années nous séparent du temps où la nation française par exemple était divisée en trois ordres, où il y avait des catégories de citoyens qui, sans qu'il y eût à cela aucune cause vraiment sérieuse, telle que celles que nous énoncions dans les sections précédentes, étaient privées à jamais de certains privilèges appartenant à d'autres classes de nationaux (1).

Ces distinctions sociales n'ont d'ailleurs pas partout disparu puisque plusieurs nations voisines possèdent encore des castes nobiliaires qui jouissent de certaines prérogatives honorifiques, de quelques avantages matériels ou même de certaine prépondérance politique (2).

Autant nous reconnaissons qu'il peut être juste d'établir des incapacités basées sur le défaut de certaines qualités

(1) Notons toutefois que l'on pouvait passer du tiers-état à la noblesse par l'anoblissement, et que le clergé se recrutait dans les deux autres ordres; mais les roturiers qui entraient ainsi dans les rangs des privilégiés étaient toujours, relativement à la masse ouvrière ou rurale, des exceptions.

(2) Ainsi en est-il par exemple en Angleterre et en Prusse où les lords et les seigneurs forment la Chambre haute, l'un des pouvoirs de l'État.

propres à l'individu, autant nous repoussons ces inégalités perpétuelles et transmissibles qui atteignent l'homme d'une façon arbitraire et artificielle, quelles que soient d'ailleurs ses capacités naturelles, et alors que, en fait comme en droit, il fait partie du groupe national.

Il est des époques de l'histoire où ces inégalités peuvent être admises ; nous voulons parler de ce moment où plusieurs peuples de civilisations assez différentes viennent, par suite de circonstances particulières, à s'unir pour former un seul État ; il peut être bon alors que le pouvoir reste concentré entre les mains des représentants du plus énergique ou du plus avancé de ces peuples ; ils pourront jouir de droits plus étendus que les autres habitants et posséder seuls les droits politiques.

Mais un tel état de choses doit être essentiellement transitoire ; s'il est à peu près nécessaire que les choses se passent ainsi pour que, d'un mélange de peuples de cultures, de mœurs et de tendances diverses, sorte une nation solidement constituée, une, homogène, possédant une langue, un esprit et une tradition nationale, à mesure que ce travail de formation de la nation future s'achève, ce régime d'exception doit prendre fin pour céder la place à l'égalité naturelle entre les nationaux, sous peine de devenir odieux et insupportable. A bien plus forte raison doit-il en être ainsi quand la noblesse ne pourra même plus se réclamer de cette origine particulière.

3. Les sujets non citoyens.

Si la plupart des nations modernes ont admis ces principes, presque toutes ont cependant, parmi les êtres humains sur

lesquels s'étend leur empire, des sujets soumis à des règles spéciales et tenus dans une situation notablement inférieure à celle des nationaux ordinaires.

Quelle est la base de cette inégalité? C'est une différence très-tranchée de race, de culture, de civilisation, qui fait que ces deux classes d'hommes ne peuvent véritablement pas être considérées comme formant une association homogène au sein de laquelle des droits égaux seraient reconnus à chaque individu.

Parfois ces deux populations vivent sur le même territoire, soit côte à côte, soit plus ou moins groupées chacune de son côté; ainsi en est-il pour les Scandinaves du Nord et les Lapons, pour les Russes et les diverses tribus tartares qui habitent certaines provinces de la Russie propre pour les Américains des Etats-Unis et les Peaux-Rouges, pour les Hispano-Américains et les Indios braves.

Parfois au contraire, des nationaux d'un pays ont soumis à l'empire de leur patrie par la force des armes ou de la persuasion des contrées où vivent — avec quelques représentants de leur propre peuple ou de peuples également cultivés — des populations de civilisation toute différente, inférieure d'habitude. (Une entreprise de ce genre est-elle légitime et bonne, nous le verrons plus loin; nous la prenons ici comme un fait).

Dans ces deux cas, voici des populations très dissemblables que les circonstances groupent sous l'autorité d'un seul Etat. Leur association sur la base de l'égalité ne serait pas viable (1); il faut donc que l'un des éléments en présence fournisse seul à la société nationale ceux que nous pourrions

(1) Nous ne croyons pas avoir besoin de développer cette proposition.

appeler ses membres actifs, ceux qui possèdent la plénitude des droits, en qui réside le pouvoir et entre les mains de qui est concentrée l'autorité sociale.

Les autres feront à vrai dire partie de l'association nationale, mais à titre de sujets. Ils posséderont des droits ; si leur infériorité intellectuelle ou morale oblige à les mettre pour ainsi dire en tutelle, cependant, sur bien des points, ils auront des privilèges bien supérieurs à ceux des véritables étrangers ; notamment, ils pourront être investis de délégations de la puissance publique ; la Nation pourra choisir parmi eux des agents, des soldats, et leur confier des fonctions qu'elle ne saurait, en principe, remettre à des non-nationaux.

Quels droits posséderont-ils ? Il est impossible de rien préciser ici ; c'est une question de circonstances et d'opportunité ; la solution dépendra, et des différences existant entre les deux groupes de peuples, et de l'état de civilisation de chacun. Si ces sujets appartiennent à une population de culture relativement développée mais très différente de celle des conquérants, ils garderont leurs lois propres modifiées peut-être sur certains points selon ce qu'exigeront l'intérêt et les conceptions morales et sociales de la nation dominante (1) et de plus celle-ci leur accordera certains des droits que possèdent ses propres citoyens ; si, au contraire, les sujets n'ont pas à proprement parler de lois, la nation dominante leur fera des statuts appropriés à leur état social. Dans tous les cas, elle aura à déterminer celles de ses lois propres qui seront applicables à chacune des catégories de ses sujets ; et ici, nous le répétons, la plus grande diversité pourra et devra régner, suivant les populations, suivant les temps, suivant

(1) Ainsi il en va par exemple en Indo-Chine, en Algérie, à Madagascar ; ainsi encore dans les colonies anglaises de l'Hindoustan, dans l'Insulinde néerlandaise, etc.

l'ancienneté du lien, etc., depuis la quasi-assimilation des sujets aux citoyens jusqu'à la mise en tutelle presque complète.

Le principe que nous avons posé, nous l'admettions plus haut à titre transitoire quand il s'agissait de groupes de populations de niveau à peu près égal qui, en l'espace de quelques générations, devaient se fondre; à plus forte raison l'admettons-nous ici. Mais nous retrouverons aussi le correctif que nous y avons ajouté plus haut : si les populations sujettes sont telles qu'au bout d'un certain temps elles viennent à se fondre parmi les autres de façon à devenir réellement des nationaux qu'aucune divergence essentielle ne sépare plus de leurs compatriotes, ils devront alors aussi devenir légalement des citoyens à droit complet.

Ce principe nouveau doit être proclamé sans hésitation; mais il ne doit pas être non plus entendu trop largement, et il faut toujours se garder de désorganiser la Nation par un afflux trop subit et trop considérable d'êtres de sang étranger, de mœurs et de cultures différentes (1).

Dans certains cas en outre, le droit de cité plus ou moins complet pourra être conféré, à titre de prime, à des individus ou même à de petits groupes non parfaitement assimilés, mais dont l'intrusion dans la Nation ne saurait être une cause de trouble, et que celle-ci veut s'attacher plus particulièrement et récompenser de leurs services en leur donnant un rang égal à celui de ses citoyens. C'est ainsi qu'a procédé Rome et qu'agissent les nations modernes.

Remarquons ici que lorsque plusieurs éléments ethniques

(1) On a reproché par exemple au gouvernement de 1870 l'assimilation en bloc des Israélites algériens aux citoyens français.

sont en présence sur le même territoire, il se forme peu à peu par la force même des choses, grâce aux croisements et sous l'influence du sol, de la nature, du climat, une race mixte en laquelle les groupes primitifs de populations se fondent et disparaissent.

Quand ce phénomène se produit sur le territoire même de la nation qui possède l'hégémonie, son caractère change quelque peu, mais elle n'en subsiste pas moins; ainsi en fut-il pour le Portugal où, au dire des géographes, la race européenne s'est mêlée en de fortes proportions de sang nègre; ainsi pour la Grèce qui compte parmi ses fils des descendants de Turcs, d'Albanais, de Vénitiens, pour la Finlande finnoise, suédoise et russe, etc.

Quand au contraire il s'agit d'une colonie où indigènes et colons venus de la métropole ou d'ailleurs se mêlent intimement, c'est un peuple nouveau qui naît, avec son type, sa langue, ses mœurs, sa tradition même, différents de ceux de la métropole, et, au bout d'un certain temps, plus ou moins long suivant que le mélange est plus ou moins facile et s'opère plus ou moins vite, ce peuple nouveau tend à s'affirmer à son tour comme nation autonome, indépendante, et presque toujours un moment vient où la métropole n'est plus capable de le retenir sous son joug.

Ces deux phénomènes, d'ailleurs, sont à la fois la cause et l'effet l'un de l'autre. C'est ce qui s'est passé dans les colonies espagnoles et portugaises d'Amérique; c'est parce que l'Espagnol et le Portugais des Andes et de l'Amazone voyaient derrière eux et à leurs côtés les Rouges naître à la vie civilisée, c'est surtout parce que, fortement métissés d'Indiens, ils n'étaient plus semblables aux Européens des bords du Tage ou de la Castille, qu'ils se sont émancipés. Mais à son tour le

mouvement libérateur, en isolant les nations nouvelles, a rendu plus intime le mélange des races et a précipité l'accession des Indiens à la vie sociale ; et ainsi se sont créées des nations nouvelles avec leurs caractères propres et leurs traditions, comme le Mexique, le Chili, etc.

En résumé, le devoir de la nation dominante est d'élever peu à peu ses sujets, de se faire leur institutrice, de leur faire franchir si cela est possible les degrés de la civilisation humaine et de se les assimiler peu à peu.

Venir à bout de semblable tâche paraît souvent impossible, tant sont grands les abîmes qui séparent certaines races ; mais cependant bien des exemples sont là pour montrer que ces abîmes ne sont pas infranchissables. On pourrait croire par exemple, à voir ce qui s'est passé aux Etats-Unis que le Peau-Rouge doit disparaître devant l'Européen, mais l'ancien Canada français (1) et l'Amérique latine sont là pour prouver qu'il n'en est rien ; et cette dernière aussi et avec elles certaines colonies africaines montrent que le noir n'est pas toujours si inéduquable qu'on le prétend. On ne saurait donc trop flétrir la brutalité et la sauvagerie avec lesquelles quelques peuples de civilisation supérieure en ont usé envers leurs sujets ; ils ont oublié que ceux-ci sont des créatures humaines qui, elles aussi, ont droit à leur libre développement ; ils ont oublié que, si leurs conquêtes peuvent être légitimées, ce n'est qu'à condition qu'ils respectent, bien mieux, qu'ils proclament, qu'ils consacrent, qu'ils assurent ce droit au libre développement, de ceux qu'ils font membres de l'association nationale qu'eux-mêmes ont fondée.

Ce n'est pas là, qu'on nous entende bien, du vain senti-

(1) Où l'on compte encore par milliers les *Bois-brûlés*, descendants des métis de Français et d'Indiennes.

mentalisme, mais ce principe n'est que la suite normale des prémisses que nous avons posées au début de notre étude (1). Dans bien des cas l'assimilation sera difficile, par exemple quand il s'agit de races aussi différentes et dont chacune se croit si bien supérieure à l'autre que l'Européen et le Chinois par exemple; longue, bien longue d'autre part devra être la tutelle exercée sur certaines races arriérées et qui ont de peu dépassé le niveau de l'animalité. Mais si nous admettons — et nous l'admettrons plus loin — le droit pour les nations dites civilisées, de s'assujettir des portions du sol terrestre habitées par des peuples de culture différente et de civilisation inférieure, ce ne peut être qu'à cette condition que les premières regardent comme leur devoir strict de ne pas nuire au progrès normal de leurs sujets, mais au contraire d'y aider et de les amener à la longue à leur propre niveau.

Nous concluons donc ce paragraphe en disant que des incapacités générales peuvent frapper les sujets non citoyens de l'association nationale, mais que ces incapacités doivent être édictées, non pas seulement dans l'intérêt de la Nation, mais aussi dans l'intérêt des sujets eux-mêmes, et qu'elles doivent toujours être considérées comme appelées à prendre fin au jour où l'assimilation des groupes divers de populations qui composent la Nation se sera opérée.

Il y a un état de choses tout particulier qui existe dans plusieurs pays et dont nous n'avons point parlé encore.

Voici en quoi il consiste :

Sur un même territoire, dans une même nation, sous un

(1) En considérant comme base de toute sociologie le droit qui appartient à tout être et à plus forte raison à tout homme, de tendre librement vers la pleine réalisation de toutes les virtualités qui sont en lui."

même gouvernement coexistent des groupes ethniques dont chacun a conservé son individualité, mais qui possèdent tous une culture et une civilisation identiques ou sensiblement équivalentes. Et pourtant, de ces éléments divers, un ou plusieurs possèdent l'hégémonie, tandis que les autres, sans être à vrai dire traités en sujets, sont cependant placés dans une situation inférieure et, notamment, se voient refuser plus ou moins complètement les droits politiques et l'influence à laquelle ils prétendent dans l'administration de l'Etat.

Pareille situation se rencontre à des degrés divers en Alsace-Lorraine, où les indigènes sont soumis au régime de la dictature ; en Russie, où Polonais, Juifs, etc., sont encore traités parfois en vaincus ; en Irlande, où l'administration et l'église anglaise possèdent quelques privilèges excessifs ; en Turquie, où les chrétiens ne sont en principe rien dans l'Etat ; c'est ce qui se passe enfin en Autriche-Hongrie, où une double minorité de 10,000,000 d'Allemands et de 6,000,000 de Magyars fait la loi à 26,000,000 de Tchèques, de Ruthènes, de Croates, de Slaves, de Roumains et d'Italiens contre lesquels ils usent parfois des mesures les plus vexatoires. (1).

Si nous n'avons point parlé de cette situation c'est que nous la considérons comme absolument contraire à toute justice.

Ou bien les populations dont la position est inférieure font partie volontairement de la nation (2) ; alors puisque — nous l'avons supposé — elles sont en fait les égales de celles qui possèdent le pouvoir, pourquoi leur refuser l'égalité légale.

(1) On a vu il y a trois ans un échantillon de ces procédés lorsqu'eut lieu à Cluj (Klausenbourg), ville roumaine de Transylvanie, un retentissant procès duquel on a pu dire que la véritable accusée que l'on y voulait condamner c'était la population roumaine de la Hongrie orientale.

(2) Tel est le cas de la Bohême en général, de la Croatie, des pays slaves de l'Autriche du Sud, — de l'Irlande qui demande non pas tant son indépendance que son autonomie et sa place légitime dans la confédération anglo-saxonne, tel est le cas enfin pour une minorité des Alsaciens-Lorrains.

Ou bien elles y ont été annexées et attachées contre leur volonté; et alors c'est un crime de les retenir dans ces liens; elles doivent être rendues à la libre disposition d'elles-mêmes (1).

IV

LA SITUATION DES ÉTRANGERS

Reste enfin une dernière catégorie d'individus dont il nous faut étudier la situation à l'égard de l'association nationale : ce sont les étrangers, c'est-à-dire les personnes qui appartiennent à une autre nation.

Une première manière de résoudre la question serait de répondre : Ils n'auront aucun droit. C'est bien ce système qu'avait adopté la cité antique, qui a subsisté jusqu'à nos jours à l'égard du barbare, du païen, du mécréant, de l'infidèle, du sauvage, et que tour à tour les stratèges grecs, les consuls de Rome, les convertisseurs de Charlemagne, les croisés, les conquistadores, les traitants et les propriétaires d'esclaves appliquèrent à l'égard des Asiatiques, des Germains, des Saxons, des Musulmans, des Indiens et des Nègres.

Mais peu à peu les peuples les plus civilisés sont revenus à une plus juste appréciation des choses; ils ont vu que, mis en vigueur à l'égard des autres peuples civilisés, parfois même des non-civilisés, pareilles pratiques pouvaient entraî-

(1) Ceci s'applique par exemple aux Français, aux Danois, aux Polonais de l'Empire allemand, aux Italiens, aux Roumains de l'Autriche-Hongrie, etc.

ner de cruelles représailles ; ils ont compris aussi qu'il était de tout intérêt comme de toute justice de respecter l'étranger et que les liens de la solidarité humaine qui a créé l'association imposée ne s'arrêtent pas aux frontières de celle-ci, mais enserrent tous les hommes. C'est à l'égard des membres de groupes nationaux organisés et de civilisation analogue à la sienne que chaque État s'est d'abord départi des principes étroits des premiers âges ; mais peu à peu tous les étrangers ont été admis à bénéficier de leur abandon (1).

Nous admettons donc que des rapports de droits peuvent se créer et se maintenir entre l'étranger d'une part et, de l'autre, l'association nationale ou les membres de celle-ci.

L'étranger qui habite hors du territoire national se verra, dans certaines circonstances données, reconnaître dans la Nation des droits qu'il pourra exercer suivant les lois nationales.

Quant à l'étranger qui vient fixer sa résidence sur le sol national, on peut dire qu'il fait en quelque mesure partie de l'association nationale mais il n'y est rattaché qu'à titre de membre incomplet et temporaire. Il ne peut, en effet, jouir de toutes les prérogatives du national et, d'autre part, le lien qui l'attache à la Nation est loin d'être semblable à l'allégeance de celui-ci ; il peut être brisé sans aucune formalité, par un simple acte de volonté unilatéral manifesté par son départ ou son expulsion.

Pour ce qui est de la somme de charges et de droits qui peut être reconnue à l'étranger, sa détermination est affaire d'op-

(1) Il reste pourtant des cas exceptionnels où la vieille maxime reprend son empire. Cela se produit quand il y a guerre entre deux nations. Et encore, remarquons-le, la rupture des rapports de droit n'est que partielle ; la guerre ne touche pas aux rapports de droits privés qui lient des ressortissants des deux nations en présence.

portunité, de temps et de lieu ; nous ne pouvons entrer ici dans ces détails.

Il nous faut cependant poser ces deux règles générales :

D'une part, le non-national, dans les rapports avec la Nation, sera soumis à toutes celles de ses lois qui tendent à garantir l'ordre social et la personnalité humaine, et lui-même sera protégé par ces lois.

D'autre part, on ne saurait l'admettre à prendre part à la direction du groupe social, ni lui remettre une part importante de la puissance publique ; on lui refusera en général ce qu'on entend d'ordinaire par droits politiques (1) et il ne sera pas soumis aux obligations correspondantes.

Quant aux charges et droits compris entre ces deux catégories : droits civils ordinaires, droit de faire le commerce, etc., etc., les solutions différeront suivant la nature des rapports entretenus par l'étranger ou par son propre pays avec la Nation, suivant l'état social de celle-ci et suivant ce qu'il sera lui-même.

Les deux principes qui devront dicter les solutions particulières sont : 1^o la considération du libre développement de l'individu lequel, dans l'intérêt de tous, au nom de la solidarité humaine, doit se trouver assuré partout dans les meilleures conditions possibles ; 2^o le souci de la conservation et des intérêts du groupe social.

L'étranger devra donc se voir reconnaître tous ceux des

(1) Cette règle n'est pas absolue. Dans certains pays, les étrangers établis dans certaines conditions participent aux élections municipales par exemple. D'autre part ils peuvent parfois être tenus de prêter leur concours au service de sûreté et de police ; — certains pays les admettent dans certaines conditions dans leurs troupes (armée coloniale néerlandaise, légion étrangère de France).

Cf. la convention entre l'Espagne et la France relativement au service militaire de leurs ressortissants. L'Espagnol domicilié en France, s'il ne justifie point avoir tiré au sort en Espagne doit faire son service militaire en France, sans pour cela devenir Français et réciproquement.

Convention du 7 janvier 1882 modifiée le 2 mai 1892.

droits des nationaux que l'on pourra lui accorder sans dommage pour la Société, et il subira les charges correspondantes ou celles que l'intérêt social pourra commander de lui imposer.

Ne pouvant étudier l'application détaillée de ces principes, nous nous bornerons à deux remarques particulières relatives à l'étranger résidant sur le territoire national.

Nous avons dit qu'il fait partie dans une certaine mesure de l'association nationale; nous avons défini cette situation d'une façon fort peu claire, c'est qu'elle est en réalité très peu nette et fort équivoque, et cela est vrai en pratique aussi bien qu'en théorie.

L'étranger domicilié est, à presque tous les points de vue, un citoyen : il paie les impôts, il jouit des droits civils, même de certains droits que l'on pourrait qualifier de civiques (1); et pourtant à d'autres points de vue, un abîme semble le séparer de ceux dont la vie est étroitement mêlée à la sienne: il ne vote pas, ne fait pas de service militaire (2), etc. Il y a là une situation fausse qu'il est, semble-t-il, de l'intérêt de tous de voir cesser.

Cet étranger à intérêt à faire partie complètement de la nation dont, à vrai dire, il est déjà presque membre; et celle-ci a avantage aussi à faire disparaître — en se l'assimilant, — cet élément étranger qui à certains moments peut, par sa simple extranéité, devenir une cause de trouble (3).

(1) Il peut être témoin dans certains actes, il peut participer à la direction de sociétés civiles ou commerciales, etc.

(2) Sauf ce que nous avons dit plus haut, p. 162 note.

(3) Ceci demanderait des explications que nous ne pouvons donner ici. Nous ne prétendons pas assurément que la nationalisation ait cette vertu magique de faire immédiatement un excellent citoyen de cet étranger « qui aurait pu devenir une cause de trouble », mais il est très vrai pourtant que, dans beaucoup de cas, le trouble s'il y en a, est causé non par la personne de l'étranger, mais par cette seule qualité d'étranger. Une fois que cet individu sera devenu national, les influences assimilatrices s'exerceront sur lui bien plus fortement. La nationalisation fera aussi disparaître ce qui, dans la situation de l'étranger domicilié, est le plus contraire au bon ordre social et national, c'est-à-dire l'exemption de certaines charges, notamment du service militaire.

De là les efforts tentés par certaines nations pour faciliter la nationalisation des étrangers qui sont fixés sur leur territoire.

Cette tendance est bonne surtout pour les nations qui ont besoin de voir leur population augmenter et sur le sol desquels les étrangers viennent volontiers se fixer (1). Mais il ne faut rien exagérer, de peur qu'un afflux trop fort de sang nouveau ne vienne jeter le trouble dans le corps social et il faut pour que cette pratique soit salubre, que ces éléments hétérogènes puissent être facilement et rapidement assimilés par la masse ambiante.

Quant aux étrangers qui, pour une raison ou une autre, ne veulent pas devenir des nationaux et qui continuent à résider sur le sol national, il peut arriver des moments où leur présence constitue un danger : en cas de guerre, par exemple, ou de désordres sociaux, ou par suite de leur accumulation trop grande qui menace l'existence même de la Nation, ou simplement entrave la libre action et le libre développement de ses membres dans certaines parties de son territoire (2).

Plus simplement encore, il peut arriver que la présence d'un seul de ces individus constitue, étant donnés ses mauvais instincts, une cause de trouble pour la société,

En vue de ces cas exceptionnels, il faut, croyons-nous, reconnaître à la Nation un pouvoir exceptionnel aussi et l'au-

(1) Ceci s'applique spécialement aux Etats-Unis, aux Républiques de l'Amérique du Sud et à la France.

(2) Comme exemple de ce dernier résultat, citons le cas de la Californie où les Chinois commençaient il y a quelques années à pulluler à tel point et à accaparer si bien certains métiers que le gouvernement de l'Union dut prendre des mesures pour fermer plus ou moins complètement la porte de son territoire à « *John Chinaman* ».

Citons encore le cas du Transvaal où la population *boër* se voit débordée par les chercheurs d'or et où les *Burghers* hollandais se sont vus contraints de s'opposer par la force aux entreprises des aventuriers anglais ou cosmopolites.

toriser à priver momentanément ou à perpétuité ces hommes de l'un des droits les plus essentiels de l'être humain, en lui permettant — sans qu'elle ait à faire valoir d'autres motifs que l'extranéité de ces individus, soit de leur ôter la liberté; soit — ce qui devra se faire de préférence, — de les expulser individuellement ou en masse et de leur interdire l'accès des territoires soumis à son empire.

Il va sans dire que d'un droit aussi exorbitant il ne faudra jamais abuser, mais nous croyons qu'il faut l'admettre sans hésitation et sans restrictions (1).

(1) Une nation peut même, croyons-nous, prendre une mesure de ce genre à l'égard d'un étranger qui ne se trouve pas sur son territoire et lui interdire d'y paraître.

CHAPITRE IV

L'AUTORITÉ DANS LA NATION

Le groupe national étant constitué, il doit y avoir dans son sein une autorité, une puissance publique, un gouvernement, pour employer le terme employé généralement, dont le rôle sera de déterminer quelles mesures il conviendra de prendre en chaque circonstance, puis d'assurer l'exécution des résolutions arrêtées.

Comment sera constituée cette autorité? qui doit en être dépositaire?

Diverses théories sont et ont été de tous temps en présence, qui prétendent donner à ce problème la meilleure solution. Nous examinerons seulement les principales d'entre elles.

I

LE FONDEMENT DE L'AUTORITÉ DU GOUVERNEMENT

1. Le droit divin.

La première théorie gouvernementale est celle du *droit divin*.

Pour ses partisans, l'autorité n'appartient pas à l'homme ni à la société, mais à une puissance supérieure, laquelle

exerce effectivement ses droits en déléguant ses pouvoirs à des individus choisis entre les hommes par certains procédés appropriés.

De cette conception découlent des systèmes pratiques assez divers, bien que présentant toujours ces traits fondamentaux que nous venons d'indiquer.

La plus parfaite application en est donnée par la Théocratie, telle par exemple que la représentent les traditions de la très antique Egypte ou de la Judée, à certaines époques : une caste sacerdotale se perpétuant par l'hérédité, ou se recrutant elle-même suivant certains rites, tenait de la divinité la plénitude des pouvoirs et les exerçait suivant les directions que la Providence lui donnait.

De nos jours encore, des tribus de race jaune ou noire ont un tel gouvernement (1) et, dans les temps modernes, il fut près de s'établir d'une façon plus ou moins durable chez les peuples de race blanche ou rouge, avec les prophètes de l'Islam, les papes romains et les jésuites du Paraguay.

Sur les mêmes principes se fonde la monarchie absolue dite de droit divin, telle que la connurent l'Orient antique ou musulman et l'Europe chrétienne.

Le plus souvent, en fait, la domination des rois absolus s'appuyait sur d'autres fondements encore, force matérielle ou volonté nationale. Mais, en théorie, le pouvoir des pharaons, des grands rois, des émirs, des khalifes, des tsars et des princes européens ne reconnaissait rien ni personne ici-bas qui pût le discuter ou le limiter, fondé qu'il était sur la volonté de Dieu.

De nos jours encore, ce principe subsiste, atténué, il est

(1) Par exemple le Tibet où les *lamas* sont presque tout puissants.

vrai, battu en brèche, perdant, ce qui est plus grave, l'assurance de sa propre légimité. Mais le souverain de l'immense empire russe peut encore se dire seul maître de ses sujets, seul chargé de décider pour eux tous ce qui est bon ou mauvais et d'ordonner toutes choses ainsi qu'il l'a jugé bon. Le Sultan des Turcs n'est pas moins absolu en ses prétentions. Dans la plupart des pays d'Europe, le pouvoir royal garde encore par le rang qu'il occupe dans l'ordre social, par le respect et l'éclat dont on entoure ce rouage inutile, quelque chose de son caractère d'autrefois. Enfin pourquoi voyons-nous en France les descendants de l'antique lignée royale se poser sans lassitude en prétendants au trône, en dépit de l'indifférence de la nation, si ce n'est parce que dans quelques esprits subsiste la tradition du droit divin.

C'est sur le droit divin encore que reposent le plus souvent les prétentions des aristocraties qui se sont formées un peu partout et qui ont prétendu soit partager le pouvoir avec la monarchie traditionnelle, soit même le posséder à elles seules.

Le plus souvent, comme la royauté, ces aristocraties privilégiées se sont établies par la force ou par l'ascendant de leur richesse, de leur intelligence ou de telle autre qualité, ou plus simplement, par des usurpations; mais une fois en possession de la puissance, ne pouvant plus, au bout de quelques générations, en appeler au fait primitif qui les avait portées au sommet de la hiérarchie sociale, elles ont prétendu établir à leur profit, de par la volonté divine, le droit indiscutable et imprescriptible d'occuper la place qu'elles s'étaient attribuée. Ainsi procédèrent la noblesse française, les aristocraties anglaise, allemande, espagnole, etc., comme l'avaient fait auparavant les castes supérieures de l'Egypte, de l'Inde ou de l'Assyrie.

On pourrait encore citer d'autres exemples historiques de pouvoirs établis sur les mêmes bases. Bornons-nous à ceux-ci.

Dans tous ces cas que nous avons cités, nous trouvons ces traits communs :

La caste ou la personne en qui réside l'autorité ne tient pas ses pouvoirs — en théorie — du consentement de ses sujets, ni même d'une supériorité humaine quelconque que la seule nature lui aurait donnée sur eux, mais d'une délégation émanant d'une puissance supérieure — que celle-ci soit appelée du nom de Dieu ou de tout autre,

Elle ne doit compte à personne de l'emploi qu'elle fait de son pouvoir, sinon à sa conscience et à la Divinité.

Enfin la transmission des pouvoirs s'opère sans aucune intervention des gouvernés, mais suivant les indications divines, c'est-à-dire par l'hérédité ou par des choix opérés selon certains rites traditionnels.

2. La supériorité prétendue des détenteurs du pouvoir.

Le pouvoir absolu basé sur le droit divin, s'il eut de nombreux défenseurs et s'il rencontra souvent de la part de ceux qui y furent soumis la plus complète soumission, apparut bientôt comme fort discutable en son principe, et l'on vit ceux que les circonstances avaient mis en possession du pouvoir — sans renoncer d'abord à mettre dans cette théorie le fondement suprême de leur autorité — chercher cependant à son existence d'autres justifications.

Ils les trouvèrent dans certaines supériorités qu'ils affirmaient posséder et qui, disaient-ils, leur assuraient le droit de parler et d'agir en maîtres.

Cette prétention peut difficilement être mise en avant par un monarque, car il lui serait malaisé de justifier d'une supériorité réelle qui le mît au-dessus de tous ses sujets, et plus difficile encore d'asseoir sur un tel fondement le droit héréditaire. Il n'en saurait plus guère être ainsi de nos jours qu'au sein de tribus très primitives chez lesquelles un individu appartenant à un peuple civilisé peut avec quelque raison prétendre exercer le commandement quand les circonstances l'ont conduit à unir son sort à celui de telle ou telle de ces peuplades.

Il y eut parmi les peuples civilisés des usurpateurs qui essayèrent de fonder leur domination sur l'ascendant qu'ils possédaient ; mais leur puissance lorsqu'elle ne s'écroula pas de ses premiers jours, ne fut solidement établie que lorsqu'elle eut pris pour bases le droit divin ou la volonté nationale. César, les Antonins, les Sévères, les Illyriens à Rome ; Clovis, Charlemagne, Hugues Capet, Henri IV, Napoléon I^{er} en France, s'élevèrent au premier rang par leur valeur personnelle ; mais ils se gardèrent bien de prétendre trouver en elle la seule justification du pouvoir qu'ils exerçaient ; ils se donnèrent comme les représentants de la divinité ou de la Nation.

Ce que les souverains n'osaient pas dire, les classes privilégiées le proclamèrent sans hésiter pour défendre les avantages dont elles jouissaient. En effet, un temps vint où, en ce qui les concernait, on n'admit plus l'autorité du droit divin ; la volonté populaire leur devenant peu à peu hostile, elles invoquèrent des motifs divers pour conserver leur situation.

Tantôt, comme les nobles de l'ancienne France, les privilégiés descendaient, à les en croire, de conquérants issus d'une race supérieure qui, jadis, avait soumis le pays et à jamais assujetti les vaincus. Tantôt, comme telle caste égyptienne

ou comme la noblesse polonaise, c'étaient les guerriers qui, donnant leur sang pour la défense commune, acquéraient par là le droit de commander à tous. Tantôt, comme la plupart des aristocraties européennes, c'était une classe d'êtres que leur culture et leur éducation avait depuis de longs siècles mis à part et façonnés pour le pouvoir, alors que la masse des hommes n'étaient faits que pour obéir. Tantôt, comme les lettrés chinois ou une partie des électeurs privilégiés de certains pays, c'étaient les individus qui se distinguaient par une instruction supérieure à celle de la masse. Tantôt enfin, comme les citoyens actifs que connurent un grand nombre d'États, la France entre autres, c'étaient ceux qui, par leurs propriétés — mobilières ou immobilières, selon les législations — détenaient une certaine partie de la fortune nationale et, par suite, pouvaient prétendre à posséder l'influence prépondérante ou même unique dans l'État.

On pourrait trouver encore aux pouvoirs de certaines aristocraties bien d'autres fondements ; mais telles sont les principales théories qui ont été mises en avant par ceux qui ont refusé de remettre le commandement entre les mains de la Nation entière pour le réserver à une catégorie seulement de nationaux, ou à un seul (1).

Remarquons en passant que, parmi ces aristocraties, les unes apparaissent comme essentiellement fermées, les autres comme ouvertes ; les premières sont celles où la qualité qui ouvre l'exercice des droits y attachés se transmet par hérédité ; les secondes sont celles qui — admettant ou non l'hérédité — s'appuient sur un élément non héréditaire en principe, tel que l'instruction ou la richesse.

(1) Notons en passant que l'on ne saisit pas très bien au premier abord quel est le genre de supériorité qui a pu conduire à attribuer à un Allemand le trône de Roumanie, à un Autrichien celui de Bulgarie, à un Danois celui de Grèce, à un Saxon celui de Belgique, etc.

3. *La volonté nationale.*

Si l'on refuse de conférer l'autorité à des individus qui se distinguent de la masse selon que nous l'avons plus haut indiqué, une seule alternative reste ouverte : Remettre le pouvoir — sinon quant à son exercice au moins quant à son principe — aux mains de la Nation tout entière.

Par *la Nation*, nous entendons l'ensemble des nationaux — sous réserve bien entendu des incapables que nous avons indiqués dans un précédent chapitre.

C'est vers cette solution, vers le gouvernement de la Nation par la Nation que semble s'acheminer l'humanité. La monarchie absolue, le régime aristocratique, peu à peu cèdent la place à la *démocratie*.

Celle-ci se présente d'ailleurs sous des aspects divers : tantôt elle revêt la forme d'une monarchie constitutionnelle, tantôt celle d'une république parlementaire ou d'une dictature populaire; parfois même on a essayé de réaliser le gouvernement direct par l'ensemble des citoyens. Mais du moment que, dans une nation, ceux qui détiennent l'autorité sont portés à leur poste par la volonté exprimée de l'ensemble des citoyens, ou du moins de la majorité d'entre eux, nous avons affaire à une démocratie.

4. *Examen et discussion de ces trois théories.*

Réservant pour le moment la question de l'exercice du pouvoir pour examiner seulement quel doit être son fondement, il nous semble difficile d'adopter une autre solution que la solution démocratique.

En présence des faits, il paraît impossible de soutenir sé-

rieusement le système du droit divin. Pour qu'on pût accepter ce choix des détenteurs du pouvoir par une puissance supérieure, il faudrait au moins que cette désignation fût claire et manifeste; or tel n'a jamais été le cas.

Que si l'on veut juger l'arbre à ses fruits, on arrive au même résultat : les monarques et les aristocraties qui se réclamaient du droit divin n'ont pas mieux conduit les nations que les princes ou les gouvernements qui trouvaient le fondement de leur puissance dans leur propre vigueur ou dans la volonté nationale. Bien au contraire, souvent à des hommes énergiques et bien trempés qui avaient fait consacrer par l'onction sainte le pouvoir que leur vaillance avait conquis, ont succédé, de par le droit héréditaire, des êtres sans valeur dont les règnes virent s'évanouir les résultats heureux du travail de leurs devanciers. Quant aux désignations faites d'autre façon, elles n'ont point en général été plus heureuses.

Faut-il, pour éviter de tels inconvénients, adopter le second des systèmes que nous avons mentionnés? Au premier abord ce principe de l'oligarchie des hommes supérieurs paraît séduisant; il a eu des partisans très nombreux et souvent très habiles.

En fait, on conçoit parfaitement qu'un tel système gouvernemental réussisse à s'établir. D'ailleurs, il faut bien reconnaître qu'il a, depuis la décadence du droit divin, été à la base de la plupart des gouvernements humains et que même il a bien souvent régné en véritables maître sous les apparences et sous le nom de la démocratie; et cela, non seulement à Sparte, à Athènes, à Rome par exemple, qui n'ont jamais été des républiques véritablement démocratiques (1),

(1) A Lacédémone le pouvoir étant aux mains des Ephores et du Sénat. A Rome, même aux plus beaux temps de la République, le Sénat, les pontifes et les magistrats conduisaient les assemblées. Athènes enfin a passé par des séries de dictatures démagogiques ou aristocratiques, plus ou moins dissimulées mais très réelles.

mais même dans nos États modernes où on a vu se former des castes et des coteries qui dirigeaient les affaires à leur gré.

À de nombreuses reprises, dans tous les pays, soit à la faveur de bouleversements nationaux ou politiques, soit même en temps de calme, il s'est formé une classe d'individus qui par leur ascendant personnel s'élevaient au dessus de la masse; grâce à sa cohésion, cette classe s'emparait du pouvoir, et, une fois arrivée là, elle s'y perpétuait, établissant elle-même les conditions à remplir pour avoir part aux privilèges qu'elle offrait à ses membres et pour participer à la puissance qu'elle détenait.

Il faut reconnaître d'ailleurs, que, en certaines périodes du développement de l'humanité, un tel système se présentait comme le meilleur qui pût être appliqué. Parmi les hommes, il s'est toujours trouvé des natures d'élite, des individus dont l'intelligence, la compréhension, la valeur morale dépassaient de beaucoup le niveau du vulgaire; lorsque l'humanité s'avancait encore à tâtons, lorsqu'elle sortait à peine de la brutalité et de la sauvagerie, il était inadmissible que l'autorité résidât dans l'ensemble des individus; chacun était encore trop esclave de ses instincts, trop aveugle pour s'élever jusqu'à comprendre les questions générales; il fallait que les êtres supérieurs en qui résidait la puissance progressive de la race prissent en main le commandement. Cela était inévitable d'ailleurs, et, du moment que leur supériorité s'était affirmée, personne ne songeait à leur contester l'hégémonie.

L'oligarchie alors était légitime, de même qu'aujourd'hui quand deux races se trouvent en présence, dont l'une est manifestement inférieure à l'autre, il est évident qu'il ne peut y avoir d'égalité, mais que la suprématie doit appartenir à celle qui possède une culture sensiblement plus avancée.

Mais un tel état de choses ne pouvait durer; le moment vint peu à peu où tous les individus s'élevèrent à la vie consciente; dès ce moment, le gouvernement oligarchique avait perdu sa légitimité. Dans nos nations modernes, il y a assurément entre les individus de grandes différences de valeur; mais, si l'on met à part les êtres d'exception que nous avons écartés en traitant des incapables, tous les membres d'un même groupe national possèdent un certain développement moyen, tous sont, en un mot, des hommes qui ont des droits qu'il faut respecter.

Nous verrons plus loin s'il y a lieu de leur remettre à tous l'exercice matériel du pouvoir, mais quant à la jouissance de celui-ci, c'est-à-dire quant au droit de participer — directement ou indirectement, mais effectivement — au gouvernement du pays, quant à la souveraineté, nous estimons qu'elle doit appartenir à chacun pour sa part.

Que si, d'ailleurs, on voulait établir une distinction entre les nationaux, sur quoi la baserait-on?

Sur la fortune? Il est vrai que les riches ont dans l'État des intérêts matériels plus considérables, mais le plus pauvre ne peut-il pas aussi bien qu'eux aimer sa patrie et savoir ce qui est avantageux pour elle; et d'ailleurs, devant certains des sacrifices qu'elle réclame de ses enfants, ne sont-ils pas tous égaux? Enfin, comment, à quel chiffre de fortune fixerait-on la limite entre l'incapacité et la capacité?

Sur l'instruction? Ceci est plus sérieux; mais les illettrés ne sont pas toujours les plus mauvais citoyens, et beaucoup d'entre eux peuvent mettre au service de leur pays des cœurs chauds et des bras vigoureux. Et puis, ici encore, où fixer la limite?

Sur l'hérédité, sur le droit de conquête, sur l'éducation?

Mais les aristocraties qui se réclament de tels avantages sont là pour montrer combien leurs prétentions manquent de fondement; dans nos sociétés modernes où tout change et se transforme si rapidement il peut encore à la vérité exister des classes qui conservent précieusement d'antiques manières, il peut se former des groupes nouveaux de parvenus; mais sur le terrain de la vie politique et sociale, il ne saurait plus y avoir de castes privilégiées.

Faut-il enfin accepter la thèse soutenue d'une façon si séduisante par Renan et admettre avec lui que le pouvoir devrait appartenir à l'élite intellectuelle?

Les plus instruits, les plus savants, les meilleurs, les hommes de génie en un mot, unis dans leur commune supériorité sur la masse humaine, armés par la science de moyens de destruction qui assureraient leur hégémonie, tiendraient en main le sort de l'humanité. Grâce à leurs prévoyantes mesures, la foule jouirait d'une existence laborieuse mais paisible et joyeuse, tandis qu'eux n'auraient d'autre souci que de faire avancer la science et de poursuivre le progrès. Cette élite ne formerait d'ailleurs pas une aristocratie héréditaire et fermée, elle se recruterait uniquement en s'agrégeant les êtres supérieurs qui viendraient à se révéler parmi la foule (1).

Il semble que, par un tel système, le progrès de l'humanité se trouverait assuré mieux que par n'importe quel autre procédé; mais pour l'adopter il faut admettre avec Renan que la grande masse des humains n'est que le sol fécond, le vil fumier sur lequel s'élèvent ces fleurs délicates qu'il appelle les hommes de génie! La fin, la raison d'être de l'ordre social, ce ne serait pas l'individu, ce ne serait pas même l'humanité, ce seraient ces quelques êtres d'exception; et même eux

(1) Dialogues philosophiques.

encore ne sont plus que des moyens, le but poursuivi c'est l'accroissement indéfini de ce capital de connaissances qu'ils se transmettent de l'un à l'autre, comme ce flambeau que le coureur antique, lorsqu'il tombait épuisé, passait à un autre qui, à son tour, le portait jusqu'à ce qu'un troisième vînt le reprendre de sa main défaillante, et ainsi de suite; c'est le Progrès en un mot, expression vague dont la compréhension est si bien volatilisée chez quelques auteurs qu'elle paraît ne plus rien signifier du tout et qu'elle n'éveille plus dans l'esprit que l'idée d'une course insensée vers un but qui toujours s'enfuit.

Pour notre part, il nous paraît que l'individu, soit qu'on le considère seul, soit qu'on l'envisage comme membre du grand tout qu'on appelle l'humanité, est en lui-même une fin. Le but à poursuivre, ce n'est pas ce Progrès indéterminé, c'est le développement intégral et harmonique — autant que cela est possible — de chaque individu; chacun a le droit, et le droit absolu, de participer à ce développement; par cela seul qu'il existe, à cause des virtualités qui sont en lui, chacun a un droit égal à l'être.

La nature même est là pour nous appuyer. Il est bien vrai qu'on voit des êtres qui sont sacrifiés au profit de l'ensemble; bien plus, des individus, des espèces même succombent pour faire place à des formes nouvelles et plus perfectionnées; — et dans l'humanité les choses se passent comme dans la nature entière. Mais lorsqu'on regarde plus profondément, on saisit l'infinie valeur de l'individu.

« Si le monde, dit l'un des personnages des *Dialogues philosophiques*, était une course aussi haletante que vous le supposez vers la Science, il n'y aurait pas de fleurs, pas d'oiseaux brillants, pas de joie, pas de printemps. » En chaque

être, il y a une si grande complexité, une si grande variété; en chaque âme, fût-elle celle du plus faible, du plus deshérité des mortels, il y a tant de choses, des profondeurs de sentiment, des trésors de volonté et d'amour, des aspirations vers l'éternel et l'infini, un besoin de s'appuyer, au milieu du tourbillon du relatif sur ce qui ne saurait passer! Vraiment, il faut n'avoir jamais essayé de pénétrer l'âme des simples et des méprisés d'ici-bas, il faut s'être isolé dans un monstrueux égoïsme ou dans un incommensurable orgueil pour voir dans une vie, si humble soit-elle, un moyen seulement. Assurément chaque être est un moyen, en tant qu'il fait partie d'un ensemble, mais il est en même temps une fin, comme partie intégrante de cet ensemble; et, comme et par celui-ci, une fin infiniment respectable.

5. Le régime démocratique.

Nous nous sommes étendu un peu longuement sur ce point parce que, par ce développement, nous arrivons à trancher la question que nous avons débattue : si chaque individu est en soi une fin, il est impossible de mettre la souveraineté autre part que dans l'ensemble des individus.

Prise à la lettre, cette théorie conduisait très-loin et nous mènerait à mettre la souveraineté non pas seulement dans l'ensemble des hommes, mais dans l'ensemble des êtres (1); mais nous devons rester sur le terrain pratique et tenir compte des conditions actuelles de la vie terrestre.

Nous adopterons donc la formule suivante : Le droit de prendre part au gouvernement du groupe national doit être

(1) Remarquons que nos législations positives elles-mêmes reconnaissent que les animaux par exemple, ont des droits, témoin la loi Grammont.

étendu aussi largement que cela est raisonnablement possible dans l'état actuel des choses (1).

Cette formule nous conduira, dans nos nations civilisées, à accorder une part de souveraineté (2) à tous les membres du groupe national, exclusion faite de certaines catégories d'incapables.

Qui seront ces incapables?

C'est une question que nous avons déjà examinée plus haut en son principe et sur laquelle nous croyons inutile de nous étendre à nouveau.

Ce seront :

1° Les étrangers. (3);

2° Les individus qui n'ont pas encore atteint un développement suffisant pour être en état de prendre part au gouvernement — c'est-à-dire les mineurs;

3° Ceux qui sont affligés d'infirmités physiques, intellectuelles ou morales assez graves pour les empêcher d'y participer.

Y a-t-il lieu d'établir d'autres catégories d'incapables?

Certaines législations le font. Il y a là une question de tact, d'appréciation et de circonstances. Nous ne pouvons entrer ici dans l'examen détaillé des différents cas. Citons seulement quelques exemples des diverses incapacités posées par les constitutions des peuples civilisés.

La France, les Etats-Unis, les Républiques de l'Amérique

(1) On retrouve ici le subjectivisme de nos formules précédentes. Mais nous ne pouvons expliquer encore une fois de plus comment il est impossible d'édicter des règles fixes applicables toujours et partout.

(2) Cette part devra-t-elle être égale pour chacun? La Constitution belge qui admet le vote plural répond : non. Les raisons données plus haut pour repousser l'attribution du pouvoir à une aristocratie nous paraissent valoir aussi pour combattre ce système. Cependant nous ne saurions nous montrer ici aussi absolu. Nous ne pouvons étudier cette question; les bornes de cet ouvrage ne le permettent pas.

(3) En principe du moins

du Sud et les pays qui possèdent des colonies ne reconnaissent pas, en général, le droit de suffrage politique à leurs sujets de race et de civilisation inférieures. En principe cela est fort sensé. Remarquons toutefois que la ligne de démarcation est parfois très difficile à établir.

Quelques pays retirent aux vieillards leurs droits politiques ; c'est une mesure peu heureuse et inutile, les vieillards n'étant dans la masse de la Nation qu'une infime minorité, et pouvant d'ailleurs, si leurs facultés baissent, être considérés comme faibles d'esprit.

D'autres exigent de la part du citoyen la justification de certaine instruction élémentaire et d'un moyen d'existence honorable (1); précaution utile si elle n'a pour but que d'écarter du gouvernement du pays des êtres brutaux ou tarés, mesure illégitime et dangereuse si elle est un instrument de domination entre les mains d'une classe sociale.

Enfin un très grand nombre de nations refusent tous droits politiques aux femmes.

Nous avons dit plus haut ce que nous pensons du principe qui a dicté cette solution. L'expérience de certains pays (2), d'ailleurs, a prouvé que la femme — surtout peut-être ordinairement celle des classes moyennes et populaires (3) —

(1) Le Chili par exemple.

(2) Certaines colonies anglaises, Nouvelle-Zélande, etc. et certains états de l'Union américaine.

La Chambre des Communes anglaise a voté récemment en première lecture un projet de bill accordant le droit de suffrage politique à certaines catégories de femmes.

En Norvège, les femmes sont appelées à voter comme les hommes quand est posée dans une ville la question de l'interdiction des boissons alcooliques. Inutile de dire que la campagne contre l'alcool est plus vigoureusement encore menée qu'auparavant depuis leur entrée en scène.

(3) Non pas assurément que la femme qui appartient à ce que d'un mot extrêmement mal choisi on appelle souvent la « Société », soit moins apte par nature que la femme du peuple à s'occuper des affaires sérieuses ; mais celle-ci est, par la force des choses, plus souvent que la femme des classes riches amenée à se mêler à tout ce qui fait la vie sociale et à se familiariser avec les détails et les rouages divers de celle-ci. Par femme du peuple nous n'entendons pas seulement l'ouvrière, mais la commerçante, l'institutrice, etc.

peut devenir aussi bien que l'homme capable de diriger les destinées des nations. Il y a lieu d'espérer que cette inégalité disparaîtra peu à peu sur toute la surface de la terre.

La conception du régime démocratique ne s'est fait jour que très lentement dans nos sociétés modernes; ce n'est que depuis un siècle à peine que des hommes d'état et des théoriciens de la politique ont déclaré nettement que la souveraineté dans la Nation doit appartenir aux individus qui la composent ou à leurs délégués et que, en dernière analyse, le véritable sujet du droit est non point l'Etat mais l'individu.

Au XVII^e siècle, la doctrine de la raison d'Etat était toute puissante : l'action gouvernementale avait pour principale fin le maintien et l'accroissement de la puissance publique par tous les moyens avantageux, même par la force; il n'était point question des obligations du *Prince* envers ses sujets.

Voltaire commença au siècle suivant à déclarer que le Prince doit faire servir son autorité à l'accomplissement des réformes désirables.

Les Encyclopédistes font un pas de plus, disant que la souveraineté appartient au peuple qui en délègue au Prince l'exercice, à condition qu'il n'excèdera ni les lois de l'Etat ni celles de la nature. Mais ils laissent leur théorie incomplète, car ils demandent, comme d'Holbach, un pouvoir fort placé au service de l'humanité; ils ne vont point jusqu'à la vraie formule de l'égalité politique et concèdent que, si le peuple est bien la source de toute autorité, du moins le pouvoir doit résider entre les mains des plus aptes à conduire la Société au bonheur; il reste d'ailleurs dans leurs théories politiques une grande incertitude et beaucoup de passages paraissent faire d'eux des partisans du despotisme éclairé cher à Voltaire.

Les Physiocrates, qui croient à l'existence d'un ordre social naturel sur lequel les institutions doivent se modeler, tiennent pour un despotisme légal qui l'emporte et s'impose par l'ascendant de l'évidence ; la majorité n'a qu'à donner son consentement à son établissement, dès qu'elle a compris sa nécessité.

Dans ces divers systèmes, suivis encore par Hume Leibniz, Wolf, Bielfeld, etc., l'humanité est placée très haut, mais on ne trouve point l'affirmation de l'égale valeur des personnes, ni le respect pour toutes les formes de la liberté ; il y manque un certain idéal philosophique et moral qui apparaîtra chez d'autres sociologues et leur permettra d'atteindre la vraie nature du droit.

Ce fut en Angleterre, parmi les Puritains, que parut la première déclaration bien nette et formelle du droit politique de l'individu, sous la forme du *pacte populaire* (agreement of the people) des soldats de Cromwell (1647). Elle venait d'hommes habitués, dans leurs congrégations, à se considérer comme la vraie source des pouvoirs religieux, à élire leurs pasteurs et à leur conférer par l'élection les seuls pouvoirs dont ceux-ci fussent investis ; ils songèrent tout naturellement à introduire de même dans l'Etat la démocratie, la souveraineté du peuple et surtout la notion de l'autonomie individuelle.

Sans doute en France le principe protestant aurait produit la même évolution politique, si les rois ne l'avaient prévenue par les persécutions qui anéantirent presque les communautés réformées. Quoiqu'il en fût, les idées faisaient leur chemin. Montesquieu donna le jour à une théorie de la liberté où l'on commence à voir clairement que les citoyens peuvent posséder des droits à l'encontre de l'Etat.

Enfin Rousseau proclame que la souveraineté indivisible, inaliénable, infaillible, absolue, réside en un être collectif qui est la personne publique formée par l'union établie entre les personnes particulières au jour du contrat social.

La Nation est une association politique formée par tous les citoyens politiquement égaux dans la commune souveraineté. Le peuple seul peut dire : l'Etat c'est moi ; les pouvoirs publics ne sont que ses émanations et ses agents et ne possèdent par eux-mêmes aucune part de la souveraineté.

Les idées de Rousseau, dont on peut rapprocher celles de Condorcet, de Kant et de Fichte eurent une grande influence sur la marche de la Révolution. Les gouvernements révolutionnaires se montrèrent souvent infidèles à leurs principes, mais, dans l'œuvre de la Révolution, il faut savoir distinguer avec soin entre ce qui est elle, c'est-à-dire les efforts pour affranchir les individus, et ce qui n'est pas elle, c'est-à-dire les mesures prises, sous la pression des circonstances, par une société qui voulait vivre.

Dans notre siècle, après les réactions qui suivirent le mouvement révolutionnaire, ces questions ont été agitées bien souvent et traitées par beaucoup d'hommes éminents. Il nous paraît que la doctrine démocratique a été développée d'une façon supérieure et définitive par des sociologues comme Tocqueville, Lamartine, Ledru-Rollin, Renouvier et nous pensons avec eux que de cette prémisse posée au début de notre étude : l'homme est la fin, l'Etat est le moyen, dérivent ces deux principes : tous les citoyens sont politiquement égaux ; la part de souveraineté qui appartient aux pouvoirs publics n'est qu'une délégation formelle qui leur est donnée par l'ensemble des citoyens.

II

L'ORGANISATION DU GOUVERNEMENT DÉMOCRATIQUE

1. *L'exercice de la souveraineté.*

La souveraineté au sein de la Nation réside donc dans l'ensemble des nationaux qu'aucune incapacité particulière n'en a privé.

Est-ce à dire que tous prendront effectivement une part égale au gouvernement, que, sur chacune des mesures à prendre dans l'intérêt commun, tous seront appelés à donner leur avis et devront coopérer à sa mise à exécution? Nous ne le croyons pas. Dans l'état actuel des sociétés humaines, une organisation de ce genre serait impossible: le gouvernement et l'administration directe de la Nation par la Nation est impraticable au sein d'un peuple un peu nombreux.

Laissons de côté d'abord l'administration et les besoins matérielles qu'elle comporte, et qui, tout naturellement, seront déléguées à des individus qui seront les instruments de la volonté nationale.

Considérons seulement cette fonction du gouvernement qui consiste à décider au nom de la Nation sur les mesures qu'il est bon de prendre dans des circonstances déterminées. Le peuple entier peut-il être appelé à délibérer sur chaque affaire ou même à prendre des décisions générales qui devront être appliquées dans tel ou tel cas donné; peut-il, en un mot, exercer directement le pouvoir législatif?

Cela était possible à la rigueur dans les cités antiques où quelques milliers de citoyens rassemblés sur le forum ou l'agora agitaient les questions d'où dépendait l'avenir de la République; mais aujourd'hui une nation de plusieurs millions d'individus peut-elle être à tout moment appelée à émettre des votes? C'est matériellement impossible; et il nous paraît inutile d'insister sur ce point. Dans la cité antique le vote populaire n'était souvent qu'un leurre; de tous temps, les plébiscites n'ont été que des semblants de consultation nationale (1). La seule constitution qui prétendît appliquer le gouvernement direct le faisait en apparence plutôt qu'en réalité, et elle ne fut jamais mise en vigueur (2). Denos jours, il se trouve des individus qui prônent encore ce mode de gouvernement; mais le sentiment général ne les suit pas (3).

2. *Le gouvernement représentatif.*

Comment donc respecter la souveraineté nationale et en même temps obéir aux nécessités pratiques? C'est par la représentation que ce problème sera résolu. Les citoyens seront appelés à désigner des représentants qui, pour eux et en leur nom, gouverneront et administreront la société nationale.

(1) Par exemple les plébiscites organisés en France en ce siècle et qui, tous, ont abouti à la consécration du fait accompli, que la pression officielle soit intervenue pour peser sur les votes, ou que les gens paisibles aient voulu éviter des bouleversements nouveaux.

(2) La Constitution de l'an I, qui ne fut jamais appliquée, distinguait entre les lois et les décrets; les premières seules étaient soumises à la sanction populaire dans des conditions telles que bien rarement celle-ci eût fait défaut, et le champ d'application des décrets était si étendu que le gouvernement eût pu ne jamais proposer de lois.

(3) En Suisse le système plébiscitaire, le *referendum*, existe en certaines matières; mais la Suisse est un *petit pays* et l'éducation politique de ses citoyens est en général fort avancée; et d'ailleurs des critiques très vives sont souvent formulées contre cette organisation.

Dans une société quelconque, les associés, dès qu'ils sont un peu nombreux, dès que les affaires de l'association sont un peu complexes et exigent qu'il y ait des personnes qui y consacrent une partie importante de leur temps, nomment des gérants, des administrateurs. Ceux-ci s'organisent et délibèrent, ils prennent toutes les décisions, ils choisissent certaines personnes à qui ils donnent délégation spéciale pour s'occuper de telle ou telle branche des affaires sociales, enfin ils recrutent des employés qui, sous leur direction, s'acquittent du travail matériel.

Si ces administrateurs sont les directeurs effectifs de l'association, le pouvoir suprême n'en appartient pas moins aux associés pour qui ils agissent, à qui ils doivent rendre compte de leur gestion et qui peuvent toujours les relever de leurs fonctions et les remplacer par d'autres.

Il en sera de même dans cette grande association qui se nomme une Nation.

Ses membres s'entendront suivant certaines formes qui seront à déterminer pour choisir des délégués qui, pour eux, en leur lieu et place et dans l'intérêt commun, gouverneront et administreront la Société. Ces délégués, ces représentants se réuniront pour délibérer sur les questions qui intéressent la Nation et sur les mesures à prendre ; c'est-à-dire qu'ils feront les lois et veilleront au salut et à la prospérité de l'Etat. Ils désigneront, directement ou indirectement, des hommes qui seront préposés à la direction des principales fonctions publiques ; de ceux-ci l'un, de quelque nom qu'on l'appelle : roi, président, protecteur, etc., représentera la Nation dans les cérémonies solennelles ou dans ses relations extérieures ; d'autres, les ministres, auront en mains les grands services sociaux ; enfin ceux-ci nommeront, sous la

surveillance des représentants de la nation, les fonctionnaires de tous ordres et de tous grades qui seront dans tous les domaines les agents de la volonté nationale et qui exécuteront les décisions prises par les représentants (1).

L'autorité effective appartiendra donc à ceux-ci ; et pourtant le pouvoir suprême restera entre les mains de l'ensemble des nationaux, car les représentants ne tiendront leur pouvoir, temporaire en général mais le plus souvent renouvelable, que d'une délégation des citoyens ; ils devront à leurs mandants compte exact de la façon dont ils en auront usé et pourront — suivant une procédure déterminée — être désavoués et remplacés.

3. Ses avantages et ses faiblesses.

Telle est la théorie de ce qu'on nomme le gouvernement représentatif.

Ce système qui, toujours identique à lui-même dans ses grandes lignes, présente de nombreuses variétés dans ses détails de son application, est la mise en œuvre pratique du principe démocratique. Il présente d'ailleurs un grand avantage : il pallie ou au moins il peut pallier les inconvénients inhérents à la démocratie.

(1) Ici se placerait l'étude de la question si ardemment discutée souvent de la séparation des pouvoirs : législatif, exécutif, judiciaire.

En fait, nous croyons qu'il est bon que ces pouvoirs soient organisés de telle sorte que chacun de ceux qui les exercent se sente relativement indépendant et puisse agir en son âme et conscience sans avoir à craindre que ses actes ou ses décisions viennent à avoir des conséquences fâcheuses dans sa propre vie. Mais envisageant ces choses d'un point de vue général, nous ne pouvons que constater que tous les pouvoirs n'ont qu'une source, un fondement : la souveraineté nationale exercée par les délégués de la Nation, que, par suite, la séparation des pouvoirs si habilement organisée qu'elle soit, demeurera toujours quelque chose d'artificiel et de factice, qu'enfin il serait chimérique de prétendre établir l'indépendance complète du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire à l'égard du pouvoir législatif.

Ce qu'on reproche à celle-ci quand on la compare au gouvernement aristocratique, c'est sa mobilité, ce sont ses caprices soudain qui bouleversent le cours mesuré et paisible de la vie des peuples, qui jettent dans la Nation le trouble et l'inquiétude et qui amènent parfois les pires catastrophes. On objecte aussi l'inintelligence de la plupart des hommes en face des questions générales, les dangers que font courir à la Société l'étroitesse de vues et la mesquinerie de conceptions du plus grand nombre de ses membres.

Il faut bien reconnaître, en effet, quelque opposé que cela soit aux tendances égalitaires aujourd'hui si répandues, qu'il y a entre les hommes de grandes différences de valeur. L'éducation, l'hérédité et certaines fatalités naturelles ont fait que, parmi les humains, un certain nombre s'élèvent au-dessus du niveau moyen par leur intelligence, par leur aptitude à envisager dans leur complexité et dans leur unité les grands problèmes sociaux, par leur finesse, par leur pénétration, par leur habileté à résoudre les questions les plus délicates, par leur moralité et leur respect du droit d'autrui, par leur grandeur d'âme et leur dévouement à la chose publique, par leur résolution enfin et leur volonté qui les mettent à même d'utiliser toutes leurs qualités et de les employer pour le bien général.

Il y a, en un mot, des hommes intellectuellement et moralement supérieurs; cela est indéniable; c'est un fait, et un fait heureux, car c'est en ces hommes que réside la puissance de développement de l'humanité; ce sont eux qui la font progresser et qui lui ouvrent des voies nouvelles vers le mieux et vers le bonheur (1).

(1) Il doit être bien entendu que nous ne rangeons point dans cette élite les individus qui sont supérieurs par l'intelligence seule; cette supériorité, si elle n'est point accompagnée de la supériorité morale et d'une ferme volonté, fait des êtres plutôt dangereux pour l'ordre social, soit qu'ils emploient leur intelligence pour faire du mal et non du bien, soit que, se retirant dans la spéculation improductive, ils restent des oisifs et des dilettants et contribuent ainsi à la désagrégation des sociétés.

Nous ne dirons pas avec Renan qu'à eux doivent appartenir tous les droits à l'exclusion du vulgaire, mais nous verrons dans le régime représentatif le moyen de mettre leurs talents *au service* de tous. Ces hommes supérieurs sont tout désignés pour devenir les représentants des citoyens et les directeurs effectifs de la Nation.

Nous ne revenons point par là, qu'on le remarque bien, au régime aristocratique, car dans notre système les plus sages et les meilleurs, au lieu de tenir leur pouvoir d'eux-mêmes, le tiennent d'une délégation expresse de tous les nationaux devant qui ils sont responsables de l'emploi qu'ils en font. Loin de devenir une caste privilégiée qui se perpétue dans sa place alors même que ses qualités ont disparu, ils restent en communion intime et constante avec les masses profondes de la Nation qui leur ont confié l'autorité dont ils sont dépositaires; ils n'oublient pas que, s'ils détiennent celle-ci, ce n'est pas au nom d'un droit imprescriptible, mais à la condition d'en user pour le plus grand bien de tous leurs mandants qui pourraient toujours la leur retirer en ne renouvelant point leur mandat.

On nous objectera que, si notre système est fort beau en théorie, ses résultats pratiques sont souvent loin d'être excellents. Nous en convenons très facilement; mais ayant démontré — nous le croyons au moins — qu'aucun des autres systèmes n'est bon ni juste en son principe, nous en concluons simplement qu'il faut s'attacher à améliorer celui-ci, et à empêcher ses erreurs et ses déviations.

Le grand danger du système représentatif — et ce danger n'est que trop réel, — c'est que, profitant de la faiblesse de développement des masses, des intrigants et des ambitieux

arrivent à se faire choisir comme représentants du peuple à la place d'hommes de valeur.

Il y a toujours au fond des âmes humaines une certaine envie contre celui que l'on sent supérieur. Livré à lui-même, l'homme reconnaît bien ceux qui, à un sérieux développement intellectuel, joignent une grande valeur morale et il sait très bien remettre dans l'intérêt de tous le soin de ses destinées à ceux qui sont capables de les diriger. Mais viennent des individus sans conscience qui excitent les bas instincts de la foule, qui, sous le couvert des mots de liberté, d'égalité, lui enlèvent toute confiance à l'égard de ceux qu'elle avait choisis comme les plus dignes de la gouverner, et, la calomnie, l'injure, le chantage aidant, la politique devient une arène où la tâche principale des combattants est de salir leurs adversaires. Au lieu qu'on voie les meilleurs citoyens s'offrir pour remplir cette fonction de représentants du peuple, qu'ils regardent comme un honneur parce qu'elle leur permet de rendre à la Nation les plus grands des services, ce sont des ambitieux et des intrigants qui luttent pour se disputer le pouvoir avec les privilèges, les avantages et les prérogatives qu'il entraîne. Loin de servir la Nation, ces gens veulent s'en servir pour accroître la somme de leurs jouissances égoïstes et au lieu que le gouvernement soit aux mains des plus dignes, ce sont souvent des personnages qui n'ont pas eu la force de volonté et la valeur nécessaires pour se faire ailleurs une position honorable qui réussissent le mieux dans le domaine politique, parce que, mieux que d'autres, ils savent manier les armes les plus déloyales et étouffer la voix de leurs adversaires.

Heureusement ce tableau que nous venons de tracer, s'il

montre quels dangers menacent les démocraties, n'est pas souvent réalisé dans toute sa laideur. Il est encore de bons citoyens qui, forts de leur honnêteté, de leur bonne foi, de leur amour de l'humanité, acceptent le combat sur le terrain où nos mœurs politiques l'ont placé; leur valeur personnelle leur assure un sérieux avantage sur leurs concurrents; souvent, très souvent même peut-être, la Vérité et la Justice triomphent avec eux du mensonge et de l'égoïsme.

Parfois aussi un trait de lumière se répand sur le monde de la politique; quand un homme courageux accomplit son devoir et dévoile hardiment un de ces grands scandales politiques comme nous en avons connus, une épuration se fait, au cours de laquelle quelques-uns disparaissent parmi les malfaiteurs et les forbans qui n'ont vu dans la plus sainte des fonctions qu'une occasion de jouissances et de satisfactions personnelles.

Il y a d'ailleurs au fond de l'homme et dans les masses humaines un sûr instinct qui leur fait distinguer peu à peu parmi ceux qui briguent leurs faveurs ceux qui sont sincères de ceux qui cherchent à les tromper. Si, de nos jours, c'est un mécanisme savant et redoutable que celui de la calomnie et de la corruption politiques mises au service de l'égoïsme, le temps vient toujours cependant où la Nation voit clair et où justice est faite. Aucun pouvoir n'est stable que celui qui a pour bases l'équité, le désintéressement et la volonté du bien; aucun nom ne reste vénéré et aimé des peuples que ceux des hommes qui les ont servis avec loyauté et qui se sont donnés tout entiers à leur noble tâche.

C'est en nous appuyant sur ces constatations de faits que nous pouvons dire que la plaie du régime démocratique n'est

point incurable et que ce système qui nous est apparu comme le meilleur en théorie peut aussi le devenir en pratique.

Sous le régime aristocratique, les bons citoyens, quand — ce qui arrivait trop souvent — ils ne constituaient pas eux-mêmes l'aristocratie, ne trouvaient pour amener un état de choses meilleur aucun autre moyen qu'un changement de régime, éventualité toujours dangereuse. Avec le système démocratique au contraire l'accès du gouvernement est ouvert à tous : les honnêtes gens, au lieu de se retirer devant les intrigants et les ambitieux, doivent les combattre. Trop souvent, effrayés des luttes politiques, ils reculent devant le tumulte qui monte de l'arène et les spectacles odieux qui se présentent à eux. Ce mouvement de répulsion est compréhensible, mais il constitue en somme une lâcheté dont les conséquences retomberont sous forme de hontes, de désastres et de souffrances sur la Nation entière, y compris ces hommes qui se sont retirés dans leur tour d'ivoire pour se complaire loin du bruit en leur propre honnêteté.

Les bons citoyens doivent au contraire, dans l'intérêt de tous, accepter la lutte contre les pirates de la politique et la poursuivre hardiment, mais sans employer, cela va de soi, les armes de leurs adversaires. Ils doivent se présenter aux masses forts de leur loyauté et de leur valeur morale, et montrer par leur caractère et leurs actes qu'ils sont les plus dignes de commander.

Assurément le triomphe sera souvent difficile ; mais ils trouveront des alliés dans le cœur même des masses qu'il s'agit de conquérir ; car, nous le répétons : la Nation entend que ceux qui la gouvernent travaillent pour elle et non pour eux-mêmes ; si elle nomme pour la représenter des ambitieux et des charlatans, ce n'est point parce qu'elle les veut

tels, c'est parce qu'aveuglée par leur hypocrisie elle les croit sincères, parce que, séduite par leurs sophismes, elle croit justes les buts qu'ils lui présentent. Il faut donc à tout prix confondre le mensonge et la calomnie, faire la lumière partout, écraser sous le poids de leur propre infamie ceux qui sciemment et volontairement vont semant la défiance et la haine; contre de tels êtres aucune pitié n'est de mise, et la tiédeur que l'on montre à leur égard est une faute grave.

Il faut surtout enfin éclairer la Nation, lui démontrer l'inanité des théories par lesquelles on essaie de la tromper, lui indiquer nettement quel est en toutes choses son véritable intérêt; il faut l'instruire afin qu'elle ne cède pas à des entraînements irréfléchis, il faut en un mot faire son éducation, son éducation morale avant tout.

Bien des discours ont été prononcés déjà sur l'éducation morale de la démocratie; bien des efforts généreux ont été faits dans ce but. Mais si beaucoup a été fait, il reste encore beaucoup plus à faire pour enseigner aux hommes à distinguer le vrai sens de leur vie, pour leur inspirer l'amour de l'idéal qui doit les animer, pour leur apprendre ce qu'ils doivent réclamer de ceux qui aspirent à les représenter et à les diriger et pour leur montrer à la lumière de quels principes et d'après quelles règles ils doivent choisir leurs délégués.

Telle est la tâche de l'élite intellectuelle et morale des peuples; à ceux qui la composent revient l'honneur — disons plutôt le devoir, la charge de diriger leurs semblables dans la voie du développement intégral; mais il ne leur est pas permis d'attendre qu'on vienne les solliciter d'accepter cette mission; ils doivent s'en rendre dignes en élevant l'humanité pour l'exercice de la liberté.

Mais une difficulté secondaire s'élève, qui vient ajouter à l'inextricable chaos dont nous parlions plus haut.

Parmi les hommes qui s'occupent du gouvernement des peuples, des opinions très différentes se font jour au sujet de maintes questions qui se posent quand il s'agit d'administrer l'association nationale.

Nous avons dit plus haut que deux grands principes dominent l'activité humaine : celui de liberté, celui de solidarité. Suivant leurs tendances diverses, leur caractère, leur éducation, les circonstances de leur vie, parmi les hommes qui pensent et qui agissent il en est qui sont portés à insister plus particulièrement sur le premier, tandis que d'autres exagèrent l'importance du second. Deux grands partis se forment de la sorte ; mais si multiples et si complexes sont les situations qui se présentent que la controverse est loin de garder pareille ampleur. Les traditions antérieures interviennent aussi pour compliquer le débat et les partis s'enchevêtrent et se divisent à l'infini. Souvent la vue des détails et des nécessités pratiques masque le conflit des principes, et l'on arrive à voir les partisans les plus intransigeants de la solidarité se dire les hommes de liberté à tout prix, alors que ceux qui tiennent pour l'autoritarisme le plus absolu en certaines matières se proclament libéraux et que d'autres essaient de tenir la balance égale entre les diverses tendances, et ainsi de suite.

C'est là une conséquence inévitable de la faiblesse de l'intelligence humaine mise en présence de la complexité du monde où nous vivons. Aucun régime n'a jamais échappé à ces difficultés, et le système démocratique a l'avantage d'avoir ouvert sur ces questions, la libre discussion.

Le devoir des hommes de bonne volonté est, ici encore,

d'étudier ces questions, de s'éclairer des expériences de l'humanité, d'examiner avec soin les conditions dans lesquelles on se trouve et les circonstances qui peuvent indiquer quelle est la solution qui paraît la meilleure.

Ces débats devront être portés devant la Nation ; celle-ci, informée des tendances qui animent ceux qui se présentent à elle, choisira ceux qu'elle jugera avoir les idées les plus saines. Le parti qui, de la sorte, sera porté au pouvoir mettra en pratique ses théories ; il le fera avec sagesse et conscience, prêt à reconnaître, s'il y a lieu, ses erreurs, mais décidé à faire une expérience loyale et, si elle est favorable, à persévérer dans la voie choisie.

Ceux qui auront vu préférer leurs adversaires devront accepter le verdict de la majorité (1). Gardant leur opinion, ils seront spectateurs de l'expérience faite par leurs rivaux, expérience à laquelle ils devront, comme citoyens, se prêter loyalement en ce que le gouvernement exigera d'eux. Si elle est favorable, ils le reconnaîtront (2) ; si non, ils s'attacheront à démontrer à la Nation en quoi la théorie de leurs adversaires est fausse ; ou même, si celle-ci n'est pas mauvaise, en quoi la leur est meilleure ; et quand une nouvelle occasion se présentera pour la Nation de choisir des délégués, ils s'offriront de nouveau pour être désignés et pour tenir à leur tour les rênes du gouvernement.

Ainsi on verra quel est le système le meilleur et tous les hommes de bonne foi pourront s'y rallier ; d'autres problèmes d'ailleurs surgiront, sur lesquels de nouveaux conflits s'élèveront, qui se résoudront les uns après les autres de la même façon.

(1) Voir plus loin ce qui touche à ce devoir imposé à la minorité de se soumettre aux lois faites par la majorité.

(2) C'est là du moins ce qu'il faut souhaiter.

Mais, une fois encore, on nous répondra : c'est là un idéal qui est bien loin d'être réalisé en pratique. Laissons même de côté ces mensonges et ces corruptions dont nous parlions plus haut ; mais les conflits d'opinion ne seront pas compris par les masses populaires. Le plus souvent ils se traduisent par des conflits de personnes ; on vote non pour tel système politique, mais pour tel homme ; ou bien encore, parmi les idées mises en avant par les rivaux, il y en a une qui frappe les esprits ou plutôt les imaginations ; on s'engoue pour elle, elle devient un étendard et on vote sur cette seule idée sans se préoccuper du reste des principes des concurrents.

Cela est vrai ; mais nous ferons à cette objection deux réponses :

En premier lieu, si l'on vote sur les personnes plutôt que sur les idées, cela pourra n'être pas mauvais, si le choix de la personne se fait sainement. Mieux vaut, en effet, pour la Nation que ses représentants soient des hommes d'élite et de grande valeur morale plutôt que des individus qui suppléent au caractère absent par une grande rectitude d'idées. Du reste cette façon même de répondre indique que presque toujours les deux choses se confondront : en désignant le meilleur et le plus digne des concurrents en présence, la Nation choisira presque infailliblement celui dont les vues politiques seront les plus saines et les plus justes ; et si sur certains points il est dans l'erreur, on peut espérer qu'il viendra à s'en rendre compte.

Mais le vote populaire ne désigne pas toujours le plus digne. Cela nous ramène à ce que nous disions plus haut, et c'est notre seconde réponse : le régime démocratique exige une forte éducation nationale ; il faut que les citoyens, par une solide éducation intellectuelle et morale, soient mis à même

de comprendre, d'apprécier et de juger les systèmes politiques en présence comme les personnes des candidats (1).

En résumé, parmi tous les systèmes de gouvernement, le régime démocratique est le seul qui respecte les droits de tous les individus, le seul qui satisfasse également aux deux principes de liberté et de solidarité que nous posions au début de cette étude.

Il présente des dangers; il est d'un maniement délicat et, s'il se trouve faussé par la mauvaise foi, la faiblesse ou l'intelligence des individus, il peut conduire à des résultats déplorables. Mais ce trait lui est commun avec tous les autres régimes; ceux-ci ne sont pas sur ce point plus favorisés que

(1) Il importe ici plus que partout ailleurs de n'être pas dupe des mots et de ne pas juger un gouvernement d'après l'étiquette qu'il porte, mais d'après ce qu'il est en réalité.

Dans l'antiquité grecque et latine le mot République désignait le plus souvent un gouvernement aristocratique et anti-libéral, au lieu que l'établissement de la « tyrannie », de la monarchie ou de l'empire marquait en général le retour de la démocratie. De nos jours aussi on a vu des gouvernements soi-disant démocratiques ressembler fort à ces timbres français de 1830 qui portaient ces mots « République française » au-dessus de l'effigie de celui qui devait être Napoléon III. D'autres fois on vit sous le nom de république s'établir la domination d'une minorité de jacobins et de sectaires; au lieu que tel gouvernement monarchique et aristocratique en apparence, comme celui de l'Angleterre, a toujours mis en pratique les règles du plus sain libéralisme.

Nous ne pouvons mieux exprimer notre pensée sur ce point qu'en laissant parler Ed. Scherer : *Etudes critiques sur la littérature contemporaine*.

« Le plus funeste des préjugés, dit-il, est celui qu'on peut appeler la conception mystique des formes du gouvernement, c'est-à-dire l'idée que chacune de ces formes est en possession de vertus ou de tares spécifiques qui lui sont inhérentes et qui sont sans rapport avec les hommes chargés de l'appliquer.

« Tous les partis en France croient qu'il y a des talismans en politique, ils s'imaginent que les institutions ont une vertu par elles-mêmes, et qu'il ne s'agit que de rétablir ou de rédiger quelques constitutions pour faire le bonheur d'une nation. Comme si le sort d'un Etat ne dépendait pas avant tout de la valeur morale des populations qui le composent ! Comme si des formes de gouvernement pouvaient, de masses ignorantes ou corrompues, faire des citoyens capables de bien user de leurs libertés ! Chose étrange ! Il n'est pas d'erreur plus grossière et il n'en est de plus répandue. Elle serait ridicule si elle n'était tragique, et c'est autour de cette conception enfantine qu'évolue toute notre histoire politique depuis plus de cent ans. »

Et on lit dans un autre endroit :

« La république, pas plus que la royauté, la démocratie pas plus que le privilège, ne donnent à un peuple, l'ordre, la prospérité, l'honneur, s'il les attend d'autre chose que des vertus sociales. »

lui ; rien ne les garantit contre semblables accidents ; et, par sa constitution même, comme un organisme plus sain, le régime démocratique est mieux armé contre ces dangers ; par l'accession de chacun des citoyens au gouvernement, par le contrôle que chacun peut exercer, il offre plus que tout autre des garanties de bon fonctionnement.

Enfin, pour prévenir ses égarements, pour obvier à ses chances d'erreur, un remède se présente : l'éducation intellectuelle et morale des citoyens.

Le régime démocratique existe en fait ; il s'est imposé par la force même des choses. Au lieu donc de déplorer ses excès il faut s'efforcer de les faire disparaître en travaillant à l'éducation populaire, en poursuivant énergiquement cette œuvre de salut social.

III

EXAMEN DE QUELQUES QUESTIONS SPÉCIALES

Avant que nous passions à une autre partie du sujet il reste quelques questions secondaires sur lesquelles il faut dire quelques mots.

1. Doit-il y avoir un ou plusieurs détenteurs du pouvoir ?

Nous avons admis que, dans le régime démocratique, l'exercice du pouvoir doit appartenir à des délégués de la Nation. Devra-t-il y avoir un seul délégué ou un grand nombre de

représentants? Devra-t-on, pour employer les termes usités généralement, se rallier à la dictature ou au parlementarisme?

Chacun des deux systèmes a eu et a encore ses partisans.

A priori il semble que le parlementarisme veut mieux. Il y a, dit la sagesse vulgaire, plus d'esprit dans deux têtes que dans une. Si le pouvoir est confié à un seul homme, il est à craindre que celui-ci ne conduise la Nation comme l'individu isolé dirige sa vie, c'est-à-dire qu'il n'y ait dans l'action gouvernementale trop de ces coups de tête, de ces résolutions soudaines, de ces brusques revirements qui, dangereux déjà dans une existence privée, peuvent avoir s'ils se produisent dans la vie d'un peuple les conséquences les plus graves.

D'autre part ce chef choisi serait sans doute sujet à quelques-unes des faiblesses humaines, étroitesse de vues ou ignorance de certaines des conditions de l'activité humaine, défaut de caractère ou faiblesse morale, et la Nation souffrirait de ces infirmités d'un individu.

Au contraire si la direction des affaires publiques est confiée à un certain nombre d'hommes, il y a beaucoup de chances pour que les qualités diverses qui se rencontrent rarement réunies chez un même individu soient représentées au sein de leur assemblée et pour que leur action soit plus réfléchie, plus sagement ordonnée et poursuivie avec plus de persévérance.

Telle est bien d'ailleurs la solution à laquelle nous pensons qu'il faut se rallier.

La thèse contraire trouve, il est vrai, des arguments puissants dans la considération de ce que produit parfois le parlementarisme. Trop souvent des représentants mal choisis par la Nation aveugle ou trompée, au lieu de s'occuper avec

sagesse et suite des affaires publiques perdent leur temps en vaines discussions ; entraînés par leur intérêt personnel ou par des querelles de parti, ils oublient les besognes urgentes qui les réclament, ils laissent inaccomplies les réformes importantes et impatiemment attendues, ils ont plus de souci des désirs des plus influents parmi leurs électeurs que des besoins de la Nation et celle-ci se lasse d'attendre vainement que ses représentants fassent œuvre utile.

Il arrive alors des jours où l'on se prend à souhaiter qu'un homme vienne et, chassant cette foule d'incapables, prenne en main pour les tenir d'une main sûre les rênes du gouvernement.

Mais on oublie les dangers du pouvoir personnel tels que nous les avons indiqués ; on oublie aussi que bien grande est la tentation, pour celui qui détient l'autorité, d'en user non pas pour le bien de tous, mais pour soi et les siens ; or si plusieurs centaines d'hommes qui, cependant, peuvent se contrôler et se modérer les uns les autres ne savent pas toujours y résister, combien celui-là risquera plus facilement d'y succomber, qui ne connaît ni frein ni surveillance.

Enfin, réussit-on à trouver cet individu extraordinaire, ce bon tyran dont on parle parfois, juste, sage, désintéressé, incorruptible, doué de toute l'intelligence et de toute la moralité désirables, habile et fort, doux et redoutable, que le jour viendrait où il disparaîtrait et où il faudrait le remplacer. Or, depuis le temps où après Marc-Aurèle vint Commode, où les Sévères furent remplacés par les Trente tyrans, on n'a jamais trouvé le secret d'assurer aux meilleurs des souverains de dignes successeurs.

2. Quel est le fondement du droit de la majorité ?

Dans les pages qui précèdent nous avons accepté sans discussion ce qu'on appelle le droit de la majorité.

Lorsque sur une question quelconque : orientation de la politique ou choix des représentants et des agents de gouvernement, consultation doit se faire soit des citoyens soit des assemblées, parmi les opinions ou les personnes en présence l'une réunit des suffrages plus nombreux que ses rivales. Nous avons admis que cette opinion devra être consacrée et mise en application, que cette personne sera désignée pour représenter les citoyens que l'on avait consultés.

Sur quoi se base cette force exécutoire reconnue à l'avis exprimé par le plus grand nombre ?

On y a voulu voir l'application du droit du plus fort. Au lieu de se battre, on se compte ; le combat est censé avoir eu lieu ; les plus nombreux ont vaincu ; la minorité subit la loi du vainqueur.

La raison du plus fort fournit évidemment une sanction possible au droit de la majorité, mais nous ne pouvons admettre qu'il en soit la base, avant d'avoir recherché si nous ne lui trouvons pas un fondement plus sérieux et plus conforme aux principes qui dominent la matière.

Faut-il chercher ce fondement dans une présomption de vérité qui s'attache à l'opinion de la majorité. Du moment que le plus grand nombre a estimé juste cette manière de voir, il est à présumer qu'elle est réellement la plus juste ; du moment que le plus grand nombre a choisi cette personne, il est à présumer qu'elle est en effet la plus digne.

Il est difficile de soutenir cette thèse. Trop souvent il a été

reconnu après coup que la majorité avait fait fausse route, que la justice, la vérité, le bon droit n'avaient eu pour défenseurs que quelques individus. Il n'est pas possible d'ériger sur un fondement aussi fragile le droit de la majorité ; les minorités auraient trop beau jeu pour dire : qui nous prouve que vous êtes dans la vérité ? Nous sommes persuadés que c'est nous qui possédons le bon droit ; votre nombre n'est pas un argument ; nous persistons donc dans notre manière de voir. Il faut une raison plus puissante, telle qu'il en résulte que l'opinion du plus grand nombre doit faire loi, alors même qu'elle devrait, plus tard, être reconnue erronée.

Où trouverons-nous cet argument irrésistible ? Simplement dans ce fait que l'existence du droit de la majorité est une nécessité tout empirique résultant des conditions mêmes de la vie sociale dans le régime démocratique.

Quand deux opinions sont en présence et ne peuvent être consacrées pratiquement l'une et l'autre à la fois, il faut adopter l'une et repousser l'autre ; si tout entière la Nation se prononce pour l'une des deux, la question est résolue ; si les citoyens se partagent en deux camps, l'opinion qui aura réuni le plus grand nombre de suffrages l'emportera, simplement parce que l'on ne saurait raisonnablement concevoir qu'il en soit autrement.

Quel autre système pourrait-on adopter ? Prendre un moyen terme ? Mais dans beaucoup de cas, quand il s'agira de personnes, par exemple, ce sera impossible ; et si cela était praticable il arriverait évidemment que cette opinion intermédiaire serait représentée par des individus qui formeraient un nouveau parti, lequel à son tour entrerait en lutte, participerait aux chances des scrutins et serait adopté... s'il ralliait la majorité et de par le droit de la majorité.

Aucune autre solution ne se présente, le droit de la majorité résulte donc de la nature même des choses. Il faut l'admettre du moment que l'on admet les principes que nous avons posés successivement jusqu'ici. Il est basé simplement *sur la nécessité*.

3. *La représentation des minorités.*

Quand il s'agit de nommer les représentants de la Nation les candidats en présence sont en général les représentants de divers partis ; entre ces partis l'ensemble des citoyens partage inégalement ses suffrages. Usant du droit strict de la majorité, le parti qui l'emporte peut choisir seul les hommes qui dirigeront la Nation entière.

Cependant, si entre ceux qui tiendront en main le pouvoir exécutif il faut qu'il y ait unité de vues, afin que soit assurée l'unité d'action nécessaire dans la vie d'un État, il semble bon en principe que, dans les grandes délibérations sur des sujets qui intéressent tout le monde, des représentants des minorités soient appelés à donner leur opinion, à présenter les vœux et les désirs d'une portion parfois considérable des citoyens. Leurs avis pourront être profitables pour tous, souvent même il arrivera que, sur des questions secondaires, ces délégués des minorités unis à quelques-uns des hommes de la majorité qui se séparent sur ces points de détail de leurs correligionnaires politiques, pourront former une majorité représentant l'opinion d'une majorité existant parmi les citoyens pour désirer telle solution sur tel sujet donné.

Il est donc désirable en principe que, dans les assemblées délibérantes de la Nation, les minorités aient un nombre de représentants proportionné à leur importance numérique dans la Nation elle-même.

Quant à la façon dont cette représentation des minorités sera assurée, nous ne pouvons avoir à l'examiner ici au point de vue des moyens pratiques (1).

4. Le droit à l'insurrection.

Tout en admettant en principe le droit de la majorité, certains théoriciens et même une constitution du siècle dernier ont proclamé que, dans certains cas spéciaux, une fraction du peuple pouvait posséder le droit à l'insurrection.

Il nous semble qu'il y a là contradiction formelle. Du moment que l'on reconnaît à la majorité le droit de commander, il faut imposer à la minorité le devoir strict d'obéir et de se soumettre. La volonté de la majorité doit faire loi pour tous les citoyens, les ordres de la puissance sociale qu'elle établit doivent être obéis par tous les associés. Cela nous paraît inéluctable. Les individus qui s'insurgeront contre cette volonté pourront et devront être remis à la raison au moyen de la force que la majorité possède par cela même qu'elle est telle.

Il est nécessaire de développer quelque peu cette proposition en passant en revue rapidement les diverses classes d'individus que l'on voit parfois s'insurger contre la loi établie par la majorité des citoyens.

Dans une première catégorie nous trouvons des gens forts

(1) Il faut malheureusement constater que, jusqu'ici, l'idée de la représentation proportionnelle des minorités paraît avoir fait peu de progrès au sein de nos démocraties. Il faut d'ailleurs ajouter que souvent la faute en est à ces minorités; tout en demandant à être représentées dans les assemblées délibérantes, elles laissent entendre qu'elles y joueront un rôle d'opposition irréductible et systématique. D'autres fois — et il serait facile de citer des exemples — les minorités diverses se coalisent pour présenter aux électeurs des listes dites de représentation proportionnelle, où sont représentés tous les partis en effet... sauf celui qui compte le plus grand nombre d'adhérents.

peu intéressants : ceux qui, au nom de leur intérêt personnel ou simplement de leurs désirs, violent les règles posées par l'autorité sociale, soit pour se procurer des jouissances qu'ils convoitent, soit pour satisfaire leurs haines ou leurs instincts. Ce sont les criminels de droit commun. Si la Société doit respecter en eux l'homme, elle possède incontestablement le droit de se défendre contre leurs attaques et de protéger contre eux chacun de ses membres.

La question devient plus délicate quand les protestataires basent leur refus d'obéissance sur des principes] qui sont les leurs et auxquels ils sont attachés par une conviction sincère.

Un individu ou un groupe d'individus ont sur une question d'intérêt social une opinion très nette, mais c'est l'opinion contraire qui se trouve consacrée par la majorité. Le gouvernement rend obligatoires une série de mesures qui découlent de ce vote. Les opposants de tout à l'heure devront-ils se soumettre à ces applications du principe qu'ils repoussent (1)?

Sans aucun doute. Cette soumission des minorités est la condition nécessaire du maintien de l'ordre social (2). Ceux dont l'opinion exprimée et soutenue de bonne foi n'a pas triomphé doivent se plier à la règle adoptée par l'autorité sociale ; mais ils ont le droit, ils ont même le devoir, s'ils persistent dans leur manière de voir, de défendre celle-ci et de démontrer ses avantages, de convaincre un à un leurs adversaires ; et au jour — s'il arrive — où ils seront, par l'effet de leur propagande, devenus majorité, ils imposeront à leur tour le système de leur choix.

(1) Prenons un exemple dans les questions de politique actuelle. Si l'impôt progressif sur le revenu venait à être légalement établi, ceux qui jugent mauvaise cette mesure devraient-ils se soumettre à la déclaration de leurs revenus et au paiement de cet impôt ?

(2) Cette loi est inhérente au principe même de l'association imposée.

Remarquons qu'il pourra très bien se faire que la majorité soit dans son tort au fond, qu'elle applique des principes faux, ou bien qu'elle empiète par ses ordonnances sur des domaines où il serait beaucoup plus sage de respecter la liberté de chacun. N'importe. On ne pourra d'ailleurs décider d'une façon certaine si elle a tort ou raison que plus tard, quand l'expérience aura été poursuivie jusqu'au bout; aujourd'hui elle croit être dans le vrai et il n'est aucune règle supérieure infaillible qui permette à aucun pouvoir humain de l'arrêter; elle est la majorité, cela suffit; sous peine de disloquer, de détruire, d'émietter les sociétés humaines, il n'est permis à personne de lui résister ou de se soustraire à ses ordres. Chacun de ceux qui croient qu'elle se trompe doit s'attacher à faire éclater son erreur au grand jour, mais en attendant il doit obéir.

Il est des cas cependant, où la question devient souverainement délicate.

Il peut arriver que des individus se considèrent comme formellement empêchés par leur conscience de se soumettre aux ordres de la majorité. Ce cas diffère du précédent en ce que la conviction intime de l'opposant revêt pour lui un caractère obligatoire qui lui présente l'obéissance à la loi dans tel cas particulier non plus seulement comme un acte contraire à ses principes, mais comme une faute morale dont il ne saurait se rendre coupable.

Par exemple il s'agit d'un individu qui, par suite de scrupules de conscience tels qu'on en trouve dans certaines sectes, refuse de porter les armes; ou bien une loi impose à tous les citoyens l'obligation de prendre part aux cérémonies d'un culte particulier et il se trouve des dissidents à qui leur conscience défend de s'y soumettre; ou enfin telles ou telles

manifestations de la pensée humaine sont interdites et cependant un homme estime de son devoir de dire ou de faire ce qu'il croit nécessaire de porter à la connaissance de tous (1).

La solution reste la même que plus haut. L'individu ou le groupe qui se trouve en opposition avec la majorité pourra et devra faire tous ses efforts — en usant des moyens de propagande qui ne tomberont pas sous le coup des lois — pour faire changer l'opinion du plus grand nombre ou au moins pour démontrer que les mesures qu'il n'admet pas portent atteinte à la liberté individuelle et, comme telles, sont dangereuses et mauvaises; mais s'il ne réussit pas la loi de la majorité sera exécutée. S'il s'insurge, la société aura le droit de prendre contre lui telles mesures qu'elle jugera légitimes. Il nous est absolument impossible d'adopter une solution différente; si néfaste, si mauvaise que soit la volonté de la majorité, elle devra être respectée par tous tant qu'il y aura une majorité pour l'appuyer et pour lui donner force obligatoire.

Cependant parmi les hommes qui proclament ce droit strict de l'autorité sociale, il en est heureusement beaucoup qui, s'ils se trouvaient être l'individu dont nous parlons, jugeraient de leur devoir de protester au nom de ce qu'ils croient vrai, au nom de la liberté individuelle, et de ne pas se soumettre quoi qu'il en doive advenir.

Ce sont de telles résistances, ce sont les mesures de rigueur qui leur répondent qui, souvent, ont fait revenir les peuples et les gouvernements sur les résolutions injustes et mauvaises qu'ils avaient adoptées en des jours d'égarement. Il faut qu'il y ait parfois des hommes qui se sacrifient de la sorte

(1) Il va de soi que nous ne parlons point ici de la pensée intime de l'individu laquelle ne peut qu'être absolument libre tant qu'elle ne se traduit aucunement par des actes extérieurs.

pour rappeler à l'humanité ce qui est juste, pour la faire réfléchir et la sauver des abîmes vers lesquels elle se précipite.

Mais la loi n'en doit pas moins suivre son cours. C'est l'avenir, c'est la postérité qui dira si les insurgés, les révoltés que la Société a condamnés étaient des fous, des hallucinés ou des criminels, ou s'il faut vénérer en eux des martyrs, des précurseurs qui ont souffert pour la vérité et la justice.

Le droit à l'insurrection n'existe donc pas en principe. Il y a deux cas cependant où les groupes de citoyens peuvent se soulever contre le gouvernement dont ils relèvent. Mais il faut remarquer qu'il ne s'agit plus alors de véritables insurrections :

Il peut se faire qu'il y ait une fraction de la Nation composée d'individus qui, groupés sur une même portion de territoire, possèdent d'autres aspirations, d'autres traditions, d'autres mœurs, d'autres volontés que le reste de la Nation ; ils forment en réalité une autre nation. Il peut arriver qu'ils se soulèvent pour réclamer soit leur autonomie, soit leur rattachement à un autre pays.

On ne saurait guère leur refuser le droit de le faire lorsque ces insurgés sont de race et de civilisation sensiblement aussi avancées que leurs anciens maîtres (1).

C'est de ce droit qu'ont usé les Etats-Unis, les colonies Espa-

(1) Nous laissons donc en dehors le cas où les populations soumises sont de civilisation inférieure. Ici nous croyons que dans l'intérêt universel de l'humanité il faut permettre à la nation suzeraine de les retenir sous son empire.

Remarquons que souvent il sera fort difficile de déterminer si l'on se trouve dans le premier ou le second de ces deux cas, car il y a des populations desquelles il serait malaisé de dire si leur émancipation serait désirable ou non, pour elles-mêmes et pour l'humanité.

gnoles et Portugaises d'Amérique, la Grèce, les Etats balkaniques, l'Italie, etc.; ajoutons aujourd'hui la Crète.

Dans tous ces cas et autres analogues il y a eu non pas insurrections mais tentatives légitimes d'émancipation de la part de peuples dont l'asservissement était une violation flagrante des lois de la vie sociale.

En second lieu, il peut arriver que, par suite de circonstances particulières, usurpation de pouvoirs, non renouvellement des représentants, guerre, etc., le gouvernement se trouve, en fait, aux mains d'une minorité de la Nation ou des représentants d'une minorité et que ceux-ci prétendent gouverner la majorité en lui imposant des mesure qu'elle n'approuve pas.

En droit c'est, avons-nous dit, à la majorité qu'il appartient de commander; si elle se soulève pour reconquérir le pouvoir, l'insurrection n'est plus une atteinte portée au droit de la majorité, elle n'est qu'une intervention légitime de la force pour rétablir et affirmer ce droit (1); elle ne peut donc qu'être approuvée.

Mais en fait il est souvent difficile de discerner en pareil cas de quel côté se trouve la majorité, la netteté de cette expression ne répond pas toujours à ce qui existe, dans nos Etats modernes surtout où les questions politiques sont si complexes et les partis si enchevêtrés.

Aussi, en somme, ce n'est jamais qu'après l'événement que l'on peut prononcer si une insurrection était légitime; on peut dire ici sans paradoxe que, en général, c'est la fin qui justifie les moyens; en effet, les plus nombreux sont les plus

(1) C'est ce cas, croyons-nous, que la Constitution de l'an I avait en vue, quand elle consacrait le droit à l'insurrection.

forts (1) ; si les insurgés réussissent à s'emparer du pouvoir, c'est qu'ils se trouvaient être la majorité ou que celle-ci les approuvait; ils avaient donc le bon droit pour eux; s'ils échouent, c'est le contraire.

(1) Il faut observer pourtant que, grâce aux armes perfectionnées dont disposent actuellement les troupes régulières, ceci peut n'être pas toujours vrai.

CHAPITRE V

LES POUVOIRS DE L'AUTORITÉ NATIONALE

Quels sont les pouvoirs de cette autorité dont nous venons de reconnaître l'existence et de désigner les dépositaires ?

En principe le gouvernement peut tout, ou du moins ses droits ne rencontrent aucune limite humaine (1).

Il peut tout, à condition bien entendu qu'il représente réellement la majorité. Il n'en serait point de même si la prétendue majorité n'était en réalité qu'une minorité, ce qui peut se produire dans les États où le droit de vote est refusé à une grande partie des citoyens. Il n'en serait plus de même non plus si la majorité venait à changer sans que les idées ou le personnel du gouvernement se modifiassent avec elles ; nous avons vu que, en pareil cas, le pouvoir étant en réalité détenu par une minorité, l'insurrection elle-même est, en théorie, légitime.

Si le gouvernement peut tout faire, il n'est cependant pas

(1) Nous verrons plus loin que, toute intervention surnaturelle mise à part, ses prétentions peuvent trouver des bornes d'un autre ordre.

bon qu'il fasse tout ; et c'est précisément le rôle du sociologue d'essayer de déterminer les règles qu'il est préférable qu'il observe dans ses agissements ; il faut rechercher en quoi son action peut aider au progrès social et individuel, en quelles matières il vaut mieux qu'il s'abstienne, enfin jusqu'à quel point la liberté de l'individu doit être respectée par lui et dans quelle mesure il peut empiéter sur elle.

Ce sont ces questions et les mille problèmes qu'elles soulèvent qui font l'objet des études qui traitent de ce qu'on appelle « Le Rôle de l'État » ou de l'association imposée envisagée dans ses rapports avec les particuliers.

Nous n'aborderons pas ces questions ; les bornes de notre essai ne nous le promettent pas. Il nous suffira de montrer qu'ici encore doivent s'appliquer les principes que nous avons posés au début de ce travail.

C'est ici que se déploie dans toute son ampleur cette notion de l'État que nous avons prise comme point de départ de tous nos développements : l'État est une vaste association coopérative qui n'existe que pour accomplir dans l'intérêt commun les travaux de tous ordres qui doivent être menés à bonne fin et ne peuvent l'être sans cette universelle coopération.

Si simple qu'elle soit, cette notion qui peu à peu se fait jour paraît ne pénétrer que bien difficilement dans les esprits. Pour la plupart des hommes, l'État semble une sorte d'être d'une nature toute spéciale, nous dirions volontiers une sorte d'entité métaphysique d'une essence particulière, distincte de l'ensemble des individus lesquels ne sont que des sujets.

Pour les uns c'est un épouvantail, un être envahissant et dangereux dont l'intrusion est toujours à craindre en toutes choses et qu'il faut par tous les moyens renfermer dans

les attributions qu'on veut bien lui laisser exercer. Pour les autres c'est une Providence dont chaque citoyen doit pouvoir attendre la satisfaction de tous ses besoins et de tous ses désirs.

Bien autrement féconde est la façon d'envisager ces questions que nous avons suivie dans ces pages. Les conséquences rationnelles que l'on peut tirer de l'idée directrice et des principes que nous avons indiqués plus haut nous paraissent conduire aux solutions les plus équitables et les plus simples.

On distingue ordinairement dans la tâche qui, dévolue à l'État, justifie l'existence de cet organisme, deux ordres de fonctions bien différentes.

L'État a la charge, d'abord, de protéger la vie, la liberté, la personnalité (1) de chacun de ses membres contre toute attaque provenant d'un groupe d'hommes ou d'un individu — fût-ce un de ses propres nationaux.

En second lieu — et quelques-uns ont contesté la légitimité de cette extension de sa tâche — il doit mettre à la disposition de ses membres les moyens de développement qui leur sont nécessaires et qu'ils ne pourraient se procurer par l'effort individuel ou par l'association libre.

Cette distinction nous paraît reposer sur un examen superficiel. Au fond, ces deux modes d'activité se ramènent à un seul : il y a dans les deux cas, qu'il s'agisse de défendre les individus ou de les mettre à même de progresser, un travail

(1) Par ce mot nous entendons tout ce qui fait l'homme ; c'est-à-dire non seulement sa personne physique, mais sa personnalité morale, ses sentiments, sa sensibilité, sa pudeur, etc., mais aussi les objets qui ne sont pour ainsi dire que le prolongement, que les accessoires de sa personne, ses biens propres par exemple, ou les choses dont il a l'usage, etc. Cette proposition demanderait des développements qui seraient fort intéressants mais dans lesquels nous ne pouvons entrer ici.

accompli en commun et indispensable pour assurer leur vie et leur développement au sein d'un milieu social favorable.

Par quelles séries de mesures, de lois, par quels travaux se manifestera cette coopération de nationaux ?

Faisant ici une étude théorique et non un traité d'application pratique, nous ne pouvons ni nous ne voulons rien préciser en cette matière. En quelques mots nous indiquerons seulement les fins principales que se proposera l'activité de l'Etat et nous examinerons par quelles voies on arrivera à la détermination des mesures à prendre.

Se souvenant que la liberté de chacun est une condition nécessaire du progrès de tous, l'Etat devra respecter autant que possible cette liberté et n'y apporter des entraves que quand ce sera absolument nécessaire ; non seulement il ne devra jamais attenter à la liberté de conscience, mais il lui faudra assurer de la façon la plus large la faculté pour chacun de se développer autant qu'il est en lui suivant ses aptitudes et ses tendances propres. L'Etat se gardera donc de réglementer l'activité de l'individu plus qu'il ne sera strictement nécessaire, mais il le protégera contre toute atteinte, de quelque part qu'elle vienne ; il lui fournira les moyens de s'affranchir de toute oppression et le défendra, par la force s'il le faut, contre toute attaque.

Se souvenant aussi que tous sont solidaires et que le corps social est tout entier malade quand un seul de ses membres pâtit, la Société mettra à la portée de chacun les moyens d'atteindre par ses efforts le plus haut point de perfection dont il est susceptible (1). Non seulement elle se chargera des

(1) Nous insistons sur ces mots, *par ses efforts*. L'individu doit se développer par lui-même, par son travail, par son énergie propre ; la Société doit mettre à sa disposition les moyens d'y arriver, mais on ne saurait concevoir qu'il fût, par elle, dispensé de faire

grands travaux qui sont utiles à tous ou elle surveillera leur exécution, mais elle ne permettra pas qu'aucune des forces intellectuelles ou morales qui auraient pu être utiles à la communauté soient étouffées par la violence et l'égoïsme ou restent stériles faute d'encouragements et d'appui ; elle ne tolérera pas que, parmi les membres de l'association, il y en ait qui édifient leur fortune ou leur bien-être sur les ruines de leurs semblables, qui spéculent sur leur naïveté, sur leur misère, sur leur honte, sur leur faiblesse pour s'enrichir, pour jouir à leur détriment, sans souci du sang et des larmes des malheureux. Elle sera la protectrice et le champion des faibles, des souffrants, des misérables, des meurtris, de l'enfant qu'on scandalise ou qu'on corrompt, de la fille qu'on abandonne après s'être joué d'elle, de la femme qu'on traite en esclave, du travailleur qu'on exploite, de l'ignorant dont on dédaigne le désir d'instruction, du pauvre qu'on méprise, du malade qu'on néglige, du vieillard qu'on oublie ; elle les prendra par la main et, faisant sienne la parole du Maître, « tout ce que vous avez fait à l'un de ces petits dira-t-elle, c'est à moi que vous l'avez fait ! » Et grâce à la force dont elle sera armée, à ceux qu'on repoussait et qu'on piétinait elle fera leur place au soleil, elle leur rendra la part qui leur revient de toutes choses et assurera pour eux aussi l'exercice du droit imprescriptible de l'individu au libre et intégral développement.

Se souvenant enfin que la coopération volontaire est la loi de l'avenir, l'association imposée désirera toujours voir venir le moment où elle sera inutile ; elle remettra les uns après les autres les services dont elle s'est chargée à l'asso-

effort pour progresser, pour subvenir à ses besoins, pour s'instruire, pour s'enrichir, etc. D'ailleurs les résultats obtenus de la sorte ne seraient jamais sérieux et le développement moral, le seul qui ait une véritable importance, ne peut être acquis que par ce travail de l'individu lui-même.

ciation libre des hommes comprenant enfin leurs devoirs sociaux (1).

Mais encore, comment déterminera-t-on les cas précis où l'Etat aura à intervenir, à substituer son action à l'initiative volontaire et à requérir la coopération obligatoire de tous ? Quels seront d'autre part ses moyens d'action, quelles mesures effectives prendra-t-il ?

On a cru pouvoir en ces matières poser des axiomes qu'on a voulu ériger en règles immuables de droit public. Il nous semble qu'une pareille tentative sera toujours vaine. Il n'y a place ici que pour des solutions d'espèces ; aucune règle générale ne saurait être bonne toujours et partout ; telle solution qui en un certain temps et dans un certain milieu peut être excellente apporterait au contraire dans une vie sociale différente le plus grand désarroi.

Dans chaque cas particulier l'autorité compétente devra statuer en s'inspirant des circonstances, en tenant compte des temps, des lieux, des antécédents, du caractère national, en calculant les conséquences possibles de cette décision.

(4) L'association libre est assurément bien supérieure moralement à l'association imposée ; mais il faut reconnaître que les expériences faites jusqu'ici ne permettent pas d'affirmer que la première remplacera bien vite la seconde. L'initiative privée a, dans certains pays au moins, une irrégularité d'allures qui déconcerte et qui empêche qu'on puisse compter sérieusement sur elle pour accomplir de grandes tâches ; à côté de splendides élans elle a des défaillances lamentables. Auprès d'elle l'action administrative paraît lourde, lente, embarrassée de minuties et de paperasses, enfin elle est froide et bureaucratique et répugne aux tentatives généreuses et aventurées. C'est vrai, mais, sauf exceptions, les entreprises dont celle-ci s'est chargée fonctionnent à peu près régulièrement, et tant bien que mal elle réussit à atteindre une partie du but proposé ; on n'en saurait malheureusement pas dire autant de l'initiative privée dont les entreprises, après de beaux débuts voient souvent venir le temps de l'indifférence et de la ruine complète.

Il nous faut cependant ajouter qu'il y a des pays où l'initiative privée, plus régulière, mieux disciplinée, mieux consciente de son rôle, plus énergique et plus résolue, arrive de très beaux résultats. C'est le cas en Angleterre.

Les deux grands principes posés plus haut : respect de la liberté individuelle, respect du fait de la solidarité universelle, devront toujours dominer ses délibérations ; mais eux-mêmes ne sauraient dicter seuls une solution, ils constituent — qu'on nous permette cette comparaison, — comme une sorte de balancier double qui permet d'éviter à la fois les deux abîmes : individualisme excessif et communisme tyrannique, entre lesquels la société doit toujours cheminer sans se laisser entraîner sur leurs pentes glissantes.

Il faut donc franchement faire table rase de tous ces systèmes sociaux qu'on présente tous faits, véritables lits de Procuste dans lesquels on veut faire entrer toutes les sociétés, en les mutilant, en leur ôtant précisément ces caractères propres qui constituent leur personnalité, leur originalité et font leur force progressive.

De même qu'en morale il n'y a pas de code immuable (1), mais une tendance vers la perfection et vers l'idéal dont les manifestations varient avec les temps, les lieux et les hommes, en même temps que cet idéal lui-même se transforme en s'épurant, de même en sociologie il n'y a pas de formule toujours et partout applicable, il n'y a qu'une évolution des sociétés humaines qui tendent vers une vie sociale où la liberté serait toujours mieux assurée et la loi de solidarité toujours mieux respectée, évolution qui se poursuit sous des formes et par des moyens variés et appropriés aux peuples, aux races et aux conditions physiques, scientifiques et morales de l'existence.

Il n'y a qu'une société absolue, c'est la société idéale ; en attendant qu'elle soit réalisée — et assurément elle ne le sera

(1) En dehors, bien entendu, de ces prescriptions universelles qui s'opposent au débordement des passions et des instincts de la brute que renferme tout homme.

jamais ici-bas — il faut se résigner à ne rien proclamer jamais que de transitoire et de relatif.

Le rôle du gouvernement, c'est-à-dire des représentants de la majorité guidée par l'élite morale de la Nation, est donc de rechercher ces formes, ces moyens, ces mesures, qui, à chaque moment, seront les plus favorables à la marche normale de l'évolution, et les plus propres à acheminer la société vers son but.

C'est là une tâche difficile et qui exige de la part de ceux à qui elle est dévolue la plus grande attention, le plus grand sérieux et la plus grande loyauté. Il faut que le gouvernement possède au plus haut degré l'intelligence et le sens pratique qui permettent de saisir entre toutes les solutions possibles celle qui, dans le cas particulier, est véritablement la meilleure ; il faut qu'il possède la probité la plus scrupuleuse afin de ne jamais céder à des considérations d'intérêt personnel qui souvent viennent se jeter en travers du devoir politique ; il faut enfin qu'il ait une énergie et une force morale suffisantes pour persévérer dans la voie reconnue bonne, malgré les attaques de ses adversaires et ses propres faiblesses.

Il suffit de formuler ces desiderata pour que l'on sente combien tout gouvernement est inférieur à ce qu'il devrait être. L'infinie complexité des affaires sociales rend extraordinairement difficiles l'étude et la solution de chaque problème ; les effluves malsaines qui vicient l'atmosphère politique rendent plus difficiles encore les déterminations conscientes et indépendantes ; enfin, au milieu des influences contradictoires qui entrent en jeu, la stabilité et l'unité de vues des hommes au pouvoir sont bien compromises.

Et pourtant, les sociétés humaines vivent. Bien plus, mal-

gré bien des heurts, à travers bien des dangers, côtoyant bien des abîmes, elles vont vers le progrès. Leur marche est lente, coupée d'arrêts brusques ou de reculs qui effraient; mais cependant elle est sensible si on considère de longues périodes successives.

C'est que, malgré ses erreurs et ses imperfections, l'homme se sent attiré vers le Mieux. Sous les décisions empiriques des gouvernements, sous les lois marquées au coin d'une époque et reflétant ses vices ou ses erreurs, on retrouve toujours cette tendance universelle qui préside aux destinées de l'espèce. La volonté humaine se fait consciente et libre et quand elle a saisi par l'imagination le but digne de son labeur, elle fait effort pour l'atteindre et résiste au tourbillon des forces inférieures, triomphant des lois naturelles ou les pliant à son service.

Parfois aussi un homme apparaît qui semble concentrer en lui la vigueur de toute une génération; il montre à ses semblables oublieux la route qu'il faut suivre, il les rappelle à leur devoir; par sa parole, par son exemple, par ses actes, par sa direction, il ramène l'humanité dans sa véritable voie, et pendant quelque temps les hommes suivent sa trace et marchent d'un pas plus ferme vers le but.

D'ailleurs, ici encore nous retrouvons cette salubre influence des lois naturelles que nous avons signalée déjà plus haut.

Tôt ou tard, chaque mesure sociale bonne ou mauvaise porte ses fruits bienfaisants ou funestes. Les sanctions de la nature se font quelquefois longtemps attendre, mais leur jour vient; elles sont irrégulières et capricieuses, mais elles sont cruelles aussi parfois, et rien ne saurait les détourner. Une

société ne peut pas se jouer des lois sociologiques. Toutes celles qui n'en ont pas tenu compte, toutes celles qui ont méconnu et les vraies conditions de la vie sociale et leurs devoirs, ont vu tôt ou tard s'abattre sur elles l'inéluctable châtimement.

L'Histoire est le livre d'or des progrès de l'humanité, mais elle est aussi le memento lamentable des cataclysmes au milieu desquels des peuples et des cités se sont écroulés et ont péri à cause de leurs fautes.

Chaque fois qu'une nation a fait trop bon marché de la liberté de l'individu, le despotisme et l'affaissement matériel et moral l'ont conduite à sa ruine. Chaque fois qu'une nation a vu l'égoïsme individuel se développer aux dépens de la solidarité sociale, elle s'est effondrée dans la boue et dans le sang. Chaque fois que, plus simplement, un peuple, une civilisation n'ont pas su s'accommoder aux nécessités des temps, que, pour une raison ou pour une autre, traditions, respect de prétendus principes, insouciance, immoralité, manque de décision, luttes intestines, ils n'ont pas voulu prendre en temps opportun l'attitude commandée par les circonstances, des catastrophes et des deuils sont arrivés bientôt pour les rappeler à eux-mêmes, pour leur montrer les périls imminents (1).

Heureuses les nations à qui de tels avertissements ont suffi

(1) Il serait facile, à l'appui de ces dires, de citer des exemples en grand nombre, mais nous ne voulons point porter ici des jugements sommaires que nous n'aurions point le temps de justifier; chacun suppléera facilement, d'après ses souvenirs historiques, à cette lacune.

A propos de ces mesures qu'il faut savoir prendre quand il en est temps encore, rappelons seulement l'attitude énergique adoptée par certains Etats dans la lutte contre l'alcoolisme. Celui-ci menaçait de conduire les peuples à la ruine matérielle et morale, à la misère et à la mort; l'initiative privée et mieux qu'elle encore l'intervention administrative (appelée et dirigée par l'opinion publique) ont réussi en Angleterre, en Suisse, aux Etats-Unis, en Scandinavie surtout, à enrayer et même à restreindre le fléau. Souhaitons que les autres nations comprennent aussi la gravité de la situation.

pour les arracher à l'abîme où elles couraient ! Combien d'autres ont persévéré dans leurs fatals errements jusqu'à la chute définitive !

Et cependant l'humanité marche en avant ; de nouveaux peuples, de nouvelles races, de nouvelles civilisations viennent prendre la place des disparus ; et instruits par leur exemple ils évitent quelques-uns des obstacles contre lesquels leurs devanciers se sont brisés, pour rencontrer d'ailleurs plus tard eux-mêmes de nouveaux périls (1). Parfois aussi ceux que le malheur a frappés acceptent les leçons de l'épreuve et écoutent la voix de la sagesse ; l'expérience des siècles accumulés s'ajoute à l'instinct primordial pour donner à l'humanité une vue de plus en plus nette du but à poursuivre.

Voilà cette force supérieure à laquelle nous faisons allusion, qui impose aux puissances humaines des bornes qu'elles ne sauraient franchir. Celles d'entre les lois sociales ou nationales qui sont en contradiction avec les nécessités des temps ne peuvent subsister ; le moment vient où, sous la pression plus forte des faits et des lois naturelles, elles disparaissent. Cela ne se passe pas sans troubles et sans convulsions ; mais les malaises sociaux guérissent ; des peuples, des races, des civilisations sont engloutis ; d'autres surgissent ! — et qu'importe à l'éternelle nature !

Irons-nous plus loin encore ? Disons-nous : l'humanité pourrait s'abîmer par sa faute ; d'autres races, d'autres êtres peuplent l'infinité des mondes et l'évolution se poursuivrait toujours à travers les espaces immenses ?... On le pourrait, mais nous nous arrêtons ici.

(1) Après que la question de l'esclavage eût été résolue, les nations civilisées ont vu se dresser devant elles le problème plus redoutable encore que l'on appelle la question sociale.

Il est au fond des choses une Force, une Puissance, une Volonté toujours agissante qui préside à l'évolution des êtres et qui guide l'éternel Univers vers sa Fin mystérieuse (1).

(1) Nous ne faisons point ici de l'histoire pareille à celle que faisait Bossuet dans le *Discours sur l'histoire universelle*. Violentant les événements, il prétendait les orienter tous coûte que coûte vers un fait particulier dont il faisait le pivot de l'histoire entière des êtres et des mondes.

Pour nous, nous ne prétendons point fixer cette fin mystérieuse vers laquelle marche l'Univers. Nous observons scrupuleusement les faits et nous constatons seulement qu'au fond des choses il est des lois suprêmes dont il n'est point permis aux hommes et aux sociétés de s'écarter trop loin ou trop longtemps, sous peine des plus terribles catastrophes. Nous pouvons découvrir par une patiente observation quelques-unes de ces lois, mais nous ne croyons pas du tout les comprendre et les formuler dans leur ensemble d'une façon complète et définitive. C'est là une entreprise qui, semble-t-il, dépassera toujours la capacité de l'esprit humain.

CHAPITRE VI

LES RAPPORTS DES NATIONS ENTRE ELLES

I

LES PRINCIPES

Une dernière question nous reste à examiner.

Quelles doivent être l'attitude et la conduite des nations les unes à l'égard des autres ?

Les mêmes principes qui nous ont guidé jusqu'ici nous fourniront encore la solution de ce problème. Voici les conclusions que nous allons développer et essayer de justifier.

1° Les nations, comme les individus, doivent être libres, autonomes et inviolables.

2° Comme les individus, les nations sont solidaires les unes des autres.

3° Pour elles comme pour les individus enfin, la loi de l'avenir c'est la coopération volontaire dans la libre association.

1. L'autonomie et l'inviolabilité de la Nation.

La Nation doit être libre, autonome et inviolable.

C'est la conséquence directe de tout ce que nous avons dit plus haut en essayant d'expliquer ce qu'est une nation.

Une nation, ce n'est pas un groupement amorphe d'hommes que rien n'attache les uns aux autres ; ce n'est pas un territoire découpé arbitrairement sur le sol terrestre, c'est quelque chose de plus, c'est une grande solidarité, c'est une âme, un principe spirituel ; or, au nom de cette individualité, de cette personnalité, elle a droit à la liberté ; elle seule peut, suivant sa nature, suivant ses aspirations propres et ses besoins particuliers, diriger sa marche en avant, choisir ses voies et se tracer des règles de conduite.

Cette affirmation, nous ne la basons pas d'ailleurs seulement sur le droit de cette personne morale nommée la Nation, mais sur le droit de chacun des individus qui composent cette association.

Chacun de ceux-ci a en elle le milieu social qui lui est convenable et au sein duquel son évolution se poursuit normalement, à condition qu'elle-même continue à vivre suivant les lois qui lui sont propres et qui sont modelées sur ses caractères particuliers ; toute intervention extérieure qui vient modifier ces lois ou exercer en quelque sens que ce soit une action perturbatrice sur la société viole les droits de chacun de ses membres.

A bien plus forte raison ces droits se trouvent méconnus si l'homme est arraché à son milieu social naturel pour être agrégé à un autre qu'il n'a pas choisi et qu'on lui impose de force.

Tel est le premier principe qu'il importe d'établir.

Nous en tirons les conséquences suivantes : Une nation ne saurait avoir le droit d'asservir une autre nation, de la soumettre à son empire et à ses lois ; elle n'a pas le droit non plus de lui enlever une portion quelconque de ce qui lui appartient, de lui prendre de force ni un pouce de son territoire ni un seul de ses nationaux.

Une nation ou un groupe de nations ne peuvent, en principe, intervenir en aucune manière dans les affaires d'une autre nation, ni pour fixer un but à son activité, ni pour lui dicter telle ou telle mesure pratique (1).

Les nations se doivent donc les unes aux autres le respect le plus absolu de leur autonomie et de leur intégrité.

2. La solidarité des nations.

Mais en regard de ce principe et de ses conséquences, ici encore nous rencontrons le fait de la solidarité.

Les nations sont attachées les unes aux autres par des liens qui, tous les jours, se font plus étroits en même temps que leur existence se révèle de plus en plus clairement à l'observateur.

La contagion — physique ou morale — existe entre les peuples comme entre les hommes, en sorte qu'un seul ne

(1) Nous disons : *en principe*, car il faut bien reconnaître qu'il y a des cas particuliers où cette règle devrait être abandonnée ; ceci se produirait au cas où une nation par son attitude serait une cause de trouble social, au cas où par ses actes elle violerait gravement les droits de l'humanité.

C'est ainsi qu'on comprendrait fort bien que les nations civilisées fermassent d'autorité le tripot de Monaco ou intervinssent en Turquie pour arrêter les massacres des chrétiens.

Remarquons toutefois qu'il sera très difficile de déterminer dans quel cas cette intervention sera légitime.

Il est bien entendu que nous n'envisageons ici que les rapports entre nations civilisées.

peut être atteint sans que tous souffrent de son mal. Les facilités de communication, le machinisme, l'extension des affaires et du commerce, la division du travail qui s'établit entre les peuples aussi, sont là pour mieux assurer ces répercussions lointaines de tous les chocs, de tous les troubles sociaux.

Ce sont les maladies qui se jouent des frontières et des cordons sanitaires, ce sont les cataclysmes naturels qui ne sauraient être arrêtés par les lignes de douanes, ce sont les crises industrielles, les krachs financiers dont le contre-coup se fait sentir sur tous les marchés, ce sont les coutumes, les mœurs, les modes, les livres, les journaux, le théâtre qui, de chacune des grandes agglomérations humaines, se répandent sur tout le globe, portant avec eux ou un air vicié et corrompu ou des souffles bienfaisants.

Aucun peuple ne saurait être si bien isolé des autres que ce qui intéresse ceux-ci ne pût le toucher. Malgré les tarifs douaniers, par exemple, la production excessive d'argent des mines américaines vient peser sur le prix auquel le paysan français vend son sac de blé; l'ouverture d'une fabrique de produits manufacturés au Japon ou au Chili fait perdre leur gagne-pain à quelques-uns de nos ouvriers, tandis que l'établissement d'un comptoir dans une île perdue des antipodes le leur rendra (1).

A quoi bon multiplier ces constatations; tout cela est devenu vérité banale. Et si de petites choses ont de si lointaines conséquences, combien ne seront pas plus graves celles des grands faits sociaux. La situation anormale de l'Alsace-Lorraine n'est-elle pas en grande partie cause que

(1) Ces répercussions sont évidemment très lentes, très confuses et s'enchevêtrent de telle sorte qu'il est souvent fort difficile de les apercevoir; mais elles s'opèrent cependant d'une façon indubitable.

tous les peuples européens se croient obligés de se ruiner en armements. La maladresse commise par l'Allemagne en 1871 a contribué plus que toute autre chose à développer et à envenimer cette plaie du militarisme qui, outre tous les autres dommages qu'elle entraîne, épuise l'Europe au grand profit de l'Amérique. Enfin, pour citer un dernier exemple, n'avons-nous pas vu récemment la querelle de deux peuples de l'Extrême-Orient inquiéter tout l'Occident et provoquer les craintes les plus vives au sujet de l'avenir de l'Europe (1).

La situation est donc ici la même que nous avons exposée en étudiant les rapports des individus. La liberté de la Nation se heurte contre le fait de la solidarité internationale qui tend à la restreindre; des conflits s'élèveront donc, pareils à ceux que nous avons signalés au début de notre travail; à tout instant une nation, en prenant des mesures qu'elle jugera utile à son progrès, lèsera les autres nations, et le trouble apporté dans la vie sociale de celles-ci se répercutera bientôt dans la sienne propre.

Comment donc trancher la difficulté? Ici encore la liberté et la solidarité trouveront leur commune formule dans l'association libre, dans la coopération volontaire.

Les nations, comme les hommes, devront discuter ensemble leurs communs intérêts; chacune verra alors des restrictions apportées à son activité, mais cela sans qu'elle ait à en souffrir puisqu'elle les aura librement consenties; chacune aussi travaillera volontairement en vue du progrès de toutes et recueillera pour elle-même le fruit des efforts accomplis en commun.

(1) Ne voyons-nous pas aujourd'hui (5 mars 1897) toute l'Europe se demander angoissée si le jour des grandes tueries et des grandes ruines est près de sonner, et cela à cause des égarements de ce fou sanguinaire qui s'appelle Abdul-Hamid et de l'exaspération légitime de quelques patriotes arméniens et grecs qui ont osé résister à leurs bourreaux?

3. *La coopération volontaire des nations.*

Cette coopération volontaire des nations en vue du progrès général s'est d'ailleurs, depuis bien longtemps, réalisée en maintes circonstances et de nos jours elle étend son domaine d'une façon toujours plus sensible.

Il semble que les peuples sont en état de guerre perpétuelle ou au moins de paix armée, se surveillant, se jalousant, se cantonnant systématiquement chacun sur son territoire et observant à l'égard de ses voisins la plus stricte réserve. Mais c'est là une vue erronée des choses résultant de ce que les luttes économiques et guerrières ont un grand retentissement; en réalité, ce ne sont que des accidents — cruels il est vrai — qui viennent troubler quelquefois les rapports des peuples.

En disant que cette coopération volontaire des nations existe en fait dans une large mesure, nous ne faisons pas allusion aux traités d'alliance que concluent deux ou trois pays ou aux relations d'amitié que l'on scelle bruyamment de temps en temps et qui cachent parfois des menaces adressées à des tiers ; mais nous voulons parler des mille petits services que se rendent journellement les nations et sans lesquels nous serions ramenés à la sauvagerie. A côté des grands instruments diplomatiques, il y a d'innombrables conventions internationales et, par dessus les frontières, en dépit des camps retranchés qui s'échelonnent le long des positions stratégiques, malgré les vieilles querelles et les haines de peuples, par le réseau serré des routes, des chemins de fer, des lignes de navigation et des fils télégraphiques s'établit un immense courant d'activité qui unit dans un même effort

tout le monde civilisé. Si on laisse de côté la langue, les formes et parfois la façon de procéder, on peut dire qu'il y a, à certains points de vue, dans les choses de la vie normale, une union aussi étroite entre les diverses nations qu'entre les provinces d'un même pays.

Faut-il citer des exemples ?

Une lettre mise à la poste en France et revêtue d'un timbre français pourra passer entre les mains d'employés appartenant à dix nations différentes, pour être remise fidèlement à destination ; il en sera de même pour les envois de marchandises ; les lignes de chemin de fer des pays voisins correspondent et toute personne peut à son gré (1) voyager où il lui plaît, protégée qu'elle est, quelle que soit sa nationalité, par les lois des lieux où elle se trouve ; les peuples s'entendent pour établir à frais communs des tunnels, des lignes télégraphiques ou téléphoniques ; les vaisseaux de chaque nation ont libre accès dans les ports des autres ; les indications météorologiques ou sanitaires se transmettent régulièrement entre tous les points du globe ; quand la famine désole un pays, les autres le fournissent de subsistance ; les autorités de chaque nation donnent aux particuliers, aux gouvernements ou aux fonctionnaires étrangers les renseignements civils ou administratifs qui leur sont demandés ; un contrat passé sur le territoire d'un peuple est en principe valable partout ; un acte revêtu par l'autorité sociale d'un État de l'authenticité aura en principe en tous pays la même autorité ; les magistrats et la force publique d'un pays exécutent les commissions rogatoires et les mandats émanés de leurs collègues étrangers ; les découvertes utiles à l'humanité sont, où qu'elles

(1) Il ne faut rien exagérer pourtant et ne pas oublier que parfois cette coopération est refusée par certaines nations ou fournie de très mauvaise grâce ; on se souvient par exemple du temps où, pour franchir certaine de nos frontières, il fallait se munir d'un passeport, lequel était du reste souvent refusé.

aient été faites, mises à la portée de tous ; enfin on voit à chaque instant des nations faire à l'étranger des emprunts, soit qu'elles émettent leurs titres de rente sur les marchés du monde, soit qu'elles s'adressent directement à un Etat en lui demandant de leur consentir un prêt momentané.

De tous ces faits que nous venons d'énumérer en les prenant au hasard entre bien d'autres analogues, les uns ont été amenés par la force des choses, d'autres sont nés de rapports d'intérêt privé que des ordonnances des autorités nationales ont sanctionnés, d'autres enfin résultent d'accords internationaux, et de nos jours ceux-ci sont de plus en plus fréquents, soit qu'ils constituent des traités qui ne lient que deux ou plusieurs contractants, soit qu'ils sortent de grands congrès où se réunissent les délégués de toutes les nations civilisées pour étudier de concert les grands problèmes qui s'imposent à l'attention universelle et pour délibérer ensemble sur les mesures à prendre dans l'intérêt commun.

Toujours plus nombreuses sont ces grandes réunions internationales, officielles ou officieuses, composées de représentants des états ou de délégués d'associations privées, congrès postaux, sanitaires, pénitentiaires, scientifiques, religieux, etc., et ils nous acheminent sûrement vers le temps où toutes les questions qui intéressent l'humanité entière seront discutées et résolues par de pareils congrès, et où tous les problèmes internationaux seront tranchés à l'amiable par entente entre les peuples.

C'est cette entente universelle qu'il nous faut désirer puisqu'elle nous offre la conciliation la plus parfaite des deux grands principes qui nous guident. Par elle les exigences de la loi de solidarité sont respectées sans que la liberté de personne en ait à souffrir.

II

LA COOPERATION FORCÉE DANS L'ASSOCIATION IMPOSÉE DOIT-ELLE ÊTRE ÉTABLIE ENTRE LES NATIONS ?

1. Position de la question.

Nous ne sommes pas parvenus encore à l'état de choses que nous considérons comme un idéal et les nations sont en général, semble-t-il, bien loin de vouloir s'y ranger.

La coopération à formes multiples qui existe déjà entre elles, ce n'est pas, au fond, leur volonté qui l'a créée, c'est la force des choses, ce sont les nécessités pratiques de la vie. Au degré de civilisation où nous sommes parvenus, on ne saurait plus admettre, en effet, qu'il fût impossible par exemple à deux individus habitant deux pays différents de correspondre par lettres, ni que les frontières pussent s'opposer au commerce, aux voyages d'affaires ou d'excursions, ni enfin que les malfaiteurs trouvassent à l'étranger un refuge inviolable. Mais aussitôt que la nécessité de l'accord ne paraît plus si évidente, celui-ci fait défaut et on voit à chaque instant un peuple, n'écoutant que les conseils de son intérêt immédiat, de ses désirs ou de sa jalousie, suivre telle ligne de conduite qui lui paraît avantageuse mais qui porte à un ou plusieurs de ses voisins le plus grand préjudice. Parfois même le conflit se fait plus aigu et il peut arriver que, pour un temps, tous les rapports cessent entre deux ou plusieurs nations et font place à la guerre. Celle-ci, déclarée au mépris de la solidarité humaine, se termine généralement par un

traité qui porte les plus cruelles atteintes à la liberté et à la dignité du vaincu.

Une pareille conduite ne peut que porter préjudice à tout le monde, aussi bien au peuple qui méconnaît les principes sociaux qu'à ceux contre lesquels sont dirigés ses agissements, car ici encore il y a de ces justes retours de la loi de solidarité qui font retomber sur celui qui l'a méconnue les conséquences de ses propres actions. (1)

Faut-il adopter ici la même solution que nous avons admise au début de cette étude et dire : entre les nations comme entre les individus devrait exister la coopération forcée dans l'association imposée ?

La question est délicate ; elle a soulevé déjà bien des colères et fait les frais de bien des discussions.

Au lieu de l'aborder directement en la posant sous cette forme : devrait-on établir — au besoin par la force — une confédération de tous les états civilisés, au sommet de laquelle on placerait une autorité commune dont les décisions feraient loi pour tous, nous nous acheminerons vers la solution en examinant ce qui s'est passé autrefois, ce qui se passe encore hors d'Europe.

2. L'Association imposée entre les fractions d'un même pays.

Jadis, chacune des cités antiques était un état autonome et fort jaloux de son indépendance. Les froissements incessants et les luttes constantes qui résultaient d'un pareil état de

(1) C'est ce qui — au dire de certains économistes — se passe pour les nations qui ont adopté la politique douanière protectionniste. Ces nations mêmes sont, prétendent-ils, les premières à pâtir de ces mesures dirigées par elles contre l'étranger.

choses ruinèrent la Grèce et abattirent l'Italie et le monde hellénique aux pieds de Rome.

Auparavant déjà les innombrables tribus et petits clans de l'Asie et de l'Afrique avaient été absorbés par les grands empires orientaux.

Après les invasions, la féodalité reconstitua sur le sol européen une foule de petits groupements à peu près autonomes; peu à peu ceux-ci s'aggrégèrent en duchés, en comtés, en marquisats, lesquels continuèrent à s'entre-déchirer; mais un temps vint où le roi de France et les souverains des autres nations firent cesser ces discordes et constituèrent les États modernes.

Or si la cité ou la tribu ou la seigneurie ne sont que des associations forcées d'individus, qu'était-ce que les grands empires anciens, sinon des associations forcées de tribus, qu'était-ce que l'empire romain, sinon une association forcée de cités? Le duché de Bourgogne ou de Normandie était une association forcée établie entre les seigneuries ou les villes bourguignonnes et normandes; le royaume de France était l'association forcée des duchés, des comtés, des marquisats, des villes libres, etc. qui morcelaient le territoire de notre patrie et, de nos jours enfin, celle-ci constitue elle aussi une immense association forcée qui groupe les 36,000 communes françaises.

Nous avons montré plus haut en effet que, si les communes doivent avoir une certaine autonomie et une indépendance relative, il faut cependant qu'au dessus d'elles existe ce groupement qui s'appelle la Nation et qui possède le droit de leur dicter des lois.

3. L'Association imposée aux populations de races inférieures.

Au sein de l'humanité on peut distinguer trois catégories de sociétés.

Viennent d'abord ce qu'on nomme ordinairement les peuples civilisés; ce sont les quarante ou cinquante nations de race blanche et rouge qui habitent l'Europe et l'Amérique et auxquelles on peut ajouter le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud. Leur culture est à peu près la même, leurs mœurs, leurs coutumes, leurs lois, leurs gouvernements ont les rapports les plus étroits, il s'est depuis un certain nombre d'années établi entre elles un courant d'idées intense et l'on peut dire qu'elles marchent à peu près toutes ensemble en tête de l'humanité.

En second lieu nous trouvons quelques peuples, civilisés à vrai dire, mais fort différents des précédents et qui, cantonnés sur leurs antiques traditions, semblent répugner beaucoup à entrer dans le concert européo-américain; ce sont souvent des nations qui avaient devancé les nôtres dans la voie du développement intellectuel et même social, mais leurs progrès sont lents et de nos jours elles se trouvent — au moins en ce qui touche à la vie sociale — fort en retard; ce sont la Chine, l'Hindoustan, les peuples indo-chinois, la Perse et les nations musulmanes.

Enfin il y a des fractions de l'humanité qui restent fort en arrière de ces deux groupes, et qui, plus ou moins dénuées de toute culture, sont comprises par la langue vulgaire sous le nom générique fort commode de sauvages; ce sont les peuplades africaines et océaniennes et un certain nombre de tribus de race rouge ou jaune qui, cantonnées dans les savanes,

les selvas ou les pampas de l'Amérique ou de l'Europe et dans les déserts de la Mongolie, de la Sibérie du Nord-Est, sont restées à l'écart de leurs congénères plus avancés.

Parmi ces peuples il y en a d'ailleurs qui, comme les Hovas, certains groupes de Mongols, les sultanats soudanais, les Malais, etc., se rapprochent de ceux de la seconde catégorie et établissent une transition semblable à celle que quelques républiques américaines et certains États musulmans ménagent entre les deux premières classes.

Les peuples civilisés ont plus ou moins nettement — mais avec grande raison, nous semble-t-il — proclamé le droit de l'humanité d'utiliser pour son développement toutes les ressources que lui fournit le globe terrestre; et ils ont entrepris de les mettre en œuvre. A mesure que la science les armait et leur enseignait à tirer parti de tout, ils voyaient leur champ d'action s'élargir si bien qu'ils sont arrivés à cette conviction que c'est la terre entière qui doit être le champ de travail de toute l'humanité. Ici sont les matières premières; là il y aura des débouchés, là on fabriquera, autre part se feront les cultures et ailleurs s'installeront des marchés ou des entrepôts; en un mot, c'est la division du travail qui s'établit suivant les nécessités locales et suivant la meilleure adaptation de chaque territoire à tels ou tels travaux. La surface entière du globe et tous les hommes doivent coopérer de la sorte au bien général.

Mais un obstacle surgit : de grandes portions du sol terrestre sont occupées par des races qui se soucient peu de tout progrès social ou qui entendent continuer à vivre suivant leurs antiques traditions; elles paraissent incapables de s'élever seules à la civilisation ou bien elles prétendent

empêcher qui que ce soit de profiter des produits ou des avantages naturels de leur sol. C'est le nègre qui gaspille certaines des richesses de l'Afrique et qui, en même temps, laisse infécondes la plupart des énergies productives de cette terre vierge ; c'est l'Afghan, le Tartare, le Bédouin, le Touareg qui, naguère encore, fermaient à l'Européen l'accès de vastes territoires exploitables ; c'est le Chinois, l'Annamite, le Siamois, l'Hindou, le Hova qui prétendent l'empêcher de tirer parti pour le bien commun des ressources minérales, industrielles, commerciales ou autres que peut fournir leur territoire et qu'eux-mêmes ne mettent pas en valeur, etc.

Les peuples civilisés ont-ils le droit de faire cesser un tel état de choses, peuvent-ils, par une main-mise sur une contrée, de quelque nom que l'on baptise cette entreprise — colonisation, protectorat ou traité — ouvrir cette région à leur commerce, exploiter ses richesses, la sillonner de voies de communications, y porter leur agriculture et leur industrie ? peuvent-ils essayer de faire pénétrer parmi ses habitants leur culture, leurs goûts, leurs aptitudes au travail et leurs besoins, en même temps que leur développement intellectuel et leurs croyances morales et religieuses ?

En un mot leur sera-t-il permis de faire entrer territoire et population dans la société civilisée et, si les populations se refusent à cette transformation, leur sera-t-il permis d'employer la force pour arriver au but désiré ?

C'est une question fort discutée. Certains théoriciens épris de liberté à outrance répondent : Non ! Si une peuplade sauvage accepte le protectorat d'une nation civilisée, on pourra *peut-être* admettre celle-ci à l'exercer ; mais jamais elle ne doit l'imposer ; il y aurait là violation absolue de la liberté et de l'autonomie des peuples — et d'ailleurs les nations euro-

péennes ont coutume d'exercer d'une façon si scandaleuse leurs prétendus droits que ceux-ci doivent leur être refusés.

En fait, les nations civilisées ne tiennent aucun compte de ces observations. En théorie, nous les croyons mal fondées.

Si on les admettait comme justes, il faudrait concéder aussi que, au sein d'une société quelconque, les malfaiteurs ne doivent pas être inquiétés et qu'un individu peut se refuser absolument à remplir tous les devoirs que lui dicte la loi de solidarité; il faudrait laisser les enfants, les fous, les maniaques, les prodigues satisfaire tous leurs caprices et diriger leur vie comme ils l'entendraient sans se permettre d'exercer aucun contrôle sur leurs actions; il faudrait renoncer à mettre en tutelle les incapables, renoncer aussi à les instruire, à les élever, à les empêcher de se conduire d'une façon aussi nuisible à eux-mêmes qu'à la société.

Or nous avons admis plus haut non seulement que les incapables devaient être privés de certains droits, mais aussi que la Société avait le droit et le devoir de les mettre en tutelle. La société humaine (1) a le même droit à l'égard des populations plus ou moins arriérées que l'on peut, tout en reconnaissant les degrés qui existent entre elles, assimiler aux incapables que nous avons énumérés.

La France, par exemple, agit comme représentant de l'humanité civilisée en faisant entrer par la persuasion ou par la force les Algériens de l'Afrique du Nord, les Maures et les Noirs du Sénégal, du Soudan et du Congo, les Hovas, les Annamites, les Laotiens, les Kanaques ou les Taïtiens dans le courant de la vie moderne, en les associant à elle à titre de sujets et en requérant leur coopération à l'œuvre commune.

(1) N'oublions pas que celle-ci agit au nom du droit au libre et intégral développement qui appartient à chacun des individus qui la composent.

La plupart du temps rien dans les traités ou dans les faits ne proclame ceci d'une façon explicite, mais tel est le principe sous-entendu de toute colonisation ou de tout protectorat. D'ailleurs, il y a eu bien des cas où cela a été exprimé fort clairement par des congrès internationaux comme celui de Berlin qui, partageant les régions nouvellement découvertes, déléguait à chaque nation le droit et le devoir d'en amener les habitants à faire partie intégrante de la société des peuples civilisés.

Nous reconnaissons donc d'une façon complète aux nations civilisées le droit de protectorat, et au besoin de conquête, qu'elles revendiquent à l'égard des autres ; elles accomplissent là une mission civilisatrice dont il est juste qu'elles retirent des avantages (1). Mais nous y posons une condition : il faut qu'elles se montrent à l'égard de ces races inférieures des institutrices dévouées et bienveillantes ; elles ne doivent pas oublier qu'elles ont le devoir de les élever peu à peu ; il leur faut donc les observer, étudier leurs caractères et leurs aptitudes et leur fournir le moyen de se développer suivant les lois de leur nature (2) : enfin au jour où cette éducation est assez avancée pour que l'intervention étrangère ne soit plus nécessaire, elles doivent rendre l'indépendance à ces peuples qu'elles ont contribué à créer et les introduire elles-mêmes dans la société des nations (3).

(1) Nous ne pouvons détailler ici quels seront ces avantages pratiques que la Nation en général, et ses membres en particulier, retireront de ces entreprises.

(2) *Suivant les lois de leur propre nature*, disons-nous ; ceci est trop souvent oublié par des administrateurs qui ne se préoccupent pas assez de la façon dont il faut se conduire à l'égard de chaque peuple et dont il faut diriger son évolution.

(3) Cette conduite désintéressée est d'ailleurs bien plus avantageuse pour la nation qui la met en pratique que la conduite opposée. Tôt ou tard la sécession s'opère ; dans le premier cas subsistent entre la métropole et l'ancienne colonie des rapports pacifiques et cordiaux, dans le second, à la guerre d'émancipation succède la défiance et la haine ; ainsi en était-il encore récemment entre l'Espagne et ses anciennes colonies, au lieu que le Brésil, séparé du Portugal sans luttes, entretenait les meilleures relations avec son ancienne métropole.

Nous convenons facilement du reste que les nations civilisées ne comprennent pas toujours leur devoir. Il faut donc s'efforcer de leur indiquer quel il est, de leur montrer que d'ailleurs leur avantage véritable leur dicte la même ligne de conduite (1). Cela sera infiniment plus sage que de leur dénier vainement les droits qu'elles exercent (2).

4. L'Association imposée entre les nations civilisées

Nous venons de voir l'association imposée groupant les communes et les provinces pour former les États, et unissant les peuples arriérés aux États civilisés.

Irons-nous plus loin ?

Il nous semble qu'il n'y a aucune raison théorique qui s'y oppose.

Comme entre les communes qui composent un État, il devrait y avoir association forcée entre les nations qui composent l'humanité, et cela pour les mêmes raisons. Ces raisons nous les résumerons en une seule phrase : cette mesure serait nécessaire pour assurer d'une façon effective la coopération la plus entière de tous au bien commun et cette coopération est indispensable pour que l'humanité fasse des progrès sérieux.

(1) Cette proposition n'a point besoin d'être expliquée. Plus les populations des colonies seront bien traitées et plus la métropole travaillera à les faire progresser, plus à leur tour elles rendront de précieux services à la métropole.

(2) Il est une question que nous n'avons point abordée, c'est celle de la concurrence que pourront faire ensuite ces races inférieures aux nations européennes. Nous ne pouvons la traiter ici mais nous signalons en passant sa gravité.

Elle se pose en ce qui concerne surtout l'Afrique et l'Asie.

Ce qui est à craindre, c'est que noirs et jaunes rejettent à la mer les colons européens établis sur leur sol, c'est ensuite non point leur invasion en Europe, mais l'invasion de leurs produits — et cela serait pire, car l'invasion des noirs ou des jaunes stimulerait nos énergies pour la résistance, au lieu que l'invasion de leurs produits à des prix déflant toute concurrence, ce serait la misère, l'oisiveté, ce serait le malaise économique porté à son paroxysme, ce serait la dislocation et la ruine de nos sociétés, ce serait l'avènement d'un nouveau moyen âge que certains philosophes voient déjà s'appesantir sur la terre.

Grâce à cette union stable et permanente la division du travail s'opérerait plus régulièrement entre les lieux et les races ; les aptitudes particulières de chacune de celles-ci se développeraient ; l'échange le plus actif de services, de denrées, d'idées, etc., s'établirait par tout le monde sans rencontrer d'obstacles ; la paix, l'ordre, la marche régulière de l'humanité résulteraient de l'accord effectif de toutes les autorités sociales ; enfin les luttes économiques violentes et les guerres cesseraient pour faire place à une émulation pacifique, telle que celle qui existe aujourd'hui entre les cités ou les provinces d'un même pays.

Le principe une fois posé, nous n'entrerons pas dans son développement, nous bornant à quelques considérations pratiques.

Remarquons d'abord que la force des choses tend à amener ce résultat que nous souhaitons ; elle a constitué déjà les nations et entre elles elle a créé tous ces liens dont nous énumérons plus haut quelques-uns. Quand le temps sera venu, grâce au développement toujours plus grand des communications et à toutes les autres forces qui travaillent à abaisser les barrières factices qui séparent les peuples, elle fera franchir à l'humanité le dernier pas et elle nouera le faisceau de la confédération humaine.

D'ailleurs cette union ne se fera que peu à peu et progressivement ; ceux qui ont voulu trop vite la constituer, même partiellement, ont échoué. Les nations autonomes sont nées d'hier à peine ; on ne peut encore raisonnablement espérer de les voir renoncer à l'indépendance absolue ; cette trans-

formation ne se fera que sous la pression des circonstances et grâce aux progrès de la raison.

Il faut attendre que, comme toutes les grandes évolutions sociales qui se sont accomplies, cette réforme soit mûre; rêver de la mettre à exécution dès aujourd'hui par la force seule serait une chimère et un crime; le moyen de travailler utilement à la réaliser, c'est de préparer l'opinion publique à l'accepter, bien mieux, à la désirer; du jour où l'opinion sera suffisamment éclairée sur les vrais intérêts de l'humanité, la confédération des peuples se fera d'elle-même, l'emploi de la force ne sera nécessaire peut-être que pour contraindre quelques gouvernements récalcitrants.

Ajoutons que si bien des esprits sont opposés à cette union universelle, c'est qu'on semble croire qu'au sein de celle-ci les nations devraient perdre, avec leur individualité, toute liberté, ne conservant ni leurs caractères propres, ni leurs tendances spéciales, ni leurs aspirations personnelles, régies qu'elles seraient toutes par un gouvernement commun. Rien n'est plus loin de notre pensée; nous allons développer notre idée en parlant du sentiment patriotique; remarquons seulement que cette fusion qu'on redoute de tous les peuples dans le même moule serait un pur non-sens historique et ethnographique; nous avons montré plus haut que l'existence de la Nation est un fait qui résulte de la nature même des choses et contre lequel il serait insensé de s'élever. Aussi *nous ne parlons point de fusion, mais de confédération.*

Ce qui trouble les idées, c'est peut-être cette unité, cette centralisation que l'on rencontre dans certains pays, dans le nôtre spécialement. On se représente le gouvernement de la confédération humaine avec les mêmes tendances centralisatrices qui sont celles de quelques États modernes.

Mais précisément nous sommes loin de croire que cette centralisation nationale soit bonne; il faut évidemment qu'il y ait un pouvoir central au-dessus des communes, mais nous croyons qu'il serait bon de laisser à celles-ci plus d'indépendance et d'initiative qu'elles n'en possèdent. Nous croyons aussi qu'entre elles et les États devraient exister de grandes confédérations de communes, des provinces, jouissant à leur tour d'une certaine autonomie; chacune ayant son caractère propre, ses tendances, ses besoins et son activité particulière, restant d'ailleurs soumise en ce qui touche les intérêts généraux de la Nation au pouvoir central, acquerrait une prospérité et une vigueur nouvelles dont le corps social entier bénéficierait.

Sans méconnaître les nécessités historiques qui ont amené l'état de choses existant, nous applaudissons donc aux tentatives actuelles de décentralisation; elles ne pourront du reste que conduire à la confédération internationale, au sein de laquelle, de même chaque peuple, conserverait son autonomie, son caractère spécial, ses tendances particulières et ne serait soumis au pouvoir central qu'en ce qui toucherait aux intérêts généraux. •

Si l'on nous objecte que les rivalités économiques subsisteront toujours entre les peuples, nous répondrons que ces mêmes rivalités existaient entre les régions naturelles d'une même contrée et que celles-ci n'en ont pas moins été unies sous une même autorité malgré les désastres qui pouvaient en résulter, et qui en sont résultés pour certaines; celles-là ont été sacrifiées à un intérêt général supérieur. D'ailleurs, ces ruines ont été la plupart du temps évitées, grâce précisément à l'union qui met une partie de la force des uns au service de la faiblesse des autres, grâce aussi aux facilités

toujours plus grandes de communication qui, mettant les matières premières à la portée de tous, permettent à chaque canton de trouver un travail qui répond à ses aptitudes et de se spécialiser suivant que son intérêt le lui conseille.

Il en sera de même entre les nations qui, bientôt, ne seront pas en réalité plus éloignées les unes des autres que les provinces d'un État ne le sont aujourd'hui. C'est d'ailleurs ce rapprochement incessant des États, qu'opèrent de nos jours la vapeur et l'électricité, qui contribuera peut-être le plus à amener cette union que nous espérons.

Enfin, avons-nous dit, la guerre disparaîtra.

Mais il y a des gens qui prétendent que cette suppression de la guerre serait pour l'humanité le plus grand des malheurs. « La guerre fait les nations, a dit un de ceux-là (1), la guerre les relève lorsqu'elles s'affaissent sous l'influence des intérêts matériels et des querelles de parti. La guerre c'est la lutte, et la lutte est partout dans la nature; elle assure la grandeur et la durée au plus instruit, au plus capable, au plus noble, au plus digne de la perpétuité. Le jour où ce qu'on appelle la fraternité entre les peuples deviendrait une réalité, le règne de la barbarie sénile et les hontes de la décadence ne seraient pas éloignés. »

Il est vrai que parfois la guerre a été pour certains peuples le coup de fouet qui rappelle au sentiment de la réalité et du devoir; elle a pu aussi par moments stimuler toutes les énergies et tendre tous les ressorts d'un peuple, mieux que les travaux pacifiques et les luttes contre les puissances naturelles; mais on nous permettra de croire que ce ne sont que les races inférieures ou les peuples déjà gagnés par cette décadence

(1) Viollet-le-Duc, *Histoire d'une forteresse*, in-fine.

dont on parle qui ont besoin, pour être rappelés à eux-mêmes, que l'on réveille en eux les instincts les plus bas et les plus sauvages de la brute. Les nations saines, vigoureuses et fortes n'ont pas besoin de telles excitations (1), elles trouvent dans la conscience du devoir individuel et social ce qu'on cherche ailleurs dans la crainte d'un péril imminent ou dans le déchaînement des haines et des jalousies.

Nous espérons qu'avec la multiplication des liens internationaux et les progrès de la raison, le temps viendra où on ne comprendra plus que des millions d'hommes aient pu, au mépris à la fois des intérêts sociaux les plus évidents et de tous les sentiments les plus tendres et les plus élevés, se ruer les uns sur les autres pour se massacrer méthodiquement (2). Nous ne comptons pas voir ce progrès se réaliser bientôt ; mais, si l'on examine froidement les choses, tout annonce qu'il se produira (3).

Nous concluons donc en disant que nous espérons voir l'humanité, un jour, ne former plus qu'une grande famille ; au

(1) De toutes les nations la plus riche, la plus sûre d'elle-même, la plus féconde en hommes vigoureux et énergiques prêts aux grandes initiatives et aux entreprises difficiles est précisément la seule des nations européennes qui, ne craignant point de guerre continentale, ne se prépare point pour celle-ci et n'a point adopté le service militaire obligatoire, c'est celle aussi au sein de laquelle les idées d'arbitrage international font le plus de progrès effectifs, c'est la reine du monde commercial : l'Angleterre.

On objectera que, sur le terrain de la lutte commerciale et industrielle, l'Angleterre ne le cède à personne en fait d'aptitude au combat. Mais nous ne prétendons point du tout supprimer l'émulation économique et morale des peuples et des hommes qui est le stimulant du progrès ; ce que nous espérons voir disparaître, c'est la guerre à main armée.

(2) Alors que l'on voit aussitôt après le combat, pendant le combat même, d'autres hommes, portant de part et d'autre l'uniforme des belligérants, parcourir le champ de bataille pour recueillir les blessés et essayer de guérir les plaies que la main de leurs camarades vient de faire.

(3) Souvenons-nous toutefois qu'il est certaines questions internationales à la base desquelles il y a des actes d'injustice qui doivent être réparés avant qu'il soit permis de parler d'oubli et de paix. On sait quelle est la plus grande, la plus sérieuse, la plus brûlante de ces questions qui doivent être résolues conformément à la justice avant que notre rêve puisse se réaliser.

sein de celle-ci chacun, gardant sa personnalité et son caractère, aura son devoir à remplir et fera sa part de la tâche commune sous la surveillance d'une autorité sociale supérieure qui, émanée de tous, laissera à chacun, à chaque groupe social, à chaque nation, la plus grande liberté et la plus grande initiative compatibles avec le bien général.

Sans doute ce jour n'est pas proche encore; bien des guerres, bien des conflits sanglants auront lieu avant qu'il luisse. Mais il semble pourtant que déjà son aurore éclaire nos sociétés de ses premières lueurs (1). Peu à peu, les questions brûlantes seront résolues, les peuples s'uniront et se grouperont en confédérations de plus en plus étendues, et enfin on verra peut-être se réaliser le rêve de ceux qui, dès aujourd'hui, dès les temps antiques même, depuis les prophètes hébreux (2) jusqu'aux philosophes contemporains, se sont dévoués à cette œuvre de solidarité, de bon sens et de justice.

(1) Tous les jours on voit les idées d'arbitrage et de paix gagner du terrain grâce à la pression irrésistible des faits, grâce aussi à la propagande incessante des individus et des sociétés qui avec un zèle et un dévouement dignes d'éloges, se sont fait les apôtres de cette grande cause et veulent arriver à faire régner la paix et à l'assurer par le respect du droit, selon la formule qui sert de titre à l'une des plus vaillantes revues pacifiques : *« La Paix par le Droit »*.

(2) Il arrivera dans la suite des temps
Que la montagne de la maison de l'Eternel
Dépassera le sommet des montagnes
Et que toutes les nations y afflueront.
.....
L'Eternel sera le juge des nations,
L'arbitre des peuples.
De leurs glaives ils forgeront des hoyaux
Et de leurs lances des serpes.
Une nation ne tirera plus l'épée contre une autre,
Et l'on n'apprendra plus la guerre.

(Esaïe, II, 2-4. Michée, IV, 1-3).

III

LE PATRIOTISME

1. Sa légitimité.

Nous pourrions nous arrêter ici si nous ne croyions utile de consacrer quelques pages spéciales à l'un des éléments de la question si complexe que nous traitons dans cette dernière partie.

Le grand obstacle qui, aux yeux du plus grand nombre, paraît s'opposer à la confédération des peuples n'est pas d'ordre matériel mais d'ordre moral, c'est le sentiment patriotique. Le Patriotisme semble incompatible avec l'union des peuples; en le mettant en regard de l'internationalisme considéré comme sa négation on croit avoir tranché le problème.

Il y a là analyse incomplète; nous croyons que le patriotisme n'est en rien opposé à la fédération internationale, mais qu'au contraire, en s'épurant, en se fortifiant, il conduira vers elle.

Qu'est-ce que le Patriotisme ?

Comme au besoin de liberté est attaché le sentiment de l'indépendance et de la dignité personnelle, à la loi de solidarité correspond le sentiment altruiste; le patriotisme est un des nombreux aspects pratiques de celui-ci.

L'homme, enchaîné en fait par la nature au groupe social dont il fait partie, s'est toujours senti attaché à celui-ci par une affection d'une nature toute particulière, en sorte que, le plus souvent, il fait volontiers les sacrifices que la nécessité exige de lui. Il a aimé la famille, la tribu, la cité, la province, la nation. A mesure que le groupe social se transformait, s'élargissait, le sentiment qui devait devenir le patriotisme s'est élargi avec lui.

Ce groupe social n'est d'ailleurs pas resté un et indivis ; en dessous de la patrie existent encore la province, la commune, le hameau ; le sentiment a, ici encore, suivi les faits et, en-dessous du patriotisme national, il y a le patriotisme provincial, le patriotisme local, etc.

Ce sentiment patriotique est un des plus naturels au cœur de l'homme et l'un des plus saints parmi ceux qui animent l'humanité et la guident dans la voie du perfectionnement.

La Patrie, c'est le sol qu'ont foulé nos ancêtres et qui garde les cendres de nos pères, c'est le village natal, ce sont les champs, les forêts, les montagnes, les rivages où s'est écoulée notre enfance et auxquels se rattachent ces mille souvenirs touchants ou joyeux, pénibles ou charmants qui font notre vie ; la patrie, c'est la langue qui la première a résonné à nos oreilles, ce sont les mœurs et les coutumes auxquelles nous nous sommes lentement accoutumés ; la patrie c'est le milieu au sein duquel notre naissance nous a placés et qui a mis sur notre être tout entier sa puissante empreinte, en sorte que quand nous en sommes séparés, nous nous sentons mal à l'aise, dépaysés — c'est le mot juste — parce que nous ne voyons plus autour de nous ce que nous étions habitués à y trouver.

Mais il y a quelque chose de plus encore ; à cet amour du

pays natal il s'est ajouté un élément poétique, religieux, surnaturel presque. La Patrie n'est pas seulement l'association imposée qui groupe en vue de certaines fins un certain nombre d'individus entre lesquels existent des affinités profondes ; c'est une espèce d'entité métaphysique distincte des individus qui composent l'association nationale ; c'est un être que les peintres et les sculpteurs revêtent de formes tangibles, que les poètes chantent et que les citoyens aiment d'un amour ardent ; à son appel, le laboureur laisse son sillon, l'ouvrier quitte son atelier, le penseur oublie ses livres et sa plume ; pour la défendre chacun s'arme ; pour porter au loin son prestige, pour accroître sa richesse ou sa gloire, les plus hardis de ses enfants abordent les régions les plus sauvages et les solitudes les plus inhospitalières ou livrent aux forces naturelles les plus terribles combats ; à son nom seul, le cœur bat plus vite, à la vue de son drapeau, il se sent pénétré d'un élan de joie ; pour elle enfin, l'homme abandonne et sacrifie ce qu'il a de plus cher, ses biens, ses affections, sa vie même.

Un tel sentiment est bon, il est salulaire. C'est grâce à lui précisément que la Nation peut grouper fortement des millions d'hommes, les élever parfois au-dessus des intérêts immédiats, les faire participer en quelque mesure à une vie haute et noble, nourrir en eux le meilleur esprit de sacrifice, ou du moins ce qu'il en faut pour éviter la dissolution rapide de toute société. Par opposition à une vague humanité qui ne fait rien pour nous d'une façon précise et continue, mais qui ne possède à notre rencontre aucun moyen de contrainte, la Patrie peut sembler étroite, exclusive, tyrannique ; mais cette vague humanité au profit de laquelle on veut détruire la Patrie ne saurait aujourd'hui encore être comprise et aimée ; la substituer à la patrie serait supprimer le patriotisme au

profit de l'égoïsme seul — en supposant toutefois que l'on pût supprimer la Patrie par un décret.

Le patriotisme rend à la fois plus vivante, plus instante et moins froide, moins pénible, la loi de solidarité à laquelle l'homme doit se soumettre; elle lui fait accepter sans peine quelques-uns au moins des sacrifices que cette loi lui impose.

Il ne conviendra pas de sitôt de renoncer au particularisme national et à ses exigences. Tout en comprenant à la rigueur, comme nous l'expliquerons plus loin, certains des griefs des internationalistes qui crient : « A bas la patrie », nous croyons qu'ils font œuvre absolument funeste. Il n'y a pas, de par le monde, assez de dévouements, assez de sentiments désintéressés et altruistes pour que l'on s'efforce d'en bannir un des mobiles qui leur donnent occasion de se développer.

2. Le Patriotisme et la Confédération internationale.

Mais si cet amour de la Patrie est l'opposé de l'internationalisme pur, est-il incompatible avec la confédération des peuples?

Non pas! L'union des nations ne tuerait pas plus le patriotisme que la formation de la nation française n'a empêché chacun de nous d'aimer son pays natal et sa province; il y a dans le cœur humain place pour plus d'un amour; on peut aimer sa famille et aimer sa ville natale; on peut aimer celle-ci et être en même temps normand, ou breton, ou picard; enfin on peut être Français sans renier la petite patrie dont on conserve l'accent, les mœurs, le type et le caractère.

D'ailleurs, l'exemple de nos voisins, chez qui le patriotisme provincial est beaucoup plus vivace, plus profond et plus éner-

gique que chez nous, montre combien cette idée est juste. L'Ecossais, le Gallois, le Jersiais, pour être particulariste, n'en est pas moins attaché à la grande patrie britannique; le citoyen de l'Union américaine n'oublie jamais qu'il est Géorgien, Californien ou Pensylvanien, etc.; le Bava-rois, le Saxon, comme le Mecklembourgeois ou le Prussien sont fidèles sujets de l'Empire allemand; la vigoureuse autonomie des cantons suisses ne rompt pas l'unité helvétique. Enfin si les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud et les colonies asiatiques ont chacun souci de l'indépendance qu'ils ont conquise ou vers laquelle ils s'acheminent, on voit cependant arriver le temps où entre eux tous s'établira la grande confédération anglo-saxonne (1).

De même, au sein de l'union européenne ou humaine, le Français, l'Anglais, l'Italien ne garderaient pas moins l'amour de leur patrie; le patriotisme n'est en rien opposé aux souhaits que nous formions plus haut.

3. Le Patriotisme et le Chauvinisme.

Mais, sous ce nom de patriotisme, on met quelquefois autre chose que l'amour de la patrie; on confond avec lui un sentiment bas, étroit, mesquin qu'on appelle ordinairement chauvinisme et qui n'est que la caricature du vrai patriotisme; c'est lui qui est l'adversaire implacable de l'union des peuples.

Le chauvinisme, c'est la haine de l'étranger et la haine

(1) Il se trouve, il est vrai, toujours des gens soi-disant bien informés pour nous entretenir des différends irréductibles qui existent ou s'élèvent entre les divers membres de ces fédérations. Mais si l'on observe le cours des événements, on voit l'unité de vues et d'esprit reprendre bien vite ses droits et l'union se faire plus étroite qu'avant entre ceux qu'on disait près de se séparer.

élevée à la hauteur d'un principe, c'est le dénigrement systématique, irraisonné et inintelligent. Pour le chauvin, tout ce qui se fait à l'étranger est mal, tout incident est prétexte à des dissertations sur la grossièreté de tel peuple, sur l'immoralité de tel autre, sur l'égoïsme d'un troisième; un fait qui, de ce côté-ci de la frontière, est insignifiant ou même digne d'éloge, est critiqué de la façon la plus acerbe, la plus ironique, la plus outrageante s'il est passé à l'étranger; le plus petit raconter malveillant, si peu fondé soit-il, prend les proportions d'un événement que l'on répand sans attendre confirmation. Au contraire, tout ce qui est à l'honneur de ceux qu'on nomme les ennemis est passé sous silence ou rabaisé à plaisir ou mis sur le compte d'intentions malveillantes cachées; enfin toute manifestation patriotique qui a lieu au-delà de la frontière est considérée comme émanant d'un chauvinisme maladroit et provocateur.

Nous venons de choisir des exemples typiques, mais on en pourrait trouver bien d'autres; que l'on suive sérieusement le langage habituel de la presse et les conversations courantes en tout ce qui touche aux questions internationales; on sera frappé, pour peu que l'on porte son attention sur ce point, de constater combien des appréciations et des discours que l'on entend journellement sont plus ou moins entachés de chauvinisme (1).

Pareille attitude est à la fois immorale et maladroite.

Au point de vue moral, le chauvinisme encourt le blâme le plus sévère; nous n'avons pas besoin d'insister sur ce point, de montrer qu'il est en contradiction flagrante avec toutes les philosophies et les religions et de rappeler les principes

(1. Malheureusement le chauvinisme fait trop souvent sentir son influence néfaste jusque dans l'éducation donnée aux enfants.

les plus élémentaires du droit et de la morale qui, depuis les prophètes hébreux et les stoïciens, n'ont point varié sur ce chapitre.

Au point de vue social il contrarie le libre jeu de la loi de solidarité; il tend à cantonner chaque nation sur son sol, à empêcher le commerce et les rapports internationaux de s'établir; il tarirait bientôt, s'il n'était combattu par les lois naturelles qui régissent le monde, les sources les plus abondantes de la richesse et du bien-être; il a développé le militarisme à outrance; il ruine nos nations européennes qu'il tient les armes à la main, toujours prêtes à se ruer les unes sur les autres; enfin il aveugle les peuples sur les forces et la valeur de leurs voisins et leur prépare ainsi les pires mécomptes, sinon les plus grandes catastrophes.

Point n'est besoin de réfléchir beaucoup pour condamner le chauvinisme et, vraiment, contre lui les internationalistes ont beau jeu. Si l'on ne savait combien leurs théories sont dangereuses quand on les suit jusqu'au bout, on ne pourrait les reprendre quand ils lancent leurs plus virulentes apostrophes à « la Patrie qui tue », qui dresse des barrières insurmontables et crée des haines factices entre ceux que la nature a faits frères, qui élève ses enfants pour les jeter à la gueule des canons (1) et qui dépense à préparer les massacres à venir des sommes immenses qui pourraient être employées à soulager l'humanité souffrante.

(1) Encore une fois nous n'oublions point qu'il y a des questions de justice qui doivent être résolues avant qu'on puisse parler de paix; mais nous souhaiterions qu'elles fussent tranchées par le libre accord des volontés éclairées de part et d'autre par un sérieux examen des faits, au lieu de l'être par des luttes sanglantes dont les résultats ne pourraient qu'être déplorables pour tous.

4. Conclusion.

Mais « la Patrie qui tue » n'est pas la vraie Patrie. Le vrai patriotisme est un amour et, quoiqu'on en ait dit, l'amour n'a pas comme inséparable compagne la haine; cela pouvait être vrai pour les barbares de l'aurore de l'humanité mais non plus aujourd'hui. Le vrai patriote sait faire des prodiges pour défendre sa patrie quand elle est attaquée; il sait verser pour elle la dernière goutte de son sang, mais il sait aussi respecter les patries des autres hommes.

D'ailleurs dans tous les temps où l'homme s'est dépassé lui-même et s'est élevé jusqu'à l'héroïsme, ces sentiments étroits et mesquins que nous combattons avaient disparu.

Et, de nos jours, de plus en plus nombreuses sont les voix qui nous convient à nous élever par le patriotisme à l'amour de l'humanité.

« Apprenez, disaient substance un maître contemporain (1) à des étudiants français et étrangers réunis autour de lui, apprenez à respecter toutes les patries. Chaque patrie est et doit rester indépendante et inviolable et chacun de vous se doit à sa patrie; mais apprenez à connaître les patries des autres; élevez-vous au-dessus des préventions inintelligentes et des préjugés mesquins; pénétrez l'âme des nations étrangères. Vous les trouverez bien différentes de la vôtre, et cela doit être, car chacune s'est formée de son côté et chacune a une tâche différente à remplir dans la grande œuvre humaine, chacune a sa partie dans le grand chœur universel; mais aussi quand vous aurez rencontré chez chacune de

(1) M. Ernest Lavisse aux fêtes universitaires de Nancy.

nobles dévouements et de grandes actions, quand vous les aurez vues par la pensée évoluer à travers l'histoire, vivre, souffrir et se développer peu à peu, guidant générations après générations sur la voie du progrès, enfantant des grands hommes et fournissant au patrimoine commun de l'humanité leur part de gloire et d'idéal, alors vous comprendrez que chacune est infiniment respectable. »

« Jeunes gens, disait-il encore, que votre génération dont l'effort sera suivi par l'effort de générations successives prépare l'universelle adhésion au dogme de l'inviolabilité des patries et du droit égal de toutes à cette inviolabilité. Il faut que vous répandiez cette idée que les patries sont égales entre elles, qu'il y a de petits et de grands territoires, mais non point de petites et de grandes patries. »

« Ah mes amis, quel progrès si nous arrivions jamais à nous respecter les uns les autres, car l'amour suivra le respect ! Représentez-vous, je vous prie, l'humanité répartie entre ses nations, chacune d'elles gardant sa physionomie propre, son caractère à elle, et, dans cette variété féconde et belle où subsistera l'indépendance des activités nationales individuelles, l'harmonie naissant du respect de chacun pour tous, de tous pour chacun et la paix naissant de la justice. »

« Représentez-vous chacune des patries animée de l'ambition de grandir en dignité intellectuelle, de croître en force morale, mettant sa gloire dans l'esprit, sa grandeur dans le bien, sa magnificence dans la justice, conquérante, mais sur le domaine vaste encore de l'ignorance, sur le domaine immense encore du mal moral et du mal physique. Représentez-vous cette émulation universelle à mieux valoir toujours, et l'universelle estime allant, entre les nations, à celles qui font verser le moins de larmes et ne provoquent point la haine parcequ'elles ne font souffrir personne. »

“ Messieurs, cet avenir je crois le voir, bien loin il est vrai, et Dieu sait au delà de quelles misères encore et après combien de deuils où l'Europe désespèrera d'elle-même, je crois le voir autrement qu'en rêve ».

Et nous concluons par ces paroles d'un poète qui est en même temps un philosophe (1) : “ Se lèvera-t-il un jour où l'humanité entière ne formera plus qu'une seule famille? Il est permis de le souhaiter passionnément. Mais la France, l'Allemagne, l'Angleterre, la Russie, les autres nations sont les seuls agents possibles de cette transformation ; telle est du moins ma conviction profonde. Je crois que chaque nation représente un esprit qui a sa raison d'être, sa valeur, sa fonction ; que toutes ensemble elles concourent suivant leur génie propre à la grande œuvre collective de l'humanité qui est ou doit être une œuvre de lumière, de paix, de justice, d'amour ; et que, si c'est bien l'Humanité qu'en définitive il faut servir, on ne le peut efficacement que par la Patrie. ”

(1) M. Maurice Bouchor. Conférence aux élèves de l'école normale primaire supérieure de Fontenay-aux-Roses.

VU : *le Président de la thèse,*
G. GAVET.

VU : *pour le Doyen,*
L'Assesseur,
R. BLONDEL.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Nancy, le 4 novembre 1896.

Le Recteur,
A. GASQUET.

